TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE N° 11 632 — DERNIÈRE ÉDITION — MERCREDI 23 JUIN 1982

La France et l'Algérie ont signé une convention de coopération économique

LIRE PAGE 43



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 80 pes. ; G.-B., 45 p. ; Grèce, 50 dr. ; Iran, 125 rls ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1000 l. ; Liban, 350 P. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1.75 fl. ; Portugal, 50 esc. ; Sénégal, 290 F CFA ; Suède, 5,00 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 d.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex Paris n° 650572
C.C.P. 4207 - 23 PARIS

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

M. Mitterrand l'Espagne et la C.E.E.

C'est un voyage difficile qu'a entrepris, ce mardi 22 juin et jusqu'à jeudi, le président de la République. Deux litiges empoisonnent depuis des années les relations franco-espagnoles : la question basque et la candidature de l'Espagne au Marché commun.

Madrid avait espéré qu'un président socialiste se prêterait mieux que son prédécesseur à des concessions sur ces dossiers délicats, dans l'espoir de consolider la démocratie espagnole, plus fragile que jamais. Aujourd'hui, c'est la désillusion.

La question basque est la plus délicate. La France laisse-t-elle vraiment une totale liberté aux membres de l'E.T.A. qui se réfugient chez elle ? On le prétend à Madrid, où l'on assure que les séparatistes basques tirent leur force du « sanctuaire » qui leur est assuré derrière la frontière. La polémique a d'abord porté sur les demandes espagnoles d'extradition. Devant le refus de Paris, Madrid demande maintenant que la loi française soit au moins appliquée avec plus de rigueur aux activistes basques installés au nord des Pyrénées. Des mesures d'éloignement de la frontière, des réquisitions sévères du ministère public contre ceux qui commettent des délits au regard de la loi française (port d'arme, falsification d'identité), seraient accueillies comme un geste de bonne volonté.

Du côté français, ce procès soulève quelque irritation. A en croire le ministre espagnol de l'intérieur, M. Roson, le problème de l'E.T.A. serait, sans la France, virtuellement résolu. Pourtant, il y a quelques jours, un des dirigeants de la lutte anti-terroriste, le colonel Cassinello, évaluait l'appui dont dispose l'E.T.A. dans la population basque à deux cent trente mille électeurs ayant voté pour des organisations idéologiquement proches des séparatistes, quinze mille militants, plusieurs centaines de membres de commandos clandestins...

Quant aux négociations sur l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne, Madrid affirme que le gouvernement socialiste français se bat avec tout autant d'acharnement que son prédécesseur pour freiner son adhésion. Paris, prétendent les Espagnols, a adopté la tactique du « préalable » en renouvelant indéfiniment une liste de conditions toujours différentes. Pourtant, ajoute-t-on, l'Espagne pourrait se révéler un partenaire utile pour la France, notamment pour défendre l'agriculture méditerranéenne, moins bien traitée dans la Communauté que celle des pays du Nord. Précisément, rétorque-t-on du côté français, la similitude entre les agricultures des deux pays en fait des concurrentes, et dans des conditions sociales qui n'avantagent pas les producteurs français.

S'il est tout à fait souhaitable que Paris et Madrid abordent concrètement leurs difficultés, les deux gouvernements ne doivent pas pour autant méconnaître ce qui devrait les rapprocher, les intérêts culturels de deux grandes civilisations européennes notamment, et des vues très proches sur les affaires mondiales. M. Sotelo vient de souhaiter une grande réconciliation, comparable à la réconciliation franco-allemande. Que diable ! L'accolade franco-espagnole ne devrait pas exiger un tel effort. Nous n'avons pas trois guerres derrière nous en trois quarts de siècle.

Le siège de Beyrouth

• Les combats ont repris entre Israéliens et Syriens

• M. Reagan s'abstient de critiquer la politique de Jérusalem

Pour la première fois depuis le cessez-le-feu intervenu il y a dix jours, les forces syriennes et israéliennes s'affrontent de nouveau ce mardi 22 juin, à l'est de Beyrouth. Des blindés israéliens, qui tentaient, dans la matinée, de progresser sur l'axe central du front, au nord de la route Beyrouth-Damas, se sont heurtés à une forte opposition de l'artillerie syrienne, aussitôt attaquée par l'aviation.

La situation était, d'autre part, critique, mardi, dans la capitale libanaise, dont de nombreux quartiers ont été soumis à des pilonnages incessants au cours des dernières vingt-quatre heures. Les victimes sont très nombreuses.

M. Yasser Arafat estime qu'un assaut contre Beyrouth est imminent. Dans une déclaration à diverses chaînes de télévision américaines, le président de l'O.L.P. a déclaré le mardi 22 juin que « les Israéliens, en collaboration étroite avec le Pentagone, se préparent à lancer leur attaque ». Cette « invasion américaine » ne l'incitera pas à capituler ou à fuir, a-t-il dit avant de s'exclamer : « J'y suis, j'y reste ! »

A l'issue de son entretien lundi avec M. Begin, le président Reagan s'est dispensé de toute critique à l'égard de l'offensive israélienne. Son analyse de la situation était très similaire à celle qu'a développée le premier ministre israélien devant la presse.

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Une canonnade nourrie dans la nuit du lundi 21 au mardi 22 juin, sur les banlieues sud et les camps palestiniens. Vingt morts et soixante-quinze blessés la journée précédente dans les quartiers résidentiels du centre, pilonnés des heures durant par l'artillerie et la marine israélienne. La trêve n'est qu'une fiction, même si la bataille de Beyrouth n'a pas encore vraiment commencé.

Le calme relatif qui régnait sur la ville assiégée à l'aube de ce mardi ne faisait plus illusion : tandis que les tractations piétinent sur les plans politique et diplomatique, Israël resserre son étau autour de la capitale et menace directement les grands camps — Sabra, Chatila, Borj-Barajneh, — où plusieurs milliers de fedayin se sont retranchés

Le « comité de salut national », qui regroupe autour du président Sarkis les dirigeants des diverses factions et confessions libanaises, s'est réuni pour la seconde fois ce mardi en fin de matinée, mais rares sont ceux qui en attendent un miracle. Les pilonnages de lundi — malgré la trêve annoncée — montrent assez que les décisions se prennent ailleurs, et qu'à tout le moins l'assaillant sait, à son gré, manifester ses impatiences.

En frappant indistinctement et à plusieurs reprises, outre les positions palestiniennes de la périphérie, les grandes artères du centre, Tsahal vise à intimider les Beyrouthins pour accentuer les pressions qui, de toutes parts, incitent l'O.L.P. à une reddition. Il s'agit bien d'amener l'Ouest assiégé à penser — comme on le fait déjà à l'Est — que ce sont en fait les Palestiniens qui tiennent la ville en otage et exercent sur elle un chantage au chaos. A le penser et à en tirer toutes les leçons...

DOMINIQUE POUCHIN.

(Lire la suite page 4.)

Le plan de lutte contre l'inflation

• Les salaires, le SMIC excepté, seront bloqués par voie législative

• Le chef de l'État accuse Washington d'aggraver la crise mondiale

Réuni exceptionnellement mardi matin 22 juin en raison du départ de M. François Mitterrand pour Madrid, le conseil des ministres a décidé de recourir à la loi pour imposer le blocage des prix et des revenus décidé la semaine dernière par le gouvernement.

M. Pierre Mauroy engagera la responsabilité du gouvernement, non seulement sur ce programme économique et financier jeudi 24 juin, mais aussi sur une déclaration de politique générale, mercredi 23. A cette occasion, le premier ministre répondra personnellement à M. Jacques Chirac, qui défendra l'opposition. Il le fera en lançant un nouvel appel à la solidarité nationale et en insistant sur la nécessité de « répartir équitablement les sacrifices ».

Au cours du conseil des ministres, M. Mitterrand a mis en garde « en terme sévères » les Etats-Unis, dont la politique « tend de plus en plus », a-t-il dit, « à entraîner l'Europe vers l'aggravation de la crise ».

Le premier ministre doit recevoir, le 15 juillet, les partenaires sociaux. Le C.N.P.F. se déclare d'ores et déjà d'accord pour engager dès septembre des négociations par branches sur la durée du travail et les salaires.

M. Bergeron a *déclaré que la décision du gouvernement était* « une erreur grave ».

Somme toute, feu l'« état de grâce » ne se porte pas si mal ! Sinon, comment expliquer que le gouvernement ait, en une semaine, si facilement rallié les syndicats ouvriers et le parti communiste à la cause de la rigueur ?

Les critiques et les réserves des premiers, les doutes et les réticences du second, n'enlèvent rien au fait que le premier ministre a convaincu les états-majors des forces de gauche de prendre en considération, bon gré, mal gré, la nécessité de règles contraignantes qu'ils eussent naguère rejetées sur le champ. Dans la lettre qu'il a adressée, le samedi 19 juin, aux partenaires sociaux, M. Mauroy n'a d'ailleurs pas manqué de prendre acte de l'« *accord unanime pour engager un effort vigoureux et rapide contre l'inflation* ».

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 9.)

POINT

Le piège du dollar

Le cours du dollar à Paris s'est approché, lundi 21 juin, du cours de 7 francs, frôlant 6,90 francs avant de fléchir un peu mardi aux environs de 6,83 francs. Il y a dix jours, il ne s'élevait qu'à 6,30 francs, et cette hausse de plus de 0,50 franc coûte cher au pays, dont 37 % des importations sont libellées en dollars. La facture pétrolière va s'en trouver fortement alourdie, puisque, sur une base annuelle, une hausse de 0,10 franc se traduit par un supplément de plus de 2 milliards de francs avec les conséquences que l'on peut imaginer pour les automobilistes.

La flambée du « billet vert » est certes générale. Mais, pour la France, elle a été amplifiée par le réajustement du franc, qui équivaut à une hausse supplémentaire d'un peu moins de 0,40 franc. Ce sont là les effets pervers des dévaluations, qui vont accroître le prélèvement effectué sur notre économie par les producteurs de pétrole et ralentir le processus de freinage de l'inflation amorcé par le gouvernement. Et dire qu'en dévaluant ce dernier espérait limiter à 6,60 francs la montée du dollar ! Un véritable piège...

L'ascension de la monnaie américaine, provoquée en grande partie par un regain de tensions sur les taux d'intérêt aux Etats-Unis, effraie, dit-on, jusqu'au président Reagan lui-même. Ne projette-t-il pas de mettre en « liberté » surveillée la Banque centrale des Etats-Unis (le FED), coupable, à ses yeux, de persister dans sa politique d'argent cher, sans souci de celle du gouvernement ?

Au-delà de cette querelle interne, dont les effets sont ravageurs, nonobstant les résolutions optimistes du sommet de Versailles, on s'aperçoit à quel point la faiblesse d'une monnaie peut coûter cher lorsqu'un pays dépend autant de l'étranger pour ses matières premières. Voilà un argument de poids pour mener une politique de franc fort dont était partisan M. Barre. En en payant le prix.

(Lire page 48.)

Point de vue

Des départements français...

M. Michel Debré, député R.P.R. de La Réunion, mène campagne, depuis un an, contre les projets socialistes visant à instaurer, outre-mer, un régime de décentralisation particulier, qui se traduirait, dans chacun des départements d'outre-mer, par l'institution d'une assemblée unique élue au suffrage universel et au scrutin proportionnel.

Bien que M. François Mitterrand n'ait pas encore donné son accord définitif à cette réforme, l'ancien premier ministre a réaffirmé ses craintes, mardi matin 22 juin, à Paris, au cours d'une conférence de presse commune de tous les parlementaires des DOM appartenant *à l'opposition, auxquels s'étaient associés* les présidents des conseils généraux de Guadeloupe, Guyane, Martinique et La Réunion.

par MICHEL DEBRÉ

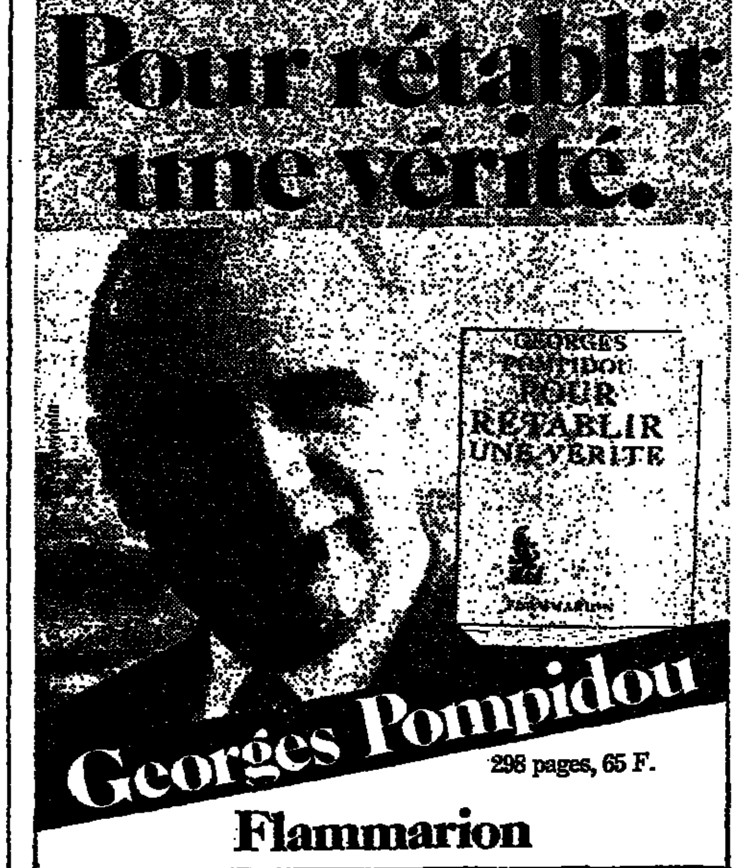
Oui, ce sont des départements français : la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, la Réunion. Et ce n'est pas seulement une affirmation juridique, la loi de 1946, qui leur a donné les mêmes structures institutionnelles que celles des départements de métropole, et la Constitution de 1958 qui les a confirmées n'ont fait qu'aligner le droit sur le fait et sur les sentiments

Le fait, c'est l'appartenance séculaire et une représentation parlementaire inaugurée pour certains d'entre eux aux états généraux de 1789. Le sentiment, c'est un profond attachement de la grande majorité des habitants à leur qualité de citoyens de la France, un attachement que les épreuves de ce siècle ont confirmé et approfondi.

Or ces départements sont inquiets. Et la présence à Paris de délégations des quatre conseils généraux, conduite chacune par leur président, et de deux conseils régionaux, également conduites par leurs présidents, est la manifestation de cette inquiétude. Ces délégations, avec le soutien de la majorité de leurs parlementaires, quatre sénateurs, cinq députés, viennent tout à la fois éclairer le gouvernement et prendre à témoin l'opinion métropolitaine.

On ne badine pas avec la structure départementale. Elle repose sur un conseil général élu par cantons au scrutin uninominal Et à côté du conseil général, un conseil régional. Les élus demandent que la nouvelle loi sur les droits et libertés des communes, départements et régions leur soit appliquée, comme telle était l'intention première du gouvernement s'il n'y avait eu la pression communiste, qui a tenté et qui tente toujours de tout remettre en cause

(Lire la suite page 9.)



AU JOUR LE JOUR

ATTENTE

« Ça y est !

— Mais quoi ?

— Il est arrivé avec un peu d'avance...

— Mais qui ?

— On ne connaît pas encore son nom.

— Le nouveau premier ministre ? Le dollar à 7 F ? Le bout du tunnel ? Le Messie ? Le grand soir ? Le beaujolais nouveau ?

— Mais non, le fils de lady Di ! »

ALAIN WOODROW.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Lectures pour l'été

« Le Monde » publiera, dans son numéro du mercredi 23 juin, daté 24 juin, un supplément de huit pages Lectures pour l'été :

- Des articles sur les voyages, les romans policiers, la science-fiction, les livres de poche.
- Une enquête : ce que les Français ont lu cette année.
- Une sélection.

LA FÊTE DE LA MUSIQUE

Vertus et limites de l'organisation

Au soir de la première « Fête de la musique » qui, à strictement parler, n'a duré qu'une demi-heure, *il est bien malaisé d'en mesurer* l'impact réel dans toute la France. Ce n'était, à Paris en tout cas, ni un raz de marée ni un échec, et l'on peut parler de succès pour cette initiative un peu folle du ministère de la culture, qui date de tout juste vingt jours.

Etait-ce une idée démagogique, comme on l'a prétendu, que de faire descendre les musiciens dans la rue pour le premier jour de l'été ? Pas plus que de laisser danser aux carrefours le 14 juillet. Il s'agissait, non tant de faire du bruit « en tapant sur des casseroles » (comme certains y invitaient un peu imprudemment), que de permettre aux gens de manifester leur désir et leur plaisir de faire de la musique, dans une atmosphère de fête commune. Une idée politique d'« encadrement » ? Certes, tout ce qui vient *du gouvernement suscite la défiance*, mais lorsque la proposition émane d'une radio, personne ne trouve à y redire Et le gouvernement est sans doute le mieux à même de lancer un mouvement d'ampleur nationale qui deviendra ou non, selon la qualité de l'intuition, une tradition.

Est-ce pour autant une « négation de l'art » ? On ne prétend nullement que la France ait été dotée pour une nuit de milliers de concerts inoubliables, mais elle a montré, timidement encore, que la musique pouvait être un puissant levier.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 16.)

Le Monde

idées

MÉDITERRANÉE

Alors que viennent de s'achever à Béziers, à Montpellier et à Arles les « Rencontres Nord-Sud Culture » organisées par le Nouveau Théâtre populaire de la Méditerranée, la « Grande Bleue » s'apprête à voir déferler vers ses rivages l'Europe vacancière. Deux poètes nés sur les bords de cette mer que les Arabes appellent « blanche », Andrée Chédid et Tahar Ben Jelloun, nous rappellent, chacun à sa manière, le génie et les excès du lac latino-arabe. Michel Didier souligne, pour sa part, que la Méditerranée est, démographiquement, de moins en moins européenne, tandis que Paul-Marie Coûteaux préconise pour la France une politique privilégiée de co-développement avec ses voisins méridionaux.

Mare illorum

par PAUL-MARIE COUTEAUX (*)

L'EUROPE aurait-elle déçu ? Depuis quelque temps, on agite l'idée d'une « *communauté latine* », ou d'une « *voie méditerranéenne* », comme si l'entreprise européenne, empêtrée dans les mécaniques bruxelloises, n'avait pu fournir cet espace privilégié que rendent désormais nécessaire l'exiguïté de nos nations et *la guerre économique*, monétaire, culturelle, dont elles sont l'objet. Pendant plusieurs décennies, un *primat excessif* accordé aux liens continentaux fit oublier l'autre tradition de notre diplomatie : *le rayonnement sur* la vieille mer grecque, africaine et arabe. Déjà Charles Quint et Philippe II *s'inquiétaient* de l'alliance nouée par François 1er avec l'Empire ottoman, traitant la France de « *grand renégat* ». La « *trahison* » se poursuivit : Napoléon s'entendit avec Selim III, Louis-Philippe avec Mehemet Ali. Renouer des liens particuliers au Sud : la question revient à son heure, qui aurait pour mérite de nous rapprocher des régions qui ont nourri notre culture, et de nous fournir l'occasion de prendre *une part plus active* au développement de nations voisines.

Cependant, les progrès de l'option méditerranéenne sont lents. Les gouvernements n'en sont pas seuls responsables ; la *formulation* de grands projets ne répond pas à la sensibilité politique du moment. On ne voit que *colloques et assises d'où s'élèvent* les inévitables invocations aux racines culturelles communes, toutes procla*mations que les gens sérieux jugent* « *métaphysiques* » — puisqu'il est d'usage à présent de qualifier ainsi *tout ce qui ne se borne pas au commerce* du Coca-Cola.

On attend une étude d'ensemble qui recenserait les aspect humains culturels, diplomatiques, économiques, financiers, d'une programmation coordonnée de *la* coopération méditerranéenne. L'application systématique de la théorie dite des communications, qui ferait l'inventaire des flux de marchandises ou de capitaux, des échanges politiques, humains, voire postaux, de l'apprentissage des langues, des missions de techniciens, des coproductions de films ou de festivals, révélerait la faible intégration régionale en regard de la zone atlantique.

La complémentarité des économies est un premier facteur d'intégration : abondance ici de techniciens et d'outils, là de matières premières et de capitaux improductifs. La concertation politique méditerranéenne, si elle avait existé en 1973, aurait peut-être permis de substituer une modification négociée des échanges *au brutal renchérissement* du naphte qui n'assura même pas aux pays pétroliers les fondements d'un développement cohérent. Il est vrai que la prééminence politique acquise, au détriment de *nos anciennes positions*, par des puissances extérieures à la région a favorisé des coalitions qui nous furent contraires ; on ne vit que la France, au moins pendant l'année 1973-1974 où Michel Jobert fut son *ministre des affaires étrangères*, pour opposer à la stratégie pétrolière d'affrontement de Washington un *dialogue direct débouchant*, *comme* cela se fait jusqu'à présent avec l'Algérie pour le gaz, sur un programme *à long terme. Ce juste réflexe* trouvé, il est temps de le généraliser en une véritable programmation à *l'échelle méditerranéenne*.

La police de la Méditerranée

Autre facteur d'intégration : l'inquiétude que fait naître le déploiement militaire, économique et diplomatique (près de mille agents à l'ambassade américaine au Caire !) des superpuissances qui, à la faveur des conflits locaux et parce que les belligérants se tournent vers elles pour obtenir crédits, armes et appuis politiques, consolident leur présence : la rapide modernisation de l'Eskadra soviétique dans les années 60 appela celle de la VIe flotte *américaine*. Mare illorum ! Leur mer ! Mais, comme la surenchère militariste appartient à l'Union so*viétique, dont le repli au-delà du* Bosphore n'offrirait pas de garantie sûre pour les riverains, comme la ré*gion pour des raisons géographiques* représente un plus grand intérêt pour Moscou que pour Washington, il va de soi que tout *retrait équilibré* des Supergrands ne pourrait être regardé comme un gain durable si, corrélativement, les Etats riverains ne parvenaient pas à mettre en place un contrôle maritime coordonné.

Certes, la *police de la Méditerranée* n'est guère difficile aussi longtemps que les trois accès en seront régis par des *conventions internationales*. Mais il faut, d'abord, que cesse l'extroversion des Méditerra*néens et leur recours* à des systèmes d'alliance au pôle de plus en plus éloigné de leurs rivages.

Deux autres éléments intégrateurs peuvent enfin être notés : en premier lieu, le partage de la mer, *qui rend nécessaire une instance* commune pour la gestion, l'exploitation et la protection du bassin ; on ne *pourra indéfiniment se satisfaire* de conférences dispersées qui se tiennent de-ci, de-là depuis la fameuse réunion de Barcelone en 1976, consacrée à la sauvegarde de l'environnement. En second lieu, *il* faut insister sur le puissant facteur d'entente, que constitue le « *mythe méditerranéen* », auquel les millénaires d'histoire entremêlés ont donné quelque réalité. Notre mer est un creuset qui confronte trois continents, trois religions de grand poids socioculturel, en somme l'antipode de l'univers matérialiste, ce qui devrait éviter les erreurs des constructeurs d'une Europe jamais distinguée de l'espace culturel *atlantique* et abandonnée à une mesquine confrontation d'intérêts économiques. *Mais n'en restons pas aux in*cantations et forgeons des instruments concrets : l'école et *l'Université devraient privilégier* les langues méditerranéennes — l'arabe aussi est une langue commerciale. Les *migrations humaines*, traditionnellement nombreuses dans la région, pourraient favoriser les rapprochements entre nations *riveraines*. Quelle identité plus noble que la citoyenneté méditerranéenne ? Des *satellites peuvent contribuer* à *tisser* un réseau d'échanges réguliers entre les programmes de télévision : ne serait-on *pas curieux de regarder* des émissions tunisiennes, grecques ou libanaises ? Une communauté des *télévisions méditerranéennes* multiplierait les coproductions adaptant par exemple en dessins animés des *légendes ou épopées africaines* et orientales pour remplacer les *supermen* de l'imagerie atlantique : face aux énormes économies d'échelle dont bénéficient les séries américaines, nos chaînes ne peuvent *résister* *en se bornant* à *une diffusion nationale*.

La francophonie

Sur tous ces terrains, la France peut jouer un rôle décisif grâce à sa maîtrise de techniques capitales (qu'il s'agisse de télécommunications, d'armement ou d'agronomie) ; grâce à la vitalité de la francophonie, certes menacée en Israël, en Italie ou en Grèce, mais en progrès au Maghreb, au Portugal, en Jordanie et même en Irak ; grâce, enfin, à l'image diplomatique favorable que lui vaut parmi les peuples sa volonté d'indépendance à l'égard des hégémonies, la France bénéficie en Méditerranée d'une « *prime d'influence sans stratégie* ».

Celle-ci ne pourrait s'appuyer que sur des échanges économiques *conformes à la nouvelle conception* se dégageant des projets de « *codéveloppement* », dont l'Algérie est un premier exemple. *Contrairement* aux aides réparties entre plusieurs pays, la planification bilatérale permet de programmer à long terme des contrats d'ensemble : cette voie défendue dès 1976 par l'économiste franco-égyptien Samir Amin pourrait aussi bien inspirer des plans de mise en valeur régionale entre des économies complémentaires, veillant aux quantités et aux *prix* des marchandises comme aux échanges d'hommes et de techniques, ou aux *conditions de financement*.

Même inspiration à propos de la sécurité : lors de la réunion de Belgrade en *1977*, Malte proposa la création d'un « comité permanent pour la sécurité et la coopération en Méditerranée ». Hélas ! les Occidentaux *enterrèrent* l'idée. La France, en concertation avec d'autres puissances européennes du Sud ne pourrait-*elle* reprendre *pareille* initiative ? Ambition démesurée ? Nous sommes trop menacés pour nous permettre d'être modestes...

(*) Animateur du centre d'études du Mouvement des démocrates de M. Jobert.

AVEC UNE INFINITÉ DE REGARDS

par TAHAR BEN JELLOUN

UN visage ouvert
une main
qui ne se sépare pas,
une prairie d'illusion
un ciel peint comme un mensonge
c'est une rumeur
nappe de mots et gestes suspendus
sur la terrasse d'un café
La Méditerranée a les pieds nus
d'une mémoire écorchée
ses enfants
bribes de légende et éclats de rire
enjambent les toits et les îles
C'est un matin de crépuscule
une vague retournée au cimetière
une femme aux *seins* lourds
assise sur un banc de pierres blanches
entre le bidonville et le figuier
donne le lait à un vieillard
Mère abusive ou femme soumise
aux lèvres épaisses de la tendresse
c'est une statue aveugle
qui mange ses enfants
un astre de hasard
sur la *rive* de l'oubli
une terre sans haine pour la mort
pieds de marbre dans un nuage
déchirant la visage opaque du ciel
un chant pour ne pas dire la faim
et le souvenir de l'absent
aux mains retenues par la terre
brune du Nord
La Méditerranée est un visage
un miracle sans rides
dans un miroir qui traverse le soir.

Hydra, 22 mai 1982.

P. S. : Ce poème a été écrit dans l'euphorie de la fraternité méditerranéenne. Nous étions réunis en Grèce (1) dans le *rêve de la paix*. Les Israéliens Amos Kénan et Uri Avnéri, la Palestinienne Raymonde Taouil évoquaient le visage d'une même terre de coexistence. Nous avons tous applaudi à cette espérance. *Hélas !* le dimanche 6 juin, la Méditerranée a été transformée par Israël en un lac de guerre, où ont sombré les espoirs et volontés de quelques individus dont la voix a été couverte par la fureur des armes.

(1) N.D.R.L. - Voir l'article de Bertrand *Poirot-Delpech sur les Rencontres* culturelles d'Hydra, dans *le Monde* du 27 mai 1982.

Entre soleils et larmes

par ANDRÉE CHÉDID

A chacun sa Méditerranée ! Assez multiple pour nous mettre au *défi de la saisir en son entier ; assez vitale pour nous provoquer*, nous émouvoir, selon nos tempéraments.

Pour moi, aujourd'hui, ses images *convergent vers un amoncellement* de cadavres et de larmes. Comme si, une fois de plus, en ces lieux essen*tiels, se dressait l'énigme de* l'homme, de ses parentés avec le monde, du sens de son destin.

Mer complexe et complexe de mers. *Bassin semé d'îles jamais insulaires*. Mer intérieure, concise, mais amplement appuyée aux terres d'Afrique, d'Asie, d'Europe. Ses ri*vages, enrichis de populations* variées, puisant au noyau de l'histoire, se propulsent à l'avant-scène du présent charriant les *mêmes forces* de mort et de vie.

∴

Que *n'ont-ils découvert ces peu*ples, créateurs de plus de civilisations qu'aucun autre ? Parmi l'extrême diversité de *leurs* visages, lesquels nommer ? Dissemblables, liés par des affinités profondes, même leurs oppositions ont été des ferments.

Est-ce le voisinage d'eau et de désert, de montagnes rocailleuses et de plaines fertiles ? Est-ce d'avoir été nomades et sédentaires à la *fois*, tournés vers le dehors en demeurant enracinés ? Est-ce l'exubérance croi*sant le silence ? Les désirs côtoyant* la mesure ; le surhumain, la légèreté ? Est-ce de se trouver au bord *du rire et des pleurs, de la tragédie à* son comble et de la farce à son sommet ? Est-ce le souci des dieux, la proximité des morts et des vivants, l'*alliance du temps et de la durée* ? Est-ce l'amour de vivre par-delà les tourmentes qui ont façonné ces peuples, et fait de leurs terres ce lieu de convergences, ce creuset d'inventions ?

On pourrait aligner les suppositions, énumérer leurs apports, il suffit de citer : *l'alphabet, l'écriture, les* mathématiques, l'astronomie, la naissance de la roue, le développement et la permanence de *la* peinture, sculpture, architecture ; la création des cités démocratiques, des premières bibliothèques ; la philoso*phie, le monothéisme, les grandes* écoles de morale, *les* règles du bien-vivre...

Épris du verbe, animés par de constants élans, *leurs* pèlerins, *leurs* marchands, leurs conquérants, *leurs* prophètes, ont ouvert de nouveau espaces et n'ont cessé d'élargir notre vision.

Je reviens à aujourd'hui. A cette région, où l'histoire s'appesantit une *fois encore, et plus cruellement que* jamais : à ce Liban, si méditerranéen dans sa complexité ethnique, son en*racinement et son goût du large, sa* féconde diversité.

Ses erreurs — méditerranéennes aussi, clans, morcellements, rivalités, anarchie — s'effacent à *présent* devant son courage, sa passion de vivre, son espoir indéfectible, sa faculté de renaître, qui impressionnent chaque témoin.

Le phénix est bien de cette terre ! *Encore faudrait-il arrêter, de toutes* parts, cet acharnement à la réduire et la dévaster.

La Méditerranée, notre « terre-mère », porte aussi — très distinctement — ce visage-là !

Une mer de moins en moins européenne

par MICHEL DIDIER (*)

D'UNE certaine manière la Méditerranée résume l'ensemble du problème *Nord-Sud, la France, qui a par la* Méditerranée une frontière commune avec le Sud, est particulièrement sensible à tous les risques de tensions que peuvent entraîner les inégalités économiques, les déséquilibres démographiques et les incom*préhensions culturelles entre le* Nord et le Sud.

Les *chiffres sont* éloquents, et d'abord ceux de la population. Regroupons en deux ensembles les pays *qui ont une côte méditerranéenne* : ceux du Nord, pays européens de tradition culturelle chrétienne (de l'Espagne à la Grèce), et ceux du Sud, *pays d'Afrique* ou d'Asie de tradition culturelle à dominante islamique (du Maroc à la Turquie). En 1950, le rapport de population est de 2 à 1 en faveur du Nord : 140 millions d'habitants au Nord, 70 millions au Sud. *La Méditerranée* est une mer européenne, et cela depuis le déclin de l'empire ottoman. Mais avec une natalité exubérante et la *diminution* de la *mortalité*, la poussée du Sud méditerranéen est déjà en place. Elle s'accentue avec l'ef*fondrement démographique du* Nord. Nous vivons, et nous allons vivre plus encore dans les prochaines années, la plus grande fracture dé*mographique* de l'histoire méditerranéenne. D'ici trois ou quatre ans, pour la première fois depuis plus de deux mille ans, le Sud dépassera *le* Nord, avec environ 190 millions d'habitants sur chacune des rives méditerranéennes. Puis l'écart aug*mentera. D'après* les *projections* démographiques de l'ONU, 200 millions au Nord, 270 millions au Sud en *l'an 2000*. Et *en 2020, toujours* 200 millions au Nord, dont la population est devenue stationnaire, 370 millions au *Sud*. La précision des chiffres ne doit par faire illusion, surtout d'ici quarante ans. Mais pour les quinze à vingt prochaines *années, les jeux sont faits*.

Devant cette évolution on peut se dire « *après tout, pourquoi pas ?* » et retourner à ses occupations quoti*diennes. On aurait tort*. Car l'histoire montre clairement que des basculements de population de cette nature se sont accompagnés de heurts, d'incompréhension et trop souvent de violences. L'exemple le plus souvent cité par les manuels est la fin de l'empire romain. Son déclin et la grande « stagflation » du troisième siècle (crise économique et inflation) *peuvent être rapprochés* de sa dépopulation, qui se manifeste au même moment dans sa partie européenne et, un peu plus tard, en Afrique. En quatre siècles, la population de l'empire est divisée par près de deux. Plutarque rapporte que Tibérius *Gracchus, traversant l'Etrurie*, « *aperçut ce beau pays désert et n'ayant pour laboureurs et pour pâtres que des étrangers et des barbares* ».

Deuxième exemple : les croisades ; la première est de 1096, la dernière s'achève sous les murs de *Tunis* en *1270*(1). Elles sont avant tout une manifestation religieuse. C'est l'époque où l'Europe se couvre d'un « *blanc manteau d'églises* ». *Mais* si les croisades ont des fondements religieux, elles n'ont été possibles que par l'essor démographique de l'Occident qui s'amorce précisé*ment* à la *fin* du dixième *siècle*. D'après les estimations de J.-N. Biraben(2), la population de l'Europe (sans la *Russie*) passe de 30 millions en l'an 1000, à 35 millions en 1100, 49 en 1200, 57 en 1250. Le Proche-Orient avait 33 millions d'habitants en l'an 1000, 28 millions *en 1100, 27 millions en 1200 et 22* en 1250. C'est 1 pour 1 en l'an 1000, presque 3 pour 1 en 1250 ; *sans* ces chiffres, on ne comprendrait pas *l'extraordinaire migration des* croisades.

Troisième exemple : la période contemporaine. L'empire ottoman est, au *dix-neuvième* siècle, le plus grand et le plus prestigieux des États musulmans. Cependant, il s'ef*frite, il est de plus en plus considéré* par un Occident en pleine vitalité comme l'« *homme malade* » de l'Europe. Ce que l'on appelle alors la « *question d'Orient* », c'est le problème que pose aux autres grandes puissances la décadence de cet empire. A la *fin* du dix-neuvième siècle et au début du vingtième, c'est un véritable basculement de civilisation qui s'opère. *Entre 1830 et 1910* la quasi-totalité des rives sud et est de la Méditerranée se trouvent placées sous dominatin occidentale. Ici encore, la démographie est au cœur de l'explication. Le rapport de population entre, d'une part, le Proche-Orient et l'Afrique du Nord réunis, d'autre part, l'Europe, passe de 1 pour 3 en 1750, à 1 pour 5 en 1850. Le mouvement s'accentue encore *par la suite* : de 1850 à 1900 la population de la rive méridionale augmente de 18 millions de personnes, *la population de la rive septentrio*nale de près de 90 millions de personnes.

Tous ces chiffres soulignent l'ampleur du *retournement* qui s'opère actuellement, d'une rapidité sans précédent, et dont la décolonisation n'est peut-être *qu'une des premières* manifestations. Dans ses *Mondes en marche*, Alfred Sauvy nous rappelle les réponses de l'histoire aux trop grands écarts de pression démographique : 1) La migration classique, *autorisée* et plus ou moins organisée, ou la migration *clandestine par infiltration* ; 2) La migration massive pacifique ou en force (c'est l'invasion) ; 3) La modification des fron*tières et la cession de territoires*. Nous ne connaissons pas la réponse que l'avenir apportera, mais pour que le déséquilibre des populations méditerranéennes, désormais inéluctable, se produise sans désordre, nous aurons, quant à nous, au moins deux efforts à faire : un investissemen *économique* et un investissement culturel.

Il faut d'abord que les richesses aillent vers les *hommes* pour que les *hommes* n'aillent pas vers *les* richesses. Notre disponibilité pour une assistance économique et technique doit rester grande, dans la mesure naturellement *où elle* est souhaitée. Nos propres difficultés de pays riches ne doivent pas faire oublier que d'autres que nous ont, à une heure d'avion ou un jour de bateau, un revenu moyen, encore trop bas, une surpression démographique et un chômage *bien* plus élevé. Et puis, et c'est peut-être encore plus difficile, il est urgent que les Européens apprennent à connaître la culture islamique, pour mieux la reconnaître. « *Une fois débarrassés de l'héritage des croisades et de l'hypothèque coloniale, nous saurons bien trouver les modalités concrètes pour créer des rapports nouveaux fondés sur notre foi commune en Dieu qui est inséparable de notre foi en l'homme* », déclarait récemment M. Mzali, premier ministre tunisien. *La sagesse de peuples millénaires*, l'humanisme, les bonnes volontés existent aussi au Sud. L'islam l'a plus d'une fois montré. Acceptons de relire l'histoire en changeant de paire de lunettes. Nous y gagnerons. C'est le devoir de tout honnête homme, *c'est aussi notre intérêt* bien compris.

(1) Il y eut huit grandes croisades entre 1096 et 1270.

(2) J.-N. Biraben, INED, *Population 1979, n°1*.

(*) Economiste, secrétaire général de l'association France-Tunisie.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23
ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE-D.O.M.-T.O.M.	273 F	442 F	611 F	780 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	533 F	962 F	1 391 F	1 820 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	313 F	522 F	731 F	940 F
II. — SUISSE, TUNISIE	386 F	667 F	949 F	1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

étranger

L'INVASION DU LIBAN PAR ISRAËL

A L'ISSUE DE SES ENTRETIENS AVEC M. BEGIN

M. Reagan a évité de critiquer publiquement Jérusalem

De notre correspondant

Washington. — *« Des discussions franches, directes, parfois sans ménagement. »* Ainsi décrit-on, du côté américain, les deux heures et demie d'entretiens que M. Begin a eues lundi avec M. Reagan et ses collaborateurs. Cette *« franchise »* qui, en langage diplomatique, signifie généralement divergences, n'est pourtant guère apparue dans les déclarations publiques des deux dirigeants. On a plutôt noté une grande similitude dans la manière de présenter les événements du Liban et leurs suites.

Dans sa très courte allocution, M. Reagan s'est dispensé de toute critique à l'égard de l'offensive israélienne. *« Au Liban,* a-t-il déclaré, *nous cherchons, ainsi qu'Israël, la fin de la violence, et un Liban souverain, indépendant, sous l'autorité d'un gouvernement central solide. Nous reconnaissons qu'Israël ne doit pas être victime de la violence à partir du nord. Les Etats-Unis poursuivront leurs efforts pour atteindre ces objectifs et le retrait assuré de toutes les forces étrangères au Liban. »*

M. Begin s'est montré plus prolixe et plus précis : *« Israël n'a pas envahi le Liban,* a-t-il affirmé. *On envahit un pays lorsqu'on veut l'annexer, ou le conquérir, ou au moins en conquérir une partie. Nous ne convoitons pas un pouce de territoire libanais. Volontairement, nous retirerons nos troupes, toutes nos troupes, et les rapatrierons dès que possible. »*

Dès que possible ? *« Cela veut dire dès que des arrangements seront pris pour que plus jamais nos concitoyens — hommes, femmes et enfants — ne soient attaqués, mutilés et assassinés par des bandes armées, opérant du Liban, armées et soutenues par l'Union soviétique et ses satellites. »*

M. Begin pense que *« l'espoir existe pour que de tels arrangements interviennent et que toutes les forces étrangères sans exception soient retirées du Liban ».* C'est avec un Liban *« indépendant, libre, doté de son intégrité territoriale »* que l'Etat hébreu veut *« signer un traité de paix ».*

Au cours des entretiens, il a été longuement question de la force internationale de paix qu'Israël réclame le long de sa frontière septentrionale. M. Begin a insisté pour que les Etats-Unis y participent. Il devait même déclarer un peu plus tard à des congressistes américains : *« Vous auriez dû envoyer des troupes dès l'an dernier. »*

Selon un responsable gouvernemental qui requiert l'anonymat, les Etats-Unis *« ne sont pas enthousiastes »* à l'idée de participer à une telle force. Mais ils ne l'excluent pas : *« La décision définitive sera prise le moment venu en fonction de l'évolution de la situation au Liban. »* Quant à M. Begin, il n'aurait pas totalement écarté l'hypothèse d'une force de l'ONU.

« Servir les intérêts américains »

On souligne, du côté américain, que des *« différences »* sont apparues lundi sur *« le moment et le retrait des forces étrangères du Liban ».* M. Reagan aurait insisté sur trois points : que les hostilités cessent au plus vite, que les troupes israéliennes se retirent *« promptement »* du Liban et que des actions humanitaires soient entreprises pour secourir les victimes.

En évitant de critiquer publiquement Israël, le président a satisfait M. Begin. Mais aussi son propre secrétaire d'Etat, le général Haig, qui est en conflit avec le secrétaire à la défense, M. Weinberger. Celui-ci avait eu dimanche des mots assez durs à l'égard d'Israël. Trop durs pour n'être mis sur le compte que du traditionnel partage des rôles au sein du cabinet américain.

L'indulgence de M. Reagan est expliquée de la manière suivante par l'un de ses collaborateurs : *« Notre premier objectif est le cessez-le-feu. Nous ne voulons pas adopter une attitude qui l'entraverait. Et nous agissons de manière que les intérêts américains soient le mieux servis. »*

On peut ajouter que le président est pro-israélien de cœur. M. Begin l'a ému en lui décrivant de façon dramatique les bombardements dont souffraient les habitants juifs de Galilée. Washington cherche depuis des mois à améliorer ses relations avec Israël et ne croit plus à l'efficacité des blâmes publics. Mais surtout, on continue de croire ici que l'offensive israélienne est *« un moyen »* de résoudre la crise libanaise, peut-être même le problème palestinien. M. Begin ne s'est-il pas engagé lundi, à ouvrir dès que possible les négociations avec l'Egypte sur l'autonomie palestinienne ? Négociations qu'il serait possible *« d'élargir à d'autres pays »*, affirme-t-on *à Washington, tout en sachant* qu'elles n'ont aucune chance de voir le jour dans un tel contexte.

Cela dit, l'attitude publique des Etats-Unis serait remise en question si, malgré leurs assurances, les Israéliens pénétraient dans Beyrouth. M. Begin a pu constater, lors de sa visite au Capitole, combien les congressistes étaient troublés par les images en provenance du Liban. *« Israël est allé trop loin,* lui a dit M. Clément Zablocki, président (démocrate) de la commission des affaire étrangères de la Chambre. *Des électeurs de ma circonscription m'ont accusé d'avoir du sang sur les mains... Et vous avez ignoré la loi américaine selon laquelle le matériel militaire fourni par les Etats-Unis ne peut être utilisé à des fins offensives. »*

ROBERT SOLÉ.

M. Sharon redouble d'efforts pour obtenir que l'assaut soit donné à Beyrouth-Ouest

De notre correspondant

Jérusalem. — Une opération militaire israélienne contre les organisations palestiniennes retranchées à Beyrouth-Ouest paraissait de plus en plus probable à Jérusalem mardi matin 22 juin. La plupart des observateurs israéliens estimaient que seul le gouvernement américain était en mesure de retarder ou d'empêcher Tsahal de liquider le réduit palestinien dans la capitale libanaise, en faisant pression sur M. Begin pour que celui-ci ne prenne pas de décision définitive à son retour en Israël (prévu pour le mercredi 23 juin) et en agissant pour qu'une solution politique soit rapidement trouvée quant au sort de l'O.L.P.

Les divergences qui sont sans *doute apparues dans les entretiens* Reagan-Begin sont-elles assez graves pour modifier la démarche israélienne ? Le journal travailliste *Davar* a résumé ainsi la situation : *« Depuis le début de l'intervention militaire au Liban, il est évident qu'Israël n'est pas allé à l'encontre de l'avis des Etats-Unis. En fait Washington a soutenu Jérusalem jusqu'à maintenant. Il ne fait pas de doute que les conversations de M. Begin avec les dirigeants américains détermineront l'attitude d'Israël dans les jours à venir. »*

L'absence de progrès dans les réunions du Comité de salut national libanais et l'aggravation subite le 21 juin des échanges de tirs d'artillerie à Beyrouth, ont, dans les milieux politiques israéliens — favorables ou non à une nouvelle initiative de Tsahal — renforcé la conviction qu'une escalade était devenue presque inévitable.

D'autre part, il est clair que le ministre de la défense, M. Sharon, a redoublé d'efforts pour convaincre ses collègues qu'une opération militaire dans la capitale libanaise devait être envisagée à brève échéance. C'est pour cela qu'il a organisé lundi pour les membres du cabinet une visite du front aux abords de Beyrouth. Le ministre des communications, M. Mordechaï Zipori (ancien vice-ministre de la défense), s'est nettement prononcé contre les projets prêtés à M. Sharon. Il a déclaré *qu'Israël n'avait pas besoin de recourir* à une nouvelle action militaire, disposant d'*« atouts »* suffisants pour obtenir par des moyens diplomatiques le retrait des Palestiniens de Beyrouth. Mais il semble que ceux qui pensent comme lui au sein du conseil des ministres sont de moins en moins nombreux.

DES CRIMINELS DÉLICATS...

Tel-Aviv (A.F.P.). — Un début de mutinerie de prisonniers israéliens de droit commun, provoquée par leur « refus de partager leurs cellules avec des Palestiniens », a été réprimé, dimanche 20 juin, à la prison de Ramleh, près de Tel-Aviv.

Selon le gouverneur de la prison, *M. David Perry*, « cinquante prisonniers israéliens aux dossiers criminels très chargés se sont réunis dans la cour de la prison à l'heure de la promenade et ont affirmé que, si on ne les séparait pas des Palestiniens, ils égorgeraient ces derniers ».

Pour influencer ses collègues, M. Sharon a reçu un appui important, celui de M. Eliahou Ben Elissar, président de la commission des affaires étrangères à la Knesset et proche de M. Begin. Après s'être rendu dans l'agglomération de Beyrouth, il a déclaré : *« Une opération armée, l'entrée des troupes israéliennes à Beyrouth-Ouest, ne constituent pas la seule possibilité pour agir contre les bases militaires que l'O.L.P. détient encore dans cette ville (...). On doit peut-être encore donner une chance à une solution politique, mais à dire vrai, je n'y crois pas. »* Puis il a tiré cette conclusion : *« Je ne vois pas comment Israël pourrait vivre en paix à l'avenir si ces bases* (de l'O.L.P.) *continuent d'exister, ce qui veut dire en somme qu'il faudra les faire disparaître. »*

Le ministre de la défense, selon le *Jerusalem Post*, a deux options pour parvenir à ses fins : ou bien, s'il est sûr de disposer d'une large majorité, demander au conseil des ministres de prendre bientôt la décision de donner l'assaut ; ou bien, une *fois de plus, placer ses collègues* — avec l'approbation de M. Begin — devant des *« faits accomplis »*, qui rendraient irréversible une escalade.

C'est de cette dernière manière qu'il a toujours procédé depuis le début de l'opération *« paix pour la Galilée »*, de sorte qu'une action militaire en entraîne une autre et que les objectifs fixés à l'avance soient considérablement dépassés. L'éditorialiste d'*Al Hamishmar*, l'organe du MAPAM, allié au parti travailliste mais bien plus que celui-ci opposé aux dernières décisions du *gouvernement, écrivait* mardi que M. Sharon, à force d'aller *« trop loin »*, avait placé Israël dans une situation inextricable.

Il estime qu'Israël, *« n'ayant plus vraiment le choix »*, perdra politiquement de toute façon la partie, que l'armée entre dans Beyrouth ou qu'elle s'en abstienne, ce qui serait maintenant considéré comme une défaite. *Al Hamishmar* condamne à l'avance la première solution parce qu'il s'agirait d'une *« folle sanglante »*.

FRANCIS CORNU.

Les Arabes ont vu dans l'attitude de M. Mitterrand la preuve que la France avait « basculé » en faveur d'Israël

« Toutes les conditions sont remplies pour la venue d'Arafat en France », a déclaré M. Farouk Kaddoumi, après avoir été reçu par le premier ministre. Auparavant, l'Elysée avait précisé que si le chef de l'O.L.P. venait à Paris, il serait reçu par M. Cheysson et sans doute aussi par M. Mauroy. Ainsi, M. Mitterrand a-t-il manifestement fait un pas en direction des ministres et des militants socialistes qui auraient souhaité que la France condamnât avec plus de fermeté l'intervention israélienne au Liban et annulât la visite à Paris de M. Shamir. Les uns et les autres s'inquiètent, en effet, de ce que l'image de la France n'a cessé de se dégrader dans le monde arabe depuis la visite de M. Mitterrand en Israël, début mars, dégradation qui s'est traduite, notamment, par d'importants retraits de capitaux arabes déposés dans des banques françaises, et par la volonté manifestée par plusieurs capitales du Golfe de réduire le volume des échanges bilatéraux. La déception éprouvée par les intellectuels arabes qui avaient fait confiance à la gauche n'est pas moins grave.

Les diplomates du Quai d'Orsay ne manquent pas d'arguments pour mettre en valeur les aspects positifs de la politique proche-orientale du chef de l'Etat, mais, en privé, ils admettent qu'ils ne sont pas portés au crédit de la France. Comment expliquer ce paradoxe ? En réussissant quotidiennement le miracle d'échapper au bourreau, Schéhérazade nous apprend, *dans les Mille et Une Nuits*, que pour les Arabes l'art de la parole et de l'attitude peut, dans certaines circonstances, être aussi important que l'action. De Gaulle l'avait compris lorsque, en juin 1967, il avait spectaculairement condamné Israël comme agresseur dans la guerre de six jours.

Une certaine improvisation

Le fondateur de la Vᵉ République s'était alors acquis la sympathie des Arabes, sans s'aligner pour autant sur leurs positions. Il leur disait en effet qu'Israël était une réalité qu'ils devraient bon gré mal gré reconnaître et dont la France garantirait l'existence si elle venait à être mise en danger. Mais, dans le même temps, il mettait en garde l'Etat hébreu contre ses *« vieux démons »* et plus particulièrement contre la tentation de recourir à la force. Il soulignait que les Palestiniens, aussi, avaient droit à l'existence et rappelait que les Arabes, bien qu'affaiblis et humiliés, étaient *« fiers et respectables »* et avaient pour eux l'espace, le temps et le nombre. Il n'ignorait pas non plus que la *« pax hebraica »* telle que la concevaient les dirigeants de Jérusalem, supposait le soutien inconditionnel de Washington et était en contradiction avec les *intérêts fondamentaux* de la France et de l'Europe dans la région, comme les faits l'ont amplement prouvé depuis.

Sur le fond, M. Mitterrand n'a pas tenu un langage très différent. Toutefois, les trois premiers présidents de la Vᵉ République ayant pris leurs distances à l'égard d'Israël, il a cherché à *rétablir l'équilibre* rompu. Dans le même temps, il est allé plus loin, au moins sur le plan des concepts, en ce qui concerne les Palestiniens, en affirmant qu'ils avaient droit à un Etat. En outre, que cet Etat pourrait se situer en Jordanie, il a rectifié le tir et précisé qu'il devrait voir le jour en Cisjordanie et à Gaza, conformément aux résolutions de l'ONU *qui prévoient* l'évacuation des territoires occupés.

De plus, dans son discours à la Knesset, il a parlé de l'O.L.P. non comme d'un mouvement *« terroriste »* mais comme d'une organisation de combattants, et il a rappelé aux députés israéliens qu'on ne choisit pas ses interlocuteurs quand on veut faire la paix. Enfin, dans un environnement international difficile, le chef de l'Etat n'a pas adopté un profil bas à l'égard des problèmes du Proche-Orient, comme la plupart de ses collègues européens, mais a fait preuve d'un dynamisme certain, avec tous les inconvénients que cela pouvait comporter.

Qu'est-ce qui, dès lors, a alimenté la méfiance des Arabes, sans valoir pour autant à Paris la confiance des Israéliens ? On peut citer trois facteurs principaux : les erreurs de parcours et les fausses manœuvres, les contradictions et les ambiguïtés de la politique française, le ton adopté par le chef de l'Etat. Dans cette zone où les peuples ont un goût inné du juridisme, où les belligérants scrutent à la loupe les déclarations qui *les concernent*, la diplomatie française, après un bon démarrage, a péché par une certaine improvisation. Les dérapages se sont multipliés à l'occasion de la visite de M. Mitterrand en Israël.

Avant même qu'elle ait lieu, le chef de l'Etat, interrogé, a hésité à localiser le futur Etat palestinien ; quand il l'a fait, il était trop tard : *le doute s'était installé* dans les eprits. D'autres maladresses ont renforcé ce doute. L'une d'elles a consisté à avancer la date de la visite — ajournée une première *fois et* fixée au lendemain de l'évacuation du Sinaï, en avril — alors que le Golan syrien venait d'être annexé officiellement. Comble de malchance, le chef de l'Etat qui avait fait et refait dans la nuit son discours à la Knesset a omis, lorsqu'il l'a prononcé, de condamner cette violation flagrante du droit international.

La visite de M. Shamir

Les pays arabes — y compris *les régimes modérés — sont hostiles*, pour le moment, à tout ce qui pourrait revivifier un rapprochement politique et économique entre Israël et les pays d'Afrique noire, lesquels avaient, pour la plupart, rompu leurs relations diplomatiques avec Jérusalem après la guerre d'octobre en 1973. Or, ils soupçonnent la France de favoriser un tel rapprochement — encore que celui-ci ne soit pas favorable à ses intérêts — et d'être à l'origine du rétablissement des relations diplomatiques *entre Israël et le Zaïre*. Aucun fait n'est venu étayer ces soupçons, qui trouvent leur origine dans la présence — inattendue, il est *vrai* — de *M. Guy Penne*, conseiller du président pour les affaires africaines, dans la délégation qui l'accompagnait à Jérusalem.

La visite, aussitôt après, d'un groupe d'une trentaine de parlementaires français en Israël, alors que les dirigeants de Jérusalem ne cachaient pas leur intention d'annexer la Cisjordanie et d'envahir le Sud-Liban, a achevé de persuader les Arabes que la France tenait un double langage et que, tout en leur dépêchant des émissaires pour les assurer de ses bonnes intentions, elle n'en cau*tionnait pas moins les ambitions* territoriales d'Israël et la politique du *« fait accompli »*, chère à M. Begin mais aussi à ses prédécesseurs.

Les Arabes notent également quelques contradictions. La France, *disent-ils, soutient* à la fois le droit des Palestiniens à un Etat et les accords de Camp David ; or les Israéliens interprètent ces derniers d'une façon si restrictive au sujet de l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza que les Egyptiens, pourtant signataires des accords, refusent de cautionner l'annexion déguisée de ces territoires. Ils soulignent aussi que le soutien apporté à ces textes — rejetés même par les régimes modérés qui en ont vu les lacunes et les dangers — *donne l'impression que* Paris s'aligne de plus en plus sur la politique américaine. Or, rappellent-ils, les Arabes, y compris les *alliés de Washington et ceux* de Moscou, souhaitent voir la France et l'Europe jouer un rôle indépendant de celui des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. Ils constatent que la France, si prompte à appliquer des sanctions contre l'U.R.S.S. pour avoir envahi l'Afghanistan, et contre l'Argentine pour avoir débarqué des troupes aux Malouines, s'est contentée de condamner l'agression israélienne contre le Liban. *« Et encore,* disent-ils, *il a presque fallu arracher cette condamnation à M. Mitterrand. »*

Leur rappelle-t-on que la France a réitéré cette condamnation à plusieurs reprises, ils s'étonnent alors que le chef de l'Etat ait été le premier à parler de trois armées d'occupation (syrienne, palestinienne et israélienne) et que, depuis, Washington et Jérusalem, reprenant sa formule, exigent le retrait préalable des deux premières. *« Comment,* interrogent-ils, *la France peut-elle défendre les droits des Palestiniens tout en donnant l'impression de leur dénier les moyens de les arracher, elle qui ne cesse de rappeler le droit d'Israël à disposer des moyens de défendre son existence »* ?

Autre sujet d'étonnement : l'apparente indifférence de la France a fait que M. Begin cherche systématiquement à la *« compromettre »* aux yeux des Arabes et à démontrer ensuite qu'elle s'incline ou qu'elle ne réagit que modérément. Ce fut le cas, entre autres, lors du bombardement de la centrale nucléaire de Tamuz, près de Bagdad, construite par les Français, et après l'annexion du Golan. Plus récemment, M. Shamir a largement profité de la tribune internationale que lui offrait sa visite à Paris tout en soulignant qu'elle s'était *« bien passée »*, de sorte que, là encore, les Arabes en sont à se demander si M. Mitterrand a bien adopté un ton ferme lors de l'entretien qu'il lui a accordé.

Mais même si c'était le cas, ils déplorent que jusqu'à présent le chef de l'Etat n'ait pas su trouver, pour parler des victimes libanaises et palestiniennes, les mots de sympathie qui auraient touché les masses arabes. *« Nous avons le sentiment,* nous a déclaré un responsable arabe, *que pour M. Mitterrand, Israël est comme l'enfant prodigue dont on réprouve certes les mauvaises actions tout en leur trouvant des justifications et pour lequel on est prêt à avoir toutes les faiblesses pour peu qu'il fasse un geste de bonne volonté. Les Arabes n'étaient pas hostiles à ce que M. Mitterrand utilise ses bonnes relations avec Israël pour faire progresser la justice et la paix au Proche-Orient. Jusqu'ici nous avons vu ce que la France a perdu dans le monde arabe, sans que cela soit compensé en quoi que ce soit du côté d'Israël. »*

PAUL BALTA.

La « pureté des armes »

De notre correspondant

Jérusalem. — Littéralement : La « *pureté des armes*. » Depuis le début de l'opération « Paix pour la Galilée », comme à chaque fois que Tsahal, l'armée israélienne, est engagée dans une guerre ou une mission importante, cette expression redevient d'actualité. Personne ne songe à en sourire ou à en dénoncer la naïveté. *Elle émaille* les discours des hommes politiques et des généraux. Elle re*commence à faire l'objet* de débats à la radio et à la télévision et de commentaires dans la presse.

La « *pureté des armes* » a-t-elle été sauvegardée ? La question reflète une préoccupation nationale car le pays se confond avec son armée, chaque citoyen ou presque pouvant être appelé *à tout moment dans ses rangs* et devant, en temps normal, y *effectuer* chaque année une *période de réserve d'au moins* un mois. L'honneur de l'armée est celui d'Israël.

Les Israéliens ont le ferme sentiment d'avoir légitimement défendu leur territoire menacé par les armées arabes, en 1948 pendant la guerre d'indépendance, en 1967 pendant la guerre des six jours, en 1973 pendant la guerre de Kippour — et même en 1956 durant la brève campagne de Suez. De là à penser que *Tsahal ne pourra jamais servir* qu'une cause juste et que sa vertu est pour l'essentiel garan*tie par l'Histoire*, il n'y a qu'un pas.

« *Pureté des armes* »... L'usage même d'un tel terme tendrait à signifier que cette virginité ne saurait être fondamentalement remise en cause. Sera-t-elle préservée ? Poser la question, n'est-ce pas déjà estimer que l'honneur de Tsahal est un postulat ?

Certes des doutes ont été émis, en 1978 par exemple, lors de la première invasion du Sud-Liban, quand des soldats ont été *traduits en justice pour avoir* commis des méfaits, certains étant soupçonnés de s'être livrés à des exécutions sommaires. Et encore cette année, quand en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza l'armée a ouvert le feu à de multiples reprises sur des manifestants.

Le débat existe, et cela est méritoire mais *il ne porte guère* que sur des exceptions, des « *bavures* ». Le bien-fondé de l'enga*gement de l'armée*, tant dans les territoires occupés qu'au Liban, n'est pas vraiment discuté, sauf pour l'instant par quelques personnalités marginales. On prend des précautions — des tribunaux militaires ont été aussitôt créés sur le front libanais pour juger des cas de pillages, — on s'interroge, mais la réputation de l'armée demeure solidement établie. La bonne conscience nationale n'est jusqu'à présent pas *entamée*.

Les Israéliens n'ignorent pas les dévastations causées par l'in*tervention au Liban, mais ils* conservent toute leur admiration pour leur armée. Le pays entier est mobilisé pour apporter aide, soutien et réconfort, aux soldats.

F. C.

● RECTIFICATIF. — Une coquille a orthographié de façon fantaisiste le nom du camp palestinien de Tell-El-Zaatar dans l'article de notre envoyé spécial au Liban « Un beau week-end de siège » (*le Monde* du 22 juin).

Le siège de Beyrouth

(Suite de la première page.)

Conscients de la manœuvre, certains dirigeants de l'O.L.P. affirment qu'ils sont prêts à regrouper leurs troupes dans les camps pour y mener l'ultime combat.

Mais les déclarations en ce sens, faites au *Monde* par Abou Ayad, « numéro deux » du Fath, ne semblent guère convaincre à Beyrouth-Ouest. « *Les Palestiniens sont unanimes pour refuser une humiliante reddition*, explique l'un des diri*geants du Mouvement national* (gauche libanaise). *Mais de là à vouloir tous sombrer pavillon haut dans une sorte de Massada héroïque (1), il y a un pas. Contre les partisans du dernier baroud, il en est d'autres — Yasser Arafat en tête — qui pensent encore pouvoir manœuvrer sur le terrain politique et diplomatique. Mais pour cela, il leur faut du temps.* »

Dans cette course contre la montre, la marge de manœuvre est particulièrement étroite. Se refusant « *pour l'instant* » à former un gouvernement en exil, comme *l'y invite* notamment le président Moubarak, le chef de l'O.L.P. s'en tient à un « *J'y suis, j'y reste* » pur et dur qui n'exclut pas de multiples tractations. Sans grand succès jusqu'à présent.

Plutôt qu'un exil qui le verrait muselé dans une capitale arabe, M. Arafat plaide, en privé, pour la convocation rapide d'une grande conférence sur le Proche-Orient à laquelle participait, en tant que telle, une O.L.P. qui aurait désarmé.

Mais cette proposition s'est déjà heurtée à un *refus radical de l'administration* américaine. A peine si, de ce côté, on lui suggère, timide*ment et sans plus de précision*, de s'intégrer, avec l'Egypte, dans les négociations sur l'autonomie des *territoires occupés*. Les positions semblent donc encore bel et bien inconciliables.

Sans illusions sur des alliés, soviétiques ou arabes, qui ont « *tous failli* », les Palestiniens et leurs derniers alliés libanais tiennent pour un brin d'espoir ce temps qui passe et qui, pensent-ils, rend chaque jour un peu plus difficile la décision d'Israël d'en finir, une fois *pour* toutes, par les armes. « *Pourquoi Sharon n'a-t-il pas foncé la semaine dernière, alors qu'il n'avait plus que quelques kilomètres à faire ?* explique un responsable de la gauche libanaise. *C'est bien que l'affaire n'est pas si simple, que la décision n'est pas du domaine militaire. Aujourd'hui, la ville a organisé un minimum de défense et l'investir serait moins que jamais une promenade de santé, même pour les brillants stratèges d'Israël.* »

Beyrouth attend donc, entre angoisse et résignation. Les rues se *vident en un instant à chaque reprise* des bombardements, seulement parcourues par des ambulances toutes sirènes hurlantes. Des miliciens appellent alors la population à se réfugier dans des abris de fortune : caves, parkings et sous-sols. Mais quatre-vingts pour cent d'entre eux sont déjà occupés par des milliers de réfugiés venus des banlieues sud.

Un « comité d'urgence » a organisé tant bien que mal un minimum *de défense civile. Il a, en quatre* jours, recensé quatre-vingt mille personnes déplacées dans le seul qua*drilatère du centre, entre Hamra et* la rue de Verdun, guère plus de deux kilomètres carrés. Cinq hôtels *et certaines écoles ont été* transformés en hôpitaux. Des équipes parcourent les quartiers pour déterminer les groupes sanguins et créer à la hâte une banque de sang. On amasse des médicaments et l'on donne des cours rapides de secourisme à de jeunes volontaires.

Les stocks de carburants et de denrées alimentaires chez les grands commerçants *ont été évalués*. La porte entrouverte vers l'Est, au carrefour du Musée, assure encore *un ravitaillement* quotidien à peu près normal. Mais sa fermeture, à l'approche de la bataille, rendrait le blocus très éprouvant.

Les silos à blé sont sur le port, côté chrétien, tout comme la plupart des moulins. L'eau et l'électricité sont contrôlées par l'Est, où se trouvent aussi les principaux laboratoires pharmaceutiques. « *On brûlerait facilement du noir*, assure un responsable du comité d'urgence, *même si on ne veut pas susciter de panique.* » Fermer le passage du Musée, ce carrefour en ruines, dernier poumon de l'Ouest assiégé ? « *C'est une carte que les phalangistes détiennent. Mais oseront-ils la jouer ?* » DOMINIQUE POUCHIN.

(1) Forteresse défendue par les juifs contre les Romains jusqu'à la mort de tous les combattants après la chute de Jérusalem en 70 après Jésus-Christ.

M. Philip Habib : de l'Asie au Proche-Orient

Diplomate de carrière, longtemps spécialiste de l'Extrême-Orient, M. Philip Habib avait pris sa retraite en 1978 après avoir été frappé d'une crise cardiaque, alors qu'il avait atteint le plus haut poste administratif de la carrière, celui de sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques. C'est à ce retraité que M. Reagan proposa le 5 mai 1981 d'être son envoyé spécial au Proche-Orient, se souvenant sans doute du rôle qu'il avait joué auprès de M. Carter lors des accords de Camp David et appréciant les sympathies que lui valaient dans la région son origine libanaise et sa connaissance parfaite de l'arabe.

Né à Brooklyn, un des faubourgs de New-York, en 1920, M. Habib obtint en 1952 son doctorat d'Etat sur le campus de Berkeley de la prestigieuse université de Californie. Il entre en 1949 au département d'Etat et sert dans de nombreuses capitales : Ottawa, Wellington, Port-of-Spain, Séoul, Saigon.

Il se spécialise dans les affaires d'Extrême-Orient en tant que membre, de 1968 à 1971, de la délégation américaine à la conférence de Paris sur le Vietnam puis, de 1971 à 1974, comme ambassadeur à Séoul. Il est ensuite secrétaire d'Etat adjoint pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique avant d'être nommé par le président Ford sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques en 1976.

C'est à ce dernier poste, dans lequel il est maintenu par M. Carter, qu'il s'intéresse au Proche-Orient. Depuis sa nomination par M. Reagan, M. Habib s'est rendu à maintes reprises dans les capitales arabes concernées et en Israël. Il est notamment l'artisan du cessez-le-feu du 24 juillet 1981 entre l'O.L.P. et Israël.

Israël juge « inacceptable » le « questionnaire impératif » des Dix

Le conseil européen des 28 et 29 juin à Bruxelles reprendra l'examen de la situation au Liban. Après la discussion de lundi 21 juin, des ministres des affaires étrangères des Dix, le secrétaire au Foreign Office, M. Pym, a confirmé (ce que son collègue français, M. Cheysson, avait dit la veille) que des sanctions étaient envisagées contre Israël. « *C'est dans notre esprit à tous* », a-t-il dit.

Le président des Dix, M. Tindemans (Belgique), a fait observer que les Dix n'avaient pas reçu, jusqu'à présent, de réponse satisfaisante au « questionnaire » qu'ils avaient adressé au gouvernement israélien.

« *Les Dix*, a-t-il ajouté, *sont fermement décidés à continuer leur aide humanitaire au Liban, que ce soit sur une base nationale ou dans le cadre communautaire, et cela conformément à la résolution 512 du Conseil de sécurité. En ce qui concerne le deuxième protocole relatif à la coopération financière entre la C.E.E. et Israël, la Communauté a décidé de ne pas procéder à la signature à ce stade.* »

La déclaration du 9 juin « *condamnait vigoureusement* » l'invasion du Liban et annonçait la possibilité d'« *actions futures* ».

Le document auquel M. Tindemans fait allusion est un « *questionnaire impératif* » des Dix remis à Israël le 14 juin (*le Monde* du 17 juin). Dix questions se présentaient plutôt sous la forme de dix commandements. L'énumération commençait ainsi : « *Il* (l'Etat d'Israël) *appliquera la convention de Genève.* (...) *Il n'a pas d'intention offensive envers le peuple palestinien ou les peuples voisins comme la Syrie.* (...) *Il coopérera pleinement avec le secrétaire général de l'O.N.U.* », etc. M. Begin a jugé ce document inacceptable et l'a qualifié de « Fragebogen », terme utilisé par la Gestapo dans les interrogatoires écrits des ennemis du régime nazi.

Dans sa réponse, Israël déclare qu'un retrait de ses troupes du Liban *ne peut être envisagé* aussi longtemps qu'une « *solution politique* » ne sera pas trouvée qui « *rende impossible un retour aux conditions prévalant* » avant l'invasion.

A travers le monde

Chili

● M. FRANÇOIS MITTERRAND a reçu le président du parti radical chilien, M. Anselmo Sule, pour un déjeuner, le lundi 21 juin. La situation en Amérique latine, et plus spécialement au Chili et dans l'isthme centre-américain, a été au centre d'une discussion de deux heures.

Le président français, a déclaré M. Sule, se préoccupe des moyens de favoriser un retour à la démocratie et une amélioration de la situation des droits de l'homme dans le sous-continent. *Le dirigeant* radical chilien, qui avait déjà vu le chef de l'Etat le 18 mai, s'est déclaré assuré de « *l'intensification de l'aide française aux mouvements de libération dans les pays sous régime dictatorial, au renforcement de la démocratie là où elle subsiste, et au développement de pays qui, comme le Nicaragua, construisent une nouvelle société.* »

Tchad

● LE COLONEL ABDEL KADER KAMOUGUE, vice-président (sudiste) de l'ancien gouvernement d'union nationale de transition (GUNT) du Tchad, a déclaré *dimanche* 20 juin que la victoire de M. Hissène Habré à N'Djamena constitue une « *clarification de la situation militaire* ». Il a affirmé que les affrontements de Moundou (sud du Tchad) qui ont opposé, au début de juin, ses partisans et un groupe des forces armées tchadiennes (FAT) étaient terminés et il a appelé ses adversaires à « *refaire l'unité* ». D'autre part, le contingent sénégalais de six cents hommes, mis à la disposition de la force neutre africaine de maintien de la paix a commencé à regagner Dakar. — (*A.F.P.*)

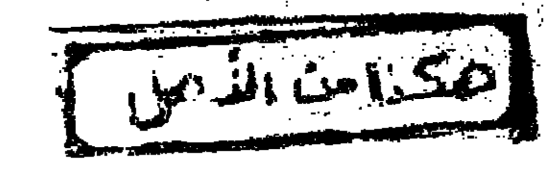
Iran

LA GUERRE CONTRE L'IRAK SE POURSUIVRA déclare l'imam Khomeiny

Téhéran (A.F.P.). — Le retrait des forces irakiennes des territoires iraniens occupés n'est pas, à lui seul, suffisant pour mettre un terme à la guerre entre les deux pays, a déclaré en substance, le lundi 21 juin, l'imam Khomeiny.

Dans une allocution à la radio iranienne, il a précisé à propos de l'annonce faite, dimanche, par le président irakien Saddam Hussein du retrait de ses troupes d'Iran (« le Monde » du 22 juin) : « C'est une de nos conditions. Aussi longtemps que les autres que nous avons posées ne seront pas *satisfaites, nous poursuivrons* la guerre. »

L'imam n'a pas insisté sur les autres conditions émises par Téhéran pour conclure une paix avec Bagdad. Celles-ci, rappelées à plusieurs reprises par diverses personnalités iraniennes, sont, outre le retrait des territoires iraniens occupés, l'identification par une commission internationale « neutre » et le « châtiment » de l'agresseur, le paiement de dommages de guerre (pour lesquels le chiffre de 150 milliards de dollars a été avancé), ainsi que le retour en Irak des réfugiés (plus de 100 000) qui le désirent. Une cinquième condition — le libre passage à travers l'Irak des forces iraniennes allant combattre l'« ennemi sioniste » au Liban — avait été ajoutée depuis le 10 juin.



PAR ISRAËL

LES RÉACTIONS AU MAGHREB

ALGER : la concurrence du Mundial

De notre correspondant

Alger. — L'Algérie vit à l'heure du Mundial. Les horaires de travail ont été aménagés afin de permettre à tous de se trouver devant leur poste de télévision dès 16 heures : chaque jour deux matches sont présentés, l'un en direct, l'autre dans la soirée en différé.

La victoire de l'équipe nationale contre l'Allemagne a fait bomber les torses. Jamais depuis l'indépendance, le 5 juillet 1962, les villes et les villages d'Algérie n'avaient connu une telle joie, un tel déchaînement de bonheur, une telle nuit d'exaltation nationaliste, de danse et de musique : victoire du Sud contre le Nord, triomphe des Arabes, des Méditerranéens, contre les blonds aux yeux clairs, exploit d'autant plus savoureux qu'il avait été précédé du mépris ouvertement manifesté par l'adversaire, succès des anciens colonisés, des humbles contre l'Europe toujours si sûre d'elle. *« On a gagné. One, two, three. Viva l'Algérie ! »*

Et le Liban ? *« Nous, ici, en Algérie, nous étions, nous sommes déchirés par les affres du Liban, de la Palestine. Nous restons songeurs devant l'extraordinaire impunité qui caractérise les actions des sionistes... et la certitude que les Allemands en Espagne, malgré leur formidable appareil, n'étaient pas imbattables* (1). »

Le 23 juin, début du ramadan, approche. On profite des derniers bains car il n'est pas bien vu de fréquenter la plage pendant le jeûne. Vendredi et samedi, les gendarmes sur le pied de guerre ne ménageaient pas leurs efforts pour discipliner le flot immense des voitures.

Le Liban ? *« Les Arabes ne doivent pas hésiter à utiliser l'arme du pétrole dans leur lutte contre le sionisme et l'impérialisme »*, affirmait la veille l'hebdomadaire *Algérie actualité*.

Les bananes sont arrivées. Les ménagères accumulent des provisions et dressent leur plan de bataille pour que rien ne manque lors des veillées de ramadan. Les œufs partent par plaques entières. Rien ne manque. Ni les amandes ni les pruneaux pour les traditionnelles pâtisseries, ni le concentré de tomate pour la chorba. On stocke, en prévision des chaleurs, jus d'orange et limonade.

Le Liban ? Les Libanais et les Palestiniens, explique la presse, sont poignardés autant par les Israéliens que par l'indifférence des pays arabes, une indifférence qui ressemble bien à de la complicité. Les Palestiniens ne sont-ils pas la mauvaise conscience du monde arabe ?

DANIEL JUNQUA.

(1) *El Moudjahid* du 17 juin.

TUNIS : un sentiment de révolte

De notre correspondant

Tunis. — Depuis deux semaines, la Tunisie vit à l'heure libanaise. L'intervention israélienne a relégué bien loin les rumeurs de remaniement ministériel et autres problèmes intérieurs et a quasiment fait oublier les péripéties d'un championnat du monde de football que l'on s'apprêtait pourtant à suivre avec passion. Au sein de la classe dirigeante comme dans l'opinion, s'expriment les mêmes sentiments d'une humiliante impuissance, d'une réelle inquiétude quant à l'avenir de la résistance palestinienne et d'une révolte qui grandit d'autant plus que chacun en subodore chaque jour un peu plus l'inanité.

Le président Bourguiba qui, au plus fort de la guerre du Vietnam, se refusait à désespérer de l'Amérique et ne craignait pas de le dire, est probablement aujourd'hui le plus affecté par l'évident soutien que trouve Israël auprès de Washington. Il a personnellement demandé à M. Reagan *« au nom des idéaux communs »* de faire cesser l'agression qui *« ne fait que servir les intérêts des ennemis de la liberté »*. Le gouvernement a multiplié les démarches diplomatiques auprès des Etats-Unis et de ses partenaires occidentaux, dont le ministre des affaires étrangères, M. Beji Caid Essebsi, a dénoncé devant la Chambre des députés l'aide et l'*« apport moral »* à Israël.

Les organisations nationales, parti socialiste destourien et centrale syndicale en tête, ainsi que les différents mouvements d'opposition et de nombreuses organisations professionnelles, réunis dans une *« campagne de solidarité avec le peuple arabe au Liban et en Palestine »*, ont multiplié communiqués et manifestations. Toutefois, les *« marches de protestation »* organisées dans les principales villes ont été étroitement canalisées ou purement et simplement dispersées : les autorités voulaient éviter à tout prix les débordements que la capitale avait connus le 5 juin 1967, lors du déclenchement de la guerre de six jours, avec l'incendie des quartiers juifs et de l'ambassade britannique et l'attaque de la représentation américaine.

Malgré ses faibles moyens, la Tunisie officielle et populaire a voulu que sa solidarité soit effective, fournissant une équipe médicale et pratiquant des retenues de salaire au profit du peuple palestinien.

MICHEL DEURÉ.

M. BOURGUIBA : COMMENT LES ÉTATS-UNIS PEUVENT-ILS SOUTENIR UN AGRESSEUR ?

Dans une interview accordée à l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, en date du 23 juin, le président Bourguiba déclare notamment : *« J'ai toujours préconisé que les Palestiniens agissent à partir de leur territoire comme ils le font aujourd'hui au Liban. Au lieu de laisser leur pays aux juifs, les Palestiniens musulmans et chrétiens auraient dû faire comme les Algériens. Les Algériens n'ont pas foutu le camp. Ils sont restés sur place. Ils ont résisté. Ils sont morts par milliers. C'est le prix. Les Arabes auraient alors aidé, et efficacement, un pays qui résiste. J'ai dit tout ça aux Palestiniens. Aujourd'hui, ils me rendent justice. »*

Le chef de l'Etat tunisien ajoute : *« Les Arabes sont divisés. C'est ça leur probleme...* [Ils ont] *en outre un problème d'armements. Ils ne maîtrisent pas la technologie. »*

Interrogé au sujet des Etats-Unis, il déclare : *« Je ne comprends pas que l'Amérique continue à soutenir Israël, un pays qui est en train d'en conquérir un autre. C'est énorme, incroyable ! Comment les Etats-Unis peuvent-ils soutenir un pays agresseur ? (...)*

Il conclut : *« Je ne suis pas optimiste. La guerre ne se terminera pas... jusqu'à ce que Begin veuille bien mourir. C'est un vieillard hargneux, têtu, un ancien terroriste. Alors peut-être y aura-t-il un gouvernement travailliste israélien qui pourra trouver une idée. »*

LES RÉACTIONS EN FRANCE

● *Le parti socialiste, le Mouvement de la paix et le M.R.A.P.* (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix) s'associent à l'appel lancé par la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N. (*le Monde* daté 20-21 juin) à manifester ce mardi 22 juin, à Paris, à 17 h. 30 de la République à la Bastille en signe de solidarité avec les peuples libanais et palestinien.

● *La convention nationale des communistes critiques*, réunie les 19 et 20 juin, appelle à se joindre à la manifestation, dénonce *« les graves ambiguïtés de la position officielle française »* à propos du Liban et annonce qu'elle tiendra une conférence de presse mercredi 23 juin, à 11 heures, 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris.

● *L'Association de solidarité franco-arabe* (14, rue Augereau, 75007 Paris) annonce qu'une délégation conduite par son président, M. Bitterlin, se rend ce mardi 22 juin, à Beyrouth, *via* Damas, afin de convoyer des médicaments de première urgence et rencontrer les responsables syriens, libanais, y compris les phalangistes et les palestiniens.

● *Le Comité pour la paix au Proche-Orient* (30, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75009 Paris) a lancé, lundi 21 juin, un appel au gouvernement français *« pour sauver Beyrouth, éviter le massacre des forces palestiniennes et du mouvement national libanais, et prendre de véritables mesures contre l'agression israélienne »*.

● *L'Association médicale franco-palestinienne* annonce qu'une délégation a été reçue par deux conseillers de l'Elysée, MM. Védrine et Debray. Comme les deux précédentes organisations, elle réclame, entre autres, *« le retrait immédiat et sans préalable des troupes d'invasion israéliennes au Liban, la reconnaissance de l'O.L.P. par la France et l'invitation officielle de M. Yasser Arafat »*.



ASIE

Taiwan

Le problème des ventes d'armes américaines

Pékin et Washington auraient progressé dans la recherche d'un compromis

Le secrétaire adjoint américain au commerce, M. Raymond J. Waldmann, vient d'effectuer un séjour à Pékin au cours duquel il a notamment eu des conversations avec des responsables des ministères du commerce extérieur, de l'industrie électronique, de la conservation des eaux et de l'électricité ainsi que de la recherche pétrolière en mer.

Ce voyage intervient au moment où l'on fait état à Washington de « progrès » dans la recherche d'une solution au problème des ventes d'armes américaines à Taiwan, qui empoisonne depuis des mois les relations entre la Chine et les Etats-Unis.

De notre correspondant

Washington. — S'achemine-t-on vers une solution du problème des ventes d'armes à Taiwan, qui empoisonne, depuis des mois, les rapports entre la Chine et les Etats-Unis ? *« Des progrès ont été réalisés pour résoudre cette question et arriver à une sorte de* modus vivendi », déclarait récemment M. Stoessel, secrétaire d'Etat adjoint, devant la commission des affaires étrangères du Sénat.

Les responsables américains refusent de donner la moindre précision, comme s'ils craignaient de mettre en péril un compromis encore incertain. A toutes les questions, ils se contentent de répondre : *« Nous n'avons pas changé de politique. »*

Pékin réclame toujours l'arrêt des ventes d'armes à Taiwan, y voyant une atteinte aux accords bilatéraux de 1979, une violation de sa souveraineté et même une menace contre sa sécurité. Or Washington est lié par le Taiwan Relations Act, qui l'oblige à fournir au régime nationaliste les armes nécessaires pour sa défense. Comment abandonner un vieil allié anticommuniste, alors qu'on cherche à apparaître aux yeux du monde comme un partenaire sûr ?

La technologie nucléaire

Au-delà de ces positions officielles, un certain assouplissement se devine pourtant de part et d'autre. Les Chinois veulent bien fermer les yeux sur la poursuite des fournitures d'armes si Washington s'engage à y mettre un terme dans un délai déterminé. Quant aux Américains, ils sont prêts à déclarer — sous forme de vœu — que l'amélioration des rapports entre la Chine et Taiwan ne rendra plus nécessaire, dans un proche avenir, la livraison d'armes au régime nationaliste, mais sans fixer de date.

« Un échec (des négociations) *serait un grand malheur pour les deux pays,* déclarait, le 1er juin, M. Stoessel. *Il ne pourrait bénéficier qu'à nos adversaires communs »* (sous-entendu : l'U.R.S.S.). Une rupture n'est pas complètement écartée par les observateurs de Washington, malgré un meilleur climat depuis quelque temps. Entre l'échec et l'accord solennel, remarque-t-on, diverses formules de compromis sont possibles. Par exemple un texte semblable à celui de la déclaration de Shangaï (1979), dans lequel chaque partie exposerait sa position, sans devoir admettre celle de l'autre.

Les Américains ont tout fait, ces *derniers mois, pour plaire à la* Chine et lui faire oublier les ventes d'armes à Taiwan. Des ventes d'ailleurs limitées en qualité puisque le régime nationaliste s'est vu refuser, en janvier, le nouveau bombardier FX et devra se contenter des F-5 E qu'il produit sous licence américaine.

Le dernier « cadeau » de Washington est l'annonce que les exportations de technologie nucléaire à *la Chine seront assouplies.* Ce marché porterait sur plusieurs centaines de millions de dollars. Pékin envisagerait de construire une centrale à Shanghaï et une autre, plus puissante (900 mégawatts), dans la province de Guangdong pour vendre à Hongkong de l'énergie qui serait payée en devises (1). M. Reagan a décidé cette *« libéralisation substantielle »* des exportations technologiques malgré le refus persistant des Chinois de signer le traité de non-prolifération nucléaire. Ce qui ne manque pas de provoquer des critiques à Washington, et pas seulement de la part des avocats du régime nationaliste.

Le « taïwanisme » affiché de M. Reagan est, en effet, bien fini, même s'il n'a pas été remplacé par des déclarations publiques d'amitié envers la Chine. Cette tâche-là, le président préfère la laisser au département d'Etat, pour ne pas trop décevoir ses amis conservateurs. Mais il a envoyé à Pékin, le mois dernier, le vice-président Bush qui était porteur d'un message chaleureux et d'assurances pour l'avenir.

On note à Washington que les Chinois souhaiteraient avoir un contact personnel avec M. Reagan, peut-être sous la forme d'une visite présidentielle à Pékin. Mais on constate aussi que la presse chinoise n'a pas cessé de s'indigner des ventes d'armes à Taïwan, preuve que ce problème est sérieux et que les Etats-Unis ne peuvent l'escamoter.

R. S.

(1) La participation de la France à ce dernier projet avait été envisagée au moment de la visite en Chine de M. Giscard d'Estaing, alors président de la République, en octobre 1980. Les pourparlers entre Paris et Pékin sur ce sujet semblent, cependant, être restés au point mort depuis plus d'un an.

Cambodge

RÉUNIS A KUALA-LUMPUR

Le prince Sihanouk, M. Khieu Samphan et M. Son Sann décident de former un gouvernement de coalition

Les chefs des trois mouvements cambodgiens de résistance au Vietnam ont signé, ce mardi 22 juin à Kuala-Lumpur, un accord pour la formation d'un gouvernement de coalition. Le prince Sihanouk, MM. Son Sann (Front national de libération du peuple khmer, F.N.L.P.K.), et Khieu Samphan (Khmer rouge), seront respectivement président, premier ministre et vice-président responsable des affaires étrangères. Les trois dirigeants, qui s'étaient déjà réunis l'automne dernier à Singapour, devraient se rendre en territoire cambodgien pour y annoncer officiellement la mise en place de cette coalition ; ils éviteraient ainsi d'apparaître comme un gouvernement en exil.

La formation de cette coalition a été difficile. Il aura fallu plus de deux années de négociations serrées et de pressions pour y parvenir. Les pays de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) n'ont pas ménagé leurs efforts dans ce sens, en particulier auprès de M. Son Sann. Il est aussi possible que Pékin, qui soutient les Khmers rouges, ait conseillé à ses alliés de se plier à un accord qui *ne leur est pas trop défavorable.*

Sauver le siège à l'ONU

Le nom de Kampuchéa démocratique, sous lequel le Cambodge est représenté aux Nations unies, est conservé. Les Khmers rouges demeurent aux affaires étrangères, bien qu'elles aient été retirées à M. Ieng Sary. Mais il y a fort à penser que le prince Sihanouk, *en sa qualité retrouvée de* chef de l'Etat, sera le mieux à même de plaider la cause de son pays sur le plan international. C'est d'ailleurs dans cette perspective que s'étaient accentuées les pressions en faveur de cette coalition, qui devait être formée avant l'ouverture en septembre du débat de l'O.N.U. sur la représentation du Cambodge.

Manœuvres et contre-manœuvres s'enchevêtrent chaque année autour du maintien du Kampuchéa démocratique aux Nations unies ou de son éviction au profit du Kampuchéa populaire pro-vietnamien.

La formation de la nouvelle coalition devrait permettre, une fois de plus, de faire échec aux protégés de Hanoï installés à Phnom-Penh.

Cette opération explique l'activité actuelle du Vietnam dont le ministre des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, entamant une offensive diplomatique commencée au printemps à Paris, doit se rendre prochainement dans plusieurs capitales de l'ASEAN.

Il ne semble pas toutefois que le moment soit mûr pour qu'il y soit écouté. En dépit de leurs divergences, les Cinq de l'ASEAN tiennent toujours bon et ont réaffirmé la semaine dernière à Singapour leur condamnation de l'occupation vietnamienne et leur soutien au Kampuchéa démocratique.

L'entrée de M. Son Sann et du prince Sihanouk dans la nouvelle coalition ne peut que les encourager dans cette attitude.

Même si, sur le terrain, ils sont pratiquement les seuls à se battre, les Khmers rouges ont franchi un pas décisif en acceptant de partager le pouvoir. La résistance devrait pouvoir bénéficier de l'assistance jusqu'à présent refusée à un régime sanguinaire *et à des mouvements divisés.* Le sous-secrétaire d'Etat américain, M. Stoessel, a lui-même déclaré samedi à Singapour que son pays étudiait la fourniture d'une aide non militaire aux forces antivietnamiennes.

Le but des pays de l'ASEAN, comme du prince Sihanouk, n'est pas de remporter sur le terrain un improbable succès militaire. Ils souhaitent avant tout se trouver en position de force pour négocier avec *le Vietnam en lui proposant* une structure de compromis honorable, par le biais d'élections libres. Hanoï, pour sa part, refuse obstinément ce scénario.

PATRICE DE BEER.



DIPLOMATIE

M. DE BOUILLANE DE LACOSTE NOMMÉ AMBASSADEUR AU LAOS

Le *Journal officiel* du 23 juin annoncera la nomination de M. Jean-Noël de Bouillane de Lacoste au poste d'ambassadeur au Laos. Aucun ambassadeur n'était en poste à Vientiane depuis que les deux pays avaient suspendu leurs relations en 1978, mais celles-ci avaient été rétablies à la fin de l'an dernier (*le Monde* du 9 décembre 1981).

[Né en 1934, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (promotion 1964), M. de Lacoste a été en poste à la mission auprès de l'O.N.U., à Varsovie, (1967-1970), à Santiago-du-Chili, notamment comme chargé d'affaires en 1974-1975, enfin à Pékin de 1975 à 1979. Depuis mars 1980, il était directeur adjoint du personnel et de l'administration générale au quai d'Orsay.]

● *M. Gromyko*, ministre soviétique des affaires étrangères, a confirmé lundi 21 juin, au cours d'une conférence de presse à New-York, que l'U.R.S.S. avait procédé récemment à des essais d'armes stratégiques. Il a toutefois démenti que ces essais aient été *« sans précédent »* comme l'avait affirmé M. Haig (*le Monde* du 21 juin). — (*A.F.P.*)

LE PRÉSIDENT ITALIEN EN VISITE EN FRANCE LE 5 JUILLET

Le président de la République italienne, M. Pertini, fera une visite d'Etat en France, du 5 au 7 juillet, à l'invitation de *M. Mitterrand, a annoncé, lundi* 21 juin, un communiqué de l'Elysée.

M. Mitterrand s'est rendu en février à Rome en visite officielle.



AMÉRIQUES

Les suites de la guerre des Malouines

A *Buenos-Aires les militaires ne parviennent* pas à cacher leurs divisions à propos du choix du futur président de la *République*. Sur le plan international, la situation de la Grande-Bretagne se dégrade depuis la fin de la guerre des Malouines. A Londres, on est « déçu » de la demande de Madrid de reporter les discussions sur l'avenir de Gibraltar, et aussi de la décision de la *Communauté européenne* de lever les sanctions économiques contre Buenos-Aires. La Grande-Bretagne se retrouve, *désormais, seule des Dix à les appliquer. Mme Thatcher, qui doit* prendre la parole le mercredi 23 juin devant les Nations unies, sera sans doute à même de constater que la position de son pays a pâti, dans le tiers-monde du moins, de son attitude ferme dans l'affaire des Malouines, qui a souvent été mal jugée.

Les Etats-Unis, en revanche, ont fait savoir, par la voix du *secrétaire d'Etat adjoint* pour les affaires interaméricaines, M. Thomas Enders, qu'ils attendraient que Buenos-Aires déclare *formellement la fin des hostilités* contre la Grande-Bretagne pour lever leur propre embargo contre l'Argentine.

LONDRES : Mme Thatcher commence à subir les effets négatifs du conflit

De notre correspondant

Londres. — Les difficultés des lendemains de la victoire commencent à apparaître de plus en plus nettement. Il y a d'abord la discussion sur l'enquête parlementaire promise par Mme Thatcher *au lendemain de l'invasion* des Malouines par l'Argentine. Le *premier ministre, qui a besoin* dans cette affaire du soutien de *l'opposition, est favorable* à une longue enquête menée par un petit nombre de personnalités qui examineraient l'évolution du différend avec Buenos-Aires depuis 1965.

Le parti travailliste considère que c'est là une manière de diluer les responsabilités. Il préconise une enquête rapide qui devrait être terminée avant les vacances parlementaires et qui s'attacherait uniquement aux événements les plus récents, c'est-à-dire aux erreurs d'appréciation *ayant conduit à méconnaître le* danger d'une attaque argentine. *Une telle enquête risque* d'être moins faborable aux collaborateurs de Mme Thatcher.

La deuxième difficulté concerne la politique de défense. Le ministre, M. Nott, avait ajourné la présentation du Livre blanc annuel qui devait être publié au début d'avril, pour tenir compte, croyait-on, des enseignements de la crise. Finalement le texte est présenté ce mardi 22 juin, sans aucune modification, une simple annexe étant ajoutée sur la campagne des Falkland, ce qui est un moyen pour le ministère de la défense de gagner du temps.

La levée de l'embargo européen

Alors que la tendance des dernières années et la mission de M. Nott depuis un an étaient de réduire les crédits accordés à la marine, celle-ci a prouvé sa nécessité *et son efficacité. Il va falloir* remplacer les matériels détruits dans les *combats*, trouver les moyens de financer le maintien d'une importante garnison sur les Malouines et il n'est pas exclu que l'achat du Trident 2 (D 5), décidé en mars pour remplacer les fusées Polaris des sous-marins atomiques, soit remis en cause. Les choix sont d'autant plus délicats que la trésorerie refuse une augmentation des crédits militaires. M. Nott pourrait faire les frais de la controverse.

Les difficultés internationales enfin ne sont pas moindres. L'ajournement *sine die* de l'ouverture de la frontière entre l'Espagne et Gibraltar ainsi que des négociations sur l'avenir du Rocher a « *beaucoup déçu* » M. Pym. *La décision de Madrid* est une des conséquences de la crise des *Malouines, qui a nourri* des sentiments antibritanniques en *Espagne, mais qui* a aussi amené Londres à durcir sa posi*tion. Les habitants du Rocher* attendent de la Grande-Bretagne *qu'elle fasse preuve de la même* détermination que face à l'Argentine. Il peut cependant se révéler dangereux de renforcer « *cette mentalité d'assiégé* », écrit le *Financial Times*.

Plus grave à long terme est sans doute la levée de l'embargo économique européen contre l'Argentine, car elle montre que la politique de la Grande-Bretagne n'est pas très bien comprise par ses partenaires. Avant la réunion de Luxembourg, il paraissait logique au gouvernement britannique que les membres de la C.E.E. maintiennent les sanctions jusqu'à la cessation formelle des hostilités réclamée par Londres, et que son refus de négocier avec l'Argentine soit approuvé et même soutenu par ses alliés.

Mme Thatcher, qui doit s'adresser mercredi à New-York à l'Assemblée générale des Nations unies sur le désarmement, a reçu une invitation pressante à rencontrer M. Reagan à Washington. On s'attend que le président réitère le refus des Etats-Unis de participer à une force multinationale garantissant la sécurité des Malouines sans un accord plus large incluant Buenos-Aires.

Après la restauration de l'administration britannique, accompagnée d'une démocratisation des institutions locales, Londres consultera les habitants sur l'avenir de l'archipel, qui pourrait devenir un protectorat. Le gouvernement souhaite associer certains pays d'Amérique latine au développement économique des îles. Il compte pour ce faire sur *leur volonté de maintenir la stabilité* dans la région. Ce schéma *est théoriquement séduisant. Mais* il repose sur le postulat que l'Ar*gentine est isolée et que le soutien* international dont a bénéficié la *Grande-Bretagne pendant* la guerre survivra à sa victoire.

DANIEL VERNET.

BUENOS-AIRES : les généraux ne parviennent pas à s'entendre sur le choix du futur président

De notre envoyé spécial

Buenos-Aires. — Après avoir provoqué la chute du général *Galtieri, la défaite des Malouines* va-t-elle aboutir à un éclatement *de la junte et du régime instauré* par le coup d'Etat de 1976 ? C'est la question qui se posait, le lundi 21 juin en soirée, à Buenos-Aires. Les trois membres de la junte se séparaient alors, après quatre jours de délibération, sans avoir réussi à se mettre d'accord sur le nom du futur président de la République. Le désaccord allait si loin, à ce moment-là, qu'un porte-parole de l'armée de l'air affirmait que celle-ci se retirerait du gouvernement si l'armée de terre imposait son choix.

Les frictions portent, apparemment, sur un point très sensible *pour l'opinion : le président doit-il* être un militaire ou un civil ? *Un militaire, répond le nouveau* commandant en chef de l'armée *de terre*, le *général Cristino Nicolaides*. Un civil, rétorque le chef de l'armée de l'air, le général Lami Dozo, après en avoir, lui aussi, délibéré avec ses pairs. La marine, pour sa part, a désormais une position proche de celle de l'aviation.

Des divergences d'il y a une semaine, on en est venu peu à peu aux déchirements. De l'avis de beaucoup, les responsables de la guerre ont réagi « *sans grandeur* » à leur défaite. Le général Galtieri s'en est pris d'abord au chef des opérations aux Malouines, le général Mario Benjamin Menendez, parce *qu'il avait signé* un acte de reddition. L'armée de l'air s'est, ensuite, *désolidarisée* du chef de l'Etat pour la répression de la manifestation du 15 juin sur la place de Mai. Puis, les généraux de l'armée de terre ont désavoué leur commandant en chef en raison de son jusqu'au-boutisme, et l'ont forcé à la démission. Enfin, quand les réunions ont commencé au sein des trois armes pour définir le « profil » du successeur, une *nouvelle querelle a surgi* : l'armée de terre demandait, après avoir *remplacé son commandant en* chef, que les deux autres armes en *fassent autant*, afin de ne pas apparaître la seule à porter la responsabilité de la *défaite*. Or la marine et l'aviation ont, au contraire, réaffirmé leur appui à leurs chefs respectifs, l'amiral Anaya et le général Lami Dozo...

Telle était la situation au moment où la junte, organe suprême du pays, composée des dirigeants des trois armes, a commencé à s'interroger sur le prochain président. Le seul candidat avoué, en son sein, était le général Lami Dozo. Dès le milieu de la semaine dernière, les officiers de l'aviation ont lancé son nom. Lui-même a donné l'impression de faire campagne, pendant la guerre des Malouines, en multipliant les déclarations systématiquement favorables à une ouverture politique. Enfin, le 20 juin, il a laissé entendre, à *Cordoba*, qu'il serait prêt à « *assumer ses responsabilités* »...

Mais la candidature du général *Lami Dozo était pratiquement* écartée lundi. Les atouts, certes, ne lui manquent pas : son intelligence politique et le fait qu'il dirige une arme, l'aviation, qui est la seule dont la réputation n'ait pas souffert de la guerre, bien au contraire, puisqu'elle a réussi à détruire une partie de la Royal Navy. La marine, en revanche, a été absente des combats et c'est l'armée de terre, *en définitive*, qui a *hissé le drapeau* blanc à Port-Stanley après avoir *conduit* au sacrifice plusieurs centaines — certains disent plus d'un *millier* — de conscrits.

Il reste que l'aviation argentine, comme celle des autres pays latino-américains, a un poids politique très faible. L'armée de terre a toujours fait, ici comme ailleurs, les présidents, tout simplement parce qu'à l'heure de vérité — c'est-à-dire du coup d'Etat — elle seule est en mesure de contrôler le pays.

Civil ou militaire

Cette réalité est *apparue très* vite au cours des réunions de la *junte. Le général Nicolaides* a insisté pour qu'un « terrien » s'installe à la *présidence*. Il a *seulement* admis la possibilité de choisir un général en retraite, afin d'élargir l'éventail. Plusieurs candidats ont été proposés. Le général Bignone, le dernier en date, ne semble pas du goût des aviateurs. Secrétaire général du commandement en chef de l'armée sous la présidence du général Videla, on le dit très favorable au libéralisme à outrance de l'ancien ministre de l'économie, M. Martinez de Hoz.

Les candidats civils imaginés par la marine et l'aviation ne sont pas tous plus convaincants. On a vu « défiler », *tour à tour*, parmi les « présidentiables », *M. Costa-Mendez*, ministre des affaires étrangères, *M. Frugoli*, ministre de la défense, et des hommes politiques comme *MM. Rafael Martinez Raymonda, Jorge Aguado, Aguirre Lanari, tous dirigeants de petits partis* provinciaux, foncièrement conservateurs et *collaborateurs* du premier jour du régime militaire. Aucun ne semble avoir la dimension pour imposer un projet politique nouveau *et opérer les changements* économiques indispensables. *En revanche, ils serviraient* de « couverture » parfaite à des forces armées qui continueraient de gouverner dans l'ombre.

La crise est d'autant plus aiguë, au sommet de la hiérarchie militaire, que le nouveau commandant en chef de l'armée, le général Nicolaides, ne s'impose ni par ses qualités intellectuelles ni par *son* aptitude au renouveau. Il a été désigné à son poste simplement parce qu'il était le plus ancien dans le grade le plus élevé...

La fin pathétique de la garnison de Port-Stanley

Pendant que les chefs militaires *étalaient*, ces derniers jours, *leurs* divisions, les soldats ont commencé à rentrer des *Malouines*. Leurs récits jettent un *jour* cruel *sur la façon dont* la *guerre a été* conduite. Ils racontent, en effet, *qu'ils ont manqué* d'alimentation chaude dès leur arrivée dans l'archipel, *déficience* durement ressentie lorsque le thermomètre est descendu au-dessous de *zéro*. Les cuisinières de campagne ne marchaient pas, ou bien c'était le fuel qui était gelé. En outre, les rations — froides — ne parvenaient pas à toutes les positions occupées par la garnison. Les réchauds portatifs étaient également inutilisables, si bien que ceux qui recevaient des rations n'arrivaient pas à les manger, car elles étaient congelées !

Les soldats ont souffert du *froid*, autant que de la faim. Ils portaient des blousons et des passe-montagnes ordinaires, alors que les Britanniques possédaient des vêtements thermiques. *La fin*, ont-ils raconté, a été « *pathétique* ». *Ils ont été capturés dans* les tranchées, *en position statique, isolés et démoralisés*.

Pour beaucoup d'Argentins, *c'est la fin des illusions*. Jusqu'au bout, les informations données de source militaire affirmaient en effet que l'armée « *patriote* » était en *parfaite* condition dans ses retranchements, et qu'elle avait même l'avantage sur l'adversaire d'être mieux protégée du froid...

CHARLES VANHECKE.

GIBRALTAR : le gouvernement espagnol retarde les négociations sur l'ouverture des frontières

De notre correspondant

Madrid. — La grille qui sépare depuis 1969 Gibraltar du territoire espagnol ne sera pas ouverte comme prévu le 25 juin. Les négociations décisives entre l'Espagne et la Grande-Bretagne sur l'avenir du Rocher, qui devaient commencer elles aussi vendredi à Sintra, au *Portugal, sont suspendues sine die*. Cette double décision a été prise par *Madrid* après une *rencontre* infructueuse entre le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Perez Llorca, et son collègue britannique, M. Pym, à Luxembourg le 21 juin.

Il s'agit là d'un second report, *après celui du 20 avril. Le gouvernement* espagnol craint que le climat qui règne à Londres après la victoire remportée sur l'Argentine ne soit pas le plus propice à une négociation fructueuse sur Gibraltar, d'autant que Madrid a adopté *durant le conflit une position relativement* favorable à Buenos-Aires.

Les arguments employés par Londres pour s'opposer à la rétrocession du Rocher rappellent d'ailleurs ceux utilisés dans le cas des Malouines : les habitants de Gibraltar n'ont-ils pas manifesté, à une écrasante majorité (12 138 voix contre 44), *en 1967, leur volonté de rester* britanniques ? Cette consultation n'a *jamais été acceptée par Madrid*, qui affirme qu'elle viole les *résolutions* des Nations unies sur la décolonisation.

L'Espagne se refuse à mettre fin au *blocus tant qu'elle n'obtient pas* en contrepartie l'assurance que la Grande-Bretagne est prête à aborder tous les problèmes de fond, notamment celui de la souveraineté. Des aménagements mineurs, comme la reconnaissance aux Espagnols *travaillant à Gibraltar des mêmes* droits que ceux accordés aux ressortissants *des pays de la C.E.E.*, ne sont pas considérés comme suffisants à Madrid, même s'il s'agit là d'une vieille revendication. Le gouvernement espagnol est d'autant plus enclin à la fermeté qu'il doit tenir compte de la surenchère natio*naliste de l'extrême droite*.

Ce nouveau report des négocia*tions représente un échec politique* pour M. Calvo Sotelo, qui avait affirmé que le problème de Gibraltar trouverait une solution plus aisée après l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN, ce qui s'est fait il y a trois semaines. La thèse de la transformation de Gibraltar en une base de l'OTAN sous commandement conjoint *espagnol et britannique*, qui avait été avancée il y a quelques mois, *ne semble plus retenue ni* à Londres ni à Madrid. L'opposition de gauche *n'avait apparemment pas* tort d'affirmer que le gouvernement n'a pas été capable de profiter de l'adhésion à l'alliance pour renforcer sa position dans ce litige qui l'oppose à l'un de ses nouveaux alliés.

THIERRY MALINIAK.

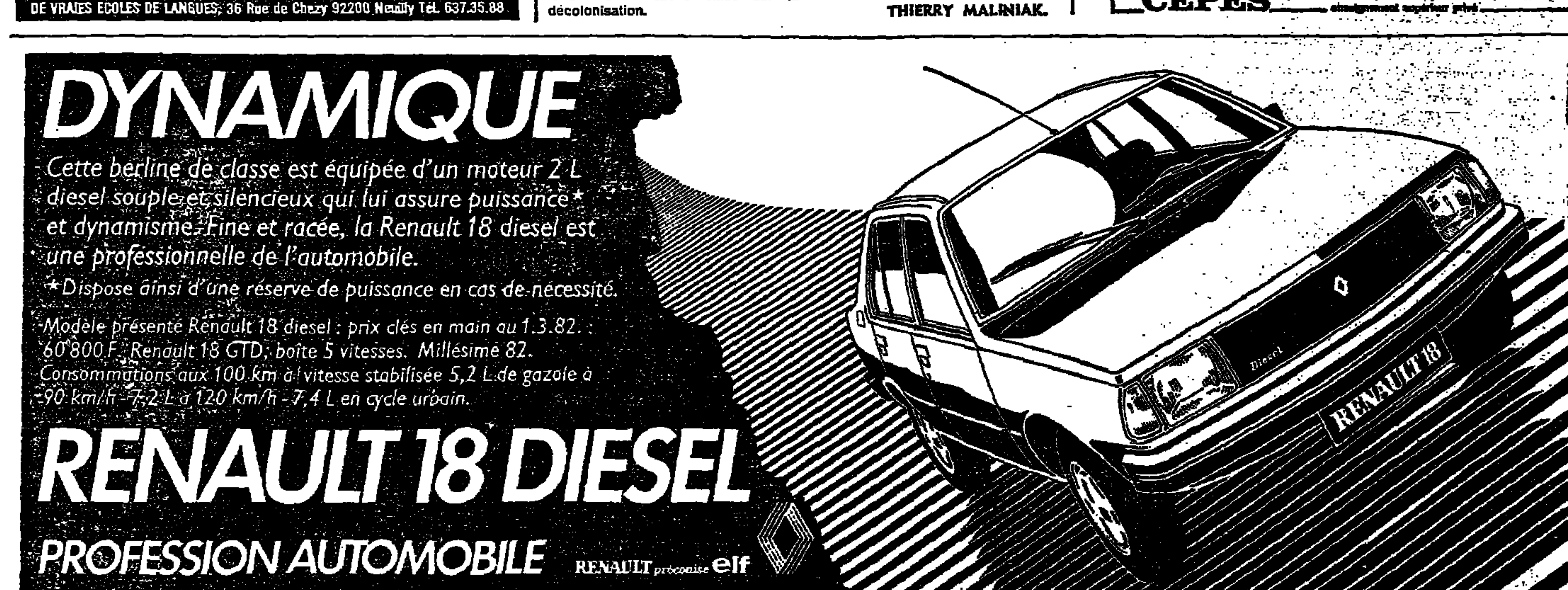
● *L'Internationale socialiste* réunira son comité *ad hoc* sur les Malouines les 23 et 24 juin au siège du P.S. à Paris.

● *Seuls 1 250 prisonniers argentins* restaient aux Malouines, le lundi 21 juin, après l'arrivée à Puerto-Madryn, au sud de Buenos-Aires, de 6 272 soldats libérés débarqués des navires britanniques « Canberra » et « Norland », et l'embarquement, le même lundi, de 1 500 autres militaires à bord du navire-hôpital argentin *Almiran Iriza*.

Parmi eux figurent 1 000 officiers, qui seront retenus, en plusieurs groupes, dans la Malouine orientale jusqu'à clarification de la situation diplomatique entre l'Angleterre et l'Argentine, et 250 soldats, employés à nettoyer la capitale, Port-Stanley. — *(A.F.P.)*

● *Les onze Argentins capturés aux Sandwich du Sud* le 20 juin étaient des militaires (et non des scientifiques spécialistes de météorologie, comme l'affirme Buenos-Aires), a assuré, le lundi 21 juin, le ministère de la défense britannique. Aucun coup de feu n'a été tiré, affirme-t-on encore à Londres, où l'on est en désaccord, sur ce point aussi, avec la version argentine. — *(A.F.P.)*





AMÉRIQUES

Etats-Unis

Auteur de l'attentat contre M. Reagan

John Hinckley est déclaré « non coupable » pour cause d'« aliénation mentale »

De notre correspondant

Washington. — L'homme qui tenta d'assassiner M. Reagan le 30 mars 1981 n'ira pas en prison : un tribunal de Washington l'a déclaré non coupable, lundi 21 juin, pour cause d'aliénation mentale. John Hinckley, *« qui ne peut être rendu responsable de son acte »*, a été aussitôt transféré dans un hôpital psychiatrique. On saura, dans une cinquantaine de jours au plus tard, s'il y restera ou si — ne présentant pas de danger *« pour lui-même ou pour d'autres personnes »* — il retrouvera la liberté.

Le jury a mis quatre jours pour délibérer, après huit semaines de procès. Son verdict choque beaucoup d'Américains car si M. Reagan s'en est bien tiré après avoir reçu une balle dans le poumon, l'ancien secrétaire de presse de la Maison Blanche, M. James Brady, reste profondément handicapé. Deux autres personnes avaient *été blessées lors de l'attentat.*

Agé de vingt-sept ans, sans profession, John Hinckley est le fils d'un industriel du Colorado. Il avait tenté d'assassiner le président des Etats-Unis pour se faire valoir aux yeux de l'actrice Jodie Foster dont il était follement amoureux et qui restait sourde aux poèmes enflammés de cet inconnu.

Une armée de psychiatres a défilé au tribunal. Pour certains, l'accusé ne souffrait que de désordres légers. D'autres lui découvraient de la schizophrénie et des poussées suicidaires, dues peut-ête à des excès de Valium.

Les défenseurs de Hinckley plaidaient l'aliénation mentale (*« insanity »*), une procédure rarement employée, qui fut invoquée en vain pour Sirhan Sirhan, l'assassin de Robert Kennedy et pour Jack Ruby, l'homme qui tua l'assassin de John Kennedy. — R. S.

● *Arrestation en Californie d'un millier de manifestants anti nucléaires.* — Plus d'un millier de manifestants anti nucléaires ont été arrêtés lundi 21 juin à Livermore, en Californie, alors qu'ils bloquaient en signe de protestation l'entrée d'un des plus importants laboratoires de recherches nucléaires des Etats-Unis. La manifestation rassemblait environ trois mille personnes. Les manifestants arrêtés seront inculpés pour obstruction à la circulation. — *(A.F.P.)*

● *Création d'un haut commandement militaire pour l'espace.* — Le général Allen, chef d'état-major de l'armée de l'air, a annoncé, *lundi 21 juin*, la création d'un haut commandement militaire pour l'espace qui sera basé à Colorado-Springs. Cette décision permetra de réorganiser l'ensemble des services de l'armée de l'air qui s'occupent des questions spatiales. Un nouveau centre de technologie militaire spatiale sera créé sur la base de Kirkland (Nouveau-Mexique). Le Pentagone a d'autre part indiqué que la navette spatiale, qui effectuera à partir du 27 juin son quatrième et dernier vol expérimental, transportera pour la première fois du matériel militaire. — *(A.F.P.)*

Cuba

Nos relations avec les États-Unis « ne pourraient être pires »

déclare M. Carlos Rafaël Rodriguez

Les relations américano-cubaines *« ne pourraient être pire »* actuellement car Washington n'est *« pas intéressé à avoir un dialogue sérieux »* avec La Havane, affirme le numéro 3 cubain M. Carlos Rafael Rodriguez dans une interview à l'hebdomadaire *Newsweek*. M. Rodriguez souligne que les positions du gouvernement américain envers Cuba sont inacceptables : *« Tantôt,* dit-il, *ce gouvernement nous menace, tantôt il essaie de nous acheter »*.

Dans une interview accordée d'autre part au *Washington Post*, M. Carlos Rafael Rodriguez s'interroge sur les conséquences, pour l'ensemble du continent américain, de la crise des Malouines. Celle-ci, estime-t-il, a fait apparaître *« de nouveaux liens entre pays latino-américains »*, et une perte d'influence des Etats-Unis dans la région au profit de Cuba. M. Rodriguez observe, parmi les signes positifs, de son point de vue, de l'évolution récente dans le sous-continent : la réaction chaleureuse de Buenos-Aires à la position de soutien de La Havane dans la crise de l'Atlantique sud ; le retrait de deux cents conseillers militaires argentins d'Amérique centrale où ils entraînaient les armées des régimes militaires de droite contre les guérillas ou contre le Nicaragua.

M. Rodriguez a encore indiqué que Cuba avait noué des contacts avec le ministre salvadorien de la défense, le général Garcia, l'homme fort du régime, dans la mesure où lui-même et les militaires salvadoriens voient désormais *« la nécessité de s'orienter dans une autre direction »* au détriment des Etats-Unis. M. Rodriguez révèle que le commandant d'Aubuisson, président de l'assemblée constituante du Salvador, chef de l'extrême droite, a récemment rencontré des représentants de la guérilla à Panama. Pour lui, les conditions sont réunies pour que s'ouvrent *« très prochainement »* des négociations entre le gouvernement de San Salvador et les insurgés.

Honduras

L'ARMÉE AURAIT PARTICIPÉ A UN MASSACRE DE PAYSANS SALVADORIENS

Tegucigalpa *(A.F.P.)*. — *Plus* de trois cents paysans salvadoriens qui tentaient de franchir la frontière avec le Honduras par le fleuve Sumpul auraient été massacrés récemment par l'armée hondurienne, selon une déclaration diffusée le lundi 21 juin à Tegucigalpa par une organisation de gauche, la Coordination hondurienne *de solidarité* avec le Salvador.

Des représentants d'organismes *humanitaires*, essentiellement américains et canadiens, qui se sont rendus sur les lieux, ont confirmé l'importance du massacre, affirme le texte.

[En mai 1980 déjà, la participation de l'armée hondurienne à un massacre de paysans sur le rio Sumpul perpétré par les troupes salvadoriennes avait été alléguée par des sources ecclésiastiques à Tegucigalpa. Il y avait eu six cents victimes. L'armée hondurienne a toujours nié toute participation à de semblables actions.]

EUROPE

Grande-Bretagne

LA NAISSANCE DU PRINCE HÉRITIER

« Hourra, Charly ! »

De notre correspondant

Londres. — Il est né le royal enfant ! On ne l'attendait pas tout à fait si tôt, mais enfin c'est un garçon, et l'heureux papa s'est déclaré ravi en quittant, lundi soir 21 juin, la maternité de l'hôpital Sainte-Marie à Paddington. La princesse Diana y était arrivée le matin, peu après 5 heures. Charles — qui, la veille encore, se trouvait en France pour assister en Normandie à une cérémonie avec M. Mitterrand — a annulé un match de polo pour rester aux côtés de sa jeune femme.

Tout s'est bien passé. Le gynécologue de la famille royale, le Dr Pinker, a dirigé l'accouchement. A 21 h 03, heure locale, un petit blond de sept livres, aux yeux bleus comme ceux de sa maman, est né. Il sera le deuxième dans l'ordre de la succession au trône, après son père.

Cette naissance a bouleversé bien des traditions, au grand dam, dit-on, de la reine Elizabeth, qui aurait voulu que l'accouchement ait lieu au palais de Buckingham. Mais le docteur et les futurs parents ont insisté pour aller à la maternité : c'est plus moderne. Charles a assisté à la naissance.

L'enfant n'a pas reçu encore de prénom. « Il y a une petite discussion à ce sujet », *a admis le prince Charles. Les gens bien introduits au palais assurent que Diana veut être libre de choisir, alors que la tradition royale impose un prénom. Chez les bookmakers, on donne James à 7 contre 2, Edward à 7 contre 1, Louis (comme le comte de Mountbatten, assassiné par l'IRA) à 12 contre 1. La « nanny », elle, a déjà été choisie, mais la princesse, qui a été jardinière d'enfants, veut s'occuper le plus possible elle-même de sa progéniture.*

Un millier de personnes, dont certains attendaient devant les grilles de l'hôpital depuis le petit matin, ont accueilli la nouvelle de la naissance avec des « hourras » *et des* « Charly, Charly ! », *jusqu'à ce que le prince apparaisse et demande un peu de silence, car la mère et l'enfant ont* « terriblement besoin de sommeil ». *Ainsi s'est terminée cette journée historique.* — D. V.

[Sixième descendant en ligne directe de la reine Victoria, second dans l'ordre actuel de succession au trône, avant la princesse Anne et les princes Andrew et Edward, le jeune prince est destiné à devenir le quarante-deuxième souverain britannique depuis la conquête normande en 1066.]

Portugal

Les prises de position en faveur des détenus d'extrême gauche se multiplient

De notre correspondant

Lisbonne. — La liste des militants du Parti révolutionnaire du prolétariat (P.R.P., extrême gauche) en détention préventive depuis plus de quatre ans qui font la grève de la faim pour exiger leur libération s'allonge. Lundi 21 juin, Mme Isabel do Carmo a rejoint MM. Amilcar Romano, Joao Santos et Carlos Antunes qui refusent de s'alimenter depuis, respectivement, *trente et un, vingt et un et onze* jours. Une délégation de médecins qui, à la fin de la semaine dernière, a examiné ces trois détenus a demandé leur transfert dans un hôpital, l'état de santé de MM. Romano et Antunes étant particulièrement grave.

Des manifestations organisées par une Commission de solidarité avec les prisonniers antifascistes ont eu lieu à Lisbonne et à Porto. D'autre part, trois membres du *Conseil de la révolution, les* commandants Victor Crespo et Vasco Lourenço, et le lieutenant-colonel Costa Neves ont réclamé *« une solution permettant d'éviter la perte tragique de vies humaines qui s'annonce »*. Des protestations s'élèvent aussi au sein du P.S.D., principal parti de la coalition au pouvoir, contre l'*« intransigeance »* du gouvernement.

Le 18 juin, plusieurs députés sociaux-démocrates avaient refusé de suivre la consigne de vote donnée par la direction de leur parti, qui s'opposait à l'approbation d'un projet de loi du parti *socialiste*, visant à *gracier* ou à remettre en liberté provisoire les détenus du P.R.P.

JOSÉ REBELO.

U.R.S.S.

QUATRE GRÉVISTES DE LA FAIM OBTIENNENT LA PROMESSE D'UN VISA DE SORTIE

De notre correspondant

Moscou. — Quatre des sept grévistes de la faim, membres du groupe dit des *« familles divisées »* ont reçu l'assurance d'obtenir des visas de sortie d'U.R.S.S. pour rejoindre leurs conjoints en Occident. Selon un porte-parole du groupe, l'un d'eux, le journaliste André Frolov, a déjà quitté *Moscou* pour rejoindre sa femme aux Etats-Unis.

Cette assurance qui avait déjà été donnée à Tatiana Lozanski, dont le mari est aux Etats-Unis et à Tatiana Azure, la femme d'un Français, a été étendue lundi à Youri Balovlenkov, un ingénieur de trente-trois ans dont l'état de santé, après une grève de la faim qui durait depuis le 10 mai, avait nécessité son hospitalisation.

En revanche, les démarches entreprises par l'ambassade d'Allemagne fédérale à Moscou en faveur du photographe Josef Kiblitski, *marié à une Allemande*, n'ont toujours pas abouti. Très affaibli après trente-trois jours de grève de la faim et hospitalisé, M. Kiblitski a mis fin à son mouvement sur le conseil des médecins.

(Intérim.)

Le Monde

politique

Le projet sur la recherche et la technologie à l'Assemblée nationale

A la recherche de la musique...

A Paris, dans toute la France, à la même heure, la musique descend dans la rue... Les sons vibrent, se propagent, mais finissent par exploser contre les murs du Palais-Bourbon. A l'intérieur, on célèbre... la recherche et la technologie. C'est un récital lyrique, un concours d'envolées oratoires. Dès l'ouverture, M. Chevènement a donné le « la » : « Pour relever les défis de l'avenir, il faut parier sur la matière grise ! » *La partition n'est pas très exaltante, mais c'est le genre qui veut ça : une loi d'orientation n'engage que son concepteur. Le chef d'orchestre, c'est le ministre du budget. M. Chevènement est confiant : la recherche restera la priorité des priorités du gouvernement... après dévaluation. Et puis,* « il faut partir un peu à l'aventure, sans toujours savoir très bien où l'on va... C'est cela l'esprit de la recherche ! »

Au Champ-de-Mars, la fanfare de la garde républicaine claironne... guitare et harmonica square Montholon, trompette et orgue à Notre-Dame-des-Victoires, opéra quai de Jemmapes... Que joue-t-on au Palais-Bourbon ? La recherche et la fête de la musique, ensemble ? « Heureuse coïncidence », *nous répond M. Chevènement.* « Ce sont les deux priorités affichées par François Mitterrand, protecteur des Arts et des sciences. » *La simultanéité des deux événements ?* « A coup sûr, *ironise M. Galley (R.P.R.),* « une machination des adversaires de ce projet ! » *Le Sénat, rappelle M. Bassinet (P.S.),* « a joué la partition sur un ton mineur, l'Assemblée préférera un rythme plus soutenu ». *Le texte, confirme M. Birraux (U.D.F.),* « a été orchestré à grand bruit ». *Aussi est-il décidé :* à faire entendre très fort tout instrument qui joue faux ou qui n'est pas en mesure ».

M. Foyer (R.P.R.) en est sûr : la coïncidence est « purement fortuite ». *Au fond, estime M. Ducoloné (P.C.),* « c'est une bonne chose... la recherche permet de nouvelles expressions et de nouveaux moyens *d'expression* ». *M. Chapuis (P.S.) a bien réfléchi au problème : la fête de la musique, c'est celle de* « l'imaginaire et du symbolique » ; *le débat sur la recherche, c'est* « une autre forme de l'imagination créatrice ».

Gare d'Austerlitz, on avait promis un flamenco endiablé... A l'Observatoire, le reggae devait être complètement « branché »... Les flûtes, au Vert-Galant, étaient « convenables » et le rock, place de Varsovie, « speed »... A l'Assemblée nationale, les instrumentistes étaient un peu nostalgiques : la musique occupe peu de place dans la vie des députés. M. Ducoloné profite de la musique qu'aime son fils, M. Chevènement « pianote » et M. Chapuis est « une victime de l'enseignement classique qui permet de « penser » la musique, mais non d'en jouer ». Ecoutez M. Galley : « J'avoue avoir une voix suffisamment forte, dans le registre des basses, pour ne point avoir besoin d'impedimenta, tels que les instruments, lorsque je désire interpréter. Mon ambition : le steel-drum des Caraïbes ! »

« Seul, dans ma petite voiture, *raconte M. Foyer,* je chante... » *L'ancien garde des sceaux aimerait bien jouer de l'orgue, mais... le temps manque. M. Birraux, à son banc, rêve de* « chants grégoriens ». *Tiens, remarque M. Bassinet,* « le président Foyer n'a pas recouru au grégorien... Il s'en est tenu aux psalmodies latines ! »

Rêvons... Salle Pleyel, à Saint-Eustache, place Denfert, on a inversé les rôles : on souligne le rôle des « sciences sociales et humaines », on exalte l'effort en faveur de la recherche industrielle. Puisque c'est un soir de fête ! M. Chevènement, comme les autres solistes, n'a pas eu le temps d'aller écouter le Trio à cordes de Paris. Qu'importe, affirme-t-il, le concert est là : « Tout y est, de la flûte aigre des *critiques à la trompette triomphale...* sans oublier le tambour » *(M. Birraux). M. Galley espère au moins qu'avec ses sous-amendements, il récoltera* « un concert de louanges ». *Tout est possible puisque, M. Chevènement l'a dit,* « c'est un moment historique... pour notre politique de recherche scientifique ».

M. Lang a vraiment eu une bonne idée : ça n'était pas si facile de mettre la recherche en musique...

LAURENT ZECCHINI.

Lundi 21 juin, l'Assemblée nationale examine le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence (voir *le Monde* daté 11 mars, 14, 16-17 mai). M. Chevènement développe l'idée selon laquelle, pour relever les défis de l'avenir, « *il faut parier sur la matière grise* ». Il explique que le Sénat ayant « *émasculé* » le projet, le gouvernement a dû prononcer « *un désaveu de paternité* ».

Le ministre de la recherche et de la technologie rappelle que le Front populaire avait créé le premier ministère de la recherche, ainsi que le C.N.R.S., puis, parlant de l'attitude du Sénat, il estime que celle-ci est révélatrice « *non seulement des excès de l'esprit partisan, mais aussi de la profonde incompréhension des hommes politiques à l'égard de la recherche scientifique* ». Il indique ensuite : « *Des choix politiques qui seront faits aujourd'hui dépend la place de la France dans la division internationale du travail de demain.* » M. Chevènement insiste sur la faiblesse de la recherche industrielle, soulignant que mille trois cents entreprises seulement font de la recherche. Il ajoute : « *L'ANVAR, le crédit, les incitations fiscales, les programmes mobilisateurs et finalisés devront exercer un effet de levier. L'agriculture, pas plus que le secteur des services, ne doit rester en dehors du mouvement.* »

Après avoir évoqué l'enjeu culturel de l'effort de recherche, il définit quatre axes d'action : 1) « *La démocratie, qui doit permettre le décloisonnement dans les régions entre la recherche et l'industrie* » ; 2) « *Le développement des sciences de l'homme et de la société* » ; 3) « *La réduction de la fracture entre culture humaniste et culture scientifique* » ; 4) « *Le français, qui doit redevenir une langue scientifique internationale, aux côtés de l'anglais.* »

Le ministre d'Etat explique ensuite : « *Les technologies peuvent être destructrices d'emplois et facteurs de déqualification — on en parle beaucoup à propos des robots, — mais elles peuvent aussi être créatrices d'emplois nouveaux plus intéressants et plus productifs, à condition que leur développement s'insère dans une politique de croissance économique et de développement industriel, de formation, de réduction de la durée du travail et d'amélioration des conditions de travail.* »

M. Chevènement déclare d'autre part : « *La première condition du succès c'est la persévérance dans un domaine où l'action ne peut être qu'à long terme, où les retombées sont rarement immédiates et souvent diffuses, bref, où l'effort ne gratifie pas nécessairement son auteur...* » La politique de recherche, ajoute-t-il, « *doit échapper aux compressions budgétaires (...). Je puis déjà annoncer que nous avons renversé la tendance : la dépense nationale de recherche atteignait 1,8 % en 1980 ; elle s'élèvera à 2,0 % pour 1982, ce qui est la proportion en Grande-Bretagne; et, pour 1985, nous nous sommes fixé un objectif ambitieux et mobilisateur* ».

M. Bassinet (P.S., Hauts-de-Seine), rapporteur de la commission spéciale, indique que celle-ci propose de revenir, pour l'essentiel, au texte initial. Evoquant les faiblesses de la recherche française, il déclare notamment : « *Notre appareil de recherche souffre d'un cloisonnement excessif. La recherche est distribuée en plusieurs blocs fermés les uns aux autres (...). D'où une coupure entre le « fondamental » et l'« appliqué » plus marquée que dans un autre pays industriel.* »

Parlant, d'autre part, de la « *démocratie au sein du monde des chercheurs* », il souligne : « *Le mandarinat, les « castes » scientifiques ne sont pas des phénomènes imaginaires : ils ont été et sont encore un frein au développement scientifique. Les privilèges institutionnels leur confèrent souvent des positions de pouvoir inexpugnables, sans rapport avec leur influence scientifique réelle.* »

M. HERMIER (P.C.) : plus de « pilotage par le profit »

M. Hermier (P.C., Bouches-du-Rhône) insiste sur l'attitude adoptée par le Sénat à l'égard du projet, déclarant notamment : « *Les forces qui, hier, stérilisaient et brisaient pour une part nos capacités d'innovation n'ont pas désarmé. Par sectarisme et étroitesse de vues, les tenants du conservatisme et de l'obscurantisme, cette vieille droite qui ne cesse de confondre les intérêts de la France et ceux des puissances d'argent, se sont acharnés, au Sénat, à détruire dans ce projet de loi tout ce qui anticipe l'avenir.* » Après avoir apporté son soutien aux grandes orientations définies par M. Chevènement, M. Hermier souligne : « *Au pilotage par le profit il faut résolument substituer une stimulation de la recherche et de l'innovation par les besoins sociaux et nationaux démocratiquement exprimés.* »

Le député communiste insiste ensuite sur la place de la science et de la technologie dans la formation générale tout au long du cursus scolaire et demande que les propositions gouvernementales « *s'inscrivent davantage dans les perspectives de création d'emploi et de reconquête du marché intérieur* ». Il déplore également « *la portion plus que congrue* » réservée au charbon dans le cadre du programme concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie, ainsi que l'attention insuffisante accordée à la sidérurgie et à la machine-outil. Il note enfin « *une timidité discutable* » quant à la place réservée à l'électronucléaire.

M. Galley (R.P.R., Aube) déclare qu'il approuve « *l'idée directrice* » du projet. Insistant sur la priorité que doit constituer la recherche fondamentale, il observe : « *La promouvoir au sein de notre université et des grands organismes ou centres de recherche, c'est élever le potentiel culturel et intellectuel de chacun d'entre nous et préparer l'avenir de nos enfants.* » M. Galley reconnaît que les facteurs de décentralisation contenus dans le projet « *peuvent avoir sur la recherche et ses prolongements une influence très heureuse, pour autant que l'inévitable recentralisation qui résultera de l'attribution des subventions et aides diverses dans le cadre des grands programmes ne contrarie pas ce mouvement* ». Le député R.P.R. souligne ensuite : « *La sévérité du ministre du budget, analogue à celle de ses prédécesseurs, risque de vous empêcher d'atteindre vos cibles* ». Il ajoute : « *Que deviendront votre loi impérieuse et votre objectif de 2,5 % du P.I.B. ?* »

M. Galley se félicite, d'autre part, que le ministre de la recherche ait parlé d'incitations fiscales pour les entreprises, mais s'étonne de ne pas en trouver mention dans le projet.

M. Birraux (U.D.F., Haute-Savoie) souligne que les moyens budgétaires affectés à la réalisation des objectifs du projet « *s'apparentent plus à une prévision révisable qu'à une programmation ferme* », et rappelle que le taux de croissance de 3 % inscrit dans le Plan ne sera pas atteint. Il indique d'autre part : « *Le problème de l'adéquation entre la demande d'emploi dans la recherche publique ou privée et les sorties du système universitaire demeurera.* » Il déclare ensuite : « *L'état des fonds propres des entreprises après plusieurs années de crise ne permet pas la réalisation de ces objectifs. Il n'est, d'autre part, pas concevable que les entreprises financent ces dépenses de recherche par l'emprunt.* » Après avoir réclamé des incitations fiscales pour les entreprises, M. Birraux déclare en conclusion que le groupe U.D.F. est décidé à apporter « *une contribution positive* ».

M. Quilès (P.S., Paris) rappelle qu'entre 1967 et 1974 la part du P.N.B. consacrés à la recherche était tombée à 1,7 %. Parlant ensuite de la politique suivie par M. Giscard d'Estaing, il note que celle-ci était caractérisée par une « *méfiance envers la recherche, suspectée d'être ferment de critiques, voire d'émancipation et donc d'opposition* ».

M. Quilès souligne, d'autre part : « *Une politique de recherche est une œuvre de longue haleine ; elle ne peut subir les à-coups de la conjoncture. La continuité dans l'effort financier et dans le recrutement des personnels est absolument nécessaire, et il faudra d'ailleurs qu'il soit poursuivi au-delà de l'horizon de 1985 que se fixe le projet de loi.* »

Le député socialiste regrette que l'environnement ne figure pas dans les programmes mobilisateurs. A propos de la recherche fondamentale, il indique : « *Renforcer cette recherche de base est un impératif absolu qui me semble malheureusement quelque peu éclipsé dans la loi au profit des programmes mobilisateurs.* »

M. Foyer (R.P.R., Maine-et-Loire), utilisant la terminologie de la physique, souligne que le projet est « *composé de neutrons législatifs, c'est-à-dire d'articles dont la charge juridique est nulle* ». Parlant d'« *opération politique* », le député R.P.R. prête à M. Chevènement l'objectif d'avoir voulu se concilier la communauté scientifique. Mais, reconnaît-il, vous avez obtenu d'« *excellents arbitrages* ». Critiquant la faiblesse du rôle reconnu à l'université, M. Foyer évoque « *des proclamations solennelles, dont beaucoup sont des lapalissades* ». Critiquant enfin une « *corruption du genre législatif* », le député du Maine-et-Loire souligne que le texte ne peut même pas être comparé à la loi de programmation militaire, qui, elle, « *chiffrait sur plusieurs années des crédits de paiement* ».

POLITIQUE ET PUBLICITÉ

Idéologie ou commerce ?

Devant les élèves de l'Ecole supérieure de commerce de Paris, deux conceptions de la publicité appliquée à la politique se sont récemment affrontées, la commerciale et l'idéologique. Souvent surpris, partagés entre les deux notions opposées, parfois sceptiques, les élèves ont pu ainsi entendre parler de la publicité commerciale, la « *publicité de produit* », défendue par M. Jacques Seguela, responsable de la campagne présidentielle de M. Mitterrand, alors que la publicité idéologique, le « *marketing politique* », était illustré par M. Michel Bongrand.

Ce dernier, qui fut l'introducteur en France de ces méthodes de promotion avec la candidature de M. Jean Lecanuet à l'Elysée, en 1965, et qui a organisé de nombreuses campagnes pour les gaullistes puis pour les giscardiens, a précisé : « *La star-stratégie, c'est complètement bidon. On ne vend pas un homme comme une savonnette, on ne transforme pas un candidat en un dieu. La publicité en politique constitue une aide à la réflexion des citoyens. Elle doit traduire la volonté du candidat de s'expliquer, mais il faut que celui-ci le veuille vraiment. Le publicitaire doit être modeste et croire aux idées du candidat qu'il veut servir.* » Estimant que la collaboration entre le candidat et le publicitaire doit être étroite, il regrette qu'en 1981 M. Giscard d'Estaing « *ait été convaincu qu'il serait réélu* » et n'ait pas écouté ses conseillers en publicité. Il révèle que l'ancien chef de l'Etat a refusé le slogan « *Le président pour un pays fort et tranquille* », qui ressemblait à « *la force tranquille* » de M. Mitterrand, pour préférer « *Il faut à la France un président* ».

M. Jacques Seguela affirme en revanche : « *Il n'y a pas de différence entre un électeur et un consommateur. J'ai fait la campagne de Mitterrand pour que la publicité entre dans l'histoire* ». Il révèle alors : « *J'ai fait des pieds et des mains pour avoir Giscard. Je suis un capitaliste et j'étais persuadé qu'il allait gagner. La droite, d'ailleurs, n'a pas laissé la France en si mauvais état. J'ai supplié Soisson de me faire rencontrer Giscard. J'ai écrit à Mme Pelletier, qui ne m'a pas répondu, alors je lui ai envoyé un télégramme : « Merde ». J'ai adressé une lettre à Mitterrand, qui m'a aussitôt invité à déjeuner et je suis devenu son publicitaire.* »

M. Seguela ajoute qu'il a vite compris que M. Mitterrand « *était sur les flux socioculturels porteurs, alors que Giscard était sur les reflux. Avant que Mitterrand ait gagné, Giscard avait perdu* ». Il précise qu'actuellement il rencontre le président de la République tous les quinze jours et ajoute : « *Si ce gouvernement ne gouverne pas mieux, il lui arrivera ce qui est arrivé à l'ancien. Les socialistes sont en train de faire la preuve par neuf qu'ils ont tout compris à la sociologie mais rien à l'économie.* »

M. Jean-Pierre Raffarin, directeur à l'agence Bernard Krief-Communication, professeur à l'école de commerce, qui arbitrait le débat, s'est demandé, en conclusion, si la publicité en entrant dans la politique ne risquait pas d'apporter des perturbations à la démocratie. « *Pour éviter cela, il faut*, a-t-il souhaité, *qu'elle trouve clairement sa place avec ses limites, mais aussi avec son utilité afin d'être un facteur plus enrichissant que mutilant.* »

Prestations de vieillesse d'invalidité et de veuvage

L'Assemblée nationale a adopté, par quatre cent soixante-seize voix contre zéro, lundi 21 juin, le projet de loi adopté par le Sénat, relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage, dont la discussion avait commencé vendredi 18 juin (« le Monde » daté 20-21 juin).

Dans la discussion des articles, les députés ont notamment adopté les modifications suivantes : à l'initiative du gouvernement, ils ont étendu aux personnes invalides exerçant une activité non salariée, dont la pension a pris fin à l'âge de soixante ans, le droit de s'opposer à la transformation de leur pension d'invalidité en pension de vieillesse.

D'autre part, lorsqu'un conjoint *survivant ou divorcé perd, du fait* de son remariage, son droit à pension de reversion, il pourra recouvrer celui-ci en cas de nouveau veuvage ou divorce, à condition qu'un autre ayant cause n'ait pas déjà bénéficié de ce droit. Le droit de pension du conjoint entre les droits ouverts au titre de chacun de ses mariages, a été supprimé. L'Assemblée a également supprimé les articles 13 et 14 introduits par le Sénat, qui prévoyaient d'exclure, dans certains cas, du droit à pension de reversion, les conjoints divorcés « *à leurs torts exclusifs* ». Elle a également supprimé la possibilité donnée aux ex-conjoints divorcés de renoncer à leur part de pension de reversion. Cette possibilité pouvait donner lieu, selon M. Laborde (P.S., Gers), à « *des marchandages inacceptables* ».

Après avoir adopté un amendement du gouvernement étendant les dispositions du projet, notamment celles qui concernent les *pensions de réversion, aux départements* de l'Alsace-Moselle, l'Assemblée a étendu aux régimes des professions libérales les dispositions du code de la Sécurité sociale relatives aux pensions de reversion provisoires accordées aux conjoints des disparus. Cette disposition s'applique, en cas de disparition de l'assuré depuis plus d'un an, même si cette disparition est antérieure à l'entrée en vigueur de la loi. Les députés ont également décidé de créer une institution de prévoyance obligatoire pour les professions de moniteur de ski (et assimilés), afin de permettre aux intéressés d'obtenir, dès l'âge de cinquante cinq ans, une prestation dite de « *raccordement* » : celle-ci leur sera allouée jusqu'à ce qu'ils puissent bénéficier de la pension du régime d'assurance-vieillesse. Enfin, certains chauffeurs de taxi non salariés pourront être affiliés au régime complémentaire obligatoire de la Sécurité sociale des artisans.

La préparation des élections municipales

● *M. Jacques Toubon*, député R.P.R. de Paris, estime « *étrange* » le fait que « *le ministre de l'intérieur présente le nouveau scrutin municipal devant la convention nationale de son parti* », que le projet soit « *négocié pied à pied par les deux principaux partis de la majorité* » et que son « *examen en conseil des ministres* [soit] *reporté de semaine en semaine* ». M. Toubon ajoute : « *s'agissant du suffrage universel, cette stupéfiante façon de faire offense nos institutions. Tout simplement, ce n'est pas convenable.* »

● *M. Dominique Pado* (Union centriste), sénateur de Paris, a adressé une question écrite à M. Defferre dans laquelle il lui demande si « *son autorité n'est pas atteinte* » et sa « *responsabilité mise en question* » par les « *tractations* » du P.C.F. et du P.S. sur la loi électorale municipale. M. Pado fait remarquer que ces deux partis « *font la loi électorale à la place du ministre de telle sorte que celui-ci n'aurait plus qu'à avaliser leurs conclusions* ». Il lui demande aussi pourquoi « *tous les partis politiques (...) quelle que soit leur tendance n'ont pas été associés* » à l'élaboration de ce texte.

● *L'Union des jeunes pour le progrès* (Jeunes gaullistes) a décidé à l'issue de son comité national réuni le 19 juin « *d'être présente dans les élections municipales en participant ou en soutenant les listes qui, en règle générale, se réclameront de l'opposition* ».

● *Le Journal officiel* du 19 juin a publié le décret de convocation des électeurs de Corse le dimanche 8 août pour procéder à l'élection de l'assemblée régionale instituée par la loi du 2 mars 1982. Les déclarations de candidatures seront reçues dans les préfectures de Corse à compter du lundi 5 juillet et jusqu'au lundi 12 juillet à midi. La campagne électorale sera ouverte le lundi 26 juillet et close le samedi 7 août, à minuit. Les élections auront lieu sur les listes électorales arrêtées le 28 février 1982. Le scrutin ne durera qu'un jour ; il sera ouvert à 8 heures et clos à 18 heures.

Le gouvernement recourt à la loi pour bloquer les revenus

(Suite de la première page.)

Au sein de la majorité, l'idée est également acceptée — comment ne le serait-elle pas puisqu'elle arrange tout le monde ? — que le maintien du « cap » peut s'accommoder d'un « louvoiement », à condition que celui-ci ne soit que provisoire.

La question est de savoir si la compréhension des syndicats et des formations majoritaires persistera. Et surtout, si elle se manifestera de la même façon à la « base », qu'au « sommet ». Tout dépendra, évidemment, de l'efficacité du dispositif arrêté par le conseil des ministres.

C'est justement parce qu'il veut que les *« résultats décisifs »* annoncés soient vite perceptibles, que le premier ministre n'est pas revenu sur son intention de procéder par la voie législative pour bloquer les salaires et de mettre entre parenthèses la loi du 11 février 1950 sur les libertés de négociations, en dépit de l'opposition réaffirmée lundi encore, tant par M. Edmond Maire, au nom de la C.F.D.T., que par M. André Bergeron, au nom de F.O. Le premier ministre a jugé trop aléatoire la proposition de la C.F.D.T. selon laquelle le gouvernement aurait pu parvenir aux mêmes fins en persuadant les partenaires sociaux de réviser, sans délai, les accords salariaux applicables au cours des quatre prochains mois.

Mais si les syndicats et les partis de gauche acceptent de faire *« la chaîne »*, comme le pouvoir exécutif le leur a demandé, ce n'est pas une raison pour trop tirer sur celle-ci. MM. François Mitterrand et Pierre Mauroy en sont facilement convenus lors d'un entretien, lundi après-midi à l'Elysée. A l'occasion des échanges de vues qu'il devait avoir, mardi après-midi, avec le groupe communiste de l'Assemblée nationale — devant lequel il se rend pour la première fois depuis le début de la législature, — le chef du gouvernement se proposait, notamment, de faire droit aux deux préoccupations essentielles de la gauche : en assurant, d'une part, que les salariés ne seront pas les seules victimes de l'austérité et, d'autre part, que la situation des plus démunis sera améliorée quelles que soient les difficultés *générales. Il s'agit de rendre le* traitement moins amer au P.C., mais aussi au P.S., la chose étant facilitée par l'existence de convergences en ce domaine.

M. Lionel Jospin, qui demandait dimanche, à Cachan, que les détenteurs de revenus non salariaux soient contraints à participer à l'effort de solidarité (*le Monde* du 22 juin), obtiendra satisfaction. Le bureau politique du parti communiste, qui s'opposait, samedi à Arcueil, par la voix de Mme Madeleine Vincent, à toute réduction du pouvoir d'achat des petits et moyens salaires, trouvera matière à négociation dans la position du premier ministre. Bien que le gouvernement ne se soit, pour l'instant, engagé qu'à continuer d'améliorer un seul pouvoir d'achat — celui du SMIC — on n'exclut pas à l'hôtel Matignon, que la « barre » soit quelque peu relevée. Jusqu'où ? Tel sera l'objet, cet été, des nouveaux *échanges de vues* entre M. Mauroy et les partenaires sociaux.

De même, le premier ministre entend agir avec un certain ménagement à l'égard des fonctionnaires, qui se considèrent particulièrement visés par le plan gouvernemental depuis que M. Mitterrand a confirmé que les membres de la fonction publique seront désormais assujettis au paiement de la cotisation-chômage. Ainsi a-t-il été décidé de moduler l'application de cette mesure afin que son entrée en vigueur ne coïncide pas avec la suppression de l'augmentation des traitements qui devait normalement intervenir le 1er juillet.

Les fonctionnaires ne commenceront à cotiser qu'un peu plus tard. M. Mauroy recevra prochainement l'ensemble des syndicats de fonctionnaires afin de s'en entretenir avec eux, et de les convaincre que le gouvernement n'entend pas agir *« sans consultation préalable et au mépris de toutes les règles régissant la matière »*, ainsi que l'affirme, mardi, le R.P.R. En conséquence, la *réunion commune des organisations syndicales*, qui était prévue le 24 juin sous la présidence du ministre de la fonction publique, a été reportée à une date ultérieure. Avant ce sommet de la fonction publique à l'hôtel Matignon, les syndicats seront reçus séparément par M. Anicet Le Pors.

Le chef du gouvernement a aussi décidé de donner des gages à sa majorité pour ce qui concerne *le long terme. M. Mauroy* reprend aujourd'hui à son compte les prises de position qui se sont exprimées, au sein du gouvernement et à l'intérieur de la majorité, sur la nécessité de réformes de structures pour maîtriser durablement l'inflation. Le ministre de la consommation, Mme Catherine Lalumière, recevra les moyens de renforcer le pouvoir des associations de consommateurs, conformément aux *« cent dix propositions pour la France »* arrêtées par le P.S. pendant la campagne pour l'élection présidentielle de 1981.

M. Mauroy, qui évalue à environ huit points d'inflation l'effet annuel des causes structurelles de la hausse des prix, envisage, en outre, de relancer, cet été, les études d'une réforme des circuits de distribution. Il pourrait en résulter une révision de la loi Royer de 1973 sur le commerce *et l'artisanat. Le risque qu'il* court étant de mécontenter tout le monde, le gouvernement s'efforce, ainsi, en bonne logique, de gagner d'abord la confiance des siens. Il s'y emploie en substituant, au mot d'ordre de rigueur, un slogan moins démobilisateur : répartir équitablement les sacrifices.

ALAIN ROLLAT.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Critiques et inquiétudes

Pour les hebdomadaires plutôt favorables à l'opposition, la dévaluation et les mesures anti-inflationnistes qui l'accompagnent manifestent l'incohérence et l'incompétence du gouvernement.

Dans *LA VIE FRANÇAISE*, rappelant certains propos tenus il y a un an par des responsables socialistes, Bernard Hartmann se demande ce qu'est devenu le *« volontarisme »* de la gauche. Il ajoute : *« Tout se passe comme si la deuxième phase de la politique gouvernementale était celle de la hâte, de l'improvisation et de la contradiction. »*

Sous le titre « La paille des mots et le grain de l'histoire », Jean d'Ormesson, dans *LE FIGARO-MAGAZINE*, écrit : *« On finira par nous faire croire que la dévaluation est un succès à inscrire au crédit d'un gouvernement de génies et que les pauvres Allemands sont bien à plaindre avec leur mark en hausse. L'indignation vous prend contre tant de mauvaise foi, de cynisme, de mépris de la vérité, contre ces débauches de courte vue (...). Bah ! Après nous le déluge : voilà le ressort secret des idéologues au pouvoir. »*

Pierre Pujo, dans *ASPECTS DE LA FRANCE* (royaliste), constate que le gouvernement *« pense faire accepter aux Français des sacrifices en invoquant la solidarité nationale »*. Il poursuit : *« Le gouvernement] ne les a guère préparés à la pratiquer ! Il a, au contraire, encouragé l'égoïsme jouisseur, l'envie et la lutte des classes, celle-ci permettant de rejeter sur d'autres la responsabilité de tout ce qui ne va pas. Dans ces conditions, il doit s'attendre à rencontrer bien des résistances »*.

Pour René Poujol, dans *LE PELERIN* : *« Quelle que soit la détermination du gouvernement à relancer [la] croissance, il se trouvera très vite devant cette alternative : faire comprendre aux Français que l'on peut, que l'on doit pratiquer, dans la solidarité, une baisse de la protection sociale rendue inéluctable par la crise... ou laisser d'autres forces politiques venir remettre de l'ordre, leur ordre, dans la gestion. »*

« M. Mauroy est parfaitement conscient de se battre le dos au mur », assure Michel Tardieu, dans *LE NOUVEL ECONOMISTE*. Cet avis n'est pas loin d'être partagé par Maurice Roy, qui note dans *LE POINT* : *« Le gouvernement pouvait-il agir autrement ? Certes, il aurait pu éviter de donner l'impression d'improviser, se garder de se contredire sur des sujets aussi graves, voire dramatiques. Mais le nouveau pouvoir est entré dans un engrenage fatal lorsqu'il a décidé de tenir les promesses faites aux Français en un autre temps, celui où la croissance permettait de payer beaucoup. (...) »*

Selon *L'ECONOMIE*, *« le plus grave est sans doute que le gouvernement, comme on pouvait hélas le redouter, vient de se mettre dans une position telle qu'il n'est plus maître du feu »*.

Après avoir souligné les inconvénients du blocage, Raymond Aron, dans *L'EXPRESS*, observe : *« La dévaluation n'a pas été faite à froid ; conçue à l'avance, elle a été imposée par les circonstances, la date en a été fixée par les mouvements de capitaux ou, si l'on préfère, par les spéculateurs. La sortie du blocage, si progressive soit-elle, réserve souvent des surprises fâcheuses. Espérons que cette sortie sera mieux préparée que le réajustement monétaire ne l'a été. La deuxième étape commence : voici le temps d'un autre changement, plus austère et amer que le premier. »*

Aux yeux de Raymond Bourgine, dans *VALEURS ACTUELLES*, il n'y a désormais qu'*« une seule ressource : la production industrielle »*, mais, ajoute-t-il, *pour la faire valoir, il faut des entrepreneurs capables et confiants »*.

André Gridel, dans l'hebdomadaire protestant *REFORME* constate : *« Ce n'est pas sans raison que M. Delors a parlé d'un « électrochoc » nécessaire. Dans la situation actuelle, rien ne serait pire que d'esquiver les réalités. Le crédit du président de la République, qui reste grand, doit être engagé pour provoquer dans le pays un sursaut salutaire. »*

Les hebdomadaires d'extrême gauche ne sont guère enclins à approuver le gouvernement. Ainsi *INFORMATIONS OUVRIERES* organe du parti communiste internationaliste, se veut-il « clair » et « net » : *« Les exigences du capital véhiculées par Delors font le lit de la droite. Delors est au gouvernement le représentant direct du grand capital (...).*

Ainsi encore Arlette Laguiller qui signe l'éditorial de *LUTTE OUVRIERE* (trotskiste) estime-t-elle : *« Il est urgent de montrer à la droite et aux classes sociales dont elle se sert qu'il ne faut pas confondre le gouvernement socialiste avec la classe ouvrière. Et que, si le premier est lâche, veule et faible envers la bourgeoisie, la seconde, elle, n'a pas encore montré de quoi elle est capable. »*

Pour *L'UNITE*, hebdomadaire du P.S., *« le temps de l'effort partagé »* est venu. Guy Perrimond souligne : *« La deuxième phase annoncée par François Mitterrand (...) débute par ce qui peut sembler une remise à l'heure des horloges. Mais qui est beaucoup plus que cela : à droite, très souvent dans le passé, on a remis les horloges à l'heure. Sans rien changer. Aujourd'hui, c'est pour changer que l'opération a été entreprise. »*

De son côté, l'organe communiste *REVOLUTION* se montre convaincu que l'inflation peut être enrayée sans que soit abandonné l'objectif de l'emploi.

Après avoir jugé que les syndicats sont *« un des meilleurs atouts du gouvernement pour gagner cette bataille de la dévaluation »*, Yves Chavagne, dans *HEBDO TC - TEMOIGNAGE CHRETIEN*, met l'accent sur la notion de « sacrifices ». Il écrit : *« Des sacrifices ? oui, condition qu'ils servent à quelque chose. Et c'est au gouvernement et sans doute à un gouvernement remanié d'urgence de nous le prouver avant de nous les demander. Au travers d'un plan par exemple. »*

De son côté, Roger Priouret, dans *LE NOUVEL OBSERVATEUR*, analyse la « stratégie » du président de la République. Il considère qu'elle *« tient à la fois de Keynes et, de la politique de l'offre »*. Il poursuit : *« De Keynes, puisqu'il maintient l'activité avec le déficit budgétaire et une aide aux catégories défavorisées. De l'offre — comme Ronald Reagan ! — c'est-à-dire avec l'accroissement de la production et de la productivité. A cette différence près, évidemment fondamentale, que le président américain compte uniquement sur l'initiative privée, et le président français avant tout sur l'intervention de l'Etat. On le voit, François Mitterrand fait un pari. »*

AU CONSEIL DE PARIS

Logement, sécurité, FR 3 : trois sujets de discorde entre la majorité et l'opposition

La construction de logements à Paris, l'insécurité dans la capitale et l'information régionale diffusée par FR 3 ont provoqué de vifs échanges le lundi 21 juin au cours de la séance du conseil de Paris entre la majorité (R.P.R. et U.D.F.) et l'opposition (P.C. et P.S.).

C'est M. Henri Meillat (P.C.) qui, au nom du groupe communiste, a ouvert le feu en déclarant que *« 500 000 Parisiens avaient été chassés de leur ville pour de lointaines banlieues de 1965 à 1975, alors que M. Chirac était au gouvernement et que ses amis livraient la capitale à la spéculation immobilière ; que 300 000 autres ont subi le même sort depuis, alors que ce même M. Chirac occupe le fauteuil de maire de Paris depuis bientôt 6 ans.*

Après avoir critiqué une nouvelle fois l'action des promoteurs et dénoncé la spéculation immobilière, les élus communistes ont demandé *« que les 6 000 logements de grand standing programmés dans les zones de rénovation lancées dans la capitale soient convertis en logements sociaux locatifs »*.

Toujours à propos des logements, M. Georges Sarre (P.S.) a rappelé dans les couloirs de l'Hôtel de Ville la position de son mouvement : « A Paris, a-t-il affirmé, *la construction de logements sociaux régresse. En 1976, au temps des préfets, on mettait en chantier 3 562 logements aidés. Dès 1977 ce chiffre est tombé à 2 224, en 1978 à 3 080, en 1979 à 2 591 et en 1980 à 1 393. »* Pour le leader du groupe socialiste de l'Hôtel de Ville *« M. Chirac freine délibérément les constructions nouvelles »*.

Dans une longue intervention, le maire de Paris a répondu aux élus de gauche. Il a notamment rappelé que, dès le début de son mandat, il a demandé une révision de la politique de l'habitat qui a abouti à une *« dédensification »* de la construction. Mais selon lui, le pourcentage des logements aidés dans les opérations d'urbanisme révisés est passé de 74 à 76 %. D'où sa conclusion : *« La spéculation immobilière est bien malade aujourd'hui à Paris. Nous pourrions nous en réjouir si cette situation n'était la marque d'un effondrement sans précédent de la construction privée et si cette dégradation ne faisait peser sur l'initiative publique une responsabilité accrue qu'elle est, au demeurant, parfaitement incapable d'assumer. »*

Après cette passe d'armes sur le logement, désormais traditionnelle au conseil de Paris, le maire de la capitale est intervenu pour dénoncer l'insécurité qui s'est, selon lui, installée dans la ville. M. Chirac déclare que *« le total des faits délictueux constatés est passés de 281 268 en 1980 à 309 972 en 1981 »*. Et depuis cette dernière année, les cambriolages dans la capitale ont progressé de 30 %, les vols à main armée de 40 %, les vols à la roulotte de 45 % et les agressions sur la voie publique de 26 %. Après avoir regretté *« l'insuffisance des moyens en hommes et en matériel mis à la disposition de la police par le ministre de l'intérieur »*, le maire de Paris a vivement mis en cause les mesures récentes prises par le gouvernement *« qui*, dit-il, *vont toutes dans le sens d'un laisser-aller »*, notamment avec *« libération des prisonniers et la suppression des quartiers de haute sécurité »*.

M. Georges Sarre a vivement réagi à ces propos. Il affirme, dans un communiqué, que *« la droite à Paris veut tirer partie de l'inquiétude des citadins et veut réveiller les vieux démons »*. Il ajoute : *« C'est en respectant et en étendant les libertés publiques que seront créées les meilleures conditions pour assainir le climat d'insécurité. »* Les socialistes demandent donc *« que soient mis à la disposition du préfet de police des locaux appartenant au patrimoine de la ville, que soient créés des clubs et des équipes de quartier et mise en place une politique municipale de prévention »*

M. Jean Perier, préfet de police, responsable de la sécurité à Paris, fait de son côté l'analyse suivante : *« C'est vrai que les cambriolages augmentent depuis un an ; c'est vrai que la situation ne s'est pas améliorée au cours de ces derniers mois. »* Mais, ajoute le préfet, *« nous avons déclaré la guerre aux cambrioleurs. C'est ainsi que depuis le mois de mars, cinq mille visites d'immeubles ont été effectuées par la police. » « Nous allons continuer »*, affirme M. Perier. Une réforme de la police judiciaire est en cours. Les tâches administratives des commissariats de quartier vont être allégées au profit des tâches de sécurité. Enfin M. Perier a indiqué qu'il avait créé un groupe d'information « sécurité » à la préfecture de police, qui utilise les techniques les plus avancées pour mieux protéger les quartiers de la capitale (applaudissements sur les bancs du P.C. et du P.S.).

Dernière intervention : celle de M. Pierre Bas (R.P.R.), adjoint au maire, qui, au nom des élus U.D.F. et R.P.R., dénonce *« la partialité, les inexactitudes et les omissions qui entachent le journal télévisé régional de FR 3 et qui défigurent aussi bien les faits que la notion même de service public de la télévision »*. En fait, les élus R.P.R. et U.D.F du conseil de Paris reprochent à FR 3 d'ignorer le maire et la municipalité de la capitale et de *« favoriser outrageusement les partis de la majorité gouvernementale »*. Ils demandent donc *« la publication du minutage de présence des personnalités politiques au journal télévisé régional »*.

Les élus communistes et socialistes ont violemment réagi à ces affirmations. Mme Christiane Schwartzbard (P. C.) trouve *« intolérable cet excès de démagogie. C'est*, dit-elle, *la haine de revanche qui pousse aujourd'hui la majorité de cette assemblée »*. M. Claude Estier (P.S.) estime que l'intervention de M. Bas *« constitue une manœuvre politique »*. Enfin, M. Henri Fiszbin (non-inscrit parce qu'exclu du groupe communiste) a reproché à M. Chirac, toujours à propos de l'information, *« de confondre son rôle de maire et celui de leader politique »* (applaudissements sur les seuls bancs socialistes).

JEAN PERRIN.

Controverse à FR 3

M. GUY THOMAS MET EN CAUSE UNE PARTIE DE SA RÉDACTION

M. Guy Thomas, président de la chaîne, a mis en cause la rédaction de « Soir 3 » dans un entretien publié par *le Matin de Paris* ce mardi 22 juin. Constatant que le coefficient de « satisfaction » des téléspectateurs a baissé d'« *au moins 20 %* » M. Guy Thomas y voit trois raisons : *« La première, c'est que le journal déconcerte les gens par sa continuité et ne répond pas à leur désir d'information concise et brève. La seconde, c'est le manque de professionnalisme de certains journalistes. Il y a, dans les régions, bien des gens qui pourraient les remplacer facilement. »* La troisième, selon lui, tient à la composition de l'auditoire lui-même.

M. Guy Thomas estime d'autre part : *« il y a un jargon des journalistes de Soir 3, tout a fait rétro et suranné, qui fait penser à une dichotomie primaire entre les bons et les méchants capitalistes. »*

A l'Académie des sciences morales et politiques

ÉLECTION DU PROFESSEUR JÉRÔME LEJEUNE

L'Académie des sciences morales et politiques a élu, le 21 juin, dans la section de morale et sociologie, M. Jérôme Lejeune au siège de Jean-Robert Debray, décédé. Au cinquième tour de scrutin, M. Lejeune a finalement obtenu 31 voix contre 15 à M. Jacques Nantet, 4 à M. Jacques Bréhant et 1 bulletin blanc.

[*Né le 13 juin 1926 à Montrouge*, docteur en médecine, M. Jérôme Lejeune est un généticien éminent reconnu dans le monde entier.

L'ensemble de ses travaux commencés en 1953 fait l'objet de sa thèse de doctorat ès sciences naturelles en 1961. Le premier, il fait état d'un chromosome surnuméraire chez ces malades. Rapidement concernée par des chercheurs étrangers, cette démonstration fut suivie à intervalles assez réguliers de descriptions d'autres syndromes chromosomiques nouveaux. Des recherches parallèles biochimiques extrêmement fécondes l'ont notamment amené à proposer une hypothèse nouvelle concernant les maladies susceptibles de provoquer une débilité de l'intelligence et confirmées par des résultats encourageants en thérapeutique.

Membre de nombreuses sociétés savantes, honoré de distinctions en France et à l'étranger, chargé de hautes fonctions internationales, comme celle d'expert français près le comité scientifique des Nations unies sur les effets des radiations atomiques, le professeur Lejeune a aussi effectué d'importantes missions, dont l'une auprès de M. Brejnev à Moscou, l'an dernier.

Le professeur Jérôme Lejeune a aussi été un fervent militant de la lutte contre la légalisation de l'avortement, notamment en étant conseiller scientifique de l'association « Laissez-les vivre ! ».]

Des départements français...

(Suite de la première page.)

Ainsi, après avoir hésité à organiser, en mars dernier, le renouvellement des conseils généraux, il est maintenant question de dissoudre les conseils généraux et les conseils régionaux afin de mettre en place une « assemblée unique ».

Quel mal à cela ? dira-t-on.

D'abord, c'est la rupture du statut départemental. Le statut départemental, en effet, est un conseil général, un mode de scrutin, des compétences, le tout conforme à la loi générale. Sinon ce n'est plus un département.

Ensuite, une assemblée unique, et, de ce fait, très nombreuse, cumule les attributions d'un conseil général et d'un conseil régional. Elle devient d'autant plus facilement un petit parlement que les pouvoirs du représentant de l'Etat sont amenuisés devant elle et devant un exécutif local, qui cumule les pouvoirs de deux présidences. En outre, élue à la proportionnelle, cette assemblée peut voir ses majorités osciller au gré d'une minorité de séparatistes.

Enfin, aucune illusion ne doit être entretenue sur les arrière-pensées que dissimule un tel projet.

Les socialistes — ceux qui acceptent la thèse gouvernementale, et ce n'est pas l'unanimité, tant s'en faut — déclarent : ce n'est pas un changement de statut qui peut modifier la réalité départementale. Mais les communistes disent le contraire, et ils affirment : c'est une première étape. Seuls les communistes sont logiques avec eux-mêmes. *Jusqu'à une* date récente, les socialistes étant départementalistes ne voulaient pas, outre-mer, une assemblée unique. Mais pour les communistes, la disparition du conseil général est demandée depuis que, outre-mer, ils ont cessé d'être groupés au sein de sections locales du parti communiste français, pour devenir autonomes et directement rattachés à l'Internationale. Les Antilles et la Guyane connaissent des indépendantistes qui, *à l'instar des communistes*, dont ils sont proches, veulent la sécession, et, pour l'obtenir, la disparition du conseil général est leur premier objectif.

Pour soutenir sa thèse, le gouvernement ne dispose que d'un seul et pauvre argument : quatre départements, c'est-à-dire quatre régions, c'est-à-dire des régions mono-départementales — voilà qui ne se justifie pas. Cependant que de formules si cet argument était sérieux ! La constitution d'une région Antilles-Guyane, le rassemblement autour de la Réunion de terres annexes, ou, comme pour la Corse, la division de la Réunion en deux départements (dont chacun serait plus peuplé que la Corse entière). Au surplus, qu'y aurait-il de choquant à maintenir dans chaque département un conseil général et un conseil régional puisque la loi prévoit pour chaque assemblée, des compétences spécifiques et un mode de scrutin particulier ?

La grande majorité de la population ne s'y trompe pas.

Aux Antilles, en Guyane, à la Réunion, hommes et femmes, en majorité, sont loyalistes. Habitants de terres lointaines, la France c'est le président de la République, c'est le gouvernement. Quels qu'ils soient. Pour qu'il y ait un sentiment de révolte unissant des hommes et des femmes aux engagements politiques très divers, c'est vraiment que l'inquiétude est grande. Pourquoi veut-on jouer avec leur destin ? Ces hommes et ces femmes sont majeurs, ils savent les progrès réalisés — immenses. Ils connaissent la misère des îles proches et des territoires voisins, et par-dessus tout ils s'interrogent : décentralisation, oui, rupture, non.

Que l'opinion métropolitaine ne s'y trompe pas non plus : ces départements ne sont pas seulement des terres de tourisme, ils ne sont pas davantage des fardeaux financiers. Antillais et Réunionais sont, en métropole, près de quatre cent mille, qui travaillent dans les activités économiques, sociales, administratives. Ces îles lointaines disposent de richesses, et la mer qui les entoure donne à la France un espace économique privilégié et envié. Ces îles sont également des positions stratégiques. Enfin la France, présente par la volonté constamment manifestée de la majorité de la population, jouit dans l'environnement de ces départements d'un rayonnement que lui valent ces terres de liberté et de progrès face aux racismes et aux misères.

Que les Français de métropole veuillent bien comprendre les Français des départements d'outre-mer et leur combat ! Des mesures économiques et sociales spécifiques, oui, et parfois plus loin encore que l'on n'est allé jusqu'ici. Mais un socle solide : le socle de l'identité institutionnelle, expression d'une identité politique et sentimentale.

MICHEL DEBRÉ.

UN COLLOQUE INTERNATIONAL A BRUXELLES

Comment reconquérir les marchés de la communication scientifique en français ?

De notre envoyé spécial

Bruxelles. — « *Reconquérir le marché intérieur de la communication scientifique* », « *créer un espace francophone de la science et des techniques* », « *recentrer la langue française dans le concert international* » : les expressions empruntant au vocabulaire politique en usage ces temps derniers en France ont fleuri au colloque international de Bruxelles, récemment réuni à l'université catholique de Louvain. Mais ce colloque pour la « *promotion du français comme langue scientifique* » a réussi à dépasser les phrases rituelles et ne s'est pas complu au constat d'échec : faisant intervenir des hommes de terrain comme les éditeurs scientifiques, les terminologues, les interprètes de congrès et les universitaires de la diaspora francophone, le colloque de Bruxelles a fait plusieurs propositions concrètes qui, si l'intendance suit, pourraient contribuer à redresser une situation déjà bien compromise.

Le colloque de Bruxelles devait éviter un écueil : refaire le catalogue des reculs du français dans le monde scientifique. L'inventaire avait été fait à Montréal (*le Monde* du 5 novembre 1981) et il s'agissait, cette fois-ci, d'après les organisateurs (1), de proposer des « *mesures concrètes* », sur le modèle des quatorze propositions faites en décembre dernier par les éditeurs scientifiques à l'occasion du colloque national de la recherche.

La participation de représentants africains a cependant conduit à rappeler la situation prévalant au Maghreb et en Afrique noire. « *L'apprentissage de l'anglais se généralise dans les facultés scientifiques* », a souligné M. Bakary Touré, doyen de la faculté des sciences de l'université d'Abidjan. Si, au niveau du premier cycle, la documentation est encore à 100 % en français, elle ni l'est plus qu'à 20 % au niveau du troisième cycle, « *où domine l'anglais, mais aussi l'allemand et le russe* ». Le phénomène est encore accentué par le retour des boursiers – de plus en plus nombreux – ayant séjourné dans un laboratoire américain.

« *Les universités anglophones sont plus nombreuses, plus anciennes et mieux organisées* », a constaté pour sa part le professeur Medji, de la faculté de médecine de l'université du Bénin à Cotonou. Le seul Nigéria, par exemple, compte autant d'universités que toute la zone francophone ouest-africaine ! Le résultat, c'est que l'anglais écrase le français par sa masse : au dernier congrès médical d'Ibadan, il y avait seulement huit francophones pour cent cinquante anglophones...

Le professeur Ibrahima Wone, de la faculté de médecine de Dakar, a constaté les « *progrès envahissants, tentaculaires et omnipotents de l'anglais* », et lancé un avertissement : les Sénégalais continuent à apprendre le français pour, selon la formule traditionnelle, « *accéder à l'universel* ». Mais si le français scientifique cède du terrain, la langue de Molière sera bientôt prise en tenaille entre l'anglais, « *porté sur les ailes toutes puissantes de l'aigle américain* », et les langues vernaculaires africaines. Puisque l'anglais permet d'accéder à l'universel – plus facilement et à moindres frais – pourquoi ne pas troquer l'un pour l'autre ?

Du Maghreb, où la concurrence avec l'arabe – ancienne langue scientifique – rend la situation du français encore plus précaire, sont venus d'autres avertissements : si l'on ne traduit pas systématiquement les ouvrages en anglais qui garnissent les bibliothèques universitaires scientifiques, « *tous les étudiants devront apprendre l'anglais* », a prévenu M. Ahmed Buraoui, directeur de l'Institut de recherche scientifique et technique de Tunis : « *La langue de Racine et de Baudelaire sera écrasée si elle ne se simplifie pas comme l'anglais contemporain* », a pour sa part averti M. Abdeljalil Lahmori, directeur de l'Ecole normale supérieure de Rabat. Au nord comme au sud du continent africain, le français scientifique est au pied du mur.

Certains Québécois et Belges ont fait écho à leurs collègues africains. « *Il faudrait peut-être inventer une langue scientifique française, abrégée et simplifiée* », a risqué un Québécois. « *La complication et l'amour des phrases semblent un péché consubstantiel au français* », a observé un médecin belge. D'autres ont plutôt insisté sur la maîtrise de la langue, ce qui revient finalement au même puisqu'il est dit que « *ce qui se conçoit bien s'énonce clairement* », donc simplement.

Apprendre à rédiger... et stocker

Pour M. Jacques Lemaire, maître de conférences à l'Université libre de Bruxelles (U.L.B.), « *une bonne maîtrise de la langue constitue une condition préalable à la bonne pensée scientifique* ». D'où les cours de rédaction scientifique organisés à l'U.L.B. pour familiariser les universitaires avec « *le vocabulaire de l'abstraction* ».

On retrouve ce souci en France, où, par exemple, M. Roger Bénichoux, professeur à la faculté de médecine de Nancy et président du Collège français de rédaction et de communication médicale, s'efforce dans son secteur de préparer les candidats à la publication. Une règle, parmi beaucoup d'autres : *faire des phrases courtes, n'excédant pas une quinzaine de mots*. M. Bénichoux, constatant que les publications anglo-saxonnes sont plus exigeantes que les francophones (« *ils font refaire les articles* »), demande à ses collègues français de prendre modèle sur eux. « *Nos collègues américains, ne vous y trompez pas, apprennent à bien écrire* », a-t-il dit à l'adresse de ceux qui voient dans l'anglais scientifique une langue rudimentaire et pauvre.

Les terminologues, dont la tâche est aujourd'hui grandement facilitée par l'informatique, ont relevé les lacunes qui subsistent. « *On étudie combien de fois le mot « passion » apparaît chez Racine, mais on n'a pas encore fait l'inventaire des mots indispensables à l'informaticien* », a regretté M. Bruno de Bessé, chargé de mission au centre de documentation du C.N.R.S. (2). Pourtant, d'importants efforts ont été déployés... à l'étranger. Les participants au colloque de Bruxelles ont pu s'en rendre compte, grâce à des démonstrations sur écran de la Banque de données des terminologiques de la Commission des Communautés européennes, alimentée par Luxembourg et Bruxelles (Eurodicautom) et de la Banque de terminologie du Canada à Ottawa. L'absence de la France sur le front de la terminologie informatisée – même le haut comité de la langue française est branché sur l'un des quarante terminaux de la Banque de terminologie du Québec ! – étonne toujours les francophones hors de l'Hexagone.

« *C'est en France que se trouve la masse critique des chercheurs*, a noté M. Gérard Lapointe, secrétaire du Conseil de la langue française (Québec). *La francophonie a besoin du leadership de la France* », a-t-il conclu, en recourant par mégarde au vocabulaire anglo-américain...

Trop d'amateurisme

Les interprètes et traducteurs, pour leur part, ont défini les règles d'une bonne traduction simultanée : tout d'abord, des intervenants de qualité, qui sachent déjà s'exprimer clairement dans leur langue; ensuite, des interprètes dûment qualifiés; enfin, des textes fournis à l'avance et lus à une cadence raisonnable – pas plus de cent mots à la minute.

Quant aux éditeurs scientifiques, ils ont constaté trop d'amateurisme en francophonie : les comités de lecture, bénévoles sont surchargés, d'où une sélection insuffisante des articles et des délais de publication trop longs. Ils suggèrent que tout article soit soumis à deux lecteurs au moins pour être lu dans le mois qui suit.

« *Il n'y aura plus de français scientifique s'il n'y a plus d'éditeur scientifique en France* », a prévenu M. Claude Cherki, directeur de *la Recherche*. Or l'actuel gouvernement, en refusant d'aider la presse scientifique par des tarifs postaux de faveur, risque de la tuer « *avant quatre ou cinq ans* ». Ce serait compromettre des expériences récentes et encourageantes, comme, par exemple, la revue *Oceanologica Acta*, actuellement diffusée dans cinquante pays, ou un périodique plus spécialisé comme *Gastroentérologie clinique et biologique*, qui fait autorité dans son secteur.

Les éditeurs de livres sont tout aussi inquiets. « *Nous n'arrivons pas à recruter d'universitaires de haut niveau comme les Anglo-Saxons* », a reconnu M. Jean Lissarrague, directeur des Editions scientifiques Bordas. La prospection, elle aussi, s'avère difficile. « *Nous pouvons acheter la liste des mathématiciens australiens ou coréens, mais la Société mathématique de France refuse de communiquer le nom de ses membres* », a regretté M. Lissarrague.

Faudra-t-il, comme l'ont suggéré des Québécois, recourir à des publications intégralement bilingues ? Cela permettrait, certes, de maintenir le français comme langue scientifique en obligeant à un effort terminologique et en élargissant le public potentiel; mais cela alourdirait aussi la tâche de l'éditeur et le placerait en situation d'infériorité par rapport aux éditions « tout anglais »...

Parmi les suggestions retenues au terme du colloque par son organisateur, M. Paul Mainguet, professeur à la faculté de médecine de l'université catholique de Louvain, on notera celles-ci : création d'une association internationale des rédacteurs en chef de revues scientifiques; création d'une agence de traducteurs et interprètes de congrès ; implantation de « centres de traduction » pour alimenter les bibliothèques universitaires, notamment en Afrique ; création d'une maison d'édition africaine qui publierait très vite – et en résumé – les travaux des chercheurs du monde entier ; enfin, lancement d'une revue scientifique internationale francophone « *de haut calibre* », comme disent les Québécois.

La question du financement de telles mesures, présente à l'esprit de tous, n'a pas été examinée. Ce sera sans doute pour le prochain colloque.

ROGER CANS.

(1) Le colloque international de Bruxelles a été organisé par l'Association nationale des scientifiques pour l'usage de la langue française (ANSULF, 7, rue des Wallons, 75013 Paris) et le Collège français de rédaction et de communication médicale, avec la participation de l'Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.), de la mission interministérielle de l'information scientifique et technique (MIDIST) et du Conseil de la langue française du Québec.

(2) Trois ouvrages viennent de paraître sur le sujet. Le premier, intitulé *Termes techniques nouveaux* (Feutry éditeur, 366 pages, 120 F), est une liste des termes officiellement recommandés par le gouvernement français, réunis par M. Bruno de Bessé. Le second, intitulé *la Langue française de la technique et de la science* (Editions Oscar Brandstetter à Wiesbaden, R.F.A.), qui est diffusé en France par *la Documentation française* (264 pages, 145 F), est en fait un traité de linguistique rédigé par M. Rostislav Kocourek, linguiste d'origine tchécoslovaque enseignant à l'université Dalhousie, au Canada. Le troisième, intitulé *la Traduction scientifique et technique*, de Jean Maillot (*Technique et Documentation*, 264 pages, 90 F), est un traité à l'usage des traducteurs professionnels.

DES CORRECTEURS A LA RECHERCHE D'UNE POLITIQUE DU LANGAGE

Les correcteurs et les documentalistes de presse s'interrogent sur leur avenir. L'informatisation de ces services, en effet, bouleverse les méthodes de travail et, à terme, fait peser une menace sur l'emploi. C'est pourquoi le Syndicat des correcteurs C.G.T. et l'association pour la formation professionnelle (Coforma) préparent des « Journées nationales pour une politique du langage » qui devraient se tenir en novembre prochain.

Lors de journées préparatoires, correcteurs et documentalistes, récemment réunis à Paris, ont échangé leurs points de vue. Plusieurs ont souligné les dangers de la rédaction électronique, surtout lorsqu'elle supprime l'étape de la sortie de texte sur imprimante.

Le secrétaire général du Haut Comité de la langue française, M. Stélio Farandjis, invité à ces journées, a souligné la nécessité et les dangers d'une normalisation terminologique : « *Oui à la normalisation pour la clarté ; non à la normalisation « dictature du sens* ». Et Mme Degez, responsable du service de documentation du journal *le Monde*, a expliqué les difficultés de l'informatisation, notamment pour la mise en mémoire et le codage. « *Dans certains cas*, a-t-elle dit, *l'ordinateur sera plus rapide ; dans d'autres, il le sera moins.* »

Correcteurs et documentalistes estiment que l'avenir de leur profession passe par une politique nationale de la langue française. Ils ont annoncé la création prochaine d'une Association des usagers de la communication.

(*) Un Livre blanc rassemblant les diverses interventions (correcteurs, traducteurs, documentalistes, informaticiens) sera disponible à la rentrée, au siège de Coforma, 49, rue Pigalle, 75009 Paris.

Les propositions de l'Académie des sciences

Soucieuse de ne pas être en reste au moment où le gouvernement et quelques associations s'efforcent de redonner au français son statut de grande langue scientifique nationale et internationale, l'Académie des sciences vient de publier un rapport d'une vingtaine de pages sur ce thème. Elle y avait d'ailleurs été invitée, en septembre dernier, par le ministre de la recherche et de la technologie, M. Jean-Pierre Chevènement.

Défendre la langue française, s'efforcer de la maintenir dans sa pureté et sa correction traditionnelle, voilà des enjeux que ne désavoue pas l'Académie des sciences. Mais, de là à refuser l'anglais et opter pour une intransigeance que certains prônent comme une priorité absolue devant laquelle doivent céder même les intérêts de la science française, il y a un pas que l'Académie ne saurait franchir. De tout temps, constate-t-elle, « *les savants ont utilisé pour communiquer une langue qu'ils ont privilégiée* ». Hier, le latin, plus tard le français, aujourd'hui l'anglais parlé et écrit « *avec des bonheurs divers* » par ceux qui ne sont pas anglophones. Toutefois, note-t-elle, « *quelles que soient (...) les motivations individuelles nombreuses et variées qui poussent les savants à publier, s'ils ne peuvent se passer de publier vers l'étranger, ce n'est ni par altruisme ni pour servir le prestige de la France, aussi nobles que soient ces deux causes, mais c'est parce que la vitalité de la science française est à ce prix. Une science nationale qui ne participe pas à la science qui se fait dans le monde est condamnée à bref délai* ».

Intransigeance ou résignation ?

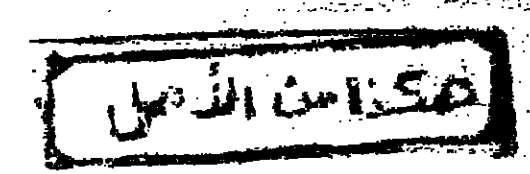
De fait, le déclin du français au bénéfice de l'anglais comme langage scientifique ne tient ni à la complexité ni à la rigidité de notre grammaire – de nombreux mathématiciens du monde entier en portent témoignage – mais plus tôt à la très haute qualité de la recherche scientifique dans les pays anglophones durant les dernières décennies.

Alors, Que faire ? Verser dans l'intransigeance à tout prix ou se laisser gagner par la résignation ? *Ni l'un ni l'autre* affirme l'Académie des sciences, qui, tout en déplorant que l'on ait « *manqué de vigilance* » dans le passé, se prononce en faveur d'un certain réalisme. En conséquence, elle préconise :

- De faire jouer au bénéfice de notre culture et de notre langue tous les atouts que nous donne le bon niveau de notre science et de notre technique pour accueillir des étudiants, des professeurs et des chercheurs étrangers ; pour attirer en France des institutions et des hommes de science, en organisant des congrès, des colloques et des écoles d'été ; et pour maintenir et développer, enfin, une présence de la pensée scientifique française grâce, notamment, à un effort accru des services scientifiques de nos ambassades.
- De promouvoir les expressions de la science et de la technique en langue française dès lors qu'il existe un public francophone assez large. On ne peut espérer, remarque l'Académie, faire du français une grande langue scientifique internationale si l'on n'est pas capable, d'abord, de répondre en langue française aux besoins légitimes de la francophonie.
- Mais, en contrepartie, d'encourager et de soutenir vigoureusement ceux qui veulent bien organiser des réunions internationales, lancer une collection de monographies ou assurer la publication d'une revue de classe internationale, sans faire peser sur eux systématiquement des contraintes de langues et de laisser au chercheur la liberté de s'exprimer à chaque occasion dans la langue qui lui paraît appropriée tout en veillant à ce que l'usage du français ne le pénalise pas abusivement dans un tel cas. Aussi, l'Académie considère-t-elle que les scientifiques français doivent nécessairement aujourd'hui connaître et maîtriser au moins cet anglais simplifié qui est devenu le langage international de la science. Loin de les en empêcher, dit-elle, il faut les y aider.

J.-F. A.





Le Monde

société

JUSTICE

Les syndics et administrateurs judiciaires en mal de réforme

Ajaccio. — L'Association nationale des syndics et administrateurs judiciaires de France vient de réunir à Ajaccio son dix-neuvième congrès. Si le sujet en était « les procédures collectives », c'est-à-dire les règles qui régissent la faillite, le règlement judiciaire, la banqueroute, la liquidation de biens, dont ces auxiliaires de justice ont la charge sous le contrôle d'un juge désigné par le tribunal de commerce, d'autres préoccupations se sont manifestées parmi les participants. Les membres de cette profession s'inquiètent de son avenir et ont le sentiment d'être trop souvent mis en cause et tenus pour responsables de situations dont ils tireraient abusivement profit. La réforme *des tribunaux de commerce envisagée par le* ministère de la justice, l'idée avancée mais point encore arrêtée d'un échevinage qui consisterait à introduire dans une juridiction, fermée jusqu'à présent, des juges consulaires élus, un magistrat de l'ordre judiciaire, a déjà ému les syndics. Ils s'inquiètent tout autant d'une autre réforme qui toucherait leur formation, augmenterait leur nombre et du même coup changerait des habitudes. De cette réforme le représentant de la chancellerie au congrès d'Ajaccio, M. Denoix de Saint Marc, directeur des affaires civiles et du sceau a sans doute fait savoir qu'il ne pouvait encore en préciser les modalités. Le peu qu'il en a dit a été suffisant pour inquiéter une assistance à laquelle il a été rappelé que « seuls disparaissent les institutions ou les corps sociaux qui ne peuvent s'adapter au changement ».

Un métier de la crise

De notre envoyé spécial

Me Bernard Dureuil, syndic à Marseille, regarde le menu sur lequel figure en hors-d'œuvre une « salade canaille ». « *Ça vous dit ? Et puis, de toute façon, vous serez dans l'ambiance.* » A dire vrai, dans cette petite phrase, l'amertume l'emportait sur l'humour. Me Dureuil et les confrères qui l'entourent sont encore sous le coup de méchants articles qui, sur des tons divers, ont depuis quelque temps présenté les syndics comme des oiseaux de malheur, plus soucieux de liquider les entreprises en difficulté dont on leur demande de s'occuper que d'en assurer la maintenance. Certaines affaires, aussi, mettant en cause tel ou tel qui aurait, soit fait fructifier à son profit des actifs réalisés, soit abusé du système des ventes aux enchères pour la réalisation d'actif ont pu donner des syndics une piètre opinion.

La crise économique les a placés sur le devant de la scène. L'augmentation du nombre des dossiers comme celui des réclamations, des doléances et des plaintes dont ils font l'objet a contribué à les discréditer. Du chef d'entreprise en difficulté au créancier, c'est à qui met en cause le syndic, lui reproche des lenteurs, une absence d'information, voit en lui un suspect ou pis encore. Le CID-*UNATI a, sur ce sujet,* mené des campagnes particulièrement vigoureuses.

Aussi veulent-ils aujourd'hui se faire entendre et se défendre. D'abord, en expliquant que les trois cent cinquante syndics que compte leur association nationale, et auxquels s'ajoutent cent cinquante avocats-syndics, ne sont pas n'importe qui : il y a des conditions d'admission à la profession. Il faut passer par un stage, un examen, obtenir l'agrément du tribunal de commerce, l'inscription sur la liste de la cour d'appel, etc. Aujourd'hui, il n'en est pas un qui ne soit au moins licencié en droit et beaucoup sont d'anciens avocats, éventuellement d'anciens chefs du personnel ici ou là.

Profession fermée, assurément. Mais les syndics tiennent à ce « *numerus clausus* ». Ils tiennent aussi à leur règle qui leur interdit de faire fructifier à leur profit les fonds dont ils ont la gestion, comme de racheter eux-mêmes les actifs qu'ils ont à réaliser. Une chambre de discipline veille à l'honnêteté de chacun et, à l'occasion, sanctionne par la suspension ou même la radiation. Ils tiennent de même au système de rémunération qui leur accorde un pourcentage sur les opérations qu'ils réalisent, que ce soit l'apurement du passif ou la réalisation des actifs. Est-ce que l'on s'enrichirait pour autant ? Chacun s'en défend. S'il y a, à Paris, trois ou quatre études dont le revenu annuel peut dépasser le million de francs, ce n'est pas le lot commun. Tout le monde n'a pas quatre cents dossiers par an, mais bien plus souvent quarante, ce qui apparaît le minimum pour vivre. Tout le monde, non plus, ne se voit pas confier un dossier Boussac.

En outre, la tâche n'est pas facile. Depuis 1973, la loi a fixé en priorité une règle : l'entreprise en difficulté doit survivre. Il faut conserver l'emploi, maintenir l'outil de travail. Les syndics jouent-ils le jeu ? Ils jurent qu'ils ne demanderaient pas mieux, mais à l'impossible nul n'est tenu. Ils disent tous à peu près ceci : « *La crise, nous sommes les premiers à la vivre sur le terrain. Mais nous ne pouvons pas être tenus pour responsables de malades que l'on nous donne à soigner lorsqu'ils sont devenus incurables. Que veut-on de nous ? Aujourd'hui, les affaires qui permettent un concordat, c'est-à-dire l'exécution d'un contrat, sont exceptionnelles.* »

Ils tirent de leur expérience une constatation : « *Lorsque nous sommes désignés par le tribunal de commerce, il arrive le plus souvent que nous ne trouvions pas de comptabilité, que nous découvrions toutes sortes de vices cachés. Mais, pour des raisons politico-économiques, il faut nous débrouiller pour maintenir en vie les entreprises. Combien de fois n'avons-nous pas entendu un préfet nous dire : « Surtout je ne » veux pas de pancartes dans la » rue, alors arrangez-vous.* »

Les voilà donc avec une double tâche et contradictoire. Comment être à la fois mandataire du chef d'entreprise en difficulté et de ses créanciers ? Les voilà aussi face aux salariés, aux comités d'entreprise quand il faut parler de licenciements, de plans de redressement. « *Si les choses tournent mal, c'est nous qui porterons le chapeau. C'est sur nous que se déclenchera un tir à vue.* »

Sont-ils pourtant aussi malheureux qu'ils le proclament ? Peut-être pas puisqu'il leur arrive aussi de dire qu'ils exercent « *le plus beau métier du monde* ».

Souvent trop tard

Ce qu'ils voudraient ? D'abord que les déclarations de cessation de paiement interviennent plus tôt, que les organismes d'État comme le Trésor, l'U.R.S.S.A.F., créanciers privilégiés et même super-privilégiés en cas de faillite, se manifestent plus tôt au lieu de laisser traîner les choses pendant des années, assurés qu'ils sont de recouvrer leur dû. « *Ils sont*, disent les syndics, *les premiers qu'on ne paie pas, ils pourraient tirer le signal d'alarme. Un dépôt de bilan qui est fait à temps n'est jamais catastrophique ; cela revient à une hospitalisation sans grand risque.* »

Refuseraient-ils toute critique ? Seraient-ils sans reproches ? La corporation a connu, c'est vrai, quelques affaires « malheureuses ».

« *Comme les notaires, comme les médecins*, disent-ils, *toute profession a ses malades, ses brebis galeuses. Nous ne défendons pas ceux qui sont indéfendables.* »

Pourquoi, cependant, refusent-ils d'ouvrir davantage la profession ? Dans des villes comme Marseille et Lyon, ils ne sont que quatre, à Paris guère plus de vingt. Or, le nombre des affaires a considérablement augmenté depuis une dizaine d'années. Cette détermination à ne pas vouloir élargir le circuit conduit à flairer, bien sûr, l'intérêt.

Ils ripostent : « *Le nombre des affaires a augmenté, mais 40 % des dossiers dont nous avons la charge ne nous rapportent rien.* » Il faut quand même s'en occuper. En ont-ils le temps ? Sont-ils suffisamment écoutés ? Ils assurent qu'ils n'ont pas besoin d'être plus nombreux mais qu'ils pourraient effectivement étoffer les études, *augmenter* le *nombre de leurs* collaborateurs, investir même dans l'informatique quand cela n'a pas été fait.

Malgré tout, ils conviennent d'une chose : ils pourraient mieux informer de ce qu'ils font ou vont faire leurs interlocuteurs, qui sont toujours des traumatisés, qu'ils soient dirigeants d'entreprise placés devant la réalité de l'échec ou fournisseurs-créanciers portés au soupçon et jamais heureux de découvrir qu'ils ne récupéreront que la moitié de leurs titres ou peut-être rien du tout.

C'est bien vers quoi, il leur faudra s'orienter. Du moins, le représentant de la chancellerie au congrès d'Ajaccio a-t-il pu leur mettre un peu de baume au cœur en leur déclarant qu'ils ont été « *l'objet d'attaques trop souvent excessives et abusives parce qu'ignorantes des réalités* » et qu'ils ne sauraient « *être tenus pour responsables de la crise économique, ni de la disparition de certaines entreprises* ».

Mais tout aussi nettement, M. Denoix de Saint-Marc a ajouté : « *Je vous dis très franchement que, dans le courrier que nous recevons, trop de personnes se plaignent de l'ignorance dans laquelle vous les laissez.* »

S'il leur a très clairement fait savoir que l'idée même d'une fonctionnarisation de la profession « *est délibérément écartée* », il n'en a pas moins fait comprendre que, « *si l'ouverture à un plus grand nombre s'imposait, si une plus grande exigence de la formation devait paraître nécessaire* », il n'y verrait pour eux évidemment que des avantages.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

● *M. Georges Gérouville*, père de M. Gilles Gérouville, vingt-trois ans, vigile de la compagnie Force intervention internationale (F.I.I.), considéré comme le témoin principal dans l'affaire du meurtre d'un vagabond au Forum des Halles, le 23 décembre 1981 (*le Monde* du 30 décembre), affirme que son fils ne serait pas l'auteur des coups mortels portés à la victime, Pierre Lemaitre. Gilles Gérouville, qui a été inculpé de « *coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort* » et écroué six jours après les faits, aurait été, explique son père dans un document diffusé à la presse, par les soins du Comité d'action police-justice (C.A.P.J.), accusé à partir « *de faux témoignages ou de témoignages contradictoires* ».

Le « dossier » établi par le père de l'inculpé recense tous les éléments de l'instruction, puis met nommément en cause un inspecteur de police, accusé d'« *avoir fourni de fausses indications à un témoin* », ainsi que d'autres policiers, non nommés, et quatorze témoins de l'affaire dont il indique les identités.

● *M. Bernard Izard*, âgé de trente-cinq ans, beau-frère d'Edmond Vidal, dit « Momon », chef du « *gang des Lyonnais* » arrêté récemment à Aix-les-Bains (Savoie), aurait avoué être l'auteur d'un cambriolage et d'un incendie le 20 mai 1982 à Brissons-Saint-Innocent dans la maison de la famille de Joseph Fontanet, l'ancien ministre tué le 31 janvier 1980 à Paris par des inconnus. Des soupçons avaient un moment pesé sur Edmond Vidal au moment du meurtre. Le parquet de Chambéry (Savoie) auquel a été déféré M. Izard, indique qu'une information a été ouverte et qu'un juge d'instruction a été nommé.

● *L'étudiant iranien* Ali Reza Hossein Pour, âgé de trente-deux ans, grièvement blessé samedi 19 juin par l'explosion d'un colis piégé qu'il venait de retirer au bureau de poste de la rue Duc, à Paris (18e) (*le Monde* du 22 juin) est mort lundi 21 juin au soir à l'hôpital Beaujon où il était soigné.

ÉDUCATION

La décentralisation aux portes de l'école

La décentralisation est aux portes de l'école. Elle entraîne une réflexion sur l'uniformité de l'institution scolaire qui n'est pas sans conséquences pédagogiques ni sans rapport avec la négociation prochaine sur « l'unification » des enseignements privé et public. Aussi est-elle abordée dans un rapport remis à M. Alain Savary par M. Luc Soubré, chargé de mission au ministère de l'éducation nationale.

Le premier projet de loi, élaboré en février dernier par les services de M. Gaston Defferre, était plus radical que le second, présenté mercredi 16 juin au conseil des ministres (« le Monde » du 17 juin). Il prévoyait que désormais les conseils généraux arrêteraient « la carte scolaire départementale », prévoiraient « l'implantation des écoles, des collèges, des lycées et des établissements d'enseignement professionnel » et répartiraient, dans le cadre d'une dotation annuelle fixée par l'Etat, « les emplois d'enseignants ». Ces dispositions ont été abandonnées : si, dans le nouveau projet, les conseils municipaux « fixent l'implantation des écoles », les conseils régionaux se contentent de proposer « au représentant de l'Etat dans la région le programme des créations, extensions et aménagements des collèges, lycées et établissements professionnels ». La décision appartiendra donc toujours à l'Etat, et il est précisé que « les collèges et lycées sont des établissements publics », dont le statut sera plus précisément défini par décret.

Des propositions pour démocratiser la vie scolaire

Les établissements scolaires sont « *des lieux clos et étouffants à l'intérieur desquels les rapports humains ne cessent de se dégrader* ». Tel est le constat abrupt *de M. Luc Soubré, chargé de* mission au ministère de l'éducation nationale, en préambule d'un rapport de 104 pages intitulé « *Décentralisation et démocratisation des institutions scolaires* », remis en mai dernier à M. Alain Savary et que le ministère doit rendre public prochainement.

M. Soubré confie que ses propositions peuvent rendre « *attractifs* » les collèges et lycées publics, et, dans le mouvement décentralisateur, « *préserver la spécificité de l'école* ». Sa réflexion est acceptée comme base de travail par le ministère ainsi que par les principaux syndicats enseignants.

Aucune indication n'est toutefois donnée sur la mise en œuvre de ses recommandations dont il dit souhaiter qu'elles ne soient pas « *saucissonnées* » : « *Un train de circulaires plutôt qu'un émiettement.* »

Les vingt-sept organisations de parents, d'élèves, d'enseignants ou de chefs d'établissement consultées par M. Soubré, depuis janvier, seraient pratiquement unanimes sur la description peu réjouissante que ce dernier fait des établissements scolaires. Le sentiment général serait celui d'une « *dégradation* » entraînée par une évolution « *très négative* » des dispositions réglementaires qui depuis 1975 auraient « *privilégié l'exercice de l'autorité, renforcé les échelons hiérarchiques* ». Convaincus « *que l'information leur est refusée et que les dés sont pipés* », les partenaires succomberaient au découragement, s'accusant les uns les autres de freiner toute évolution. Le collège ou le lycée serait, au bout du compte, « *un endroit où l'autoritarisme est partout mais l'autorité nulle part* ».

C'est cette « *société non démocratique* », selon M. Soubré, qu'il *s'agit de réformer*. Mais comment rénover sans bouleverser, changer tout en conservant, et, en l'espèce, décentraliser sans éclater ? Ces questions qui sous-tendent le rapport en font l'originalité, de même que les multiples « casquettes » de son auteur : ancien principal de collège, proviseur de lycée dans le Tarn jusqu'au 10 mai 1981, M. Soubré est aussi secrétaire national adjoint aux relations extérieures du parti socialiste, conseiller municipal de Toulouse et membre du conseil régional Midi-Pyrénées.

Mêlant la vision de l'élu local à celle de l'administrateur et du *politique*, M. Soubré *reconnaît*, d'emblée, que la perspective de décentralisation n'est pas sans danger pour l'éducation nationale. Ses interlocuteurs, précise-t-il, en particulier les responsables d'établissement et les enseignants, « *redoutent que les collectivités ne subordonnent l'activité des établissements scolaires à des objectifs locaux et à court terme* » et *que ne soit donc remise en cause* « *l'égalité du droit à la formation sur le territoire national ainsi que les principes laïcs et républicains* ».

Une philosophie du changement

Devant cette contradiction que renforce la crainte des personnels de voir remises en cause des situations acquises, M. Soubré propose une philosophie du changement qui concilie les deux impératifs : « *enclencher la dynamique décentralisatrice* » mais aussi respecter la spécificité des lieux d'éducation, garantir leur mission d'intérêt général et prévenir tous les « *risques d'accroissement des inégalités socio-culturelles* ». Complément nécessaire de la décentralisation, la démocratisation des collèges et lycées rassemblait ainsi plusieurs « *mécanismes régulateurs et correcteurs* ». Résumés par la formule « *à pouvoirs locaux forts établissements forts* », ils sont de trois ordres :

● ACCROITRE LES COMPETENCES DE L'ETABLISSEMENT. — Autonomie pédagogique d'abord : tout en qualifiant de « *priorité absolue* » l'existence « *d'objectifs pédagogiques et de programmes définis nationalement* » nécessaires au maintien de diplômes nationaux, M. Soubré propose que chaque établissement ait son propre « *projet pédagogique* ». Il ne s'agit pas, précise-t-il, de concessions au « *caractère propre* » des écoles privées ni d'un éclatement de la carte scolaire, mais de « *l'adaptation d'un service public unifié à des besoins différenciés des populations scolaires (...) centrés sur la lutte contre l'échec scolaire* ».

Etalée sur trois ans, la réalisation de ce projet d'établissement suppose une autonomie administrative et financière. « *La décentralisation ne peut avoir de sens*, explique M. Soubré, *qui si l'établissement dispose de ressources suffisantes pour effectuer des choix réels et si le système des dépenses obligatoires disparaît.* » Une distinction est proposée entre les ressources liées à la « *mission obligatoire de service public* », que garantira l'Etat en rendant « *transparents* » les critères d'attribution des crédits, et les « *ressources propres* » liées aux initiatives de l'établissement (utilisation des locaux pour des activités extrascolaires, actions de formation continue, projets éducatifs avec la municipalité, etc.). Ces diverses « *prestations de services* » seraient régies par des contrats passés avec les collectivités locales.

Enfin, M. Soubré note que l'*autonomie administrative, tout en* ne portant pas atteinte au statut national des personnels, pourrait permettre des recrutements directs par l'établissement en trois domaines : le remplacement des maîtres absents, l'encadrement éducatif des élèves, l'organisation d'activités complémentaires *(foyers, clubs...). Les organisations* syndicales y sont toutefois farouchement opposées.

● REDEFINIR LE POUVOIR DANS L'ETABLISSEMENT. — M. Soubré propose de donner au conseil d'établissement « *pouvoir de décision dans tous les domaines intéressant la vie pédagogique, éducative, matérielle et financière des établissements* ». Il deviendrait ainsi une instance où l'on voterait sur le projet pédagogique, le budget, le règlement intérieur, l'emploi du temps, le choix des manuels, les conventions avec les collectivités... Choisie en son sein, la « commission permanente » se réunirait plus fréquemment.

Le président du conseil ne serait plus d'office le chef d'établissement, mais serait élu « *parmi les membres élus et majeurs* » pour une durée maximale d'un an.

La composition du conseil répondrait à un « *multipartisme* » renforçant le rôle des élus locaux et revalorisant les agents de service. M. Soubré suggère que, dans les lycées, les élèves disposent de plus de sièges que les parents. Enfin serait abolie la distinction entre conseil de classe et conseil des professeurs, actuellement « *ressentie comme une échappatoire pour des professeurs qui redoutent d'énoncer en présence de tous l'appréciation portée sur les élèves et le bilan de leur enseignement* ».

● MODIFIER LES ROLES DES PARTENAIRES. — Devenu l'« *exécutif* » du conseil, le chef d'établissement ne pourrait refuser une de ses décisions et son droit de veto serait remplacé par un droit d'appel à l'autorité de tutelle, l'inspection académique. Parce qu'elle rend difficile la participation des enseignants à des activités extérieures à leur enseignement, la « *rigidité de la grille hebdomadaire de service* » serait revue. La participation des parents serait encouragée par des indemnités versées aux délégués, le temps de concertation entre enseignants et parents étant intégré dans le calendrier « normal » de la vie scolaire. Enfin les droits de réunion et d'association des élèves seraient favorisés (locaux, plages horaires, etc.)

EDWY PLENEL.

● *Langues régionales.* — Trois mille personnes ont défilé, samedi 19 juin, à Quimper, pour réclamer l'intégration des écoles « Diwan » (langue bretonne) dans l'éducation nationale. Le président de Diwan, M. L'Hostis, qui doit rencontrer M. Savary, ministre de l'éducation nationale, le 23 juin, *a expliqué que son organisation* refuse aussi bien le bilinguisme à l'école maternelle qu'un statut d'école privée.

Diwan demande la prise en charge par l'Etat d'un enseignement initial entièrement en breton, assuré par une « filière bretonne » des écoles normales et la création d'un CAPES de breton (Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement de second degré).

A Bordeaux, cent cinquante parents et enseignants des « Ikastolak » (écoles en langue basque) ont occupé pendant plusieurs heures le rectorat, lundi 21 juin, avec les mêmes revendications pour le basque.

● *Une centaine de copies* de l'épreuve de sciences naturelles du baccalauréat D ont été perdues au centre d'examen de Bordeaux. Selon le rectorat, elles ont vraisemblablement été jetées par inadvertance à la poubelle. Les candidats concernés de Libourne, Bordeaux et Arcachon ont été convoqués pour une nouvelle épreuve qui aura lieu le 23 juin. — *(Corresp.)*

SPORTS

LA DOUZIÈME COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

ESPANA 82

Capital-sympathie

Un cheikh, coiffé du keffieh et revêtu de la dishdasha, impressionne beaucoup plus qu'un simple mortel tête nue et en short. Il peut, en cours de partie, pénétrer sur un terrain de football comme dans un palace ou un casino, il peut parlementer avec un arbitre soviétique et des policiers espagnols comme avec ses collègues de l'OPEP. Le quidam — qui n'avait pas non plus le droit de fouler la pelouse — est, lui, sèchement repoussé.

Le cheikh peut encore déclarer, par exemple à la radio nationale espagnole, que « la Mafia est peu de choses comparée à la Fédération internationale de football ». Il peut ignorer, dans ces conditions, le règlement de la Coupe du monde, édicté par la FIFA : « Si une équipe refuse de continuer à jouer ou quitte le terrain avant la fin réglementaire du match, elle est considérée comme perdante, le gain du match et les deux points étant attribués à l'équipe adverse. »

Un prince du désert peut faire oublier à un « *homme en noir* » le « *rosa rosam* » des règles de l'arbitrage, le retourner *comme un baril en lui faisant prendre* une décision inverse, et faire monter la *tension aussi vite que le prix du super*, quitte à provoquer des débuts de bagarre *entre des gens qui, jusque-là, ne s'étaient* disputé que le ballon. Les dirigeants de *la FIFA ont réagi, ce mardi, en prenant* des sanctions (voir ci-dessous).

Mais, par cette attitude, un cheikh peut aussi entamer le capital sympathie qu'on avait, par exemple, pour *une équipe* comme le Koweït, qui voulait prouver, *balle au pied, que tout ne s'achète pas* forcément et qu'il était possible d'avoir à la *fois* du pétrole *et des idées*. Ce *n'est* pas pour autant, toutefois, que l'on n'approuvera pas, surtout après le nouveau match nul obtenu lundi par le Honduras (face à l'Irlande du Nord), M. Tessema, président de la Confédération africaine de football (CAF), qui a récemment déclaré : « L'Algérie, le Cameroun, le Honduras et le Koweït ont montré sur le terrain qu'ils tenaient tête aux formations européennes. La FIFA devrait donc ouvrir plus largement ses différentes commissions aux représentants des équipes du tiers-monde. Dès 1986, l'Afrique et l'Asie-Océanie devraient avoir au *moins trois représentants chacun.* » « Il faudrait, a-t-il ajouté, que les Européens *comprennent* que le monde bouge et le football avec. »

Tout a fait d'accord, à condition de ne pas être exagérément remuant et de *savoir raison garder*.

MICHEL CASTAING.

France-Koweït (4-1) : la mascarade

De notre envoyé spécial

Valladolid. — Du 375 contre 1. Ce n'était pas la dernière cote des bookmakers londoniens avant la *rencontre France-Koweït* du lundi 21 juin à Valladolid, mais le rapport entre les 1 400 000 licenciés de Fédération française de football, l'une des cinq plus importantes du monde, et les 1 600 pratiquants regroupés par son homologue koweïtienne, petit poucet de ce Mundial. Or, c'est paradoxalement *la cote de l'équipe* koweïtienne qui aurait eu tendance à *monter* plus vertigineusement encore que le cours des pétrodollars, après les deux premiers matches des deux sélections et les rumeurs de dissension au sein de la délégation française.

« *Le premier tour a démontré qu'il fallait se méfier des petites équipes* », nous disait très sérieusement *le cheikh* Fahd El Ahmad El Javer Alsabah, frère benjamin de l'émir du Koweït, et accessoirement président et mécène du comité olympique et de la fédération de football de son pays. « *Nous serons vigilants contre les Français* », poursuivait-il dans un grand éclat de rire.

Les défenseurs de son équipe avaient sans doute oublié ces consignes, *quand ils s'arrêtèrent* au premier coup de sifflet venu des tribunes, sur l'action qui amenait un quatrième but pour les Français marqué par Alain Giresse. Dans la tribune officielle, le cheikh avait perdu le sourire.

Par de *grands gestes, il faisait* signe à ses joueurs de quitter le terrain. Puis il y descendait lui-même.

L'officiel de la fédération internationale, si sourcilleux pour empêcher les soigneurs ou toute autre personne de pénétrer sur la pelouse avant le signal de l'arbitre, n'osait pas l'arrêter. Pas plus que la police espagnole qui, quelques instants plus tard, repoussera pourtant sans ménagement Michel Hidalgo. M. Stupar, l'« homme en noir » soviétique, jetait, en effet, un peu plus de discrédit sur l'arbitrage de cette Coupe du monde en acceptant de dialoguer avec le cheikh, puis en annulant aussitôt le but par une *remise en jeu*. Aurait-il pris la même décision contre l'équipe d'Espagne ?

Cache-cache

Après huit minutes de palabres, le match pouvait reprendre, sans Don Juan, le comte de Barcelone, père du roi Juan Carlos, qui présidait cette rencontre aux côtés du cheikh et qui avait préféré fuir cette mascarade. Maxime Bossis *rétablissait* bien le score à 4 à 1 à l'ultime minute, mais *Michel Hidalgo, à bout de nerfs*, préférait ne pas se rendre ensuite à la conférence de presse obligatoire pour les deux entraîneurs.

Si la rencontre avait été sans *histoire jusqu'à cet incident*, les Français privant les Koweïtiens de ballons au milieu du terrain et inscrivant trois buts par Bernard Genghini sur coup franc (30e minute), Michel Platini (43e) et Didier Six (48e), avant que Al-Buloushi ne réduise le score (75e), il n'en avait pas été de même de *l'avant-match*.

Dans la partie de cache-cache avec la presse, à laquelle s'est livrée la délégation française depuis son retour de Bilbao, les rumeurs de dissensions faisaient, il est vrai, la part belle à la recherche des petites phrases qui font les grands titres. Surtout en cas d'élimination au premier tour.

Les agences internationales et *la presse espagnole découvraient* ainsi, avec étonnement, que Michel Platini et Jean-François Larios ne se parlaient plus. Que ce dernier serait tenu en quarantaine par certains de ses coéquipiers. Entre deux portes, Marius Trésor faisait savoir qu'il n'avait pas apprécié d'avoir été pris comme bouc émissaire après la défaite contre les Anglais. Jean Tigana, *non retenu pour les deux* premiers matches, boudait. Michel Platini préférait parler d'« ânes », subissant l'effet du soleil espagnol.

Débordé dans son rôle de sapeur-*pompier* appelé à éteindre ces débuts d'incendie, Michel Hidalgo, un humaniste encore à la recherche d'une forme d'autorité qui passerait par la confiance réciproque et l'adhésion à ses principes et à l'esprit du groupe, était une nouvelle fois « *trahi* » par des joueurs se comportant *comme* des adolescents gâtés.

Au lendemain de Bilbao, alors qu'on *lui faisait* remarquer que l'équipe de France n'avait pas battu un adversaire de valeur en dehors du Parc des Princes depuis septembre 1979 en Suède, il avait laissé échapper à regret : « *Peut-être manque-t-elle de vraies personnalités comme il y en avait encore en 1978 en Argentine.* »

Si elle veut profiter de la chance unique offerte par le résultat nul entre la Tchécoslovaquie et le Koweït, l'équipe de France a peu de jours pour faire taire ses petites querelles et refaire son *unité* pour *le match* décisif du 24 juin. Un score nul *contre* la Tchécoslovaquie lui suffirait désormais pour s'assurer la qualification pour le deuxième tour à Madrid. Sur ce que leurs adversaires ont montré jusqu'ici en inscrivant un seul but sur un penalty généreusement accordé contre le Koweït, la tâche n'est pas insurmontable. A condition de ne plus perdre son sang-*froid*.

GÉRARD ALBOUY.

Après les incidents de Valladolid

● L'ARBITRE SOVIÉTIQUE EST SUSPENDU

● BLAME ET AMENDE POUR LE CHEIKH FAHD

Fait rarissime dans les annales de la Coupe du monde de football, les dirigeants de la Fédération internationale de football association (FIFA) n'ont pas hésité à sévir, après les incidents, qui se sont produits, lundi 21 juin, à Valladolid, au cours du match France-Koweït *(lire l'article de Gérard Albouy)*. Ils ont, en effet, prononcé, ce mardi en début d'après-midi, un certain nombre de sanctions, prises par le comité d'organisation et la commission de discipline de la FIFA.

Tout d'abord, l'arbitre soviétique, M. Miroslav Stupar, qui *dirigeait* la *rencontre*, a été suspendu « *jusqu'à la prochaine réunion de la commission des arbitres* ». Pour lui, le Mundial paraît terminé. Ensuite, la fédération de football du Koweït — dont le cheikh Fahd est le président — reçoit un blâme pour « *conduite antisportive* » et est condamné à verser *une amende* de 25.000 francs suisses (environ 80 000 F.)

Enfin, un blâme est également infligé aux responsables de l'organisation du match à Valladolid pour « *manque d'ordre et de contrôle* ».

Le résultat de la rencontre *(4-1 pour la France) a été homologué*.

Les résultats du 21 juin

GROUPE II

A Oviedo : Autriche b. Algérie, 2-0.

Classement : 1. Autriche, 4 pts ; 2. R.F.A. et Algérie, 2 pts ; 4. Chili, 0 pt. Chaque équipe a disputé deux rencontres. **Restent à jouer** : Chili-Algérie (le 24), R.F.A.-Autriche (le 25).

GROUPE IV

A Valladolid : France b. Koweït, 4-1.

Classement : 1. Angleterre, 4 pts ; 2. France, 2 pts ; 3. Tchécoslovaquie et Koweït, 1 pt. Chaque équipe a disputé deux matches. Restent à jouer : France-Tchécoslovaquie (le 24) et Angleterre-Koweït (le 25).

GROUPE V

A Saragosse : Irlande du Nord et Honduras, 1-1.

Classement : 1. Espagne, 3 pts ; 2. Honduras et Irlande du Nord, 2 pts ; 4. Yougoslavie, 1 pt. Chaque équipe a disputé deux matches. **Restent à jouer** : Yougoslavie-Honduras (le 24), Espagne-Irlande du Nord (le 25).

TENNIS

Aux Internationaux de Wimbledon

Révolution sur le gazon

De notre envoyé spécial

Wimbledon. — Dans un pays où des cottages identiques bordent sans fin les avenues, les plus infimes modifications à une tradition passent aisément pour une révolution. La *nomination d'un nouveau conservateur* en chef des pelouses, après *le règne de trente-trois ans de l'honorable* Mr Yardley, et la quasi-*suppression des files d'attente aux* abords du stade passaient donc *pour une révolution*, lundi 21 juin, lorsque les portes du vénérable *All England* Lawn Tennis Club (A.E.L.T.C.) se sont ouvertes pour le tournoi de *Wimbledon*.

Personne ne songeait à s'en plaindre. D'autant que l'herbe tondue ras semblait de bien meilleure qualité que ces dernières années. Mais quand la quinzaine tennistique la plus conservatrice commence par un tel chambardement, il faut bien s'attendre que le goût du régicide monte aux lèvres du public britannique. Or John McEnroe, qui ravit la couronne de Bjorn Borg l'an passé, n'a pas toutes ses faveurs : son tempérament d'Irlandais râleur fait injure au flegme britannique.

Avant qu'il n'inaugure, lundi, le « Centre Court », comme il se doit pour le champion en titre, la presse londonienne ne s'était pas privée de rappeler qu'il a été le seul vainqueur des Internationaux de Grande-Bretagne à ne pas être admis comme membre du club, après sa victoire, en raison de sa mauvaise conduite. *C'est une image dont McEnroe cherche à se défaire.*

Le numéro un mondial fit d'ailleurs de louables efforts pour conserver son calme durant les quatre-vingt-dix-huit minutes de jeu contre son camarade d'enfance, Van Witnisky, en dépit de quelques jugements litigieux. Il avait aussi salué *respectueusement* la loge officielle. Surtout, il donna un récital de tennis *à sa manière, montrant, dès les premiers* échanges, tout ce qu'il sait *faire sur un court quand sa cheville* droite ne le fait pas souffrir. Van Witnisky, qui n'a jamais pu confirmer les espoirs fondés sur lui, naguère, après ses victoires dans les tournois juniors de Wimbledon et de Flushing-Meadow, découvrit ainsi l'étendue du registre service-volée du champion du monde (6-2, 6-2, 6-1).

Pourtant ce registre n'était pas suffisant pour arracher complètement l'adhésion des quinze mille spectateurs. Orphelins de Borg, pas vraiment réconciliés avec McEnroe, ceux-*ci attendent le héros des eighties*. Or, qui peut illuminer ces années 80 ? *A vingt-neuf ans, Connors, dont le* tennis silex fait toujours de belles *étincelles, attend un dernier retour de* flamme dans un tournoi du grand chelem. Sans doute en a-t-il plus les moyens que jamais depuis 1974, comme il l'a montré face au Sud-Africain Myburg (6-0, 6-2, 6-2). Mais le public croit manifestement moins à son étoile que lui-même. Il en est allé de même pour Vitas Gerulaitis, qui fut cependant très à son avantage devant un autre Sud-Africain, Tirow (6-4, 6-1, 6-1).

Ce Wimbledon — privé de Yannick Noah, souffrant d'une douleur à la cuisse droite — applaudit encore à l'élimination de l'Equatorien Gomez, récent champion d'Italie, par le vieux Stan Smith (6-4, 6-3, 5-7, 7-6). Serait-il devenu, ce public, résolument iconoclaste ? Non, bien sûr ! Les petites Anglaises, ces fameuses *groupies* qui rivalisent d'audace vestimentaire et de beauté, ont déjà fait leur choix : il est Suédois, il n'a toujours pas dix-huit ans et il a battu Guillermo Vilas en finale des Internationaux de Roland-Garros il y a deux semaines : Mats Wilander. Pour les combler d'aise, ce renvoyeur inlassable, aux *premières balles de service un peu molles et aux déplacements apparemment lents, a fait la démonstration* qu'il n'était pas venu à Londres faire du tourisme.

Quinze jours après s'être imposé sur la terre battue brûlante de la Porte d'Auteuil, Wilander a, en effet, révélé une nouvelle facette de son talent sur l'herbe humide de Wimbledon : un premier service agressif, des accélérations de sprinter, des réflexes inouïs à la volée. La dé*monstration fut d'autant plus pro*bante que le Suisse Gunthardt lui *donnait la réplique. Grand joueur de* double, il aurait dû faire la loi au filet sur cette surface ultra-rapide propre à déboussoler le Suédois. Le score (6-4, 6-3, 3-6, 6-3) attesta qu'il n'en fut rien. Et l'ovation du Centre Court montra que le public avait choisi son favori et opté pour la révolution.

ALAIN GIRAUDO.

RELIGION

LE RAMADAN : DU 22 JUIN AU 20 JUILLET

Près de huit cent millions de musulmans — dont cinq millions en Europe et deux millions et demi en France — ont commencé à observer, à partir de lundi soir, trente jours d'abstinence et de purification, le *mois* du ramadan.

Ce mois de jeûne est largement *observé* par les fidèles *et* notamment en Occident, malgré les difficultés qu'ils peuvent rencontrer, rien n'étant prévu pour faciliter cette pratique. Le musulman doit, en effet, s'abstenir de manger, de boire, de fumer et de toute relation sexuelle entre le lever et le coucher du soleil jusqu'à l'heure où il ne *pourra « distinguer un fil blanc* d'un fil noir ». Seuls les malades, les voyageurs et les enfants impubères sont exempts de cette obligation. Après le coucher du soleil, les fidèles prennent un repas qui peut se prolonger tard dans la nuit, et un autre à l'aube avant *la* reprise du jeûne complet.

Le mois du ramadan *est le neuvième* mois de l'année lunaire musulmane. En pays musulman on en proclame officiellement le début dès que le croissant de la nouvelle lune a été entrevu. En France, la commission cultuelle de l'Institut musulman de Paris, composée du recteur de l'Institut, Si Hamza *Boubakeur, du grand mufti de* France, le cheikh Amer, et des imams, observe le ciel lors de « la nuit du doute » depuis le minaret de la mosquée de Paris. En cas de mauvais temps, la commission se met en rapport avec les grandes capitales musulmanes qui suivent les indications de La Mecque.

Le ramadan se terminera le 20 juillet par l'Aïd el Fitr, fête qui *marque* la fin du *jeûne*, au cours de laquelle des prières à la mosquée s'accompagnent d'une aumône distribuée aux pauvres.

CARNET

Fiançailles

— Le docteur Gérard DEDIEU ANGLADE et Mme, née Béatrice Godard,

M. Paul CAREL et Mme, née Françoise Conil-Lacoste,

sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants,

Isabelle et Jean-Christophe,

16, avenue du Général-Leclerc,
75014 Paris.
4, boulevard de Sébastopol,
75004 Paris.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mlle Lucie BRISSET,

survenu pieusement à Paris, le 19 juin 1982, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

De la part de :

M. et Mme Jacques Lemaître.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Germain-des-Prés (place Saint-Germain-des-Prés, Paris-6e), le mercredi 23 juin 1982, à 8 h. 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Thiais-Parisien, dans la sépulture *de famille*.

3, quai Malaquais,
75006 Paris.

— Sa famille,

Ses amis,

ont l'immense douleur de faire part du décès, le 18 juin 1982, dans sa soixante-septième année, de

M. DAVID Edouard-Robert,

Les obsèques auront lieu en l'église de Couleuvre (03 Allier), le mercredi 23 juin 1982, à 14 h. 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

50, avenue Paul-Vaillant-Couturier,
94400 Vitry.

— Les familles *Durrière* et *Leguil* ont la douleur de faire part du décès de

Georges DURRIERE,

survenu le 20 juin 1982, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse aura lieu dans l'intimité, le 23 juin, en l'église de Louveciennes, et l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Durrière,
5, rue de Lisbonne,
75008 Paris.
Leguil,
89, avenue Victor-Hugo,
92100 Boulogne.

— Les docteurs Jean-Claude et Sabine *Legrand*, leurs enfants et petite-fille,

M. et Mme Georges Naudo et leurs enfants,

M. et Mme Guy Jacqueminet et leurs enfants,

M. et Mme Pierre Grimberg,

M. et Mme Jean Grimberg,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Arthur GRIMBERG,
née Juliette Hendle,

leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et belle-sœur,

survenu le 19 juin 1982, à l'âge de quatre-vingts ans.

La levée de corps aura *lieu le* jeudi 24 juin, à 8 h. 30 précises, à l'hôpital de La Salpêtrière (22, rue Bruant, Paris-13e), suivie de l'inhumation, à 9 h. 30, au cimetière du Père-Lachaise, *dans le caveau de* famille.

74, rue Blanche,
75009 Paris.
78440 Dampiy-Gargenville.
68, rue de Miromesnil,
75008 Paris.

— Ulrich et Stéphane Hessel,

Anne Uhde,

Vitia, Anne, Antoine, Michel Hessel,

ont la douleur de faire part du *décès de leur mère, amie, belle-mère* et grand-mère,

Mme Helen HESSEL,
née Grund,

survenu le 15 juin 1982, en son *domicile*, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

19, avenue du Général-Leclerc,
75014 Paris.

— M. Robert Joly,

Maeva Joly,

Jacques-Alain et Sylvianne Joly,

Emmanuelle Joly,

Le docteur Robert Bassoul, Mme, et leurs enfants,

M. et Mme Henri Schoucair et leur fils,

M. et Mme George Price,

M. et Mme Henri Bassoul,

Robert, Irène et Richard Saba,

Et toute *la famille*,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Robert JOLY,
née Gina Bassoul,

leur épouse, mère, grand-mère, sœur, belle-sœur et tante,

décédée à Paris.

Le *service religieux* sera célébré le mercredi 23 juin 1982, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs (Paris-6e), suivi de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

12, boulevard de Gabès,
13008 Marseille.
20, boulevard Edgar-Quinet,
75014 Paris.

— Les familles Jubiler, Berkovitz, Boksenbaum, Karpik,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Zyskind JUBILER,
née Berthe Barg,

le 18 juin 1982, dans sa soixante-quinzième année.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Jubiler,
12, rue de Bretagne,
75003 Paris.

— M. Georges Kirstetter,

son époux,

M. et Mme Patrick Kirstetter et leur fille Carole,

Ses enfants et petite-fille,

Mme veuve Laumonier,

sa mère,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Joëlle KIRSTETTER,
née Laumonier,

survenu le 18 juin 1982.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 23 juin, à 14 heures, en l'église Saint-Maurice de Bécon (216, rue A.-Silvestre, 92400 Courbevoie-Bécon).

65 bis, rue du 22-Septembre,
92400 Bécon.
100, rue du 22-Septembre,
92400 Bécon-Courbevoie.

— M. Jules Lacheré,

M. et Mme Georges Lacheré,

Marie-Elisabeth, Ghislaine, Mathilde, Anne et Amaury Lacheré,

Et les membres de sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jules LACHERÉ,
née Georgette Garnier,

leur épouse, mère et grand-mère, survenu le 20 juin 1982, munie des sacrements de l'Eglise, dans sa soixante-quatorzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 24 juin, à 8 h. 30, en l'église Saint-Christophe de Javel (4, rue Saint-Christophe, Paris-15e).

L'inhumation aura lieu le même jour, vers 17 heures, au cimetière de Wimille (Pas-de-Calais).

84, rue des Entrepreneurs,
75015 Paris.
Le Village Monneville,
60240 Chaumont-en-Vexin.

— Mme Raymond Mathély,

M. et Mme J.-L. Lopez-Sanchez et leurs enfants, Inès et Olivia,

M. et Mme Bertrand Mathély et leurs enfants, Sandrine, Frédéric et Fabien,

Mlle Catherine Mathély,

M. et Mme Jean-Yves Bourgeois et leur fils Matthieu,

M. et Mme Paul Mathély,

L'administrateur général de la marine et Mme Charles Le Cerf et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond MATHÉLY,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national
du Mérite,
président d'honneur
de l'Union de crédit pour le bâtiment,
président d'honneur
de la
Compagnie française d'épargne
et de crédit,
membre du comité consultatif
de la Compagnie bancaire,

leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère et oncle,

survenu, muni des sacrements de l'Eglise, le 19 juin 1982, en son domicile de Neuilly-sur-Seine, à l'âge de soixante-sept ans.

Le service religieux sera célébré le mercredi 23 juin 1982, à 15 h. 30, en l'église Saint-Pierre (90, avenue du Roule, à Neuilly-sur-Seine).

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à la Ligue contre le cancer : Institut Gustave-Roussy (rue Camille-*Desmoulins*, à Villejuif), *C.C.P.* Paris 70926 Z.

L'inhumation aura lieu au cimetière ancien de Neuilly-sur-Seine.

7, rue Delabordère,
92200 Neuilly-sur-Seine.

— Le Conseil de Surveillance,

Le Comité Consultatif et le Direc*toire de la Compagnie Bancaire*,

Les Conseils de l'Union de Crédit pour le Bâtiment,

Et de la Compagnie Française d'Epargne et de Crédit,

ont le regret de faire part du décès de

M. Raymond MATHÉLY,
membre du Comité Consultatif
de la Compagnie Bancaire,
président d'honneur
de
l'Union de Crédit pour le Bâtiment,
président d'honneur
de la
Compagnie Française d'Epargne
et de Crédit,

survenu le 19 juin 1982.

Ses obsèques seront célébrées le mercredi 23 juin 1982, à 15 h. 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

[Raymond Mathély est né le 6 février 1915 à Paris. Diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques, du Centre d'études supérieures des banques, du Centre d'études supérieures juridiques et économiques, il fut nommé directeur de l'Union française des banques en 1950. Il devint par la suite président-directeur général de l'Union de crédit pour le bâtiment (1974), membre du comité de patronage de la Fédération européenne des institutions d'épargne et de crédit (1977), puis président d'honneur de ces deux organisations.]

— Mme André Zetlaoui,

son épouse,

Monique et Michel Halfon et leurs enfants,

Claude et Max Journo et leurs enfants,

Paule et Claude Halfon,

Mme et M. Sauveur Saada et famille,

Les familles Zetlaoui, Halfon, *Journo*, Saada, parentes et alliées,

ont la grande douleur de faire part du décès de leur mari, père, frère, beau-père et papy chéri,

M. André ZETLAOUI,
ancien directeur de banque.

La levée du corps aura lieu à l'hôpital Tenon, à Paris-20e, le 23 juin 1982, à 13 h. 30.

Mme André Zetlaoui,
82, rue Pixérécourt,
75020 Paris.

Anniversaires

— Les familles Dayan et Bénichou demandent à tous ceux qui ont *connu* et aimé

Simone DAYAN,
née Bénichou,

d'évoquer son souvenir pour ce dix-neuvième anniversaire de sa mort.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ETAT

— Université Paris-IV (Sorbonne), mercredi 23 juin, à 9 h. 30, amphithéâtre Quinet (46, rue Saint-*Jacques*), M. *Gérard* Mairet : « De la souveraineté de la puissance ; recherche sur les éléments philosophiques du droit politique dans son rapport avec l'institution de la puissance d'Etat ».

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

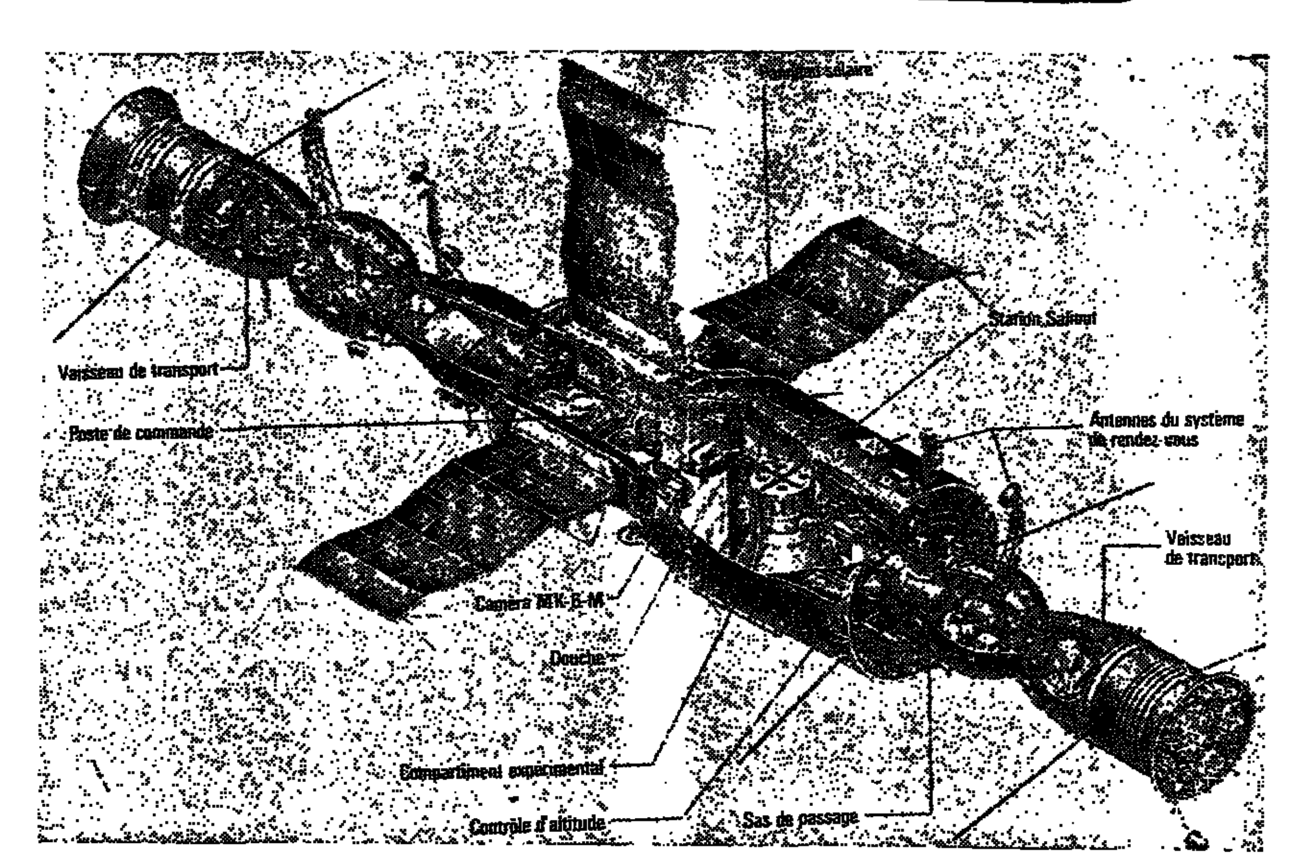
Un Français dans l'espace

Pour la première fois, un Français va voler dans l'espace. Le jeudi 24 juin, à 18 h 30 (heure française), le colonel Jean-Loup Chrétien s'envolera depuis la base de lancement soviétique de Baïkonour, dans le Kazakhstan, pour rejoindre en orbite la station spatiale Saliout-7 à bord de laquelle se trouvent, depuis le 13 mai, Anatoli Berezovoy et Valentin Lebedev. Pour cette mission, qui s'achèvera, en principe, le 2 juillet à 16 h 30, il sera accompagné par deux cosmonautes soviétiques, Vladimir Djanibekov et Alexandre Ivantchenkov, respectivement commandant et ingénieur de bord du vaisseau Soyouz-T-6.

Pendant toute la durée du vol, ces trois hommes seront aidés dans leur tâche par l'équipage numéro deux, composé des Soviétiques Leonid Kizim et Vladimir Soloviov et par le Français Patrick Baudry. Ce sont 400 kilogrammes de matériel scientifique que les cosmonautes auront à mettre en œuvre pour la quinzaine d'expériences scientifiques prévues pendant ce vol.

Mission à caractère scientifique, le vol franco-soviétique l'est à n'en pas douter, même si certains chercheurs ont montré quelque scepticisme quant à l'interprétation réelle qui en serait faite. Mais c'est aussi l'occasion pour le Centre national d'études spatiales (CNES) de s'interroger à peu de frais — environ 60 millions de francs au total — sur l'intérêt qu'il y a à faire voler des hommes dans l'espace.

Qui, du cosmonaute ou de l'appareil automatique, est le plus adapté à effectuer les travaux, les opérations de manutentions et les observations auxquels on songe pour les missions de demain ? Les informations recueillies permettront de clarifier le débat. Si la présence de l'homme en orbite paraissait nécessaire, les projets, comme le planeur hypersonique, « Hermès », véritable petite navette à la française, ne manqueraient pas. Mais il faudrait, ne serait-ce que pour des raisons de coût, coopérer avec l'Europe pour mener à bien un programme aussi ambitieux.



Dossier établi par JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

POINT DE VUE

En savoir plus

par HUBERT CURIEN (*)

LE 24 juin, à Baïkonour, trois hommes s'embarqueront à bord d'un vaisseau spatial. Plus de cent autres déjà sont allés dans l'espace. L'événement serait presque banal, vu de France, si l'un des membres de cet équipage n'était pas le premier Européen de l'Ouest mis en apesanteur. Il serait tout à fait banal, vu d'Amérique, s'il ne s'agissait d'un Français accommodé dans un satellite soviétique.

Si nous avions eu la naïveté de penser, lorsque la préparation de cette expédition spatiale franco-soviétique fut décidée, que la mission arriverait à échéance pour tourner autour du monde uni et paisible que nous appelons de nos vœux, nous aurions, aujourd'hui, des raisons d'être déçus. Mais la coopération scientifique internationale doit transcender la conjoncture politique. Si elle peut se laisser porter par des circonstances extérieures favorables, elle doit aussi résister aux tiédissements du contexte. La collaboration scientifique n'est pas une compromission ; c'est un acte commun de foi et d'espérance.

Français et Soviétiques travaillent, depuis plus de quinze ans, à des programmes spatiaux communs qui ont produit des résultats nombreux et importants. Dans l'étude de l'environnement magnétique et électrique de la Terre, dans la détection de bouffées de rayonnement qui, venant de l'autre bout de l'univers, nous annoncent, avec quelques milliards d'années de retard, il est vrai, la fin catastrophique d'une étoile, et dans bien d'autres domaines encore, nous avons fait ensemble de remarquables percées.

Tous ces travaux ont été réalisés à l'aide de satellites automatiques non habités construits en France, en U.R.S.S., ou en commun et mis en orbite par des fusées soviétiques. Quelques expériences françaises de biologie ou d'élaboration de matériaux ont été surveillées par des cosmonautes soviétiques à bord de satellites habités. La présence, cette fois, d'un de nos compatriotes dans l'espace marque une étape importante. Pour en mesurer l'intérêt, il est utile de s'interroger plus généralement sur la valeur ajoutée par la présence d'un homme dane un satellite et aussi sur les contraintes liées à cette présence.

Aux clients qui souhaitent assurer des satellites commerciaux contre les risques d'échec au lancement, les compagnies demandent des primes dont le montant est de l'ordre de 10 % de la valeur des engins : ce taux donne une mesure de la confiance que des financiers, très naturellement soucieux de leurs intérêts, accordent à une bonne fusée. Faire des fusées beaucoup plus fiables serait aussi faire des fusées beaucoup trop chères, car le prix croît considérablement plus vite que ne diminue le taux moyen d'échecs probables.

Mais le calcul d'optimisation fiabilité-prix est bien différent lorsque des vies humaines sont en jeu, et que l'impact psychologique et politique d'un éventuel accident prend une dimension internationale. Les vols habités doivent être très sûrs : ils sont coûteux. Ainsi, ce serait donc un curieux paradoxe, ou une totale aberration, d'embarquer des hommes dans l'espace si leur seul rôle consistait à presser plus ou moins passivement sur des boutons. Or, Soviétiques et Américains consacrent aux vols habités un effort technique et financier dont l'ampleur est bien loin de faiblir. Pourquoi ?

Marcher sur Mars

Exploration et *exploitation* sont les deux aspects essentiels des activités spatiales. Pour l'exploration, nos deux planètes voisines, Vénus et Mars, sont des cibles naturelles. Vénus est, sans aucun doute, très inhospitalière, mais Mars l'est beaucoup moins. Je serais bien étonné qu'il se passe beaucoup plus de trente ans avant qu'on aille marcher ou rouler sur Mars, comme on l'a fait naguère sur la Lune.

L'homme, qui a maintenant goûté à la troisième dimension, ira marquer son territoire aussi loin que sa technique le lui permettra. Ce sont, pour l'instant, des sondes automatiques qui explorent le système solaire, mais dès qu'une expérience suffisante des séjours dans l'espace aura été acquise sur des orbites circumterrestres et que la technologie aura fait les quelques progrès nécessaires, il serait bien étonnant que le pays, ou le groupe de pays, qui aura la capacité de visiter une autre planète ne tente pas l'aventure.

Mais il n'est pas nécessaire d'aller sur la Lune ou sur Mars pour exploiter utilement, dès maintenant, l'espace. Les télécommunications spatiales sont entrées dans notre vie quotidienne. Très bientôt les ondes porteuses des programmes de télévision iront de l'émetteur central au satellite et de là directement à nos toits. Des satellites d'observation, civils ou militaires, météorologiques et autres, font des rondes autour de la Terre.

Toutes ces tâches sont confiées à des engins automatiques, non habités. Dans ce ballet d'automates parfaitement réglé, la présence physique de l'homme peut-elle être de quelque utilité ? Non, sans doute, lorsque tout va bien, ou que tout se passe selon des scénarios d'incidents qui avaient pu être imaginés et répertoriés. Oui, s'il faut réagir devant des circonstances imprévues, qui mettent les machines dans le plus grand embarras. Nous n'en sommes pas encore, certes, à décider de l'installation d'ateliers polyvalents de réparation dans l'espace : les études économiques ne sont pas, pour l'instant, assez convaincantes. Elles pourront le devenir si les techniques de vols habités font de grands progrès.

L'homme n'est pas fait pour vivre normalement dans l'espace : sa morphologie, sa physionomie, sont spécifiquement adaptées à l'environnement terrestre. La référence à la pesanteur, à la verticale que supprime la balistique spatiale, est pour nous essentielle. Et ce n'est pas tout : avant de flotter dans sa cabine, l'astronaute doit subir, au départ, des accélérations qui le mettent à fort rude épreuve. Les critères retenus pour la sélection des passagers spatiaux sont d'ailleurs définis, par prudence, d'autant plus strictement que l'on est encore assez ignorant sur les réactions de l'organisme aux séjours courts ou longs dans l'espace. Une ignorance qui ne pourra être dissipée que par les expériences accumulées.

Les nombreux séjours prolongés des cosmonautes soviétiques, les vols des astronautes américains, ont déjà permis d'intéressantes observations et expérimentations. Le vol franco-soviétique est, à ce propos, exemplaire. Il comporte un programme d'étude tout à fait original sur le sens de l'équilibre et les réactions posturales ainsi que sur l'équilibrage des masses sanguines dans le système cardio-vasculaire.

Notre pays accède ainsi, pour la première fois, en participation directe, à ce type d'activité. Nous aurons d'autres occasions dans l'avenir. Membre de l'Agence spatiale européenne (ESA), la France aura accès à l'utilisation du Spacelab, le laboratoire construit par l'Europe pour être embarqué dans la navette américaine. Mais les vols ne seront pas très fréquents, encore moins ceux dont pourront disposer les Européens, et la France n'est qu'une part de l'Europe. Il n'est pas non plus exclu, ni même improbable, que les Français soient invités à participer à des vols américains.

Toutes ces possibilités mises ensemble ne représentent cependant au total qu'un nombre de chances limité. Nous ne pouvons pas nous permettre d'en perdre si nous voulons acquérir une expérience réelle des séjours dans l'espace. Peut-être serons-nous, dans trois ou quatre ans, amenés à conclure que, pour la France, voire pour l'Europe, il y a mieux à faire que de mettre des hommes dans l'espace. Mais il serait bien dangereux, et en tout cas tout à fait frustrant, d'avoir à prendre une telle décision sans pouvoir s'appuyer sur une conviction intime qui ne s'acquiert que par le contact direct avec les faits.

Ni guerrier ni agressif

Travailler dans l'espace, ce ne sera d'ailleurs peut-être pas seulement construire des structures ou réparer de l'électronique. Cela sera peut-être aussi élaborer, artisanalement ou industriellement, des matériaux nouveaux. Si l'absence de pesanteur permet, de ce côté, de vrais espoirs, elle comporte aussi ses limites.

Les énergies liées à la présence d'un champ de pesanteur sont très faibles comparées à celles qui assurent la cohésion des atomes dans les corps solides. Ce ne sont donc que des aspects subtils qui peuvent être modifiés par l'absence de pesanteur, lors de l'élaboration de cristaux en vue d'applications particulières. Mais la subtilité n'est jamais à négliger. Si, jusqu'ici, aucun résultat très spectaculaire n'a encore été obtenu, des indications prometteuses ont pu être relevées. Seules des expériences répétées et soignées pourront conduire à l'évaluation de l'apport des techniques spatiales dans ce domaine.

C'est dans les présentes années que se font ces essais : nous participons à leur mise au point. Deux voies peuvent d'ailleurs être choisies, qui correspondent à deux styles sinon opposés du moins complémentaires. Le premier force sur l'automatisme : c'est celui que nous avons adopté pour construire le four que nous destinons au Spacelab. Le second accorde plus de place à l'improvisation et au flair de l'expérimentateur : c'est dans ce sens que nous avons orienté les expériences embarquées à bord de Saliout.

Si, comme on peut l'espérer, des découvertes sont faites qui conduisent à des fabrications en série dans l'espace, des usines, ou plus modestement des ateliers, devront être mis en orbite. Ils seront pour une très grande part ou peut-être totalement automatiques. Mais la mise au point des procédés ne progresse que par tâtonnements : elle n'avance rapidement que si ces tâtonnements bénéficient du dialogue direct entre un opérateur intelligent et une machine docile. Elle ne peut donc guère se concevoir sans la présence physique de l'homme. Notre compatriote, pendant sa semaine spatiale, aura quelques cristaux à mettre au four.

Les jeux dans l'espace ne sont pas toujours aussi innocents, les tâches confiées dans le ciel aux astronautes et cosmonautes ne procèdent pas toujours de pensées angéliques.

(Lire la suite page 15.)

(*) Président du Centre national d'études spatiales (CNES).

Les maux de l'apesanteur

ÊTRE cosmonaute ou astronaute suppose des qualités physiques et physiologiques peu communes. La banalisation, pourtant rapide, des vols spatiaux habités n'y a rien changé, et il n'est pour s'en convaincre que de considérer la sélection particulièrement sévère dont Patrick Baudry et Jean-Loup Chrétien — tous deux pilotes de chasse — sont sortis vainqueurs.

Malgré cela, malgré l'entraînement dont ils ont fait l'objet, malgré leur habitude à faire face à des situations inhabituelles — voltige, combat aérien tournoyant, virage à forte accélération, — celui d'entre eux qui volera à bord de la station Saliout-7 n'est pas à l'abri, pendant son vol, de quelques troubles dus à l'absence de pesanteur. Les uns à caractère passager et réversibles, les autres plus discrets mais irréversibles.

Pour le moment, Américains et Soviétiques — même si ces derniers ne voient pas d'obstacles insurmontables à des missions d'un an (1) — se contentent d'observer, d'étudier et d'analyser pour être capables d'évaluer la sensibilité des individus qu'ils sélectionnent pour voler dans l'espace. Leurs critères sont encore loin d'être fiables, comme le confesse M. Oleg Gazenko, directeur de l'Institut soviétique des problèmes biomédicaux, et ce en dépit du formidable matériel statistique rassemblé depuis le début de la conquête spatiale.

Il y a, à cet état de fait, une raison fondamentale, qui tient à ce qu'il est impossible, contrairement à d'autres paramètres comme la pression, la température, les vibrations ou les accélérations (2), de reproduire en laboratoire l'absence de pesanteur et, par voie de conséquence, ses effets sur l'organisme humain. Lors de certains vols d'avions, suivant une trajectoire en cloche, il est possible de recréer pendant une vingtaine de secondes de telles conditions. Mais ces courtes périodes ne sauraient suffire à la mise en œuvre d'études approfondies sur ce thème.

Le sixième sens

« *En fait*, remarque M. René Bost, responsable des programmes de biologie et de médecine au Centre national d'études spatiales (CNES), *on a trop souvent négligé, avant la conquête spatiale, la pesanteur sous prétexte qu'elle est, sur la Terre, invariante et omniprésente* » C'est pourtant un facteur majeur de l'environnement, qui donne à l'organisme une sorte de sixième sens, celui de la verticale. Qu'il vienne à manquer, et l'organisme réagira alors de manière relativement violente à son absence.

Tout d'abord, et sans qu'il y ait un ordre chronologique rigide dans les troubles constatés, le système otolithique des cosmonautes est perturbé. Ce système est, avec les canaux semi-circulaires, le centre de l'équilibre du corps humain. Les quatre petites capsules qui le composent sont tapissées de cils hypersensibles que recouvrent de petits cristaux de carbonate de calcium ou otolithes, dont les déplacements ou au contraire l'immobilité lors des mouvements de la tête donnent des indications sur la verticalité et le mouvement.

J.-F. A.

(Lire la suite page 14.)

(1) Valeri Rioumine a accompli à deux reprises des vols de six mois dans l'espace.

(2) Ces paramètres ont en définitive fort peu de conséquences sur le corps humain pendant un vol habité.

UN FRANÇAIS

Les maux de l'apesanteur

(Suite de la page 13.)

Les informations recueillies par cette « centrale inertielle » sont à leur tour traitées par le cerveau qui les utilise pour les corréler avec d'autres données également nécessaires à notre équilibre, et que la vision, les terminaisons nerveuses de la peau et de nos muscles nous fournissent.

« *En état d'apesanteur*, explique M. Hubert Planel, directeur du Groupe de recherches biologiques et spatiales, *la vision et les récepteurs musculaires continuent à fonctionner normalement* (3). *Inversement, les gravicapteurs* (centres nerveux d'informations sur la pesanteur) *situés au niveau des articulations et de la peau, et plus encore l'appareil otolithique, voient leur activité diminuer : pour ce dernier, en effet, le « cisaillement » des cils sensoriels, en position verticale ou lors des changements de position de la tête, ne se produit plus. Par contre, les otolithes continuent à se déplacer lors de brutales accélérations liées aux mouvements de l'astronaute.* »

Il s'ensuit donc, pour le cerveau, une situation conflictuelle qui donne lieu à des sensations de vertige, dues notamment à l'impression qu'a le cosmonaute, lorsqu'il tourne la tête, de voir le monde environnant tourner autour de lui. Les conséquences de cette situation anormale ne se font en général pas attendre : accélération du pouls, sueurs froides et salivation intensive, et enfin nausées. La syncope même n'est pas à exclure. Un cosmonaute a failli en être victime lors d'une marche dans l'espace.

L'administration de drogues pharmaceutiques à base de scopolamine ou d'antihistaminiques ne parvient pas toujours à soulager l'homme de l'espace. Fort heureusement, ce mal disparaît vers le troisième jour, témoignant ainsi d'une faculté peu commune de l'organisme à s'adapter à de nouvelles conditions de vie. L'expérience Posture, embarquée dans Saliout-7, devrait permettre d'en savoir davantage sur ce point.

A ces inconvénients s'en ajoutent d'autres qui affectent tout particulièrement le système cardiovasculaire. Si, sur Terre, lorsque l'homme est en position verticale, la pesanteur favorise l'afflux d'un certain volume de sang vers les membres inférieurs, il en va autrement lorsqu'il est en état d'apesanteur.

Des problèmes de cœur

Cette masse sanguine — de 1 à 2 litres sur les 5 litres que contient un organisme humain — a alors tendance à se rassembler autour du cœur et des régions cervicales et céphaliques. Ce déplacement sanguin, dont la conséquence la plus spectaculaire se traduit par une bouffissure du visage des astronautes qui paraissent alors ne plus avoir de rides, donne lieu à un gonflement de la cavité cardiaque et à une augmentation de pression à laquelle de petits récepteurs situés sur la paroi du muscle cardiaque sont sensibles.

L'information, aussitôt transmise par voie nerveuse, est toutefois interprétée à tort par le cerveau, non comme un déplacement de la masse sanguine dû à l'afflux d'une certaine quantité de sang des membres inférieurs vers le haut du corps, mais comme une réelle augmentation du volume sanguin contenu dans l'organisme.

Cette situation, le corps ne saurait la tolérer. Aussi déclenche-t-il pour y remédier une diminution brutale de la production d'une hormone antidiurétique (A.D.H.) qui a pour effet d'augmenter la sécrétion urinaire et, partant, l'élimination d'un important volume d'eau. Cela — lié au fait que les cosmonautes, pour des raisons qui restent à éclaircir et qui tiennent notamment au cycle du sodium dans l'organisme, n'ont pas soif — explique qu'ils présentent dans les premiers jours de leur mission des pertes de poids allant, selon M. Gazenko, jusqu'à 2 kilogrammes.

Au bout de quelques jours pourtant, de deux à cinq selon les cas, l'organisme paraît trouver un nouvel équilibre et s'accommode des conditions de fonctionnement anormales qui lui sont imposées. En fait, le cerveau, constatant que les moyens qu'il a mis en œuvre ne modifient pas la situation du système cardiovasculaire, révise son jugement et interprète le gonflement de la cavité cardiaque comme un simple déplacement de la masse sanguine, et non comme une augmentation de son volume. Il adapte alors les systèmes de régulation qu'il commande à de nouvelles valeurs d'alerte.

Tous ces phénomènes sont encore bien mal compris. Français et Soviétiques espèrent bien les décrypter un peu grâce au matériel des expériences DS-1 et Echographie (*le Monde* du 8 avril) installées à bord de la station orbitale Saliout-7. Ils déplorent toutefois l'absence à bord d'une sorte de mini-laboratoire qui aurait permis de compléter l'étude grâce à des dosages hormonaux précis du sang et des urines. Manque de temps mais aussi manque d'argent en sont responsables. Les Soviétiques réfléchiraient actuellement à la réalisation d'un tel matériel et les Français seraient sur le point de coopérer avec les Américains pour l'embarquement d'un système de ce type sur le quatrième vol du laboratoire spatial européen Spacelab.

La fragilisation du squelette

Si l'apesanteur se manifeste de manière relativement violente au niveau du système cardiovasculaire et de l'appareil vestibulaire avec, au bout du compte, des conséquences relativement limitées et réversibles (4) lors du retour sur Terre elle agit, en revanche, de manière plus discrète mais infiniment plus grave sur le squelette.

Si l'on exclut le côté un peu spectaculaire de ces phénomènes illustré, notamment, par l'augmentation de taille — quelques centimètres — des cosmonautes, dont les disques intervertébraux se détendent lorsqu'ils ne sont plus comprimés — faute de pesanteur — par le poids du corps, force est de constater que la quantité de calcium — l'un des constituants essentiels du tissu osseux — éliminé dans les urines est en forte augmentation.

Cette déminéralisation serait, selon M. Bost, le résultat d'un mauvais fonctionnement du mécanisme de reconstitution des os dont le tissu se renouvelle en permanence. Le phénomène est d'autant plus gênant qu'il paraît, bien que lent, irréversible. Jean-Loup Chrétien, du fait de la brièveté — une semaine — de son séjour dans l'espace, ne devrait pas être très affecté par ce processus.

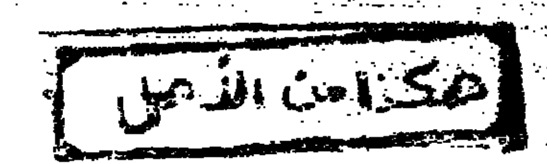
Seule consolation pour les chercheurs : une stabilisation naturelle des pertes en calcium au terme d'une certaine période variable selon les individus. Ces atteintes faites au squelette pourraient, faute de remèdes réellement efficaces, être un facteur limitatif important à des vols de très longue durée, car au-delà d'un certain seuil, certainement bien supérieur à six mois comme l'ont montré les vols du Soviétique Rioumine, le squelette deviendrait trop fragile. Phénomène que l'on ne rencontre heureusement pas avec le système musculaire dont la fonte, due aux efforts moins importants qui lui sont réclamés lorsqu'il travaille en état d'apesanteur, peut être compensé par la pratique quotidienne, à bord des stations orbitales, d'exercices sportifs sur des vélos ergonométriques et des tapis roulants.

Tous désagréments que ne connaîtront pas, dans plusieurs dizaines d'années, les colonies mises en orbite autour de la Terre si, comme certains songent à le faire, on restitue une pesanteur artificielle aux stations spatiales qu'elles habiteront.

J.-F. A.

(3) *La Recherche* (mai 1982).

(4) Après les vols de longue durée, les cosmonautes sont parfois sujets pendant quelques jours à des malaises, le cœur des cosmonautes ayant quelque difficultés à supporter les efforts importants que lui imposent le retour à une pesanteur normale.



DANS L'ESPACE

La participation de la France

Quatre cents kilogrammes de matériel pour une quinzaine d'expériences

QUATRE cents kilogrammes de matériel ; une quinzaine d'expériences : la participation de la France au programme de recherche scientifique mené pendant le vol franco-soviétique n'a rien de symbolique. Rien, dans ce que le Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.) a retenu, pour cette mission n'est très spectaculaire. Mais, si les expériences envisagées ne présentent pas toutes le caractère d'une première mondiale, elles ont, en revanche, le mérite d'offrir, notamment dans le domaine médical, une certaine originalité.

Pour les préparer, le C.N.E.S. — moyennant l'engagement financier d'une quarantaine de millions de francs dans lesquels sont compris les frais de sélection et d'entraînement des deux cosmonautes français — a fait appel à une quinzaine d'équipes de chercheurs dont certaines ont déjà participé à des programmes de recherche sur des vols automatiques et habités — Skylab américain ou Saliout-6 soviétique par exemple — et d'autres, en particulier dans le domaine médical, sont nouvelles.

Le résultat : une série d'appareils et d'instruments mis au point dans des délais parfois très courts, qui fourniront aux chercheurs des vingt-deux laboratoires et organismes français qui participent à cette mission de précieuses informations.

L'activité du cerveau

De tout cet ensemble auquel le cosmonaute français consacrera l'essentiel de son temps, le domaine médical est, sans nul doute, le plus important. Certes, comme le reconnaît M. Pierre Morel, directeur général adjoint au C.N.E.S. chargé de la recherche et de la prospective, « *notre programme est modeste, mais de caractère plutôt fondamental, et susceptible de développements ultérieurs tant avec l'Union soviétique qu'avec les Etats-Unis* » intéressés par l'un des appareils (Echographie) embarqués sur Saliout-7.

L'expérience DS-1, conçue par le laboratoire d'hémodynamique du service de neurologie du centre hospitalier universitaire de Toulouse-Rangueil, se propose, de manière totalement automatique, de suivre les réactions du système cardiovasculaire au cours de la première phase du vol en effectuant des mesures de vitesses du sang dans les artères qui alimentent le cerveau.

L'appareil mis en œuvre, en association avec un échotomographe à ultrasons imaginé par des équipes du laboratoire de biophysique de la faculté de médecine de Tours et du service de médecine nucléaire et ultrasons du centre hospitalier universitaire de Tours, devrait permettre de mesurer et d'étudier, au cours du temps, les paramètres fondamentaux qui caractérisent la fonction cardiaque (dimensions des cavités cardiaques, épaisseur du myocarde, etc.) et la circulation du sang dans les artères et les veines (vitesse du sang et calibre des vaisseaux).

. cette fin, l'échotomographe visualisera sur un écran des images de « coupes » du cœur et des vaisseaux.

Si les médecins français sont soucieux de mieux comprendre les réactions du système cardiovasculaire humain, ils ont aussi le désir d'en savoir plus sur le comportements des centres de l'équilibre soumis à l'absence de pesanteur. Pour cette raison, le laboratoire de physiologie neurosensorielle du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) à Paris a fait fabriquer un équipement (Posture) destiné à soumettre le corps humain à des situations conflictuelles.

Il s'agit d'une sorte de plate-forme mobile sur laquelle sont fixés les pieds des cosmonautes. Elle permet de mesurer les réactions du corps — angulation de la cheville par rapport à la plante des pieds, activité de certains muscles, accroissement de la dépendance visuelle, etc., — confronté à ces sensations inhabituelles.

Rayonnements et antibiotiques

Le deuxième volet du programme de recherche est consacré à la biologie. Deux expériences, Cytos-2 et Bioblock-3 conçues par le groupe de recherches biologiques de Toulouse, ont été retenues pour cette mission.

La première a pour but d'étudier le comportement des différentes espèces bactériennes, placées en conditions d'apesanteur, vis-à-vis de différents antibiotiques.

Ainsi, espère-t-on mieux comprendre les mécanismes d'apparition des accidents infectieux chez les cosmonautes.

La seconde expérience porte sur l'effet du rayonnement cosmique et des particules lourdes qui frappent et pénètrent les tissus des organismes vivants. Il est important, en effet, d'être en mesure d'évaluer le danger de tels phénomènes pour les hommes appelés à faire des séjours prolongés dans l'espace.

L'exposition de graines de tabac et d'œufs d'*Artemia salina* doit permettre d'en savoir plus grâce à la détermination des capacités de développement des matériels biologiques étudiés, à la recherche d'anomalies de développement ou même encore à la mise en évidence d'anomalies génétiques.

Alliages en tous genres

Si les conditions très spéciales de l'environnement spatial ont une incidence parfois néfaste sur les mécanismes de régulation de l'organisme et sur le matériel biologique, elles peuvent être un avantage lors de l'élaboration de matériaux dans l'espace. La banalisation de missions spatiales peut ouvrir la voie à la construction, en orbite, d'usines qui permettraient de produire certains alliages, d'extraire des substances chimiques particulières, de favoriser enfin la croissance de matériaux semi-conducteurs impossibles à obtenir au sol. L'absence de gravité paraît, en effet, de nature à introduire des modifications notables, et irréalisables sur Terre, du comportement de la matière fluide.

De telles opérations sont-elles réellement possibles ? Nul ne le sait encore. Pour cette raison, le retour à une certaine recherche fondamentale sur ce thème est une nécessité à laquelle les équipes du département de métallurgie du centre d'études nucléaires de Grenoble et celles du laboratoire de thermodynamique et physicochimie métallurgique de l'université de Grenoble vont s'efforcer de satisfaire.

A cette fin, trois expériences sont prévues : calibration du four soviétique Magma installé dans Saliout-7 qui servira, après le vol franco-soviétique, à l'élaboration de vingt-quatre cartouches composées de différents matériaux (Elma-2) ; fabrication dans le four d'un alliage à base d'aluminium et d'indium (expérience Immiscible) ; mesure, enfin, de la vitesse de dissolution d'un alliage solide polycristallin dans son propre liquide de fusion (expérience Diffusion).

Problème du corps, problèmes de cœur, bactéries et cristaux, ce vol ne serait pas réussi sans un minimum de poésie que lui donneront peut-être les expériences d'astronomie. Elles sont au nombre de quatre : Piramig, P.C.N., Sirène et Scintillateur gamma.

Avec Piramig, le service d'aéronomie du C.N.R.S. de Verrières-le-Buisson et le laboratoire d'astronomie spatiale du C.N.R.S. de Marseille espèrent étudier les galaxies, le milieu interplanétaire et la physique atmosphérique, pendant les brèves périodes de nuit — une trentaine de minutes chaque fois — dans laquelle sera souvent plongé le train spatial. Ces observations se feront au moyen d'une chambre photographique à haute sensibilité, utilisée dans le domaine du visible et du proche infrarouge.

La seconde expérience, conçue par l'institut d'astrophysique du C.N.R.S. de Paris, concerne la photographie du ciel nocturne (P.C.N.). Elle a pour but d'enregistrer à partir de Saliout-7 les radiations les plus faibles du ciel nocturne.

Les deux autres expériences, Sirène et Scintillateur gamma, dont l'équipage principal de la station Saliout-7, composé de Anatoli Berezovoy et Valentin Lebedev, aura la charge, sont plutôt destinées à l'étude du rayonnement X et du rayonnement gamma, bien souvent associés à des phénomènes particulièrement violents de l'Univers : y participent le centre d'études spatiales des rayonnements de Toulouse (C.E.S.R.) et l'institut de recherches spatiales de Moscou.

J.-F. A.

En savoir plus

(Suite de la page 13.)

Dans le budget spatial américain, les parts militaire et civile sont du même ordre. Plus des trois quarts des satellites soviétiques sont militaires. Cette coloration a une première raison, historique : les fusées sont nées de la guerre. Une seconde raison est que, comme toutes les techniques de pointe, celles de l'espace représentent un atout stratégique majeur pour la défense nationale. Et la défense nationale, ce n'est pas seulement la défense armée contre d'éventuels agresseurs, mais c'est d'abord la défense économique en face de concurrents sans complaisance.

Observer la Terre d'en haut comme les autres et aussi bien qu'eux, fabriquer des produits nouveaux, communiquer librement, localiser ses propres bateaux et ses avions pour les guider ou les secourir, et ceux des autres pour savoir où ils sont, quelle est la nation qui, *si elle en a la capacité, ne souhaite* le faire ? Il n'y a rien là de guerrier, ni d'agressif. Et si un jour, hélas, l'espace devenait, en violation des serments les plus solennels, un champ d'escarmouches, il faudrait bien que nous soyons prêts, nous aussi, à définir une politique et à *réagir.*

La NASA promeut, pour la fin du siècle, un nouveau grand dessein : la construction d'un Space Operation Center, station service de l'espace. L'U.R.S.S. est moins explicite sur ses projets de présence physique dans l'espace, mais qui pourrait penser que ses ambitions seront modestes ? L'Europe, la France ne peuvent assister en spectateurs à ce déploiement dans l'espace. Ariane nous met dès maintenant en bonne position, pour quelques années, sur le marché des lancements de satellites automatiques, que nous savons d'ailleurs nous-mêmes fort bien fabriquer. Si nous n'avons pas, pour l'instant, la capacité de transporter des hommes, nous sommes en mesure de l'acquérir. Le faudra-t-il et à quelle date ? Voilà deux questions qui nous sont posées. Pour y répondre avec sérieux, nous devons en savoir plus. Et pour en savoir plus, il faut voler.

HUBERT CURIEN.

En toute logique

Que d'ans, que d'ans

PROBLEME N° 225

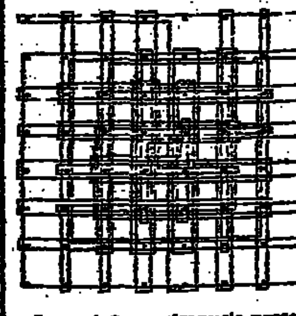
Les années 1982 à 2221 peuvent *s'afficher grâce à seulement* 4 cubes, portant des chiffres correctement disposés sur leurs faces (problème N° 223). Mais, *grâce à une convention sur un détail d'écriture, il est possible de couvrir plus de cinq siècles autour de l'année présente. Trouverez-vous cette convention* et les nouvelles années affichées ?

(Solution dans le prochain « Monde des sciences et des techniques »).

SOLUTION DU PROBLEME N° 224

Voici un tour de l'échiquier en 330 unités de longueur *réalisé* par Edward N. Peters (J.R.M. 1973). Il correspond à sa formule générale :

$$4\sum_{X=1}^{N} x\,(N-X)-2M$$



Les points par lesquels passent la pièce sont, bien sûr, les centres des cases de l'échiquier.

PIERRE BERLOQUIN.

La fête de la musique

Une manifestation diversement suivie selon les villes et les régions

Enthousiasmes et silences

Mme François Mitterrand, accompagnée de MM. Jack Lang ministre de la culture, et Jack Ralite, ministre de la santé, a parcouru le 21 juin le centre de Paris pour se faire une idée de la Fête de la musique. Au Palais-Royal, enveloppée par un nuage de paparazzi, elle a pu entendre les cuivres de l'Orchestre national, dont les glorieux accents *se mêlaient (quand ils ne les couvraient pas)* aux délicates confidences de la *Sonate pour flûte, alto et harpe*, de Debussy, par des musiciens de l'Orchestre de Paris. Deux mille personnes se pressaient autour des différents groupes de musiciens parsemés dans les jardins, n'attachant que peu d'importance aux ébats de quelques danseurs.

Un autobus à impériale emmenait ensuite les notabilités sur les lieux les plus courus : pas mal de monde place Dauphine, des danses *populaires et farendoles devant* Notre-Dame, au *chevet* de laquelle jouait un orchestre à cordes ; une fanfare à canotiers s'était installée sur le pont qui mène à l'île Saint-Louis ; les places fortes de la mairie de Paris étaient désertes ; rien non plus rue François-Miron devant les maisons de Mozart et des Couperin, mais un ensemble de cuivres amateurs place *Saint-Paul : place des* Vosges, un *groupe* de percussions excitait la curiosité, et sous les arcades on commençait à voir des « individuels » : deux violons d'un côté, un flûtiste de l'autre, *plus loin* un basson baroque.

Les foules s'étaient portées vers la Bastille, fief symbolique de la victoire socialiste, et au Trocadéro, où cinquante groupes rock à l'initiative de Radio 7, accompagnaient les ébats nautiques des « amateurs », le batteur du groupe Téléphone, était à fait enthousiaste. A condition, précisait-il, *« que cette soirée soit l'occasion d'allumer la mèche d'un pétard, qu'il y ait une suite, et des répercussions à très long terme. Si la fête ne devait être qu'un feu d'artifice éphémère, alors seulement on pourrait crier à la récupération et au coup de pub (...)*

Mais le ministre veut vraiment aider les jeunes musiciens, la fête doit être la marque symbolique d'une attitude nouvelle. A lui de faire en sorte, qu'à l'instar des autres grandes villes du monde, les groupes de musiciens amateurs bénéficient de salles de répétition, d'endroits où ils pourraient se produire, se faire connaître, ou simplement se retrouver entre eux. »

Les Champs-Elysées étaient jalonnés de petits groupes, rock devantla Japan Airlines, fanfare devant British Airways, piano électrique de l'autre côté de l'avenue. Chez Jean-Louis Barrault et Madeleine Renaud, au Rond-Point, le festival indonésien attire une vraie foule. La musique est à l'intérieur. Devant le théâtre, dans la cohue, qui se soucie de ce petit groupe d'hommes graves sur leur petite estrade, avec leurs instruments étranges, leurs gestes lents et précis, leurs regards absents ?

Quant à la foule qui, de Maubert, suivait Jacques Higelin et son accordéon jusqu'à la Bastille, elle avait presque totalement embouteillé le boulevard Saint-Germain. Mme Mitterrand devait tout de même parvenir saine et sauve rue de Bièvres. Pendant ce temps, un tout jeune homme dirigeait fanfares, sirènes, klaxons et voix de femmes. C'était dans le dix-septième arrondissement, Nicolas Frize, compositeur de musique électro-acoustique, avait écrit un *Concert pour Pim et Pom*, spécialement pour les pompiers, et pour cette occasion-là.

Ainsi à Paris, les lieux réservés à la fête ont connu un peu d'animation, ou bien un franc succès. On aura jugé de la réussite ou de l'échec de la manifestation en fonction des promenades que l'on aura faites dans la capitale : tristement silencieuses ou gaiement sonores.

Les régions, comme les quartiers de Paris, ont réagi diversement : il pleuvait à Dijon — où d'autres concerts étaient prévus depuis longtemps, — et à Lons-le-Saunier. A Agen, il y a eu au *musée un seul concert ; à Nancy, les formations ont joué devant* peu de monde, et à Chartres, on a jugé que cette soirée n'était qu'une « opération gadget ». Il y avait bien quelques chorales à Lyon, mais le cœur n'y était pas, pas plus qu'à Gap.

Nice-Matin titre : « Le grand silence... ». A Lille, ce furent des débuts timides (mais assez sympathiques) avec tintamare et mouvement, mais tout de même peu de participants. La manifestation, estime-t-on à Lille, avait été préparée trop hâtivement.

C'était un peu mieux à Rennes, avec le Bagad breton, à Rouen, *à Cherbourg et dans le Val-de-Marne*, avec des défilés d'écoles de musique. Et c'était l'enthousiasme à Toulouse, où le public a chanté avec les chœurs, d'abord réticents, puis vraiment heureux. Les gens étaient aussi contents et très nombreux à leurs fenêtres ou dans la rue, à Montpellier et à Laval. Quant aux Strasbourgeois, la pluie ne *les a pas du tout gênés pour faire honneur à la fête*. Metz et les communes de la périphérie ont vécu au rythme des harmonies ou des luths, de façon sporadique mais spontanée.

A PARIS

KIOSQUES, ROCK ET BEAUX QUARTIERS

Riche idée, au fond, cette entrée inattendue dans le calendrier d'une fête nouvelle dont on s'est aperçu, brusquement, qu'elle y faisait cruellement défaut... Vive, donc, la saint Flonflon, patron encore novice de tous ceux, débutants, amateurs avertis ou virtuoses, pour qui piquer, perler, préluder, tenir la note, moduler, pincer, gratter, souffler ou tambouriner font partie des joies inestimables d'une triste vie où le bruit finira bien, à force, par l'emporter sur la musique.

Quelles rencontres inouïes, quels incroyables rendez-svous cela aurait pu faire, ce soir d'un jour de l'été soudain promu (comme si des promesses de soleil sur ciel bleu d'azur ne lui suffisaient pas) au rang de « jour de la musique » ! Pensez donc : Wolfgang-Amadeus et Verschuren, Prudhomme (Emile, pas Sully) et Jean-Sébastien, Mahler et Vincent Scotto trinquant ensemble à tous les coins de rues, avant d'échanger leurs partitions, un largo contre une java, deux adagios pour un passo-doble, la cantate à quatre voix et la bourrée façon Saint-Flour, mêlant leurs croches et leurs soupirs à deux balcons d'intervalle...

Seulement, voilà, la flûte traversière, le saxo ténor, le trombone, la guitare et l'accordéon, « mon pote, ça serait mieux le samedi soir après le turbin qu'un *jour de semaine, parce que,* demain matin, faut y aller... ». *Petite casquette soudée sur deux sourcils touffus, mégot couleur papier maïs dans le coin du bec, il n'a pas ajouté* « et puis, avec le Mundial, vous comprenez, la télé, *le soir, c'est sacré ces temps-ci », mais il s'en était fallu d'un rien pour qu'il lachât le morceau. Mais tout le monde n'est pas comme ça, Dieu merci.*

20 h 15, parc Montsouris. Le kiosque s'apprête, dans un grand bruit de chaises remuées. Venus habillés « en bourgeois », avec chacun son instrument caché dans un sac, les trente et quelques musiciens de l'Harmonie des gardiens de la paix disparaissent, pour revenir l'instant d'après, jaillis d'un camion gris qu'on n'avait pas vu, vêtus de leur tunique blanche sur pantalon marine des grands jours d'été. « Nous jouerons pendant une heure, *précise leur chef.* Pour commencer, une marche militaire, mais tout à fait charmante... »

Suivront la Pie voleuse, l'Arlésienne, *et l'on glanera les derniers* « *encore !* » *sur* West Side Story. *Là-bas, à Charleville, le poète doit se retourner dans sa tombe :* « L'orchestre militaire, au milieu du jardin-Balance ses shakos dans *la valse des fifres...* » *L'assistance est ravie, où pointe, çà et là, comme un regret :* « Je suis née là, en face, en 1927. Jusqu'à la guerre, monsieur, des concerts sous ce kiosque, il y en avait, à la belle saison, jusqu'à trois ou quatre par semaine ! On n'en a plus assez de ces distractions-là. » *Des têtes blanches rythment la cadence, et le triangle pleure ses notes grêles sous des marronniers gigantesques.*

20 h 50. En quittant le parc, nous avons croisé une théorie turbulente de très jeunes enfants menés par leurs mamans. Tous avaient en main, en bouche, de quoi faire de la « musique » — trompettes à trois sous, tambourins ébréchés, baguettes, harmonicas — et ne s'en privaient guère. D'une fenêtre irréparable, parmi tant d'autres, toutes semblables, des lambeaux de Boléro sortis péniblement d'un cornet à piston faisaient se lever d'un même mouvement les têtes et y dessinaient les mêmes sourires.

21 h 10, gare d'Austerlitz. Un vieux monsieur tout couronné de cheveux blancs, dirige, heureux comme s'il était un autre Karajan au pupitre d'une autre Philharmonique, une modeste formation composite, dont les âges s'étalent de quinze à soixante-quinze ans. On a posé un instant sa valise, oublié — qui sait ? — le train qui rentre à la maison et l'on reste un moment les yeux mi-clos, la main battant une imaginaire mesure.

21 h 30, place de la Bastille. Le petit génie n'en croit pas ses oreilles de bronze, plus habituées aux grandes orgues rugissantes des belles japonaises du vendredi soir. Mais la place grouille de monde, comme aux jours fastes des grandes cérémonies motardes. Et le public est, pour beaucoup, le même. Derrière un rempart d'amplis, ça rocke ferme et ça suffit.

21 h 40, boulevard Beaumarchais, Filles du Calvaire, rien ! Pas une note, pas même un disque égaré sur une platine. Et rien non plus au Cirque d'hiver, désespérément muet derrière ses échafaudages. Place de la République, autre Bastille qu'un Vauban de la stéréo a changée en place forte, y érigeant de hautes murailles sombres et plus sonores encore.

22 h 15, Beaubourg. Moins de monde qu'à l'accoutumée pour accompagner, qui des hanches, qui des épaules, les percussionistes de service. Dix minutes plus tard, rue de Rivoli, un jeune homme qui joue tout seul, sa batterie devant lui avec les fossés du Louvre pour toile de fond, n'a su retenir qu'une petite douzaine de passants. Devant l'Opéra, où des hauts-parleurs avaient diffusé Paillasse, *des gardiens de la paix commencent déjà à ranger les barrières sous le grand calicot chargé d'annoncer le « jour de la musique ».*

22 h 45, les « beaux quartiers ». Le dix-septième arrondissement a tiré ses persiennes. Boulevard de Courcelles, rue Jouffroy, avenue de Villiers : trottoirs déserts, bistrots fermés depuis longtemps. Derrière les volets clos, pas un son, ni même une ombre. La musique, c'est une affaire d'intimité : Père à sa chaîne et Mère la sienne, et c'est très bien comme cela.

23 heures. Face au palais de l'Elysée, des jeunes gens bon-chic bon-genre, venus là à bord d'une Coccinelle, capote rabattue, parlementent avec des flics débonnaires, sur le ton dont on use du côté de la rue Princesse, « le droit de donner l'aubade à qui vous savez ». *Pas question, leur répond-on :* « A la grille du Coq, de l'autre côté, si vous voulez, mais trois minutes, hein ? » *Tout le monde se met en route, voiture de police en tête, dont le gyrophare parsème d'éclairs bleutés les vitrines du faubourg. Sept trompes de chasse, quatre minutes après, sonnent haut et clair dans la nuit des Champs-Elysées. Mollement alangui sur l'herbe, un homme d'allure délicate soupira, enchanté :* « C'est ex-quis ! On se *croirait dans la forêt...* »

23 h 30. Saint-Germain, noir de monde, embouteillé jusqu'au Palais-Bourbon, s'est mis aux rythmes berbères. A trente pas, un Diderot statufié qui en a vu bien d'autres écoute les deux saxos et la trompette réfugiés à ses pieds distiller des blues. Luxembourg abandonné, Montparnasse plus que calme.

L'année prochaine, on s'organisera mieux, promis. On ne se sera pas laissé prendre au dépourvu. Et saint Flonflon, s'il plaît à Dieu, sortira de l'enfance. Rendez-vous le 21 juin ?

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

A AIX-EN-PROVENCE : on a l'habitude et pourtant...

« La musique existe. Il y a belle lurette que nous l'avons rencontrée... » Ces propos un peu ironiques, entendus près de l'ancien archevêché, donnent bien le sentiment de la plupart des Provençaux, et *singulièrement des Aixois*, devant la fête voulue par M. Jack Lang, considéré ici comme *« une idée bien parisienne »*. De fait, prétendre faire découvrir l'existence de la musique sur cette terre de festivals apparaissait comme un défi, d'autant que, en cette saison, des concerts sont programmés un peu partout et que l'heure ministérielle n'a pas ajouté grand-chose à ce qui existait.

Ainsi, lundi s'ouvrait la semaine « Aix en musique », organisée chaque été depuis plusieurs années par la municipalité. Dans un lycée de la ville, un concert Beethoven était donné par l'Orchestre Provence-*Côte-d'Azur (avec l'aide de l'office* régional à la culture). Le même soir, un ensemble latino-américain jouait dans la cour du vieil hôtel Maynier d'Oppede. Deux concerts sont depuis *des mois programmés pour* toute la semaine. C'est dire que l'initiative de M. Lang n'a rien créé ici. Et pourtant...

Pourtant, quelque chose s'est *passé. Le cours Mirabeau était livré,* lundi soir, aux formations les plus diverses. *Du* rock tonitruant *sous la* statue du roi René, des rythmes de samba devant le café des DeuxGarçons, la fanfare des Beaux-Arts près la fontaine aux Neuf Canons ; à che*val entre la fête Lang et « Aix en mu*sique », une chorale avait pris place sous les ordonnances grand siècle de la place d'Albertas. Un petit orchestre de chambre s'était installé dans la *zone piétonne*.

Ici et là, des jeunes se groupaient avec leurs instruments et tentaient de jouer avec un rien de timidité. Les bons élèves étaient sortis, accompagnés des parents *ou de la grande* sœur, montrant, étonnés et ravis, leurs trompettes, leurs clarinettes ou leurs flûtes. Une subite floraison de guitares est apparue, dont les plus *frêles accords n'arrivaient pas à per*cer la fin du jour.

Dans les villages voisins, on a peu réagi à l'idée parisienne, tout en continuant de préparer le prochain *concert pour la fête votive. Au Tholo*net, sous les platanes du canal de Provence, un gardien commentait : *« Dans quelques jours, les cigales seront là. Alors, la musique, nous l'aurons en permanence au soleil. »*

PAUL CHOVELON.

A BORDEAUX : le chef de gare n'en revenait pas

Vif succès de la journée de la musique à Bordeaux : d'abord *sur* les places du quartier piétonnier, où les orchestres rock et les sonos reggae *se sont parfois affrontés à grand ren*fort de décibels. Ce fut un peu comme si cette musique avait *bénéfi*cié d'une journée d'école buissonnière dans la cité, loin des caves, des *boîtes ou des salles des fêtes de* quartier.

Autre réussite au théâtre de ver*dure, dont c'était la première presta*tion officielle : curieux et riverains ont découvert un îlot de paix entre le centre André-Malraux, conservatoire régional de musique, et le chevet de l'église Sainte-Croix. *Beaucoup n'en* soupçonnaient pas l'existence à une *portée de klaxon de la gare et des* voies sur berge. Des centaines de personnes se sont relayées là pendant deux heures, pour du chant choral, du jazz ou du classique.

Les grandes portes à double battant du salon d'honneur de la gare Saint-Jean avaient été ouvertes vers *la place de l'Arrivée et vers les quais*. Gens du quartier gens de passage n'avaient pas été rebutés par les lambris de chêne clair et les drapeaux disposés aux murs comme du temps *du président Fallières. Les agents de* manœuvre en *bleu de* chauffe venaient entre deux trains. On assure que des voyageurs ont sauté un départ...

M. Mercier, le chef de gare, n'en revenait pas. *« Pour l'instant, c'est une période de creux. Mais vous allez voir avec l'arrivée du train de Paris »*, disait-il, entre une dame qui demandait si cette chorale campanella était bien composée d'agents de la S.N.C.F. et une bourgeoise indignée *parce que l'homme* qui apportait des chaises supplémentaires était incapable de lui donner l'heure du train de Biarritz.

Toute la semaine, la gare connaîtra cette animation : grands orchestres, cuivres, jazz, chorales, soit dans le hall, soit dans le salon d'honneur.

Mais le triomphe est incontestablement revenu à Roberto Benzi, sous les frondaisons du parc bordelais. Des milliers de personnes *étaient venues écouter son orches*tre, et il était impossible de se garer autour du parc, comme un soir de match des Girondins. Berlioz s'est fort bien accommodé de la nuit embaumée, des aboiements de quelques chiens venus en voisins, des cris des gosses *qui jouaient* à cache-cache dans les fourrés. Et la dernière découverte *musicale* fut l'étrange sonorité des milliers d'applaudissements sous les épaisses frondaisons. Comme une palpitation.

PIERRE CHERRUAU.

A CHERVES appel entendu

« Des coquelicots dans la palène » : ce n'est pas un message personnel ésotérique, c'est une sorte de mot de passe qui rappelle que les animateurs de l'U.P.C.P. — Union Poitou-Charentes pour la culture populaire — *entendent rester fidèles* à leur passé et à leur culture. Ils préparent *leur quatrième Festival*.

A Cherves, petite bourgade située à la limite de la Vienne et des Deux-Sèvres, on n'aime guère les ordres venus d'en haut — c'est-à-dire de la capitale, — et, depuis belle lurette, les longues soirées d'été ont été pro*grammées. En 1972 à Cherves, à la* suite de l'incendie du « 5-7 », des *consignes draconiennes aboutirent* à l'anéantissement d'une troupe théâtrale locale, la salle de spectacle ne répondait [illegible] sécurité. [illegible] quelques habitants du pays fondèrent un groupe de traditions populaires, les Gens de *Cherves, qui se voue dès son origine* au maintien de la culture paysanne et *à son développement*.

Au fil des années, ce groupe (140 membres pour une population de 600 habitants) a acquis une ferme transformée en « musée paysan », *enrichi par une collecte méthodique* d'outils de la terre, de photographies d'autrefois, de contes populaires, recueillis micro en main, de chansons et de vieux airs paysans. Comme les soixante autres groupes qui œuvrent en Poitou-Charentes et en Vendée au sein de l'U.P.C.P., celui de Cherves pratique la musique, mais pas n'importe *laquelle, la musique paysanne* ancienne, élément de la culture rurale. On n'aime guère à *Cherves* les diktats ministériels, mais l'appel a été cette fois entendu ; les Gens de Cherves se sont refusés à donner une fausse note dans le concert national dédié à *l'été naissant*. Quelques musiciens ont parcouru le chef-lieu et les *villages à l'heure de la nuit tombante* pour égrener la musique à danser, à la grande joie des habitants, *qui savent* bien que, depuis Voltaire, il n'est plus *nécessaire « de plaidoyer pour des paysans qui voulaient danser »*.

BERNARD HILBERT.

THÉATRE

Jean-Laurent Cochet est chargé d'une « classe supérieure » par la mairie de Paris

Si les *options qualifiées de* « traditionnelles » n'ont plus cours au Conservatoire national d'art dramatique, leur défenseur, Jean-Laurent Cochet — nommé inspecteur des conservatoires de la Ville de Paris, après avoir démissionné de son poste de professeur du Conservatoire national lors de la réforme — a été chargé par la direction des affaires *culturelles à la mairie de Paris* de diriger une classe supérieure, destinée aux anciens élèves des conservatoires municipaux, ainsi qu'à tous ceux qui recherchent un perfectionnement de haut niveau. Elle s'adresse à des candidats de dix-huit à vingt-huit ans, offrira vingt-quatre heures de cours hebdomadaires dans diverses disciplines théâtrales.

L'effectif est limité à dix-huit élèves. Un concours d'entrée sélectionnera les candidats, qui peuvent s'inscrire jusqu'au 13 juillet.

★ L'inspection des conservatoires municipaux de la Ville de Paris, art dramatique (*classe supérieure*), 15, rue Jean-Lantier, 75001 Paris. Tél. 296-72-12.

PETITES NOUVELLES

■ **Daniel Mourruau** dirigera un concert Mozart le 30 juin, à 21 heures, au Carré Silvia-Monfort.

■ **Les prix Fénéon** de littérature et d'arts plastiques ont été décernés respectivement à Jean-Louis Hue pour *le Chat dans tous ses états* (Grasset), à Sze To-lat, peintre, et à Claude Litschgy, sculpteur.

■ **James Honeyman-Scott**, compositeur et guitariste du groupe de rock les Pretenders, est mort à Londres le 16 juin. Il était âgé de vingt-cinq ans. On ignore les causes de son décès.

■ **Giancarlo Fortunato**, scénographe et directeur de scène du Piccolo Teatro de Milan depuis près de vingt ans, s'est donné la mort, au théâtre même, le lundi 14 juin, jour de relâche. Il était âgé de quarante-six ans.

■ **Salvador Dali** a annoncé, le 12 juin, qu'il exposerait, sans doute au début de 1983, cinq cents de ses œuvres à Madrid puis à Barcelone en hommage à sa femme Gala, décédée le 10 juin (*le Monde* du 12 juin). C'est à cette occasion que sa dernière toile, terminée en mai, intitulée *Les trois énigmes glorieuses de Gala*, serait présentée au public.

Vertus et limites de l'organisation

(Suite de la première page.)

Reste que cette première « Fête de la musique » a révélé quelques faiblesses ou malentendus. Il semble que, à Paris du moins, les tentatives *individuelles* aient été en général noyées dans la masse des manifestations organisées par des professionnels ; ceux-ci se sont *prêtés volontiers*, et très nombreux, au souhait du *ministère* de la culture, qui, pendant trois semaines, a travaillé d'arrache-pied à les mettre en branle. Ces « concerts » ne devraient cependant jouer, dans cette perspective, qu'un rôle d'entraînement pour les amateurs. L'*effort* pourrait à l'avenir se porter moins sur l'*organisation* que sur l'*animation*, c'est-à-dire la possibilité donnée dans chaque ville, chaque quartier, aux différents groupes, amateurs ou professionnels, de trouver des lieux, une infrastructure et, moralement, un encouragement, pour faire partager leur amour de la musique.

Que les groupes rocks, présentés par Radio-7, aient rassemblé une immense foule dans les jardins du Trocadéro n'a qu'une mince signification *symbolique : même si ce n'avait pas* été la fête de la musique, il y aurait eu autant de monde. *Mais on était* touché de voir un jeune batteur de quinze ans qui s'était installé au coin du Louvre sur la place Saint-Germain-l'Auxerrois et frappait bravement *sur ses deux caisses, entouré* de quatre ou cinq passants.

JACQUES LONCHAMPT.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA FORET DES BIENFAITS, Espace Gaîté (327-95-94), 22 heures.
GUSTAVE PARKING, Lucernaire (544-47-34), 22 h 15.
UNE SAISON EN ENFER, 20 heures ; LES GRANDES SARTREUSES, 21 h 15, Fanal (233-91-17).
L'HOMME MASSE PAR LE LIVING THEATRE, Cartoucherie de l'Epée de Bois (808-39-74), 21 heures.
LORSQUE L'ENFANT PARAIT, Variétés (233-09-92), 20 h 30.
LES AMOURS DE JACQUES LE FATALISTE, Comédie de Paris (281-00-11), 20 h 30.
SI JAMAIS JE TE PINCE, J'INVITE LE COLONEL, Fontaine (874-74-40), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française (296-10-20), 20 h 30 : Marie Tudor.
Chaillot (727-81-15), Grand théâtre, 20 h 30 : les Géants de la montagne ; — salle Gémier, 20 h 30 : Schliemann. Grand Foyer 18 h 30, La sonate en si mineur de Liszt, et la Voix humaine de Cocteau, avec Setrack.
TEP (797-96-06), 20 h 30 : Leny Escudero.
Centre Pompidou (277-12-33), 20 h 30 : Musique : Cycle IRCAM, Ensemble Intercontemporain : hasard et détermination, Le jeu des variables.
Théâtre de la Ville (274-22-77), 18 h 30 : Ballet gitan Mario Maya ; 20 h 30 : Alwin Nikolais Dance Théâtre (Theatre de Paris).
Carré Silvia-Monfort (531-28-34) : 21 heures : Phèdre.
Théâtre Musical de Paris (261-19-83), 20 h, 30 : Chants et danses de Bali.

Les autres salles

Astelle-Théâtre (202-34-31), 20 h 30 : les Bonnes.
Atelier (606-49-24), 21 h : le Nombril.
Athénée (742-67-27), 20 h 30 : Le cahier brûlé ; Centre d'arts celtique (258-97-62), 20 h 30 : Appelez-moi Arthur.
Centre culturel du Marais (272-73-52), 20 h 30 : Boustifilles.
Cité internationale (589-38-69), Galerie, 20 h 30 : Hors-jeu.
Comédie italienne (321-22-22), 18 h 30 et 22 h 30 : Mamma Marcia ; 20 h 30 : la Servante amoureuse.
Comédie de Paris (281-00-11), 18 h 30 : Figaro solo ; 22 h : Virage.
Deux Portes (361-24-51), 20 h 30 : le Pain de ménage ; le Défunt.
Escalier d'or (523-15-10), 21 h : Diableries amoureuses.
Espace Marais (271-10-19), 20 h 30 : la Mouette ; 22 h 30 : la Tour mystérieuse ; le Philosophe soi-disant.
Esplanade Champerret (758-21-34), 20 h 30 : Hamlet.
Galerie 55 (326-63-51), 20 h 30 : Entertaining Mr Sloane.
Grand Hall Montorgueil (296-04-06), 20 h 30 : Artaud et la peste.
Huchette (326-38-99), 20 h 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h 30 : la Leçon ; 22 h 30 : l'Homme du sous-sol.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre Noir, 18 h 30 : l'Ile des esclaves ; 20 h 30 : le Cratère de Chicago ; le Sang des fleurs ; 22 h 15 : Show Devant, Sylvie Joly. Théâtre Rouge ; 20 h 30 : Tchoufa. — Petite salle, 18 h 30 : Parlons français ; 21 h : le Fétichiste.
Madeleine (265-07-09), 20 h 45 : l'Alouette.
Marie Stuart (508-17-80), 21 h : Architruc.
Mathurins (265-90-00), 21 h : Emballage perdu.
Michel (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.
Michodière (742-95-22), 21 h : Joyeuses Pâques.
Montparnasse (320-89-90), 21 heures : Trahisons. — Petite salle, 20 h 30 : le Bleu de l'eau-de-vie ; 22 h : Hommage à Pierre Dac.
Nouveautés (770-52-76), 20 h 30 : Folle Amanda.
Œuvre (874-42-52), 20 h 45 : Qui a peur de Virginia Woolf ?
Palais-Royal (297-59-81), 20 h 45 : Pauvre France !
Péniche Opéra (670-11-61), 21 h : Actualité.
Potinière (261-44-16), 20 h 30 : Une fille drôlement gonflée.
Studio-Théâtre 14 (545-49-77), 20 h 30 : Pearl Harbour ou perles à rebours.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h 30 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous, on fait où on nous dit de faire.
Théâtre de l'Épicerie (258-70-12), 20 h 30 : l'Amant.
Théâtre du Lys (327-88-61), 20 h 30 : Histoires de bouffe.
Théâtre du Marais (278-50-27), 20 h 30 : Henri IV.
Théâtre Présent (203-02-55), I. 20 h 30 : Drôles de bobines.
Théâtre des 400 Coups (633-01-21), 20 h 30 : les Pantins ; 22 h 30 : Escurial.
Théâtre 18 (226-47-47), 20 h : Articule ; 22 h : Gaspard.
Tristan-Bernard (522-08-40), 20 h 45 : les Chaises.

Les cafés-théâtres

Au bec fin (256-29-35) 19 h : Théâtre chez Léautaud ; 20 h 30 : Tohu Bahut ; 22 h : le Président ; 23 h 30 : Vous descendez à la prochaine.

Mardi 22 juin

Blancs-Manteaux (887-15-84), I., 20 h 15 : Areuh = Mc2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : Des bulles dans l'encrier ; II. 20 h 15 : Embrasse-moi, idiot ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? 22 h 30 : Comment ça va Zanni ?
Café d'Edgar (322-11-02), I., 20 h 30 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 45 : Mangeuses d'hommes. — II., 20 h 30 : Praline et Berlingotte. — 21 h 45 : L'amour, c'est comme un bateau.
Coupe-Chou (272-01-73), 22 h : Par la fenêtre.
La Gageure (367-62-45), 21 h : la *Garçonne ; 22 h 30 : C. Aubron.*
Le Petit Casino (278-36-50), 21 h : Douby... be good ; 22 h 30 : les Bas de Hurleveau.
Point Virgule (278-67-03), 20 h 15 : Vincent B. : le Navigaterre ; 21 h 30 : Du ronron sur les blinis.
Le Tintamarre (887-33-82), 18 h 30 : Contrejour ; 20 h 30 : Phèdre ; 22 h : l'Apprenti fou.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h 30 : C'est ça ou les Iles Baléares ? 21 h 30 : Boulevard Dimey ; 22 h 30 : Cerise.
Vieille Grille (707-60-93), 20 h 30 : A. Burton ; 22 h 30 : Fontaine et Areski. — Petite salle, 22 h : Catherine Zarcate.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h : Achetez François.
Deux-Anes (606-10-26), 21 h : C'est pas tout rose.

Le music-hall

Casino de Paris (874-26-22), 20 h 45 : Daemonia.
Espace Gaîté (327-95-94), 20 h 30 : A. Aurenche.
Olympia (742-25-49), 21 heures : Soirée radios libres.
Théâtre des 400 Coups (633-01-21), 18 h 30 : Abou Chihabi (dernières).
Studio Bertrand (783-99-16), 20 h 30 : Rocky Horor Picture Show.

La danse

Bouffes du Nord (239-34-50), 20 h 30 : Bouvier/Obadia.
Espace Marais (271-10-19), 18 h 30 : Caminare, solo de danse contemporaine.
Palais des Sports (828-40-90), 20 h 30 : Ballets Mazowsze.
Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h 30 : Nikolais Dance Theatre ; 18 h 30 : Ballet-théâtre gitan andalou.
Théâtre du Rond-Point (256-70-80), 20 h 30 : Danse du Palais royal de Yogyakarta ; 18 h 30 : Musique sunda de Java-ouest.

Les concerts

Eglise réformée de l'Etoile, 21 heures : Chœur et orchestre des solistes de Paris (Vivaldi, Durante).
Lucernaire, 21 heures : Y. Queyroux, S. Irla (Schubert, Hummel, Franck).
Salle Gaveau, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris (Poulenc, Sauguet, Ravel).
Eglise Saint-Séverin, 20 h 30 : M. André (Hummel, Bellini, Haydn).
Salle Pleyel, 20 h 30 : Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. A. Jordan (Ravel, Debussy).
Ranelagh, 20 heures : Y. de Montalba (Liszt).

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h 30 : S. Guérault, B. Vasseur.
Cloître des Lombards (233-54-09), 22 h 30 : Twenty Century Funk.
Connétable (277-41-40), 20 h 30 : Diaphane Trio.
Dunois (584-72-00), 21 h : B. Lubat-D. Levaillant.
L'Envol (347-33-06), 19 h : P. Quirni.
F.I.A.P. (707-25-69), 20 heures : Marshfield H.S.
New Morning (523-51-41), 21 h 45 : Machito.
Palace (246-10-87), 19 h 30 : Camel.
Petit Journal (326-28-59), 21 h 30 : Verstradt-Gooez.
Petit Opportun (236-01-36), 20 h 30 : Caratini-Fosset.
Slow-Club (233-84-30), 21 h 30 : Cl. Luter.
Théâtre Noir (797-85-15), 20 h 30 : Hot Reggae show.
Vieille Grille (707-60-93), 18 h 30 : M. Père.

En région parisienne

Bagnolet, ATEM (364-77-18), 21 heures : Elle et moi, émoi.
Fontainebleau, Ermitage (422-28-32), 20 h 30 : Remember.
***Gennevilliers**, Théâtre* (793-26-30), 20 h : Groupe Signes.
Montreuil, Théâtre-école (858-65-33), 20 h : La vie mode d'emploi.
Saint-Denis, Festival de musique (243-00-59), Théâtre G.-Philipe, 20 h 30 : Ensemble 2E 2M, chœurs de Radio-France, dir. P. Mefano (*Bon, Essyad, Lefebure*).
Saint-Michel-sur-Orge, Cosec, 21 h : L'Arche de Noé.

LES FESTIVALS
FESTIVAL DU MARAIS (887-74-31)

Café de la Gare, 21 h 45 : A. Lagoya (Couperin, Weiss, Giuliani...).
Centre culturel de Belgique, 20 h 45 : Mudra International.
Essaïon I, 18 h 30 : L'île de Tulipatan ; 20 h 15 : le Blanc cassé ; 22 h : Il s'appelle peut-être *Dupont*. — *II*, 18 h 30 : J. Charby ; 20 h 30 : la Kabbale selon Aboulafia ; 22 h 15 : De quelle falaise dites-vous ?
Place du Marché Sainte-Catherine, 19 h 30 : Los Chancas ; 20 h 30 : Ensemble de 4 violoncelles (Bach, Vivaldi, Beethoven...).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 heures, la Nuit de Sybille, de J.-P. Paulin ; 19 heures, la Vraie Histoire de Gérard Lechômeur, de J. Lledo ; 21 heures, Semaine internationale de la critique - Cannes 1982 : l'Ombre de la Terre, de T. Louhichi.

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

ABSENCE OF MALICE (All., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).
ALLEMAGNE MERE BLAFARDE (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
AMERICAN TOUR OF THE ROLLING STONES 1981 (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; (v.f.) : 3 Haussmann, 9e (770-47-55).
BANDITS, BANDITS... (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
LE BEAU MARIAGE (Fr) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67).



LES FILMS NOUVEAUX

CANNIBAL FEROX (**), film américano-italien d'Umberto Lenzi : v.o. : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LA DERNIÈRE VAGUE, film australien de Peter Weir : v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; St-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Élysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67-42).
LA GALAXIE DE LA TERREUR (**), film américain de Bruce Clark : v.o. : Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
HALLOWEEN II (*), film américain de Rick Rosenthal : v.o. : Cluny-Écoles, 5e (354-20-12) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; *Paramount-Montmartre*, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
L'INCROYABLE ALLIGATOR (*), v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Marignan, 8e (359-32-82) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; U.G.C. *Rotonde, 6e (633-08-22) ; v.f. :* Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
ON S'EN FOUT, NOUS ON S'AIME, *film français de Michel* Gérard : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Convention-St-Charles, 15e (579-33-00) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).









CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

SPECTACLES

LE BOURGEOIS GENTILHOMME (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56).

BREL (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; J.-Cocteau, 5e (354-47-62) ; Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 14e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 19e (606-34-25).

BRUCE CONTRE-ATTAQUE (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

CAUCHEMAR A DAYTONA BEACH (A.) (**) V.o. : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; (V.f.) : Paramount-Marivaux, 8e (296-80-40) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

LA CHEVRE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33). H. Sp.

LE CHOC (Fr.) : *Bretagne, 6e (222-57-97)* ; Normandie, 8e (359-41-18) ; *U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32)* ; Gaîté-Rochechouart, 9e (878-81-77).

CINQ ET LA PEAU (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE (Fr.-Ital., v.f.) (*) : Lumière, 9e (246-09-07).

CONVERSA ACABADA (Port., v.o.) : Action République, 11e (805-51-33).

CORRECTION PLEASE (Ang. v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio 43, 9e (770-03-40).

LE DERNIER VOL DE L'ARCHE DE NOE (A., v.f.) : *Napoléon, 17e (380-41-46).*

200.000 DOLLARS EN CAVALE (A.), v.o. : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Richelieu, 2e *(233-56-70)* ; *Berlitz, 2e* (742-60-33) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; *Gaumont-Gambetta, 20e* (636-10-96).

DIVA (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Vendôme (742-97-52) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

DOUX MOMENTS DU PASSÉ (Esp., v.o.) : *Lucernaire, 6e (544-57-34).*

L'ÉTAT DE BONHEUR PERMANENT (Fr.) : J.-Cocteau, 5e (354-47-62). H. Sp.

LES FANTOMES DU CHAPELIER (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; St-Lazare Pasquier, (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

FITZCARRALDO (All. v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e *(633-79-36)* ; *Pagode, 7e (705-12-15)* ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e *(329-83-11)* ; *Kinopanorama,* 15e (306-50-50) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, *15e (575-79-79)* ; *Mayfair,* 16e (525-27-06). V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; *Gaumont-Sud, 14e (327-84-50)* ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; *Wepler, 18e (522-46-01).*

GEORGIA (A., v.o.) U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; *Biarritz, 8e (723-69-23).*

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Lucernaire, 6e (544-57-34).

HAMMET (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (359-04-67) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; (v.f.) Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

L'HOMME ATLANTIQUE (Fr.) : Escurial, 17e (707-28-04) H. Sp.

INVITATION AU VOYAGE (Fr.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44).

JE HAIS LES BLONDES (It., v.o.) : *Ermitage, 8e (359-15-71).* – V.f. : *Rotonde,* 6e (633-08-22) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; *Paramount-Montmartre, 18e* (606-34-25).

LES JEUX DE LA COMTESSE DOLINGEN DE GRATZ (Fr.) : Noctambules, *5e (354-43-34).*

JEUX D'ESPIONS (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er *(297-49-70)* ; Marignan, *8e* (359-92-82). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; *Fauvette, 13e (331-60-74).*

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18).

LA MAISON DU LAC (A., v.o) : U.G.C. *Odéon, 6e* (325-71-08) : U.G.C. *Champs-*Élysées, 8e (359-12-15). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) : *Montparnos, 14e* (327-52-37).

LA MAITRESSE *DU* LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : Épée de Bois, 5e *(337-57-47)* : Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LES MAITRES DU TEMPS (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) H.Sp. : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Calypso, 17e (380-30-11).

MASSACRE A LA TRONÇONNEUSE (A.) (**) – V.f. : Hollywood Bd, 9e (770-10-41).

MEURTRE AU SOLEIL (Ang., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : Caméo, 2e (246-66-44) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-96).

MISSING (PORTÉ DISPARU) (A., v.o.) : *Gaumont Halles, 1er (297-49-70)* ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; U.G.C. *Odéon, 6e* (325-71-08) ; *Normandie, 8e* (359-41-18) ; 14-Juillet Beaugrenelle, *15e (575-79-79).* – *V.f.* : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Caméo, 9e *(246-66-44)* ; U.C.G. *Gare de* Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, *13e (336-23-44)* ; *Mistral, 14e* (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; *Paramount Maillot,* 17e (758-24-24) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, *19e* (241-77-99) ; Murat, 16e (651-99-75).

MUEDA, MÉMOIRE ET MASSACRE *(Por., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).*

MOURIR A 30 ANS (Fr.) : 14 Juillet-Racine, 8e (633-43-71) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

NESTOR BURMA, DÉTECTIVE DE CHOC (Fr.) : U.G.C Marbeuf, 8e (225-67-29).

N'OUBLIE PAS TON PÈRE AU VESTIAIRE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Tourelles 20e (364-51-98).

LA NUIT DE VARENNES (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Calypso, 17e (380-30-11).

PARSIFAL (All. v.o.) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

LA PASSANTE DU SANS-SOUCI (Fr.) Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount - Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

PASSION (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; 14 Juillet-Bastille, 18e (357-90-81) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Calypso, 17e (380-30-11).

LES PETITES TÊTES (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

PIXOTE, LA LOI DU PLUS FAIBLE (Brés., v.o.) (*) : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Vf : Capri, 2e (508-11-69).

POUR CENT BRIQUES, T'AS PLUS RIEN (Fr.) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).

QU'EST-CE QUI FAIT COURIR DAVID ? (Fr.) : UGC Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Bienvenue-Montparnasse, 14e (544-25-02) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

REDS (A. v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42).

ROX ET ROUKY (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

LES SOUS-DOUÉS EN VACANCES (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paris *Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).*

TAXI ZUM KLO (All. v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).

THE MAFU CAGE (A. v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

LE TOUR DU « MONDE » (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

L'USURE DU TEMPS (SHOOT THE MOON) (A. v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Marignan, 8e (359-92-82).

VALENTINA *(Sov., v.o.) : Cosmos, 6e* (544-28-80).

Y-A-T-IL *UN FRANÇAIS DANS LA SALLE ?* (Fr.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Marignan, 8e (359-92-82).

Les grandes reprises

ALICE AU PAYS DES MERVEILLES (A.), Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

L'ARNAQUEUR (A., v.o.), Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25).

AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.f.), 3 Haussmann, 9e (770-47-55).

AVOIR 20 ANS DANS LES AURÈS (Fr.), Banc Public, 5e (326-12-39).

BABY DOLL (A., v.o.), Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) (*). Élysées Point Show, 8e (225-67-29).

BANANAS (A., v.o.), *Ciné-Beaubourg, 3e* (271-52-36) : Paramount Odéon, 6e *(325-59-83)* : *Paramount City, 8e (562-45-76)* ; V.f. : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.), U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Grand Pavois, 15e *(554-46-85)* : Napoléon, 17e (380-41-46).

BEN HUR (A., v.o.), *U.G.C. Danton, 6e* (329-42-62) : Biarritz, 8e (723-69-23). V.F. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-23-44) ; U.G.C. Gare de *Lyon, 12e (343-01-59)* : Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) : *Magic-Convention, 15e (828-20-64).*

LE BON, LA BRUTE ET LE TRUAND (It., v.ang.), U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Montparnos 14e (327-52-37) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.). *U.G.C. Marbeuf, 8e* (225-18-45).

LES CHEVAUX DE FEU (Sov., v.o.). Studio Galande, 5e (354-72-71).

COLLÈGE (A.), Marais, 4e (278-47-86).

LE CRI DU SORCIER (A., v.o.), Denfert, 14e (321-41-01).

LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PARFAIT *(A., v.o.), Action Christine, 6e* (325-47-46).

2001, L'ODYSSÉE DE L'ESPACE (A., v.f.), 3 Haussmann, 9e (770-47-55).

LES DAMNÉS (It., v.o.) (*). Rivoli-Cinéma, 4e (272-63-32).

DEUX NIGAUDS CONTRE FRANKENSTEIN (A., v.o.), Action-Écoles, 5e (325-72-07).

DODES CADEN *(Jap., v.o.)*, St-Lambert, 15e (532-91-68).

LE DICTATEUR (A., v.o.), Ranelagh, 16e (288-64-44).

DONA FLOR ET SES DEUX MARIS (Brés., v.o.), Denfert, 14e (321-41-01).

ELEPHANT MAN (A., v.o.), Palace *Croix-Nivert, 15e (374-95-04).*

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.), *Ranelagh, 16e (288-64-44).*

EN MARGE DE L'ENQUÊTE (A., v.o.), Action Christine, 6e (325-47-46).

FELLINI-ROMA (It., v.o.), Champo, 5e (354-51-60).

LA FIÈVRE DANS LE SANG (A., v.o.), *Action Christine, 6e (325-47-46).*

FRANKENSTEIN JR. (A., v.f.), Opéra-Night, 2e (296-62-56).

GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Fr.) (**), Denfert, 14e (321-41-01).

LA GUERRE DES ÉTOILES (A., v.o.), Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Marignan, 8e (359-92-82). V.F. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ; Murat, 16e (651-99-75).

GIMME SHELTER (A., v.o.) Élysées-Lincoln, 8e (359-36-14).

L'IMPOSSIBLE M. BÉBÉ (A., v.o.), Nickel-Écoles, 5e (325-72-07).

INDISCRÉTIONS (A., *v.o.*), Nickel-Écoles, 5e (325-72-07).

JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.), Banque de l'image, 5e (329-41-19).

LE LAURÉAT (A., v.o.), Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20).

LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.), Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o.) (**) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; (v.f.), Capri, 2e (508-11-69).

MON ONCLE (Fr.), Templiers, 3e (272-94-56).

MOULIN ROUGE (A., v.o.), Movies, 1er (260-43-99) ; George-V, 8e (562-41-46) ; V.f. : Lumière 9e (246-49-07).

NEW YORK, NEW YORK (A., v.o.), St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Élysées Lincoln, 8e (359-36-14).

ORFEU NEGRO (Brés., v.o.), Daumesnil, 12e (343-52-97). h. sp.

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.f.), (**), *Capri, 2e (508-11-69).*

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) *(*), Cinoche St-Germain, 6e (633-10-82).*

LE PRÉ *(It., v.o.)*, St-Ambroise, 11e (700-89-16).

QUADROPHENIA (A., v.o.), Studio Médicis, 5e (633-25-97).

QUAND LA VILLE DORT (A., v.o.), Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

LES RAISINS DE LA COLÈRE (A., v.o.), Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).

LA RIVIÈRE D'ARGENT (A., v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50).

LE SHERIF EST EN PRISON (A., v.o.), Élysées Point Show, 8e (225-67-29) ; V.F. : *Opéra-Night, 2e (296-62-56).*

SALO (It., v.o.), Cinoche St-Germain, 6e (633-10-82).

SOLDAT BLEU (A., v.o.), Épée de Bois, 5e (337-57-47).

STRAWBERRY BLONDE (A., v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50).

TEX AVERY FOLLIES (A., v.o.), Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

TO BE OR NOT TO BE (Ang., v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50).

TROIS FRÈRES (It. v.o.), *A. Bazin, 13e* (337-74-39).

LE TROUPEAU (Turc, v.o.), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

LE TUEUR A LA LUNE DE MIEL (A., v.o.), Olympic-Halles, 1er (278-34-15) ; Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).

TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.), Élysées Point Show, 8e (225-67-29).

UN DIMANCHE COMME LES AUTRES (A., v.o.), Épée de Bois, 5e (337-57-47).

VACANCES ROMAINES (A., *v.o.*), Champo, 5e (354-51-60).

LES VALSEUSES (Fr.) (**), U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22).

Les festivals

A. HITCHCOCK (v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) : Murder.

MARX BROTHERS (v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42) : la Pêche au trésor.

***LA VILLE, LIEU DU DRAME* : LES PESANTEURS PROVINCIALES** (v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; 16 h : The Last Picture Show ; 18 h : Liaisons secrètes ; *20 h : les Plaisirs de l'enfer* ; 22 h 30 : Moderato Cantabile.

KEN RUSSEL (v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) : Love.

F. TRUFFAUT : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) : Les 400 coups.

REVOIR BRESSON-DURAS : Action République, 11e (805-51-33) : Aurelia Steiner.

J.-L. GODARD EN COULEURS : Olympic, 14e (542-67-42) : Sauve qui peut la vie.

PANORAMA DU COURT MÉTRAGE FRANÇAIS : la Péniche, 16e (527-77-35) ; t.l.s., 20 h.

SÉLECTION FILMS DE CANNES : la Péniche, 16e (527-77-35).

I. BERGMAN (v.o.) ; Acacias, 17e (764-97-83) : Jeux d'été.

F. ASTAIRE (v.o.) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Swing Time.

J. LEWIS (v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46) : Artistes et modèles.

Les séances spéciales

AMERICAN GIGOLO : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h.

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : *Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14),* 22 h 10.

L'AMI AMÉRICAIN (All., *v.o.*) : Rivoli-Cinéma, 4e, (272-63-32). 15 h ; T.l.j. 20 h 15 et 22 h 30.

CITIZEN KANE (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

LE CRIMINEL (A., v.o.) : Templiers, 3e *(272-94-56), 22 h.*

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.

ET DIEU CRÉA LA FEMME *(Fr.)* : Templiers, 3e (272-94-56), 20 h 30.

LA FIÈVRE AU CORPS (A., *v.o.*), Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h

MODERATO CANTABILE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

MEAN STREET (A. v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

PERFORMANCE (A. v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

LA PISCINE (Fr.), Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 18 h.

LE PRÉ (It., v.o.), Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 20 h.

LE TROISIÈME HOMME (A., v.o.), Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.

LES YEUX DE LAURA MARS (A., *, v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 22 h 15.

RADIO-TÉLÉVISION

À voir

PAUVRE ELDORADO

Combien sont-ils à se faufiler, à entrer clandestinement en France chaque année ? Quinze mille, vingt mille ?... Des Algériens, des Marocains, des Turcs, des Malais, des Somaliens... Toute une population venue d'ailleurs, venue de loin, au prix des pires difficultés, dans l'espoir de trouver ici un asile, un gagne-pain, l'Eldorado des crève-la-faim. Pour la plupart, le bout du voyage, c'est à deux pas de la gare, à Paris, Lyon ou Marseille, l'îlot-butoir, l'îlot-refuge, le ghetto où ils viendront rejoindre, entre les murs suintants des marchands de sommeil, dans les bouis-bouis enfumés de la nostalgie, tous ceux qui n'ont pu bénéficier des mesures exceptionnelles de régularisation prises en janvier dernier pour éponger le trop-plein des sans-papiers.

Et qui sont restés là, néanmoins, attentifs à ne pas se laisser prendre, à éviter le métro aux heures de pointe, les beaux quartiers, les contrôles d'identité, livrés à la désinvolte cupidité d'employeurs véreux et à la grogne des Français exaspérés par la montée du chômage et de l'inflation. Ce qu'ils ignorent, les Français, et ce que nous explique mercredi sur TF 1 l'excellente enquête de Jean-Pierre Moscardo sur « Les filières de l'immigration clandestine », c'est que, dans le Midi, sans l'aide de ce travail non déclaré, de ce travail au noir, de ce travail précaire, jamais nos petits exploitants agricoles n'arriveraient à s'en tirer.

C'est toute l'ambiguïté d'une situation apparemment sans issue – avec la meilleure volonté du monde on ne peut pas aligner nos gendarmes tout le long des frontières, – une situation dont profitent, comment pourrait-il en être autrement, une cohorte de rabatteurs, de passeurs, d'intermédiaires. Vous les verrez racoler jusque sur les quais du port de Gênes, à l'affût des « cargaisons de bois d'ébène » qu'ils se font fort d'acheminer via Vintimille ou Menton par des sentiers de montagne. Non sans risques : deux Tunisiens ne se sont-ils pas tués il y a trois ou quatre mois au « Pas de la Mort » ?

Marchand d'esclaves ? Allons donc ! El Gringo, le richissime parrain de cette véritable Maffia, rencontré à Barcelone, se permet de rigoler. Il a très nettement l'impression de voler au secours des affamés du tiers-monde, à qui il s'empresse d'extorquer une somme rondelette, histoire de rentrer dans ses frais : les 750 F par « tête de bétail » qu'il verse à la police française pour qu'elle ferme les yeux. Hallucinant, non ? Mais voici mieux : un employé de la préfecture de la Moselle nous avouera froidement avoir touché un joli paquet en échange de faux papiers destinés à des Turcs venus d'Allemagne.

Ce pauvre troupeau tondu, roulé, refoulé et pourtant résolu à gagner coûte que coûte la patrie des droits de l'homme en sera hélas pour sa peine. Nous ne sommes pourtant pas des animaux, s'exclamera un ouvrier tailleur maghrébin, payé à la pièce, pas à l'heure, qui, depuis six semaines, n'a pas osé sortir de son trou... même pas pour [illegible] bain ! On le sait bien, mais que faire ?

CLAUDE SARRAUTE.

* Mercredis de l'information, le 23 juin, TF 1, 20 h 35.

Mardi 22 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 D'accord, pas d'accord. (I.N.C.).

20 h 40 Dessin animé : Popeye.

20 h 50 Sport : Football.
Coupe du monde : U.R.S.S.-Écosse, en direct de Malaga.

22 h 50 *Court métrage* : Les transports du futur.
Série de G. Combet et S. Valéry. « Les vaisseaux de l'azur ».
L'accident du Hindenburg en 1937, un sabotage contre la firme Zeppelin qui mit un terme à l'utilisation du dirigeable comme moyen de transport.

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 30 D'accord, pas d'accord. (I.N.C.).

20 h 40 Cinéma : « Docteur Jerry et Mister Love ».
Film américain de J. Lewis (1963), avec J. Lewis, S. Stevens, Del Moore, K. Freeman, H. Morris, (Rediffusion).
Un professeur de chimie très intelligent mais affreusement laid, maladroit et timide, fabrique un breuvage grâce auquel il se transforme en chanteur bellâtre et sûr de lui. Il espère ainsi plaire à l'une de ses étudiantes.
Version parodique de Docteur Jekyll et Mr Hyde *de Stevenson. En reprenant à son compte, pour l'inverser, le thème de la transformation physique, Jerry Lewis a réalisé un film très drôle, qui ouvre aussi une réflexion morale.*

22 h 30 Mardi cinéma.

23 h 15 Journal.

23 h 30 Sports : Football.
Coupe du monde : Belgique-Hongrie, en différé.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 30 Cinéma : « la Victoire en chantant ».
Film français de J.-J. Annaud (1976), avec J. Carmet, J. Spiesser, J. Dufilho, C. Rouvel, D. Doll, M. Barrier, P. Berling, J. Monnet, D. Schidor.
En janvier 1915, les ressortissants français d'un petit comptoir d'Afrique noire apprennent le conflit qui ravage l'Europe. Ils décident de s'emparer d'un poste gardé par trois soldats allemands avec lesquels ils vivaient, jusque-là, en bon voisinage. Satire de la bêtise, du patriotisme ostentatoire, de la tentation du pouvoir totalitaire, du colonialisme et du racisme. Une bouffonnerie qui tourne au drame absurde. Ce premier film de Jean-Jacques Annaud fut un échec à sa sortie mais prit, par la suite, une revanche grâce à l'Oscar du meilleur film étranger 1977 qui lui fut attribué aux États-Unis.

22 h 5 Mémoires de France.
Une émission de Pascal Ory.
1907 : les viticulteurs ruinés par le phylloxera se révoltent contre le pouvoir central. Le témoignage du dernier survivant et des photographies permettant d'illustrer cet épisode des luttes sociales viticoles.

23 h Journal.

23 h 30 Prélude à la nuit.
Musique ancienne au château.

FRANCE-CULTURE

20 h, Dialogues : La société civile, nouvelles libertés ou ultime aliénation, avec H. Lefebvre et M. Glouscard.

21 h 15, Musiques de notre temps : Être compositeur à Clermont-Ferrand. Daniel Meier et ses choix.

22 h 30, Nuits magnétiques : L'agression.

FRANCE-MUSIQUE

20 h, [illegible] John McCormack, Chœurs de Mascagni, Donizetti, [illegible] R. Strauss, Purcell...

20 h 30, Concert (en direct de la salle Pleyel à Paris) : « Ma mère l'Oye », de Ravel ; « Concerto n° 1 pour piano et orchestre », de Ravel ; « Six épigraphes antiques » ; « La mer : trois esquisses symphoniques », de Debussy, par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France. Dir. A. Jordan. Piano : J.-P. Collard.

22 h 30, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit : œuvres de Janacek, R. Strauss, Liszt ; 23 h 35, Jazz-Club.

Mercredi 23 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 5 *Feuilleton* : *La vérité tient à un fil.*

12 h 30 Les visiteurs du jour.

13 h Journal.

13 h 40 Un métier pour demain.
L'animation socio-culturelle.

13 h 55 Mer-cre-dis-moi-tout.

17 h 5 Sport : Football.
Coupe du monde : Italie-Cameroun, en direct de Vigo.

19 h 5 A la une.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 45 Vous pouvez compter sur nous.

19 h 50 Tirage de la Loterie.

20 h Journal.

20 h 30 Tirage du Loto.

20 h 35 Les mercredis de l'information.
J.-P. Moscardo, F. Laurent et G. Bernard.
A la suite de la mort en février dernier de deux Tunisiens qui tentaient de franchir clandestinement la frontière franco-italienne, une enquête sur l'immigration en France et en Italie.

21 h 35 Magazine : Les vaches sacrées.
de F. Giroud.
Baudelaire.
Après Hugo, Diderot, Proust, un portrait du premier poète moderne, précurseur de Rimbaud et des surréalistes.

22 h 40 Document I.N.A. : La leçon de musique.
Une émission de M. Clary.
Réal. : B. Sobel.
L'évolution du travail musical sur la Fugue en la mineur BWV 1001 *de Bach en compagnie du guitariste et luthiste Julian Bream et la guitariste anglaise Cheryl Grice.*

23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.

12 h 5 Passez donc me voir.

12 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui flanche.

12 h 45 Journal.

13 h 35 Stade 2 midi.

13 h 45 Série : La vie des autres.

14 h Terre des bêtes.

14 h 50 Dessins animés.
Mia-Mia O ; Wattoo-Wattoo ; Goldorak.

15 h 30 Récré A 2.
Doggy dog ; Maton ; Casper ; Lippy le lion ; Bouquin-Bouquine ; La panthère rose ; Zeltron ; Candy.

JOANNA WYATT
et DOROTHÉE
DANS RÉCRE-A2

17 h 25 Les carnets de l'aventure.
Les fous de la vallée, réal. G. Morel.

18 h Platine 45.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 45 Spécial Coupe du monde.

20 h Journal.

20 h 35 Jeu : Des chiffres et des lettres.

20 h 55 Sports : football.
Coupe du monde : Argentine-Salvador, en direct d'Alicante.

22 h 50 Concert Stravinsky.
Par le Nouvel Orchestre de Radio-France, dir. G. Amy.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

15 h En direct de l'Assemblée nationale.
Questions au gouvernement.

18 h 30 Pour les jeunes.
Le tour du monde en quarante-deux jours.

18 h 55 Tribune libre.
Espace pour demain.

19 h 10 Journal.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 55 Dessin animé.
Il était une fois l'homme.

20 h Les jeux.

20 h 30 *Cinéma 16* : « Au bout du compte ».
Un téléfilm de G. Chouchan.
Avec M. Garrel, R. Rochette, P. Defrance, etc. (Rediff.).
Bernard Kerbriant, directeur général d'une usine métallurgique à Lille, apprend qu'on n'a plus besoin de ses services. Il est confronté aux dures réalités du chômage. A voir.

22 h 25 Journal.

22 h 55 Prélude à la nuit.
Musique ancienne au château.

FRANCE-CULTURE

14 h 5, Un livre, des voix : « L'innocent », de Jean Cau.

14 h 47, L'école des parents et des éducateurs : vieillir.

15 h 2, Le monde au singulier : l'actualité selon l'écrivain J.-P. Chabrol.

15 h 45, Archimedia : les satellites de communication.

16 h 45, Contact.

17 h, Rose libre.

17 h 32, Semaines de musique contemporaine à Rome : *Xénakis*, Decoust.

18 h 30, Feuilleton : « La cinquième planète », d'après F. et G. Hoyle.

19 h 25, Jazz à l'ancienne.

19 h 30, La science en marche : L'étrange histoire des quanta, avec M. Paty (maître de recherche au C.N.R.S.)

20 h, La musique et les hommes : Liszt ou les ténèbres de la gloire (récital du pianiste Kun Woo Paik au Théâtre du Ranelagh.)

22 h 30, Nuits magnétiques : L'agression.

FRANCE-MUSIQUE

14 h, (en direct de Radio-Vatican) : œuvres de Ancina, Animuccia, Cavalieri, Carissimi, Krel, *Haendel*, Rossi, J.-S. Bach, Vitalini.

17 h 2, *Les intégrales* : œuvres de Roussel.

18 h 30, Studio-Concert (en direct du Studio 106) : œuvres de Cage, Janacek, Liszt.

19 h 38, Jazz.

20 h, Les chants de la terre.

21 h, Concert (en direct de la Villa Médicis à Rome). Récital de clavecin Scott Ross.

23 h 15, La nuit sur France-Musique : le club des archives ; œuvres de Mozart, Beethoven.

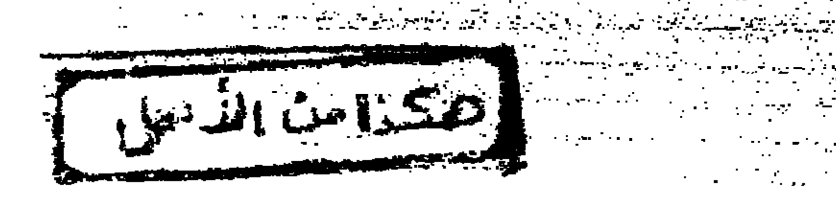
TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 23 JUIN

– *M. Jacques Chérèque*, secrétaire adjoint de la C.F.D.T., est reçu à l'émission « Plaidoyer » sur R.M.C., à 8 h 30.

– *M. Louis Mermaz*, président de l'Assemblée nationale, est l'invité de l'émission « Face au public » sur France Inter, à 19 h 15.






هكذا من الأصل



ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

Director of European Operations
Sales & Service



"An outstanding challenge for an exceptional individual to help shape the future of our company"

Substantial benefits package

With a *turnover in excess of £40m. (over half to* Europe) and growing, Crosfield Electronics leads the field in most *European markets. Our products include a wide* range of sophisticated computer based equipment for *use by both end users and OEMs. We are part of a major* British group and conduct our European operations *through a well established sales and service support* function, employing over 200 specialist engineers, *located in seven countries, including the U.K.*

This is a key new appointment within our organisation. Reporting to the Divisional Director of Sales and Marketing, your prime accountability will be for the effective and profitable management and control of our European subsidiaries with a specific task to streamline the operational aspects of servicing, and seek out new areas for growth and development.

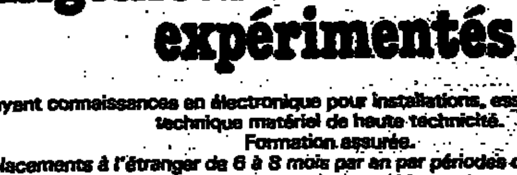
Ideally aged 35-45, you must have extensive sales/field support experience in a commercial results-orientated role, within a main-frame or mini-computer manufacturer involving Europe-wide responsibility. Technical or academic achievement, whilst important, will be less critical than your experience and personal characteristics. You must be a strong leader, able to motivate and have the proven capability to communicate effectively with Europeans. English is essential and a working knowledge of German, French and Italian is highly desirable.

We offer an excellent salary, negotiable according to your ability and experience and first class benefits, including a company car.

Please write with full personal and career details and recent photograph to Dr. Richard Brewer, Director and Personnel Controller, Crosfield Electronics Limited, 766 Holloway Road, London N19 3JG, England.



Crosfield Electronics
A De La Rue Company
Success in exporting Advanced Technology



OSCAR DE L'EXPORTATION 1980
Prix de la performance exceptionnelle
1er CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE SYSTEMES DE NAVIGATION INERTIELLE
2ème *CONSTRUCTEUR MONDIAL DE TERMINAUX TELEX*
recherche pour ses
CENTRES D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT
d'Argenteuil et de Pontoise

Ingénieurs et Techniciens expérimentés

ayant connaissances en électronique pour installations, essais et assistance technique matériel de haute technicité.
Formation assurée.
Déplacements à l'étranger de 6 à 8 mois par an par périodes de 4 à 12 semaines.
Anglais indispensable.

Technicien électricité automobile B.T. B.T.S.

intéressé par l'adaptation et l'expérimentation en clientèle de stations diagnostic pour automobiles. Déplacements fréquents.
Goût du contact. Connaissance de l'anglais appréciée. Expérience 5 à 10 ans.

Tous ces postes sont à pourvoir très rapidement.

Rejoignez une équipe performante en adressant votre C.V. sous réf. 110 à
SAGEM
Direction du Personnel et des Relations Sociales 6, Avenue d'Iéna
75783 PARIS Cedex 16

MEDIA PA

MPSI

recherche

un « NETWORK PLANNING MANAGER »
pour l'Europe

Le candidat, diplômé d'études supérieures (HEC/ESSEC ou similaire) aura travaillé pendant un minimum de 5 ans dans l'industrie pétrolière, aspect relations commerciales/vente, en France ou en Allemagne.

Français et/ou allemand. Anglais indispensable.

Après une période de formation intensive d'au moins six mois à notre siège aux Etats-Unis, le candidat sera basé de façon permanente en Angleterre.

Salaire fonction de l'expérience.

Prière d'envoyer C.V. détaillé au :

European General Manager
MPSI
85/87 Jermyn Street - Tél. : LONDON 8395402
London SW1Y 6JD
UNITED KINGDOM

LA RESTAURATION C'EST AUSSI UNE OUVERTURE SUR LE MONDE
250.000 F./an et +

Nous sommes une Société Française de restauration, *présente dans 14 pays et filiale d'un groupe international.*
Le développement et la réalisation de nouveaux contrats sur l'Arabie Saoudite nécessitent un renforcement des structures de notre division Catering. Notre Directeur est à la recherche d'un

Directeur de Région

qui prendra en charge la responsabilité des contrats existants.

Faire appliquer les cahiers des charges, suivre et respecter les budgets, contrôler la qualité des prestations et services, entretenir les relations commerciales et animer une structure seront entre autres *Vos objectifs.*

De plus, les négociations commerciales et le développement de votre région font partie intégrante de votre fonction.

Pour assumer cette **responsabilité globale**, nous souhaitons intégrer un collaborateur de formation supérieure... disposant d'une **première expérience internationale.**

Votre connaissance d'une activité proche du Catering ou d'une société de services sera votre atout.

L'anglais courant est par contre indispensable.

La rémunération proposée est **totalement exonérée d'impôts**, vous bénéficiez de plus, de **l'ensemble des avantages d'expatrié** (séjour en famille + logement + voiture + voyages + couverture sociale française...).

Votre contrat sera signé en France avec un **statut de détaché.**

Merci d'adresser rapidement votre dossier, photo pour un premier contact à Bernard JOUSLIN qui vous assure une totale discrétion.

NORAY CONSULTANTS
28, rue de l'Echiquier
75010 PARIS - Tél. 246.12.28

Réponse et discrétion assurées
Membre de la CSNCR

bleu

Entreprise de T.P.
recherche pour un important chantier maritime en

Arabie Saoudite

ACHETEUR

Responsable des approvisionnements en matériaux de construction, matériel T.P. et pièces de rechange.

Ce poste s'adresse à un candidat ayant une bonne expérience de la fonction sur un chantier T.P. et une bonne maîtrise de l'anglais.

Adresser lettre manuscrite C.V., photo et prétentions sous référence 3260 à notre conseil qui garantit réponse et discrétion.

Cabinet OPPERT
B.P. 4 - 69, Bd Mal Joffre
92340 BOURG-LA-REINE

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

IMPORTANT-SOCIÉTÉ
recherche pour poste
Afrique Noire francophone

CHEF D'ATELIER ÉLECTRIQUE

B.T.S. ou équivalent.

Expérience dans la fonction. Connaissance MT - BT. Bobinages et câblages.

Libre rapidement.

Adresser lettre manuscrite + *curriculum vitae* détaillé avec photo et prétentions à Cie FDT, 13, rue de Monceau, 75008 Paris

---

SOCIETE RECHERCHE POUR
AFRIQUE OUEST FRANCOPHONE

un chef service comptable et financier

35 ans minimum - DECS complet
5 ans expérience minimum

Expérience africaine appréciée.
Avantages habituels expatriation.

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 4573 à PIERRE LICHAU S.A.
B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02
qui transmettra

Pour la réalisation d'un important chantier de bâtiments industriels en
AFRIQUE DU NORD
une importante **ENTREPRISE GENERALE**
(Siège Social **LYON**) recherche un

Cadre administratif

de formation **DECS** *ou équivalent*
possédant une expérience des travaux d'administration et de gestion acquise, si possible, sur des chantiers à l'exportation.

Il aura la charge de la gestion du personnel local, la supervision de la paie, de la comptabilité générale en liaison avec l'expert comptable et des problèmes d'assurances.
Une bonne pratique de l'anglais est indispensable et des connaissances en langue arabe seraient un atout très apprécié.

Ecrire **CABINET GATIER**, sous réf. 440 M. 32 rue Barrême 69006 Lyon

Cabinet Gatier

média-system

Le Ministère de la Coopération et du Développement
recherche
POUR DES POSTES D'ASSISTANTS TECHNIQUES A POURVOIR DANS DES CENTRES INFORMATIQUES PUBLICS TRAITANT DES APPLICATIONS DE GESTION ADMINISTRATIVE

CONSEILLERS/ DIRECTEURS DES ÉTUDES
CHEFS DE PROJET
INGÉNIEURS-SYSTÈME
(en particulier MINI 6)
RESPONSABLES EXPLOITATION
(CII/HB)

Ces postes nécessitent quatre années d'expérience professionnelle minimum dans la fonction.

Il est exigé des candidats une aptitude à la formation continue d'homologues africains.

Lieu de travail :
AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

Contrat de deux ans *éventuellement renouvelable*, avec congés annuels de cinquante jours.
Voyage et logement assurés.

Adresser lettre man., photo et curriculum vitae sous nº 6322, « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris (9e), qui transmettra.

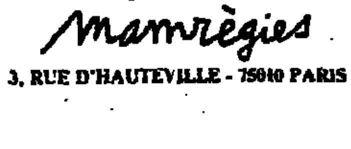
---

2 jeunes chefs des ventes
COTE D'IVOIRE

PRODUITS
DE GRANDE CONSOMMATION

« Vous avez une formation supérieure type ESCAE et une première expérience de la vente et de l'animation d'une équipe. Nous sommes un groupe bien implanté sur la Côte d'Ivoire. *Vous aurez à y développer nos ventes dans une région auprès d'un réseau de grossistes et des points de vente de détail.* Si vous réussissez dans ce premier poste, nous vous *offrirons* la possibilité de faire carrière en Afrique dans notre groupe. Postes à pourvoir immédiatement.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 6604-M à Mamrégies qui transmettra. »



3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS



recherche

techniciens électroniciens
DUT ou BTS

- Pour mise au point de traitement de données sur radars haute performance.
Formation et mise au point en usine, région Paris de 7 à 12 mois.
Déplacement à l'étranger 1 à 2 ans.
- Recettes et mises au point d'émetteurs radio de grande puissance en IRAK, à partir de septembre 1982 pendant une année; puis assistance technique en IRAK pendant 2 ans.
Formation préalable assurée région parisienne pendant 2 mois.

Adresser CV détaillé à ATM,
134 rue de Charenton 75012 Paris.

média-system



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

BANQUE RÉGIONALE, recherche

CHEFS DE GROUPE, dans le but d'animer sur le terrain :
- des chefs de bureau ;
- des chargés de clientèle.

Pour ces postes, il est demandé :
- *Une expérience de 5 ans minimum à la tête d'une agence bancaire* :
- Une formation supérieure couronnée par un diplôme ESCAP, Sciences Economiques, DUT.

CHEFS DE BUREAU

Il est demandé :
- Une expérience bancaire de quelques années dans l'exploitation ;
- Une formation supérieure : DUT, etc., ou bancaire: B.E.P. Banque.

ATTACHÉS COMMERCIAUX niveau E.S.C., DUT, etc.

Adresser curriculum vitae complet + photo et prétentions à
HAVAS PUBLICITÉ nº 8.003, B.P. 409,
29102 QUIMPER CEDEX, qui transmet.



Mettre en place la gestion de production

C'est un beau programme pour l'usine Francemail.

La société (300 p. — 120M de CA) est leader en France de son secteur d'activité, sur un créneau de marché en progression, (équipements sanitaires acier). Elle suit un plan de développement qui comporte une réorganisation de la production et des investissements importants. Dans ce contexte, elle souhaite mettre en place une gestion informatisée de la production.

L'homme de cette mission dépend directement du directeur d'usine, à qui il propose les programmes de production qu'il *élabore avec les services commerciaux et les ateliers. Il est* responsable des approvisionnements, de l'ordonnancement-lancement, de la gestion des stocks. Il utilise un IBM 34 avec écrans, choisit ses logiciels, les met en application et participe à la formation des utilisateurs.

Si vous avez déjà une première expérience dans ce domaine, créer ce service, est certainement pour vous une belle opportunité.

Le poste est à pourvoir à GUEUGNON (SAONE ET LOIRE)

Si vous souhaitez étudier davantage cette proposition nous vous remercions de nous adresser votre candidature sous réf. GB 621 M

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES



COFLEXIP S.A.

Leader mondial dans le domaine de la production et de la pose de *tubes flexibles pour* l'industrie du Pétrole OFF-SHORE

RECHERCHE

CHEF DE SERVICE ACHATS

- Ingénieur de formation Mécanique, titulaire d'un diplôme Grandes Écoles.
- Connaissances techniques affirmées en :
  - Mécanique,
  - Chaudronnerie,
  - Achat de produits métallurgiques.
- Notions d'Informatique.
- Plusieurs années d'expérience.

Respons. des achats, il rech. les fournisseurs *les mieux* adaptés, passe les marchés, organise et gère le service.

Adresser curriculum vitae, photo, prétentions à :
Société COFLEXIP S.A. - Service du personnel
rue Jean-Huré - B.P. 22 - 76580 LE TRAIT.

JOUETS berchet

Un des leaders français du jouet (CA 130 M de F dont 30% à l'exportation, 400 personnes) poursuit son développement et sa diversification en créant une unité de production électronique: Pour assurer le démarrage de cette unité qui devra être opérationnelle en 1983, nous recherchons :

un ingénieur électronicien responsable de production

Rattaché au Directeur d'Unité, il participera au recrutement et animera une équipe d'une quinzaine de personnes au départ comprenant des techniciens et du personnel de fabrication. Il sera responsable de la fabrication en quantité, qualité et délais de cartes et circuits électroniques comprenant des micro processeurs destinés à des produits grand public. Il assurera la maintenance, la sécurité et le développement de l'outil de production et maîtrisera l'industrialisation. Il participera à l'élaboration des plans et du budget du département. Ce poste intéresse un Ingénieur Electronicien, âgé de 30 ans minimum, possédant une expérience en Basic, programmation des machines tests, une connaissance des circuits intégrés *ainsi qu'une solide formation en dessin, hydraulique, pneumatique et automatisme*. Des notions dans le domaine de la transformation des plastiques seront appréciées. (Réf. 6580-M)

La pratique de l'anglais est indispensable. Il est prévu une période de formation-integration au sujet de la société dans l'AIN.

Merci d'adresser votre candidature sous référence correspondante à REALISE, 57 place de la République - 69002 Lyon qui nous assiste dans cette recherche.

SOGEN

SOCIÉTÉ DE MAINTENANCE ET D'INSTALLATIONS

recherche

DANS LE CADRE DU DEVELOPPEMENT DE SA

structure régionale de BORDEAUX

INGÉNIEUR DE VENTES

de matériels de distribution pétrolière, d'installations de stations-service, et de contrats de maintenance et de régie.

Il sera aussi chargé du développement de la vente, sur 9 départements, des produits liés aux économies d'énergie.

Le poste conviendrait à
UN VENDEUR CONFIRMÉ
AYANT DES CONNAISSANCES TECHNIQUES
ou à un *ingénieur électro-mécanicien ou équivalent*, possédant une première expérience de la vente de biens d'équipements.

- Fixe + commissions + voiture fournie.
- Réelles possibilités d'évolution.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
S O G E N, Direction du personnel
32, rue Victor-Hugo, 92800, PUTEAUX.



ressorts industrie

900 personnes, C.A. 400 MF

Filiale d'un très important groupe industriel français. RESSORTS INDUSTRIE cherche à renforcer ses services administratifs et financiers dans le cadre de la décentralisation du siège parisien sur l'usine de DOUAI. La société, qui exerce une part importante de son activité à l'exportation dans le monde entier, pratique des méthodes modernes de gestion et d'animation basées sur la délégation et la responsabilisation des collaborateurs. Les postes suivants sont *proposés à DOUAI* :

chef du service informatique

Il animera un service de 6 personnes réparties sur 2 usines, utilisera 2 IBM 34 et un HP 1000. Il saura vendre les services de l'informatique aux interlocuteurs de l'entreprise, *développer en particulier la gestion de production*, et proposer le plan d'évolution du matériel existant.

Nous recherchons pour ce poste un excellent praticien de l'informatique, âgé de 30 ans minimum, possédant une expérience de l'exploitation en entreprise industrielle, capable d'intervenir depuis l'expression du besoin jusqu'au traitement de l'information. (Réf. 6561-M)

chef du service comptabilité générale

Responsable de l'animation d'une équipe de 10 personnes, il prendra en charge l'établissement de la comptabilité générale, la gestion de la trésorerie et les relations courantes avec les banques et les administrations. Il assurera la clôture des comptes et l'établissement des déclarations fiscales.

Agé au moins de 30 ans, possédant au minimum le niveau DECS, le cadre que nous recherchons aura l'expérience de ce type de fonction dans une société industrielle (200 à 500 personnes). Il maîtrisera les questions liées à l'exportation (tous pays), à la gestion de trésorerie en valeur, et possédera de solides connaissances du nouveau plan comptable qu'il devra mettre en place. (Réf. 6562-M)

Pour toutes ces recherches nous vous demandons d'écrire à REALISE, 57, Place de la République 69002 Lyon en précisant le poste qui répond le mieux à vos motivations.

Les premiers contacts auront lieu sur Paris et sur Douai.



emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer) (et départements d'Outre Mer)

LE PARLEMENT EUROPÉEN

EP PE

organise un concours général pour le recrutement d'

interprètes

en langue française

pour son Secrétariat Général à Luxembourg.

☐ Formation universitaire sanctionnée par un diplôme ou expérience professionnelle garantissant un niveau équivalent ; ☐ *formation ou* expérience d'interprète de conférence ; ☐ parfaite maîtrise de la langue française et connaissance approfondie de la langue allemande et d'une des langues officielles de la Communauté européenne ci-après : danois, grec, italien ou néerlandais. La connaissance d'une quatrième et d'une cinquième langue officielle de la Communauté européenne est souhaitable ; ☐ être ressortissant d'un des Etats membres de la Communauté européenne.

AGE : 35 ans au maximum (être né après le 2 août 1946).

Le numéro du Journal Officiel mentionnant les conditions d'admission à ce concours, la nature des épreuves ainsi que les conditions d'engagement et de rémunération peut être obtenu en rappelant la référence **PE/76/LA** :

☐ soit au Bureau d'Information du Parlement européen, boulevard Saint-Germain 288, 75007 PARIS ;

☐ soit directement au Service de Recrutement au Parlement européen, B.P. 1601, LUXEMBOURG.

Les candidatures rédigées sur les formulaires contenus dans le Journal Officiel doivent être adressées au Service de Recrutement,
PARLEMENT EUROPÉEN,
B.P. 1601, LUXEMBOURG (G.D.),
au plus tard le 2 août 1982.

Recherchons pour Amérique Latine

JEUNE PHYTOPATHOLOGISTE

ayant également connaissance en bactériologie et spécialiste de défense des cultures pour recherches maladies dans cadre plantation industrielle.

Adr. C.V. avec réf. I.R.H.O.
11, square Pétrarque
75016 PARIS

Centre International de Recherches Médicales de Franceville (Gabon)

recherche

TECHNICIEN DOSAGES RADIO IMMUNOLOGIQUES

Dans le cadre de la recherche sur la fécondité humaine et des études de reproduction chez les primates.
Engagement 2 ans
poste immédiatement disponible.

Envoyer CV et prétentions à :
C.I.R.M.F., 28 Bd de Grenelle
75015 — PARIS.

Firme de Conseil internationale recherche pour diverses missions à court terme et à long terme :

Conseillers en politique industrielle pour pays en développement (+ de 50.000 $ U.S. par an) avec :
- Diplôme en économie, niveau licence avec préférence base en ingénierie.
- 5 ans d'expérience dans pays en développement et *5 ans dans l'industrie*.
- Au moins 2 ans d'expérience de conseiller en politique industrielle de haut niveau dans ministère ou institution nationale dans pays en développement.
- Capacity d'analyse des systèmes d'incitations au développement industriel : réglementation import/export, incitations aux investissements, fiscalité, promotion des P.M.E.

Envoyer C.V. chronologique détaillé à :
Mme Françoise PILLET,
Société FRIDA,
17, rue Georges-Bizet,
75116 PARIS.

Pour un important chantier en IRAK, le groupement
FOUGEROLLE SPIE BATIGNOLLES
recherche

UN INGENIEUR ELECTROMECANICIEN

adjoint au responsable des sous-traitants
(CONTRACTUAL MANAGER)

Rattaché au directeur des sous-traitants techniques, il supervisera l'activité des sous-traitants, y compris tests et réceptions de travaux, et assurera les contacts avec les représentants du client.

Diplômé d'une école d'ingénieurs (A.M., SUDRIA, VIOLET...) option électricité, il devra posséder une expérience de la gestion des contrats sur des marchés clés en main dans le domaine électromécanique.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Poste à pourvoir rapidement.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo récente, s/réf. FO 142/M à :

FOUGEROLLE
Service Recrutement
3 Avenue Morane Saulnier
78140 VÉLIZY VILLACOUBLAY

COOPÉRATION INDUSTRIELLE INTERNATIONALE

Cycle long de spécialisation de 8 mois à temps complet dont un stage pratique de 2 mois à l'étranger.
Du 11 octobre 1982 au 6 mai 1983.

Ingénieurs et Cadres.

INGÉNIEURS DE PROJET
RESPONSABLES DE FORMATION

Techniciens supérieurs

CHEFS DE CHANTIER (BTP)
RESPONSABLE MAINTENANCE

Stage rémunéré par l'État ou l'Assedic.
inscription avant le 10 septembre 1982.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LYON
CEPAG — 23, avenue Guy-Collongue,
69130 ECULLY — Tél. : (7) 833-52-12.

MARSEILLE

Une importante Société de Mécanique (550 personnes), filiale d'un Groupe Anglo-Saxon recherche pour son siège situé à Marseille, un

CHEF DE LA COMPTABILITE ET DU CONTROLE DE GESTION

Il lui sera confié la responsabilité des services comptables de la Société. *Le(la) candidat(e) devra posséder une excellente* formation comptable et fiscale pour :
- préparer les comptes mensuels de gestion;
- travailler sur budgets prévisionnels;
- effectuer les déclarations fiscales;
- gérer la trésorerie.

Anglais courant nécessaire. Diplômes supérieurs ou DECS nécessaires.

La préférence sera donnée à une personne possédant une expérience d'Audit d'au moins 4 ans dans un cabinet international *ou une expérience industrielle d'au moins 2 ans dans un poste* similaire.

Merci d'adresser C.V. détaillé, photo, s/réf.39554
CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.





Cii Honeywell Bull

recherche un

RESPONSABLE PRODUIT

pour assurer la promotion d'un ordinateur de moyenne puissance sur la région Sud-Est de la France. Ce cadre (H ou F) pourra faire état d'une *expérience commerciale* réussie en informatique. La connaissance de l'anglais est indispensable. Le poste basé à LYON, implique de nombreux déplacements, généralement de courte durée.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 277 M à Cii Honeywell Bull PCOG021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



DUNKERQUE

Nous employons 10 000 personnes. Nos équipements et notre technologie avancée nous placent aux premiers rangs de la sidérurgie européenne. Notre usine est située à Dunkerque, carrefour de l'Europe du Nord à la croisée des chemins de la Grande-Bretagne, de la Belgique, des Pays-Bas et de la Scandinavie. Votre famille y trouvera un environnement accueillant, d'intéressantes possibilités de scolarisation et une vie culturelle riche.

INGENIEUR THERMICIEN

Notre Service «ENERGIE» distribue et gère tous les fluides utilisés dans l'Usine : électricité, gaz de haut fourneau et de cockerie, gaz naturel, fuel, oxygène, air comprimé, vapeur, eau, etc...

Vos missions :
Avec l'aide d'une équipe de techniciens de haut niveau, vous devrez résoudre des problèmes complexes dans les domaines de la thermique, l'énergétique, la physique des fluides.
Vous aimez le calcul et vous avez d'excellentes connaissances en thermique acquises soit au cours de votre formation initiale, soit pendant une première expérience professionnelle.
Adresser dossier de candidature sous référence 42 M 006 à CPA, 69 rue de Monceau 75008 Paris.



MEMBRE DE SYNTEC

média-system



Premier chantier naval français, les Chantiers de l'Atlantique disposent à St-Nazaire d'installations ultra modernes qui leur permettent d'aborder les domaines les plus sophistiqués dans la construction des navires, des équipements offshore, des usines *et centrales sur barges.*

Les Chantiers de l'Atlantique font partie du Groupe ALSTHOM-ATLANTIQUE : 42000 personnes, 16 milliards de chiffre d'affaires.

RECHERCHE POUR SON CHANTIER NAVAL DE ST NAZAIRE (Résidence possible LA BAULE).

INGENIEUR
MECANIQUE ET THERMIQUE

Formation : ENSAM, INSA Lyon ou équivalent.

Débutant ou quelques années d'expérience.

MISSION : Ingénieur de Bureau d'Etudes.

INGENIEUR
GRANDE ECOLE : ENSTA, CENTRALE, MINES OU EQUIVALENT

Débutant ou quelques années d'expérience.

MISSION : *Ingénieur de Projets de navires.*

INGENIEUR
GENIE MECANIQUE

Formation : ENSAM, INSA *Lyon ou équivalent.*

10 à 15 ans d'expérience en production ou méthodes.

MISSION : Animateur d'Analyse de la Valeur.

Les candidats adresseront leurs C.V. à ALSTHOM-ATLANTIQUE - Constructions Navales - B.P. 400 44608 SAINT NAZAIRE.

En amont des techniques avancées, 2 jeunes ingénieurs de haute volée...

Prendre en charge le flux technologique et économique d'une «famille de produits» dans un grand ensemble industriel. *Travailler avec une équipe jeune, exigeante dont l'ambition est de porter toujours plus haut les performances de produits de plus en plus sophistiqués destinés aux industries de l'électronique et de l'électrotechnique notamment.*

Il serait souhaitable, qu'après votre sortie d'une Grande Ecole, vous ayiez effectué une première expérience en milieu industriel. Mais si vous êtes «tout neuf», nous mettrons les bouchées doubles pour vous permettre d'arriver rapidement au niveau voulu. Bien sûr, si vous êtes plutôt métallurgiste et que votre anglais est opérationnel ou rapidement *perfectible, ce sera plus facile.*

Après ? Tout est (presque) possible !

Ces postes sont à pourvoir dès maintenant. Résidence : ville préfecture - 2 heures Sud Paris.

imphy s.a.

GROUPE CREUSOT-LOIRE

Faites-vous connaitre rapidement à :
DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES 58160 IMPHY

PROXIMITE DE BOULOGNE SUR MER

Usine métallurgique revêtement en continu (effectif 150 pers), dépendant d'un important groupe français, recherche son

Adjoint Directeur usine

ELECTROMECANICIEN formation Grande Ecole de type AM...,

- **Age environ 30 ans, 5 ans d'expérience d'entretien en industrie lourde**
- **Relevant du Directeur de l'établissement, il aura à gérer et à assurer la maintenance des équipements d'une usine moderne, mettant en œuvre une technologie de pointe.**

Essentiellement responsable de l'étude et de la réalisation des TN, de la gestion des investissements, des automatisations, il devra s'attacher à faire évoluer l'organisation et les méthodes de travail avec un souci permanent d'amélioration de la productivité comme des conditions de travail.



Ecrire avec CV, photo et prétentions sous réf. 2821 M à D. DANGER - Département Recrutement CORT - 65, avenue Kléber - 75116 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

Dessein

Notre Direction Marketing recherche un

INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE
CENTRALE, IDN...

Étudier les comportements et attentes des consommateurs, à l'aide des techniques quantitatives et qualitatives les plus évoluées (analyse de données : typologie, scoring : recherche opérationnelle), c'est la vocation de la Division «**Études Marketing**».

La personne que nous recherchons sera formée à l'utilisation des outils quantitatifs et devra mener (en relation avec d'autres Directions : Informatique, Finances, Produits) des projets importants pour mettre en place des outils d'aide à la décision et optimiser nos investissements commerciaux.

Elle présentera elle-même le résultat de ses études et sera partie prenante aux décisions.

Nous confierons donc ces responsabilités à un ingénieur débutant ou ayant une première expérience, attiré par le Marketing quantitatif et soucieux de l'impact commercial de ses analyses (une formation complémentaire commerciale ou économique serait appréciée).

Le développement de la Société pourra lui permettre de s'orienter vers d'autres départements.

Merci d'adresser votre demande (lettre avec CV, photo et prétentions) sous réf. 82.46.24/LM à G. WOILLEZ - Direction des Affaires Sociales
57, rue de Blanchemaille - 59100 ROUBAIX.

La Redoute

HAVAS CONTACT

TEMAT GROUPE MATRA

PREMIER FABRICANT EUROPEEN DE TELEPHONES

Recherche pour son service Organisation et Conception de Système d'Information :

Chef de Projet Comptabilité Analytique et Contrôle de Gestion

Il sera chargé :

- *de concevoir avec l'utilisateur les traitements informatiques nécessaires à la fonction contrôle de gestion,*
- *de faire réaliser par le service Etudes les interfaces nécessaires avec les programmes existants de gestion* de production, de comptabilité et de paie,
- de mettre en place, puis de former le personnel de la Société à l'utilisation de «l'outil».

Au terme de cette mission, de deux années environ, ce poste évoluera vers une fonction opérationnelle dans une Société en plein développement.

Pour ce poste, une formation supérieure est demandée.
Elle sera complétée par une expérience d'informatisation très intégrée de l'entreprise et, si possible, un vécu opérationnel dans la fonction Contrôle de Gestion.

Lieu de Travail : **QUIMPER.**

Adresser CV, lettre manuscrite, *photo et rémunération souhaitée en indiquant la référence* **JD 128** à **TEMAT** Service du Personnel — 10, rue Jean Jaurès — 29 000 QUIMPER

JEUNE DIPLOMÉ

Notre Société ? Une des premières mutuelles d'assurances, 3 milliards de C.A., des investissements à l'échelon mondial dans tous les domaines de l'assurance. *Un cadre de vie exceptionnel, des bureaux dans un parc de 200 hectares de* verdure en province à 1 heure de Paris.

Ce que nous recherchons ? Un jeune diplômé INGENIEUR ou *DIPLOME ETUDES SUPERIEURES SCIENTIFIQUES ou E.S.C....*, débutant ou ayant 2 à 3 années d'expérience.

Ce que nous proposons ? Une FORMATION à l'informatique et à la gestion : *l'étude, la conception et la mise en place de nouvelles applications de* **GESTION INFORMATIQUE** en liaison directe avec les utilisateurs.

Envoyez C.V. + lettre manuscrite + photo à :

mutuelles unies



Madame S. MAUHOURAT
MUTUELLES UNIES
3037 X
76029 ROUEN Cédex.



TROYES

recherche

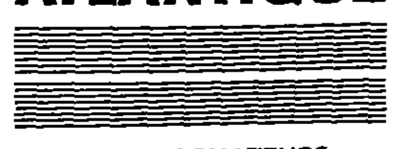
ADJOINT ADMINISTRATIF EXPORT

Vous possédez une LICENCE EN DROIT, la parfaite maîtrise de l'anglais et une bonne expérience *dans le domaine des assurances liées à l'exportation,* y compris COFACE, de la gestion de contrats clients et sous-traitants, de l'établissement et du suivi des dossiers financiers...

Vous êtes libre rapidement et appréciez une rémunération importante.

Si ce poste, basé à Troyes, vous intéresse, veuillez adresser votre C.V. avec prétentions et lettre manuscrite sous référence 7070 M à :

ALINEA - 49, Avenue Trudaine - 75009 PARIS qui transmettra



TRANSFORMATEURS DE DISTRIBUTION
TRANSUNEL - FOURCHAMBAULT

CHEF DE SECTION COMPTABILITE GENERALE ET INDUSTRIELLE

LE POSTE :
Service Comptabilité Gestion.
Rattachement au chef de service gestion.
Supervision de 4 personnes.
Le poste exige de bons contacts avec les différents secteurs de *l'établissement (services et ateliers).*
Les possibilités de promotion dans le département et dans le Groupe sont importantes.

FORMATION SOUHAITEE :
BTS, DUT, DECS.

EXPERIENCE SOUHAITEE :
3 à 4 ans en comptabiltié industrielle.

SALAIRE : Suivant expérience.

Toute candidature, accompagnée d'un C.V. sera à envoyer à ALSTHOM ATLANTIQUE FOURCHAMBAULT - Dept. TRANSUNEL - Service du Personnel, 58600 Fourchambault.

EN AQUITAINE, sur la **COTE ATLANTIQUE.** Trois Sociétés du **TERTIAIRE** se groupent pour constituer un GIE. Ce dernier aura pour mission de coordonner et *unifier les services* ADMINISTRATIF, FINANCIER et COMPTABLE.
Elle souhaite mettre à sa tête un

responsable administratif et comptable

Agé de 28 ans minimum, ce collaborateur aura une formation du type **SUP de CO + DECS** *ou équivalent. Il aura une expérience semblable de 3 ou 4 ans dans une entre*prise. Nous voulons un généraliste capable d'analyser, de contrôler et de proposer *des solutions aux problèmes posés, aidé par une petite équipe qu'il animera avec* compétence. Méticuleux, il aura un esprit ouvert, sera diplomate et disponible. Il éta*blira les budgets, suivra la trésorerie et contrôlera les factures clients-fournisseurs.* Tableaux de bord, payes, relations avec les banques seront de son ressort ainsi que *la mise en place d'une comptabilité analytique et la préparation des bilans des trois* partenaires. Ce poste est appelé à un bel avenir. Il est à pourvoir dans les délais les meilleurs.
Louis de MARCILLAC notre Conseil en Recrutement, vous remercie de lui adresser C.V. détaillé avec photo sous référence 1172 M à *BORDEAUX*



LDMCONSULTANTS

Bordeaux : 91, av. du Général Leclerc - 33200
***Paris* : 91, rue du Faubourg St-Honoré - 75008**

THOMSON-CSF

DIVISION EQUIPEMENTS AVIONIQUES

Centre de BORDEAUX-PESSAC

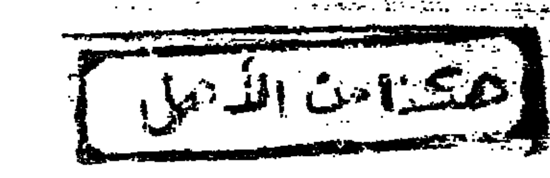
INGENIEURS ELECTRONICIENS
GRANDES ECOLES

DEBUTANTS OU COURTE EXPERIENCE (2 ANS).

Pour participer au DEVELOPPEMENT DE SYSTEMES AVIONIQUES dans le domaine des HYPERFREQUENCES ***ET DES RADARS AEROPORTES.***

***Pour ces postes,* il est offert :**
- une formation à des techniques évoluées
- des conditions de travail particulièrement favorables dans une unité en plein développement.

Adresser C.V. avec photo et prétentions au
Service du Personnel - B.P. 94 - 33607 PESSAC.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



REXROTH-SIGMA LYON

Filiale de la 1re société européenne d'hydraulique.

Jeune ingénieur assistant du patron des études et recherches

La Société conçoit et réalise des installations hydrauliques complexes et des composants hydromécaniques.

Vous serez l'assistant du responsable des Etudes et Recherches des composants (20 personnes). Vos missions seront dominées par la recherche de nouvelles solutions utilisant votre aptitude à fédérer des compétences internes et externes. Vous aurez à maîtriser et à mettre en œuvre des techniques aussi variées que l'électronique, l'électromagnétisme et l'hydraulique, domaine dans lequel nous vous apporterons une formation poussée. Vous commencerez par vous familiariser avec les recherches en cours en travaillant quelques temps sur les bancs d'essai.

Profil idéal : Ingénieur ECP-ECL, AM ou INSA / 5 ans environ d'expérience en BE de construction mécanique / pratique du calcul par informatique / maîtrise de l'anglais et notions d'allemand. C'est peut-être beaucoup demander mais nécessaire à l'évolution de carrière qui pourra vous être proposée.

SCHNEIDER RECRUTEMENT

Merci d'envoyer votre CV avec rémunération actuelle et souhaitée, sous référence CN M à Gérard SCHNEIDER, 55 montée de Choulans 69323 Lyon Cédex 1..

USINE METALLURGIQUE
DE TECHNOLOGIE AVANCEE
DANS SA SPECIALITE
200 KM EST PARIS, recherche

RESPONSABLE COMMERCIAL

de plusieurs lignes de marché.

Le candidat aura :

– soit une formation technique dans le secteur de la métallurgie ou de la transformation des métaux et l'habitude de la négociation commerciale (comme acheteur ou comme vendeur)
– soit une formation commerciale supérieure et l'expérience de la négociation de pièces sur devis.

Adresser CV et prét. sous réf. CC/110 à

PROFILS
Immeuble Périsud
5, rue Louis Lejeune
92128 MONTROUGE

PROFILS

COFAP



ARDENNES (08) 2H30 Nord-Est Paris.

DIRECTEUR COMMERCIAL

250 000 Frs +

40 ans min. de formation, supérieure commerciale (HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent) votre expérience de plusieurs années à la **Direction des Ventes** dans une importante société ou de **Directeur Commercial d'une P.M.E** et ce, dans des produits grand public, vous a permis d'acquérir une compétence de manager et en particulier une **connaissance approfondie des systèmes de distribution** en France et à l'étranger.

Nous vous offrons de vous intégrer dans une équipe dont les hommes sont *à l'image de l'entreprise : compétents, ambitieux, exigeants*, ils se sont identifiés à son développement et leur force réside dans leur esprit marketing réaliste et adpaté au couple produit-marché.

Membre du Comité de Direction, vous serez notre **Directeur Commercial**, responsable du développement de notre C.A. 130 Millions de Frs et de votre centre de profit.

Merci de bien vouloir adresser votre C.V. manuscrit détaillé avec photo et salaire actuel à notre Conseil qui vous garantit confidentialité et qui vous communiquera un profil détaillé du poste référencé 4265

8, rue de la Tirelire 51054 REIMS CEDEX.
58, avenue de Wagram 75017 PARIS.

CSNCR

MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication

reg carrières

Chef du personnel et des relations sociales

240.000 F+ - Nord

Titulaire d'un diplôme d'études supérieures, vous avez une expérience confirmée de 8 à 10 ans de la fonction personnel en milieu industriel et vous souhaitez évoluer.

Important groupe industriel français, nous recherchons le **Chef du Personnel** de l'une de nos principales usines, employant 1800 personnes dans une **ville universitaire du Nord**, rattaché au Directeur de l'usine et en liaison fonctionnelle avec le Directeur du Personnel et des Relations Sociales de la société, vous participerez à la définition de la politique sociale et veillerez à son application au niveau de l'établissement.

Vous serez responsable de la gestion, de l'administration et de la formation du personnel.

Vous assisterez le Directeur de l'usine dans les relations avec les représentants du personnel et des syndicats.

Vous dirigerez le service du personnel (45 personnes) et les services généraux de l'établissement (45 personnes).

Ecrire sous référence HS 565 AM.

4, rue Massenet 75016 Paris

etap

Chef unités de production

recherché par FRANCIADE
Coopérative agriculteurs Loir et Cher
C.A. 11,2 milliards - 700 personnes

Rattaché au Directeur général, ce sera un INGENIEUR **(A.M. ou équivalent)**, qui aura une bonne expérience de ***production dans l'industrie.***

Connaissance et expérience en agro-alimentaire non indispensables, mais appréciées.

Déchargé des responsabilités commerciales, il aura pour mission de diriger trois usines : ALIMENTS BETAIL, ENGRAIS, SEMENCES.

Il devra :

- encadrer tout le personnel.
- établir les programmes de fabrication en liaison avec les *services commerciaux.*
- améliorer les productivités et coûts de fabrication.
- assumer maintenance et investissement.
- orienter recherche et développement.

Rémunération fonction de l'expérience offerte - Logement de fonction possible. Lieu de travail : BLOIS.

Adresser C.V. + photo + prétentions, sous réf. *641* à M. O'DELANT - CAPFOR - B.P. 846 - 44020 NANTES CEDEX.

CAPFOR

NANTES - PARIS - LYON - BREST - QUIMPER - MONTLUÇON - NIORT

MEDIA P4

Diriger et dynamiser un centre de formation afpa

L'Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes recherche des Directeurs pour ses Centres.

Après une formation très complète de plusieurs mois ils s'appliqueront, par leur action tant interne qu'externe à leur donner une impulsion nouvelle.

A la fois animateurs d'hommes et gestionnaires de moyens, ils s'attacheront à améliorer les performances de l'appareil de formation en place afin d'en optimiser les résultats.

Dans un souci constant de développement, ils devront être attentifs aux besoins et aux opportunités de leur région, les déceler à temps pour s'ouvrir de nouveaux marchés.

Une formation supérieure et une solide expérience de l'encadrement technique et humain en milieu industriel sont indispensables pour mener à bien cette tâche.

Les postes a pourvoir seront vraisemblablement situés dans la moitie Nord de la France ; la liste en sera connue au mois d'octobre.

La sélection se déroulera pendant la première quinzaine de juillet, l'engagement à l'A.F.P.A est prévu pour le mois de novembre.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum-vitae détaillé sont à *adresser à Madame RICHARD, Service Gestion du Personnel* - A.F.P.A. - 13, place de Villiers - 93108 MONTREUIL.

Chef de groupe d'études

La division Instrumentation Générale est spécialisée dans la conception et la réalisation d'appareils de mesures électroniques de haute technicité.

Ce poste, basé à SAINT-ÉTIENNE, s'adresse à un :

Ingénieur électronicien

de formation ESE, ENSERG, ISEP, ISEN ou équivalent. Le candidat devra justifier de 3/5 ans dans la conduite de projets d'études.

Directement associé à toutes les responsabilités d'études, il assurera le développement d'instruments de mesures mettant en *œuvre des techniques ayant trait aux microprocesseurs*, à la micro-informatique et aux circuits analogiques.

Adresser dossier de candidature complet, sous la référence S 153, au Service du Personnel, 5 rue Daguerre 42030 Saint-Étienne Cedex.

ENERTEC
Schlumberger

Valeo

GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
DE DIMENSION INTERNATIONALE

PARTENAIRE DES CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES FRANCAIS

27 000 Personnes – 6,9 Millards de C.A.

JEUNE CADRE

de préférence débutant

Diplômé Grande Ecole de Commerce (ESCP, ESSEC, . . . ou CELSA).

Nous vous proposons de prendre la responsabilité de l'ensemble de la **fonction formation** d'une usine de 1 800 personnes située à Amiens (80). Vous serez chargé d'animer une équipe de 4 personnes pour l'élaboration du plan de formation, le suivi des actions, l'organisation de formations internes, l'école d'apprentissage, les liaisons avec les écoles, . . . Par ailleurs vous prendrez progressivement en charge la fonction communication interne au sein de l'établissement.

Dans le cadre de notre gestion des Ingénieurs & Cadres, *notre politique de promotion interne vous ouvre de* larges possibilités de carrières diversifiées dans le Groupe.

Adresser CV, prétentions et photographie en indiquant la référence 46186 à VALEO
Service Recrutement
43, rue Bayen – 75017 PARIS

MATRA



Le Centre d'intégration de la **SELLES–SAINT–DENIS** (en Sologne, à *70 km d'Orléans) où sont montés et testés des équipements aéro*nautiques, est dans son domaine l'un des plus modernes d'Europe.

Ses effectifs doivent atteindre 150 personnes en 82.

Dans le cadre d'une organisation informatique qui se décentralise, nous créons un poste de

Responsable Informatique

En liaison avec la Direction Informatique Centrale de la Branche, équipée d'une IBM 43 XX, il participe avec le Directeur du Centre, à l'organisation et à la mise en place de l'ensemble des systèmes informatiques du Centre.

Sa mission principale sera d'assurer l'exploitation et la gestion du Service Informatique.

Il sera, par ailleurs, amené à réaliser des applications de gestion propres aux activités du Centre.

*Ce poste s'adresse à un ingénieur de formation ayant une 1ère expé*rience en informatique de gestion et des qualités personnelles d'organisation et d'autonomie.

Adresser C.V., rémunération souhaitée et photo *sous* N° **SL 945** *au Service du Recrutement des* Ingénieurs et Cadres – B.P. N° 1 – 78146 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

THOMSON-CSF TELEPHONE

recherche pour son unité (environ 800 personnes) située près de DIEPPE (à 2H de Paris)

INGENIEUR ELECTRONICIEN

GRANDE ECOLE

5 années d'expérience pour responsabilité process de fabrication *en grandes séries postes et annuaires électroniques.*

Connaissances en Automatisme et Robotique souhaitées.

INGENIEUR ELECTRONICIEN

POUR EXPLOITATION
DE TEST AUTOMATIQUE GR 22/70

Expérience souhaitée en matériel électronique analogique et digital et en logiciel pour mini-système.

INGENIEUR ELECTRONICIEN

POUR SERVICE ACHATS

ayant une très bonne connaissance des composants électroniques.

Adresser CV et prétentions au Chef du Personnel, 12, rue d'Arques 76510 SAINT NICOLAS D'ALIERMOND.

VOUS avez 30 ans au moins
VOUS avez le niveau D.E.C.S.
VOUS avez une expérience de gestion comptable et fiscale des petites entreprises.

VOUS aimez les contacts et les déplacements.

NOUS sommes une importante société de gestion et NOUS VOUS recherchons pour une mission d'assistance et de formation.

Nombreux déplacements de courte durée à prévoir.

soit dans le SUD-OUEST (base en Lot-et-Garonne), soit dans le SUD-EST (base dans le Var).

Rémunération annuelle après titularisation : 102 400 + frais.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo s/N° 229022 M. RÉGIE-PRESSE 85, bis rue Réaumur, Paris-2e.

(Discrétion et réponse assurées).

VOUS ÊTES UN JEUNE COMPTABLE ET VOUS VOUDRIEZ TRAVAILLER A SAINT-GAUDENS

(Haute-Garonne)

C'est ce que proposent les ateliers Mécaniques de Saint-Gaudens, filiale de la Compagnie Générale de Géophysique, à un jeune comptable dynamique et possédant B.T.S. ou D.U.T. comptabilité. D.E.C.S. et notions informat. souhaités.

Les candidats résidant région parisienne seront reçus sur rendez-vous le 29 juin à Massy. Tél. : 920-84-08 poste 2003.

Pour les candidats résidant en province, adressez C.V., et photo et prétentions à A.M.G. B.P. 69 – 31800 SAINT-GAUDENS.

LA SOCIÉTÉ DES AUTOROUTES PARIS-RHIN-RHONE

recherche
pour sa Direction de l'Exploitation de DIJON

UN RESPONSABLE ÉTUDES ET DÉVELOPPEMENT DES MOYENS D'EXPLOITATION SÉCURITÉ-TRAFIC

MISSIONS PRINCIPALES :

Etudes et développement du point de vue *fonctionnel de systèmes et de moyens permettant* une gestion du trafic et une coordination des interventions qui minimisent les délais de réaction face à des événements exceptionnels ou imprévus, notamment par une amélioration du recueil, de l'analyse et de la transmission de l'information sur les conditions de circulation.

(Analyseur de trafic, détecteurs de brouillard ou de verglas, panneaux à messages variables télécommandés, agencement des moyens de transmissions, agencement des P.C. de surveillance, plan de secours « informatisé », diffusion d'information automatique ou assistée...)

PROFIL SOUHAITÉ :

Niveau de formation : Enseignement supérieur, ingénieur ou équivalent.
– Bonnes connaissances mathématiques indispensables.
– Connaissances en télécommunication et en informatique souhaitables

Qualités particulières :
Sens de l'organisation ; *Intérêt pour les techniques nouvelles ; Goût de l'étude.*

Expérience :
Connaissance des problèmes de circulation routière ou autoroutière appréciée.

Statut cadre.
Rémunération annuelle 130.000 F et plus selon compétence.

Adresser C.V. à Société des Autoroutes PARIS-RHIN-RHONE
Service Relations Humaines - B.P. 32 - 21019 DIJON GRÉSILLES



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Chef d'entreprise avant 30 ans

COLAS

INGENIEURS DÉBUTANTS
Ponts - Mines - Centrale - E.S.T.P - A et M...

Notre position au premier rang du B.T.P et la large décentralisation de notre structure d'exploitation, nous permettent de vous offrir un avenir d'entrepreneur au sein de notre Groupe. Après une solide formation sur le terrain, nous *vous proposons de prendre* l'entière responsabilité (commerciale, technique, humaine, administrative) de la gestion *d'une unité d'exploitation* en France ou à l'étranger selon votre choix (nous avons 100 Centres ou Agences de Travaux en métropole et sommes implantés dans 42 pays.)

- 80 % des ingénieurs que nous recrutons sont débutants et choisissent pour la plupart de faire *carrière* chez nous. *C'est pourquoi, l'intégration*, la formation, nous savons ce que cela veut dire.

- La décentralisation de notre Groupe en fait une fédération d'entreprises à taille humaine où les hommes se connaissent. Votre place chez *nous*, vous la trouverez au sein d'une équipe de travail constituée et solide.

- Chaque Centre ou Agence s'intègre à son environnement physique, économique et humain: participer à la vie d'une région, être en prise directe avec ses habitants, c'est une autre satisfaction qu'apporte notre métier.

Ces principes qui font notre spécificité valent pour la France comme pour *l'étranger*, où vous pouvez partir en famille avec une couverture sociale complète et bien-sûr tous les avantages classiques.

Faisons le point : si vous vous reconnaissez *comme un homme* de terrain, d'action, de contact, et si vous êtes mobile géographiquement, *alors vous avez de bonnes raisons* de penser que vous réaliserez votre projet d'entrepreneur chez nous.

Nous saurons vous offrir les perspectives de carrière d'un Groupe international et la qualité d'un travail à dimension humaine.

Notre recrutement est permanent, vous pouvez nous contacter *quelle que soit* votre date de disponibilité. Transmettez votre dossier de candidature (lettre, C.V., et photo) au Service du Recrutement - 39, rue du Colisée 75008 PARIS.

nous parions sur votre esprit d'initiative

rscg carrières



Filiale d'un des premiers groupes français, nous fabriquons et commercialisons une gamme de produits destinés à la distribution d'eau. Nous recherchons notre

RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT

De formation supérieure technique ou commerciale, maîtrisant parfaitement l'anglais, il aura *acquis une première* expérience en milieu industriel.

Sa mission consistera, dans le cadre de la politique définie par le Directeur Commercial, à prospecter la clientèle en *France et à l'Étranger et à commercialiser* des produits d'une nouvelle *technicité*.

Poste en Région Lyonnaise.

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous référence 9978 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

THOMSON-CSF
Centre Electronique de Brest

Nous étudions et fabriquons des équipements de détection radar, au sol ou aéroportés, des matériels professionnels de transmission et de visualisation.

INGÉNIEURS PRODUCTION

Débutants ou 1re expérience

Au sein des méthodes de fabrication, nous créons 2 postes d'ingénieurs, *chargés d'étudier* les procédés nouveaux d'industrialisation dans les technologies

— de montage - câblage

— de circuits imprimés multi-couches

Jeunes ingénieurs *mécaniciens* ou électromécaniciens (A.M., I.N.S.A...) de formation, ils sont motivés par la fonction *de fabrication* et désireux de promouvoir les applications industrielles de l'informatique.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo + rémunération souhaitée) au Service du Personnel C.E.B., Route du Conquet 29283 BREST CEDEX - Tél. (98) 45.15.15, poste 3496

CIT Alcatel

DÉPARTEMENT TRANSMISSION

recherche
pour ses unités de Production situées dans le Loiret
(ORLEANS et MONTARGIS)

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Capables de s'intégrer dans différents secteurs de fabrication de matériels de transmission (télécommunications et/ou télématiques) :
— Méthodes, assistance atelier, contrôle fabrication...

Une formation complémentaire en FAO constituerait un atout important.

Les Ingénieurs débutants *ou ayant une première expérience* industrielle adresseront leur CV à CIT ALCATEL - Service Recrutement Cadres 10 bis rue Louis Lormand - BP. 22 78320 LE MESNIL SAINT-DENIS, sous référence MA/FAB

LA SOCIÉTÉ DES AUTOROUTES PARIS-RHIN-RHONE

recherche
pour sa Direction de l'Exploitation de DIJON

Un responsable SÉCURITÉ USAGERS

MISSIONS PRINCIPALES :
- *Gestion du poste central de surveillance du réseau de* la société (gestion des personnels, matériels, mise à jour permanente du système d'informations et des consignes d'exploitation relatives à la sécurité et à la fluidité du trafic).
- Suivi permanent de l'application des règles et consignes d'exploitation (notamment : intervention sur accidents, protection de chantiers, information des usagers, régulation du trafic, surveillance du tracé...).
- Organisation générale des services de secours et de dépannage (mise en œuvre des plans de secours et application des cahiers des charges « dépannage »).

PROFIL SOUHAITÉ :

35 ans minimum.

Niveau de formation :
- Enseignement supérieur - Ingénieur ou équivalent.
- Connaissances en informatique appréciées.

Qualités particulières :
- Sens de l'organisation ;
- *Capacité d'analyse* ;
- Aptitude à faire face aux événements imprévisibles.

Expérience :

Une bonne connaissance des problèmes de circulation routière ou autoroutière serait particulièrement appréciée.

Statut cadre.
Rémunération annuelle 110.000/130.000 F.
Selon compétence et expérience.

Adresser C.V. à Société des Autoroutes PARIS-RHIN-RHONE, Service Relations Humaines B.P. 52 - 21019 DIJON GRESILLES.

Région Rhône Alpes
Société électronique à vocation internationale, cherche, son futur

DIRECTEUR Département Industrialisation

Ingénieur Grandes Ecoles (Arts et Métiers ou équivalent) ayant acquis une large expérience dans l'animation d'un service technique, il aura pour mission de diriger une équipe forte d'une trentaine d'ingénieurs et techniciens. Nous souhaitons un candidat qui nous apportera son «savoir faire» dans le domaine de la conception et fabrication de matériels électroniques professionnels.

Discrétion absolue assurée.
Adresser candidature sous No 37.654 à Contesse Publicité
20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

Notre groupe, de 700 personnes **environ, se place parmi les entreprises normandes les plus performantes** grâce à sa gestion rigoureuse, à sa politique d'investissements, à la poursuite de sa diversification.

Une partie significative de son activité est orientée vers l'exportation.

Notre direction administrative et financière recherche, pour l'intégrer à son équipe, notre futur

CHEF COMPTABLE

auquel sera confiée la direction du service de comptabilité générale et analytique de 6 personnes. Il aura également à centraliser les budgets et *analyser les écarts. Ses compétences* devront s'étendre à la fiscalité et certains dossiers administratifs pourront lui être confiés.

Pour assumer cette fonction, qui est offerte dans la proche région rouennaise, il est demandé de posséder le DECS et d'avoir une expérience de 3 à 5 ans dans un poste similaire.

Envoyer CV et prétentions sous référence **CBM** au

cog hébert conseil
231, rue Louis Blanc
76100 ROUEN
Discrétion assurée

I.N.R.S.
recherche
Pour son service « Acoustique Vibrations bio-dynamique ».

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

ou *Universitaire* haut niveau ayant goût pour conduite d'études à caractère prévisionnel (Acoustique des locaux notamment). Nécessitant une *approche théorique poussée*, (modélisation), complétée de travaux expérimentaux. Formation approfondie en mécanique physique (phénomène de propagation en *milieu solide* et gazeux) ainsi qu'en mathématiques appliquées. Anglais. Pratique de l'acoustique industrielle et de l'informatique appréciée.

Adresser C.V. + photo à I.N.R.S., avenue de Bourgogne, B.P. 27, 54500 VANDOEUVRE.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC SUD-OUEST
recrute URGENT

1 COLLABORATEUR SERVICE FORMATION

- *Homme d'idées et de terrain, créatif.*
- 30 ans environ.
- Diplômé enseignement supérieur.
- *Expérience en entreprise.*

pour
recherche — développement département formation.
Gestion directe classe préparatoire, enseignement supérieur.

RÉMUNÉRATION ANNUELLE 80.000 Frs +

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions *sous n° 229435 M*

RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Reaumur, 75002 Paris.

ASSOCIATION FORMATION SUD-OUEST
recrute

1 ASSISTANT DE FORMATION

Conseil en entreprise, élaboration gestion de plans de formation, réalisation de stages, expérience en entreprise et d'animateur.

RÉMUNÉRATION ANNUELLE *90.000 F environ.*

Adresser lettre manusc., + C.V. + photo + prétentions Écrire sous le n° 229.436 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Organisme d'études urbaines
recherche

CHARGÉ D'ÉTUDES

formation ÉCONOMISTE
5 ans d'expérience de préférence sur foncier et activités économiques.

Env. C.V. : A.U.A.T.
11 Boulevard des Récollets
31400 — TOULOUSE.

« A 150 km à l'Est de Paris, Société d'appareillage de mesure électrique recherche cadre pouvant rapidement accéder à *direction de ses services commerciaux France et Export.*

Env. C.V. photo et prétent. » Ecr. s/n° 8593 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, *5, rue des Italiens, 75009 Paris.*

Crédit Mutuel du Sud-Ouest

1 - ADJOINT AU DIRECTEUR
Pour l'une de ses agences en DORDOGNE

Le candidat recherché aura un tempérament dynamique ; outre d'un grand sens commercial, il devra être doté des qualités d'un organisateur, avec un esprit d'équipe (6 personnes), ouvert et sociable.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (I.T.B., écoles de commerce, maîtrise de gestion) une expérience d'exploitation bancaire, en clientèle privée, de 3 ans au minimum est exigée.

2 - ATTACHÉ DE RELATIONS COMMERCIALES
Pour l'une de ses agences de GIRONDE

Chargé de prospecter, suivre et développer la clientèle de particuliers d'une agence au centre de Bordeaux, le candidat *retenu devra avoir une expérience commerciale*, dans ce domaine, de 2 ou 3 ans *minimum* et une bonne *formation (niveau I.T.B., brevet professionnel)*.

3 - CHARGÉ D'ÉTUDES DE CRÉDIT
Sup. de Co. ou équivalent, débutant.
Pour service du siège à ANGOULÊME.

Le titulaire du poste sera chargé de l'étude des demandes de crédit. Perspectives d'évolution pour élément de valeur.

4 - ANALYSTE PROGRAMMEUR
Pour service du siège à ANGOULÊME

Le candidat retenu aura le niveau D.U.T. + 2 ans d'expérience, de préférence dans la banque, capable de s'intégrer à l'équipe existante.

Connaissance du cobol impérative. La pratique de l'analyse structurée sera un atout supplémentaire.

Adresser C.V., photo et prétentions en précisant le poste à CRÉDIT MUTUEL DU SUD-OUEST, Direction du personnel, rue du Piave, 16000 ANGOULÊME.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL

recherche pour le PAYS DE LOIRE

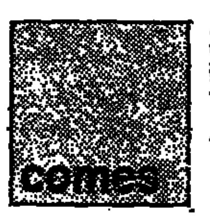
RESPONSABLE ENTRETIEN et TRAVAUX NEUFS

Il s'agit de prendre en main le service entretien et travaux neufs d'une unité de production de pièces de mécanique pour *l'automobile* d'environ *un millier* de personnes.

Ce poste convient à un Ingénieur électromécanicien (ENI, *ICAM, ECAM...*) connaissant *l'électronique* et ayant déjà une solide expérience de la fonction (5 à *10 ans) acquise dans l'industrie mécanique.*

Connaissance de l'anglais appréciée.

BELLES PERSPECTIVES D'AVENIR.



Envoyer C.V. *détaillé*, lettre manuscrite, photo récente et *prétentions au Département* Recrutement du COMES, *19*, rue de la Paix,

75002 PARIS (ss réf. 2416).
DISCRÉTION ET RÉPONSE ASSURÉES.

Une filiale d'un important groupe électro-ménager de 300 personnes, établi dans l'Eure, recherche

ASSISTANT au DIRECTEUR FINANCIER

Diplômé ESC, ESSEC... Option finance. Dans un premier temps, il sera plus particulièrement chargé de la comptabilité analytique d'exploitation (système de coût standard). Connaissance de la langue anglaise. *Niveau de rémunération* : 100.000 F et + suivant expérience.

Ecr. s/n° 8.600, *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

La ville de Villeurbanne 69100 (120 000 habitants) recrute : 1 adjoint technique - D.U.T. *Génie électrique* - Electricité du bâtiment, eau, téléphone, responsab. des fluides, exp. bâtiment - ts corps d'état souhait. Adres. demande et curriculum vitae détaillé à Monsieur le Maire de Villeurbanne avant le *9 juillet 1982*.
Rens. : (7) 868.81.11, p. 439.

ASSOCIATION TOURISME SOCIAL RECRUTE
DIRECTEUR (TRICE) EXPÉRIMENTÉ (E)
(animation, gestion, prospection) *pr. maison familiale. vacances* permanente 150 lits (86).
Envoyer curriculum vitae.
Ecr. s/n° 8625 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Laboratoire universitaire situé en Alsace, recherche pour la *rentrée 1982/83* : Chimistes et Physico-Chimistes (y compris polyméristes) pour la préparation de thèses de docteur-ingénieur et de troisième cycle.
Bourses d'un montant élevé.
Ecr. s/n° 8.609, *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

L'A.D.S.E.A. du Var
11, av. Vauban – TOULON
93-17-33
recrute pour ses services
1 Poste de Direction
pour le Centre de Formation *(Moniteurs-Educateurs et Formation permanente)*. Conditions requises communiquées par téléphone.

1 Assistante Sociale
D.E. pour le Service social spécialisé. Enquêtes. Résidence Draguignan. Secteur Haut-Var.

1 Educateur spécialisé
D.E. Service A.E.M.O. Equipe Draguignan, Brignoles, secteur de Brignoles.

1 Educateur spécialisé
D.E. Service A.E.M.O.
Aire toulonnaise.

Convention Collective de Travail *Enfance inadaptée* du 15-3-1966.
Ecrire : A.D.S.E.A.

Urgent recherchons :
EDUCATEUR SPÉCIALISÉ
Institut Montvert. Avenue Ph. Solari, AIX-EN-PROVENCE.
Tél. : (42) 23-34-77.

Cherchons un animateur en *formation*, ou CAPASE et DEFA ou expérience pour animation MILIEU HOTELIER A FONT-ROMEU (P.O.).
Tél. (68) 30-07-45.

I.N.R.S.
(Centre de recherche EST de la FRANCE)
offre emploi de

TECHNICIEN (NE) SUPERIEUR (E)

EN CHIMIE ORGANIQUE
Titulaire d'une maîtrise et justifiant de 2 ans d'expérience en H.P.L.C.
Adres. C.V. et photo à I.N.R.S. *avenue de Bourgogne, B.P. 27*
54500 VANDOEUVRE

BRETAGNE

Conditions avantageuses offertes à

INGÉNIEURS LOGICIEL

micro-mini,
temps réel
(téléphonie appréciée).
Tél. : 583-17-27, Poste 256.

HOUILLÈRE DES CÉVENNES

recherche
POUR ALÈS

UN TECHNICIEN supérieur

Chef de bureau topographie
expérience en mine et géologie souhaitée
âge minimum 40 ans

Ecrire à M. le Directeur de la Houillère des Cévennes, B.P. 233, 30106 ALÈS CEDEX.

Ch. DR 3e CYCLE BIOCH. conn. protéines pour poste Assistant H.U. URGENT. S'adresser : Pr DROSDOWSKY, CHU CAEN. T. (31) 94-81-12 (p. 42 96).

« Recherchons pour Centre, *aide par le travail*, région Méditerranée directeur très expérimenté ». Ecr. s/n° 8517 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, *5, rue des Italiens*, 75009 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS



Cii Honeywell Bull

Dans le cadre de son Département d'Etudes Informatique Distribuée recherche des

INGENIEURS INFORMATICIENS

pour les intégrer dans les équipes responsables de développement de logiciel de projets complexes pour les clients dans les domaines de : Systèmes *temps réel, réseaux d'informatique* distribuée, téléinformatique.

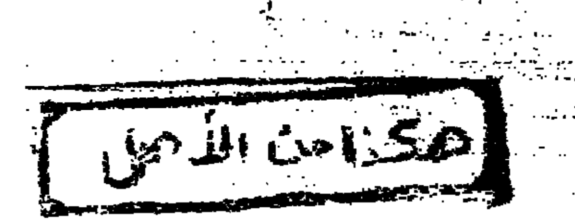
Ils se verront confier des études, tant au niveau de l'avant-vente (étude de configurations, devis techniques) que de la réalisation (spécifications de logiciels et de matériels spéciaux, programmation, démarrage sur site).

Ces postes s'adressent à des candidats diplômés d'une grande école d'ingénieurs ou de l'université ayant acquis une spécialisation en informatique, soit au cours de leurs études, soit au cours d'une première expérience professionnelle.

Lieu de travail : LOUVECIENNES (78).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 322 M à Cii Honeywell Bull PCOG021C - 94, *avenue Gambetta* 75960 PARIS CEDEX 20





ENGINEERING INTERNATIONAL RECHERCHE

Notre Société d'Engineering exerce dans le monde entier, en installant des usines de pétrochimie, sidérurgie métallurgie, papier, ciment... Nous recherchons, pour notre Siège Social proche de PARIS-LA DÉFENSE :

INGÉNIEUR CHEF DE PROJET USINES PÉTROCHIMIQUES

— Diplômé Grandes Écoles, cette forte personnalité possédera une expérience éprouvée des installations d'Usines Pétrochimiques.
— Responsable technique de réalisations clefs en main, il dirigera un groupe de coordination et des équipes techniques comportant des spécialistes de très haut niveau.
— Une très bonne pratique de l'anglais est indispensable.
— Déplacements fréquents tant en France qu'à l'étranger.

Nous vous proposons d'adresser votre C.V., photo et prétentions sous réf. 39467 à CONTESSE PUBLICITÉ - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra - Nous vous garantissons totale discrétion.



COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

Nous sommes une des premières SSCI françaises à vocation internationale.

Notre force : une gamme étendue d'applications scientifiques, techniques et de gestion, implantée sur un réseau d'ordinateurs de grande puissance, multiconstructeurs (le dernier arrivé est le super-calculateur CRAY ONE) et supportée par des équipes de haut niveau.

Nous recherchons des

INGENIEURS

dans les domaines suivants :

APPLICATIONS EN MECANIQUE *réf. AEM*

- Ingénieur expérimenté pour prendre la responsabilité de l'activité calcul de tuyauterie et de charpente :
  - promotion des logiciels,
  - suivi de projets,
  - assistance à la clientèle.
- Direction d'une équipe de 3 personnes.
- Expérience en bureau d'études appréciée.
- *Lieu de travail : RUEIL-MALMAISON*

SYSTEMES HAUT DE GAMME *réf. SYST*

- Jeunes ingénieurs informaticiens désirant se spécialiser dans l'analyse, la conception et le développement de systèmes d'exploitation d'ordinateurs haut de gamme : IBM, CDC, CII/HB, CRAY.
- Formation complémentaire assurée.
- Lieu de travail : SACLAY

Ecrivez-nous en précisant la référence choisie :
CISI Direction du Personnel - 35, Boulevard Brune - 75680 PARIS CEDEX 14



ROCKWOOL-ISOLATION S.A.

Laine de roche volcanique.

Nous sommes le deuxième fabricant européen de matériaux d'isolation thermique, phonique et coupe feu. Notre expansion sur le marché français s'est traduite par la construction d'une unité de production en Auvergne et par la mise en place d'un réseau de ventes national. Aujourd'hui nous recherchons :

1 CHEF DE PRODUIT GAMME BATIMENT

Il sera en charge à l'intérieur de notre département marketing, du développement de notre gamme bâtiment.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur, possédant une expérience marketing des produits "grande diffusion".

Envoyer C.V. lettre manuscrite, photo et prétentions à ROCKWOOL-ISOLATION 48/50 rue Albert, 75013 PARIS.

GRANDE BANQUE
installée à Paris
recherche

UN RESPONSABLE en charge des investisseurs institutionnels

LE POSTE REQUIERT :
- une formation de base de niveau enseignement supérieur : Sciences Economiques, H.E.C., Sciences Politiques ;
- une connaissance de premier ordre en technique financière ;
- un réel dynamisme et une aisance dans les contacts de haut niveau.

Les candidats doivent disposer d'une large culture générale ; une expérience professionnelle d'au moins 5 ans est indispensable.

De fréquents déplacements en province et à l'étranger sont à prévoir ainsi qu'une pratique des langues étrangères.

Adresser lettre manuscrite, photo et prétentions à N. 1935 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

DUT LICENCE...

Jeunes commerciaux, la vente et le conseil en agence.

De **formation supérieure (DUT, licence...)**, vous souhaitez débuter dans un poste formateur où vous pourrez prouver votre sens des contacts, vos facultés d'adaptation et aussi votre volonté d'aller de l'avant.

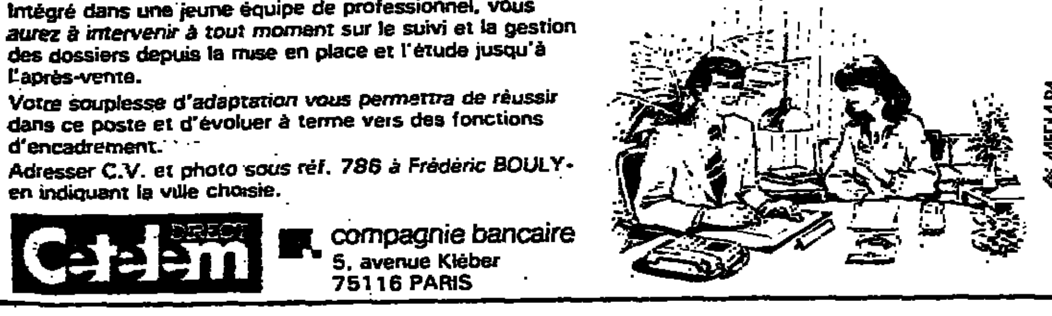
Le **CETELEM**, (leader sur le marché du crédit aux particuliers, 70 agences, des produits financiers diversifiés et compétitifs) vous offre cette opportunité à **PARIS, LORIENT, ANGERS, LE MANS, NANTES et RENNES.**

Au cours d'entretien personnalisé vous évaluerez les besoins des clients pour leur proposer les solutions les mieux adaptées à leur budget (crédit, épargne, placement).

Intégré dans une jeune équipe de professionnel, vous aurez à intervenir à tout moment sur le suivi et la gestion des dossiers depuis la mise en place et l'étude jusqu'à l'après-vente.

Votre souplesse d'adaptation vous permettra de réussir dans ce poste et d'évoluer à terme vers des fonctions d'encadrement.

Adresser C.V. et photo sous réf. 786 à Frédéric BOULY en indiquant la ville choisie.





compagnie bancaire
5, avenue Kléber
75116 PARIS

MEDIA PA

4,rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue



Cadre exportation ayant le potentiel manager

référence CN 561 AM

UN GROUPE INTERNATIONAL RENOMMÉ, réalisant des équipements destinés à de grands constructeurs industriels, recherche un **Cadre Confirmé**, *capable d'assurer progressivement la responsabilité* de l'ensemble des exportations.

Il sera chargé :
- *d'élaborer les prévisions commerciales et d'en assurer la réalisation*
- d'animer les filiales étrangères (dont l'Angleterre et le Canada qui ont une fabrication locale)
- *de suivre les licenciés existants et d'en trouver de nouveaux*
- d'assurer la gestion commerciale.

Ce poste conviendrait à un candidat de premier plan, minimum 35 ans, diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieur, ayant minimum 5 ans d'expérience de vente de produits industriels à l'exportation (la connaissance des grands constructeurs automobile serait un atout) et disposant d'un bon potentiel d'évolution.
Connaissance de l'anglais impérative, autre langue étrangère appréciée.

Poste à Paris **Rémunération : 250 000 F/an**

Informaticien de haut niveau

référence DO 562 AM

UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL (30 000 personnes) nombreux établissements et filiales en France et à l'étranger, disposant de moyens informatiques puissants et diversifiés, recherche un **Informaticien de haut niveau,** ingénieur grande école + IAE apprécié.

Le poste offert donne la possibilité de valoriser une expérience études et exploitation de six ans minimum et de s'orienter vers un secteur neuf : l'Audit Informatique.

Intégré à une direction centrale chargée de l'ensemble des systèmes de contrôle au niveau du groupe, le titulaire du poste sera responsable de l'audit informatique et en particulier devra :
- développer la mise en place des procédures,
- assurer auprès des sociétés du groupe un rôle d'assistance, de contrôle d'études, *concernant les plans informatiques, la réalisation des objectifs, l'adéquation* des moyens aux besoins et la sécurité,
- d'intervenir en tant que conseil auprès des autres équipes de la direction du *contrôle (audit opérationnel – audit financier et comptable) pour l'utilisation* de packages informatiques d'extraction des données.

Poste intéressant et évolutif pour candidat dont la compétence technique et la qualité *de contact lui permettront d'être un interlocuteur apprécié des sociétés en France et à* l'étranger.

Poste à Paris. Ordre de grandeur de rémunération : 250 000 F/an

Responsable audit + évolution rapide vers poste opérationnel

référence GR 564 CM

PUISSANT GROUPE DE DIMENSION INTERNATIONALE, plusieurs filiales France et étranger, offre poste **d'Audit Responsable d'un groupe de filiales.**

Dans un premier temps en tant qu'Audit, il sera responsable vis à vis de la Direction Générale et contribuera par ses interventions à établir et harmoniser les procédures internes du groupe.
*Sa carrière pourra évoluer dans un deuxième temps vers des fonctions opérationnel*les au sein de la société Mère ou dans une filiale.
Ces fonctions conviendraient à un jeune cadre HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent (DECS apprécié) disposant d'une expérience de 3 à 5 ans de préférence en cabinet d'audit anglo-saxon ou au sein groupe important.

Lieu de travail : ville centre France de préférence ou Paris.
Écrire en précisant préférence géographique.

Chef de service travaux extérieurs

référence BM 560 CM

Luwa

FILIALE FRANÇAISE DU GROUPE SUISSE, *réputé dans le domaine du conditionnement et de la* filtration de l'air, recherche son **Chef de Service Travaux Extérieurs.**

Sa mission consiste à assurer le bon déroulement de toutes les affaires traitées : montage, mise en service et SAV.
Cette fonction (à dominante sédentaire) comporte :
- la direction des services montage et SAV (une trentaine de techniciens)
- la planification des interventions
- des relations avec la clientèle (contrats d'entretien, devis rechange...).

Ce poste conviendrait à un cadre confirmé (ingénieur diplômé ou niveau technique équivalent) ayant une solide expérience pratique dans la profession : installateurs ou exploitants (ou domaine très proche) et manifestant en outre des réelles qualités d'organisateur et de gestionnaire.
Lieu de travail : proche banlieue est de Paris

Jeune juriste d'affaires

référence EP 563 AM

UNE DES PREMIÈRES COMPAGNIES FRANÇAISES DE TRANSPORTS MARITIMES *offre un poste intéressant et évolutif à un* **jeune Juriste d'Affaires motivé, actif et compétent.**

Sa mission :
Adjoint au Chef de Departement, il bénéficiera d'une large delégation et devra intervenir sur l'ensemble des tâches opérationnelles du département :
- gestion juridique des filiales, le suivi des participations
- rédaction des contrats et des actes
- contentieux général
- gestion immobilière.

Sa formation et son expérience :
Docteur en droit, maîtrise (droit prive ou droit des affaires) il devra disposer d'une expérience réussie de 5 ans de pratique juridique dans une entreprise importante ou au sein d'un cabinet spécialisé.
Très bonne connaissance de l'anglais.
Poste à Paris. **Rémunération : 170/180 00 F**

Jeunes HEC, ESSEC, ESC pour diriger centres de profits

référence JU 566 CM

UN GRAND GROUPE FRANÇAIS, produits industriels, recherche de **Jeunes Cadres Commerciaux débutants** ou ayant une première expérience pro*fessionnelle, pour leur confier, à court terme, les responsabilités d'un centre de profits.*

Une personnalité affirmée, un dynamisme marqué, un sens aigu des responsabilités et de solides qualités commerciales sont necessaires.
Larges perspectives d'évolution dans le groupe, impliquant une mobilité géographique.

Postes en province.

etap — 4,rue Massenet 75016 Paris

CHEF DU PERSONNEL
Banlieue Ouest

Filiale d'un Groupe International, la Société recherche *pour son siège implanté en grande banlieue* ouest un Chef du Personnel pour gérer et administrer un effectif de 280 personnes. Bonne expérience de la fonction.

Adresser CV détaillé sous réf. 222/23M à

France Cadres 22, rue St-Augustin 75002 Paris.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE PARIS
recherche
pour son service CLIENTS PARTICULIERS

UN GESTIONNAIRE EXPÉRIMENTÉ

EN VALEURS MOBILIÈRES
Clientèle personnelle souhaitée.

Écrire sous n° T 034.199 M à RÉGIE PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

ENGINEERING INTERNATIONAL RECHERCHE

Notre Société d'Engineering exerce dans le monde entier, en installant des usines de pétrochimie, sidérurgie métallurgie, papier, ciment... Nous recherchons, pour notre Siège Social proche de PARIS-LA DÉFENSE :

INGÉNIEUR PROPOSITIONS TECHNIQUES

Ce généraliste possédant une expérience de 3 à 5 ans en Engineering Pétrole et Chimie de préférence, coordonnera les travaux des spécialistes électricité, *instrumentation — génie civil — piping.... pour l'établissement des propositions* techniques.

Il sera en particulier responsable des études d'implantation générale.

Une très bonne pratique de l'anglais est indispensable. La connaissance d'une *deuxième langue sera appréciée.*

Déplacements fréquents tant en France qu'à l'étranger.

Nous vous proposons d'adresser votre C.V., photo et prétentions sous réf. 39466 à CONTESSE PUBLICITÉ - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra - Nous vous garantissons totale discrétion.

Jeune ingénieur informaticien la gestion de production vous intéresse !

PICART LEBAS (1200 personnes), filiale du **Groupe MATRA** en pleine expansion développant et fabriquant dans son centre industriel de **CHATEAUDUN** (bord du Loir - 130 km Sud-Ouest de Paris) des matériels téléphoniques et télématiques, vous propose le poste d'

Adjoint au chef de service informatique

Matériel :
IBM 38 modèle 5 - 50 terminaux GAP III.

Mission :
Vous prendrez en charge de nouveaux projets depuis l'analyse fonctionnelle jusqu'à la mise en route et l'exploitation en :
- *gestion de production y compris pour notre nouvelle unité,*
- comptabilité analytique,
- gestion commerciale.

Participant à l'animation du service (9 personnes), vous apporterez également votre savoir faire et vos idées nouvelles à l'évolution des techniques informatiques.

Vous avez une formation d'ingénieur, avec une option ou un complément de formation en informatique et une première expérience réussie des applications de gestion - industrielle ou non - dans une SSCI : nous vous offrons une occasion de progression professionnelle dans un environnement dynamique à forte technicité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous réf. PLA/LM à notre Conseil qui garantit la plus totale discrétion.

Raymond Poulain Consultants *57, avenue de Suffren 75007 PARIS*

MEDIA PA

Nous recherchons, pour l'un de nos clients : un des premiers groupes d'assurances français *(lieu de travail : Paris centre)* **des :**

DEBUTANTS
HF

salaire annuel proposé : 78.000 Francs

pour participer à la mise au point d'un système de gestion INFORMATIQUE utilisant les méthodes les plus avancées.

Les candidat(e)s recherché(e)s doivent posséder, au minimum, le baccalauréat et 2 années d'études supérieures scientifiques telles que sciences économiques, économétrie, statistiques, mathématiques.

Merci de nous adresser votre C.V. détaillé sous référence BR 26 à :

C.G.S. INFORMATIQUE
19 rue de la Paix - 75002 PARIS

Pour assurer son développement en SYSTEMES D'INFORMATIQUE REPARTIS

SEPSI

recherche

COMMERCIAUX CONFIRMES

Ambitieux ; dynamiques ; sens de l'initiative ; *capables de s'intégrer dans une* équipe existante.

Rémunération (fixe + intéressement) et évolution de carrière ouvertes.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à S.E.P.S.I. - 28, boulevard de la Bastille 75012 PARIS.

Une importante Société, recherche

responsable du personnel

pour un de ses établissements situé en **REGION PARISIENNE**

(1500 personnes, laboratoires et production), *convention de la métallurgie.*

Il exercera ses fonctions auprès du Directeur de l'établissement et en liaison avec le siège social.

De formation supérieure, il aura acquis en milieu industriel une expérience de plusieurs années dans une fonction similaire.

Adresser CV et prétentions sous référence 37874 à

projets publicité
12, rue des Pyramides
75001 Paris
qui fera suivre.

PUISSANT GROUPE INTERNATIONAL
offre au sein de sa filiale française (900 personnes)

Un poste intéressant et évolutif :

CHEF DU PERSONNEL et des relations sociales

En collaboration étroite avec la Direction Générale :
- **Il aura la responsabilité de la mise en oeuvre et du suivi d'une gestion dynamique du personnel (il aura également à s'occuper des relations avec les partenaires sociaux).**
- **Ce poste exige une bonne expérience pratique de plus de 5 ans et des qualités de rigueur, d'ouverture d'esprit et de dialogue.**

Poste à pourvoir à PARIS.

Prière envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 4944/JN à A.M.P. - 40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS

LABORATOIRE CENTRAL DES INDUSTRIES ELECTRIQUES

— EFFECTIF 400 PERSONNES DONT 70 INGENIEURS —
D'AUDIENCE INTERNATIONALE,

assure les essais et l'assistance technique relative à tous équipements matériels et composants électriques ou électroniques.

Il travaille au bénéfice de l'industrie, effectue des missions dans le cadre des réglementations nationales et participe à la normalisation française et internationale.

adaptant ses moyens à l'évolution des techniques nouvelles **(MICROELECTRONIQUE, AUTOMATISMES, OPTOELECTRONIQUE, SOLAIRE...)** et aux besoins futurs en contrôle de qualité, il recherche :

INGENIEURS DEBUTANTS
OU 2 A 5 ANS D'EXPERIENCE

E.S.E. - E.S.O. - I.D.N. - E.N.S.I.

Caractéristiques des postes :

P. 01 : Mesure de circuits intégrés, gestion d'un parc de testeurs importants, contrôle de 2 à 8 millions de composants par an.

P. 02 : *Essais d'appareillages* (commande, contrôle, protection). Prévision des équipements nécessaires, vérification des procès-verbaux.

P. 03 : *Essais et études appliqués dans* les domaines de la photométrie et colorimétrie. Mesures optiques pour composants optoélectroniques. Participation à des travaux de comités techniques d'étude.

P. 04 : Etablissement de projets d'installation et d'automatisation de moyens d'essais. Coordination de travaux effectués par plusieurs services. Examen et correction de rapports d'études et d'essais.

P. 05 : Conception et mise au point de moyens d'essai en électronique médicale. Travaux de normalisation. Rédaction de rapports techniques.

Pour les 3 premiers postes, animation à court terme de petites équipes de techniciens

Envoyer C.V., photo et prétentions en indiquant le Nº de référence du poste au :
L.C.I.E. Service du Personnel
33, av. du Général Leclerc 92260 FONTENAY-AUX-ROSES

publitop

Nous sommes la filiale d'un important groupe industriel français aux activités diversifiées. Nos produits du secteur électromécanique, petite mécanique bénéficient d'une solide réputation tant au plan national qu'international. Compte tenu de notre développement, nous renforçons nos équipes et recherchons

2 INGÉNIEURS D'ÉTUDES mécaniciens - électromécaniciens

Vous êtes ingénieurs diplômés (AM, ICAM...) et vous avez acquis une expérience d'au moins 4 ans d'études et de conception de produits mécaniques de moyenne série, fortement outillés. Vous avez déjà animé une équipe de dessinateurs, vous êtes familiarisés avec les problèmes d'industrialisation et d'analyse de la valeur et vous avez *l'habitude du dialogue avec d'autres disciplines : électronique, software. Nous vous confierons une responsabilité* globale de la définition du cahier des charges du produit jusqu'à l'obtention de la pièce définitive (études, maquette, *prototype, définition des outillages, liaisons avec la fabrication). La connaissance de produits type machine comp*table, machine à écrire, imprimante serait appréciée pour l'un des postes, l'autre poste serait plutôt orienté vers le tri et la manipulation de papier. Compte tenu de nos relations fréquentes avec nos bureaux d'études à l'étranger, il est indispensable que vous maîtrisiez bien la langue anglaise. Quelques déplacements sont à prévoir. Ces postes sont à pourvoir en très proche banlieue sud de Paris.

Écrire à Jean-Loup Parichon sous réf. 6601 M.

Paris - Nous sommes une importante société, filiale d'un groupe international, spécialisée dans les installations électriques et les travaux publics (600 personnes, 200 M de CA), avec une activité décentralisée auprès d'agences *régionales. Notre directeur administratif et financier souhaite compléter son équipe et recherche pour ce faire un(e)*

RESPONSABLE DU SERVICE CLIENTS

Vous avez une formation supérieure (Droit, Sc. Eco., ESC...) et 3 à 6 années d'expérience dont, au moins une partie, dans une activité B.T.P. qui vous a familiarisé avec les réalités concrètes de l'entreprise... et vous parlez l'anglais (ce serait un atout). Vous animerez une équipe de 4/5 personnes et superviserez les correspondants en agences, en les assistant et en assurant leur formation. Vous serez responsable de la comptabilité clients France et export : facturation, règlements, crédit-clients, contentieux... Vous gérerez les cautions bancaires et les contrats *d'assurances. Vous êtes à même, par votre compétence, d'amener des améliorations dans l'organisation du service,* dans les procédures entre le siège et les agences, dans l'administration export... le tout dans un concept informa*tique. Votre réussite dans cette mission sera le meilleur atout d'extension de vos responsabilités au sein de votre* entreprise.

Écrire à Roland Gardeux sous réf. 5600 M.

Si vous pensez avoir le profil de l'une des personnes que nous recherchons, écrivez aux consultants de Serifo en précisant la référence : ils étudieront avec vous les possibilités d'une future collaboration.

SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
38, RUE DE LISBONNE - 75008 PARIS
TELEPHONE 563-03-10

MEMBRE DE SYNTEC

Jeunes ingénieurs

Diplômé d'une grande école, vous débutez ou avez une première expérience en

mécanique, électronique informatique industrielle

Nous souhaitons vous confier des responsabilités immédiates dans nos secteurs

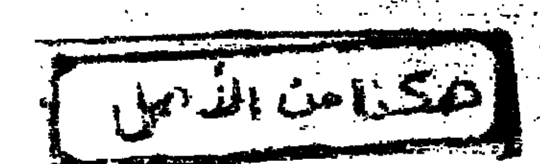
études et recherche, méthodes, fabrication...

Si vous êtes intéressé par l'une de ces opportunités, adressez votre dossier de candidature ss/réf. 782 M à Michel Louys - Service Recrutement Cadres -B.P. 302 - 92156 SURESNES CEDEX.

Une carrière diversifiée au sein d'un grand groupe

RENAULT
Véhicules Industriels





secrétaire général

200 000 F. **Paris**

Notre société, filiale d'un groupe important (4 Milliards de Francs), est spécialisée dans la distribution de prêt-à-porter.

En tant que Secrétaire Général, vous prendrez la succession du Directeur Financier, récemment promu.
Vous superviserez la gestion du personnel, la comptabilité, l'audit, l'informatique, la logistique et les Services Généraux. Enfin, de façon plus directe, vous assurerez le contrôle de gestion.

Vous possédez un diplôme d'une Ecole Supérieure de Commerce, complétée de préférence par le D.E.C.S., ainsi qu'une expérience acquise, soit dans un cabinet d'audit, soit dans une société internationale, dans une fonction similaire, avec si possible une connaissance de la distribution de détail.

C'est pour nous un poste opérationnel, où vous participerez activement aux prises de décisions.

Merci d'envoyer votre CV sous la réf. 5395 à Bruno Demoinet

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, avenue de Messine
75008 PARIS
IBD
à qui nous avons confié cette recherche.

média-system

ENGINEERING INTERNATIONAL RECHERCHE

Notre Société d'Engineering exerce dans le monde entier, en installant des usines de pétrochimie, sidérurgie métallurgie, papier, ciment...
Nous recherchons, pour notre Siège Social proche de PARIS-LA DÉFENSE :

INGÉNIEUR
RESPONSABLE DU SERVICE PIPING

— Diplômé Grandes Écoles, ce spécialiste possède une expérience confirmée de la direction d'équipe de techniciens de bureau d'étude acquise dans l'industrie pétrolière ou chimique ou en engineering spécialisé.
— *Il développera dans notre division engineering le service piping qui intervient* dans les projets et les réalisations des ensembles industriels.
— Une très bonne pratique de l'anglais est indispensable.
— Déplacements fréquents tant en France qu'à l'étranger.

Nous vous proposons d'adresser votre C.V. photo et prétentions sous réf. 39468 à CONTESSE PUBLICITÉ - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra - Nous vous garantissons totale discrétion.

Nous sommes une Société internationale basée à Paris.
Nous mettons à la disposition de nos clients, par téléphone, une information triée et traitée par 150 spécialistes. Pour répondre à ses interlocuteurs : chefs d'entreprise, avocats, conseils juridiques, juristes d'entreprise, notre Département Juridique recherche :

Juriste

homme de dialogue et de conseil, ayant le sens des responsabilités et le goût du travail en équipe.

Vous avez acquis au cours d'une *expérience* professionnelle de plusieurs années une excellente connaissance du DROIT IMMOBILIER* et du DROIT DES BAUX.*

Toutefois, si vous êtes débutant et désireux d'acquérir une spécialisation, *votre candidature sera* examinée avec attention.

A cet effet, adressez-nous votre curriculum vitae détaillé ainsi que vos prétentions, à SVP Direction du Personnel 54 rue de Monceau 75384 Paris Cedex 08



GROUPE PHARMACEUTIQUE (400 personnes)
recherche pour ses bureaux de **MALAKOFF**

un Assistant de Gestion

dépendant du contrôleur de gestion du Groupe et dans le cadre d'une comptabilité anglo-saxonne, il sera chargé de l'élaboration de plusieurs *budgets administratifs et commerciaux, de leur suivi et de leur contrôle.*

Le candidat recherché aura une expérience de 2 à 5 ans dans un poste similaire.

Formation souhaitée : DUT de Gestion ou équivalent. Anglais lu et parlé.

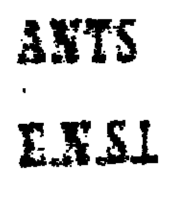
Poste à pourvoir le 1er Septembre 1982.

Envoyer CV manuscrit et prétentions à :
Direction des Relations Intérieures

LABORATOIRES RIKER

Avenue du 11 Novembre - 45300 Pithiviers

LEVI-TOURNAY PUB



un ingénieur grande école, directeur technique

Grosse PME française et indépendante (siège à 40 km au Nord de Paris), nous fabriquons pour *100 MF par an d'équipements de pointe* pour l'informatique, l'aviation, l'espace...

Vous êtes ingénieur diplômé (X, ECP, ESE, AM... + Télécoms de préférence) et, *à au moins 35 ans, avez la dimension* d'un manager.

Aux côtés de notre PDG, vous développez de nouveaux produits et pilotez le bureau d'études, les méthodes (et la conception de machines nouvelles) et le contrôle, soit plus de 60 ingénieurs et techniciens: vos connaissances en électrotechnique, et peut-être en transmissions par câbles électriques ou optiques, vous le permetttent.

Vous êtes un patron qui établit son budget, programme le travail de ses équipes, les anime et *les contrôle: vous parlez bien l'anglais.*

A terme, vous prenez la direction complète de nos usines.

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 4180 LM).

Groupe Régional de Transports (900 personnes), nous cherchons pour l'une de nos *filiales de services industriels (140 personnes,* 40 véhicules à moteur), située en région ouest,

notre directeur de filiale

Assisté de trois chefs de service: comptabilité, atelier, exploitation et d'un commercial, vous êtes d'abord le bon gestionnaire de cette affaire et assurez le suivi des clients les plus importants.

Agé de 40 ans minimum, certainement de formation supérieure (École d'ingénieurs ou autres), *vous avez dirigé un centre de profit,* incluant bien sûr la négociation avec les partenaires sociaux, dans une entreprise industrielle ou commerciale.

Patron à part entière, vous faites preuve d'autorité et de maturité. Méthodique, déterminé, vous savez diriger des hommes de terrain et êtes à l'aise dans les *relations d'affaires.*

Notre consultant, J.M. VIAU, vous remercie de lui écrire à Nantes (réf. 116 LM).

Groupe industriel dynamique et performant, fabriquant des pièces *complexes pour les industries mécaniques (France et export),* nous cherchons pour la région parisienne

notre ingénieur commercial « grands clients ».

Vous avez au moins 33 ans, êtes *ingénieur grande école* (ECP, Navale, AM...) + CPA ou équivalent et avez une bonne expérience industrielle, acquise en BE ou en fabrication.

Soyez le représentant de notre direction générale auprès des grandes affaires industrielles avec qui vous négociez nos marchés annuels (spécifications techniques, prix, délais...). Vous suivez l'avancement de vos affaires au sein de notre groupe et coordonnez l'action de nos services techniques.

Négociateur habile, vous êtes autonome mais savez rendre compte avec précision. Vous parlez bien l'allemand et peut-être l'anglais.

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 4177 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE · 75008 PARIS
6, RUE CREBILLON · 44000 NANTES

MEMBRE DE SYNTEC



La S.E.P. Maître d'Oeuvre
de la propulsion des trois étages de la fusée
ARIANE, recherche pour son Département « ESSAIS » des

INGÉNIEURS

MÉTHODES DE MESURES (Réf. 595 M)

de formation E.S.E. ou équivalent avec si possible expérience dans le domaine de l'instrumentation spatiale et techniques de mesures modernes.

Il sera chargé de l'étude et du développement des méthodes de mesures en matière de capteurs de mesures, de systèmes d'acquisition et de traitement d'information.

INSTRUMENTATION (Réf. 636 M)

(équipement ensembles propulsifs de lanceurs) de formation Grande Ecole ayant si possible une expérience dans *le domaine des mesures*

Ce poste conviendrait à un jeune Ingénieur ayant eu une expérience en instrumentation spatiale. Il aura pour mission de définir et de développer tous les éléments constitutifs des chaînes de mesures équipant les ensembles propulsifs de lanceurs.

RESPONSABLES ESSAIS (Réf. 646 M)

de formation ENSMA, A & M ou équivalent avec un minimum de 5 ans d'expérience professionnelle.

Cet Ingénieur aura en charge la préparation et l'exécution d'essais ainsi que la mise en oeuvre des équipements mécaniques et systèmes fluides.

Responsable d'une équipe de 15 personnes, il aura le sens des relations humaines et la capacité d'animation.

RESPONSABLE SÉCURITÉ (Réf. 602 M)

de formation A & M ou équivalent, cet Ingénieur rattaché au Responsable du service Essais, aura en charge la sécurité sur le site d'essais.

Il assurera l'exploitation et la maintenance des moyens généraux de sécurité.
Il définira et mettra en oeuvre les plans de formation en relation avec l'Ingénieur Sécurité de l'établissement et constituera une compétence en études de sécurité.

Anglais lu et parlé indispensable.
Expérience professionnelle d'un poste similaire dans l'industrie souhaitée.

Adresser lettre de candidature manuscrite accompagnée d'un C.V. photo et prétentions, en précisant la référence du poste souhaité, à SEP, Service du Personnel, BP 602, 27207 VERNON.

SEP
Énergie Propulsion Industrie

HAVAS CONTACT

SOCIETE INDUSTRIELLE DE SERVICES
recherche pour
une de ses usines de production (300 personnes)
OUEST DE PARIS

CHEF DU PERSONNEL

En collaboration étroite avec le Directeur d'usine dont vous dépendrez et en *liaison avec les services* du siège, vous serez notamment chargé de la gestion administrative du personnel (paies...) et vous contribuerez au maintien de bonnes relations sociales dans l'établissement.

Ce poste nécessite une formation supérieure complétée par plusieurs années d'expérience de la fonction, *acquise en milieu industriel,* une bonne connaissance de la gestion informatisée du personnel et du droit du travail, et le sens des relations humaines avec le personnel de production.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée s/réf. 39.164 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui *transmettra*

Vous avez au minimum un BAC scientifique C, D, E ou F (mais un niveau supérieur serait apprécié).
Vous désirez un emploi qui requiert beaucoup de dynamisme et de contacts humains, nous vous proposons un poste d'

Adjoint au Chef de Service des Stages

Vous serez chargé de l'organisation matérielle des stages, du planning et des *contacts avec les enseignants et les stagiaires et éventuellement, après formation,* de certaines interventions

Adresser CV **avec prétentions** sous réf. **9624** à **L.T.P.**
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Machines spéciales

Concevoir et fabriquer

- Vous êtes ingénieur et vous avez une première expérience industrielle acquise dans un B.E. ou dans la fabrication de machines spéciales.
- Nous vous *confierons* la *réalisation* de nos *machines* (conception, fabrication, mise en route). Votre équipe (10 personnes) travaillera en étroite collaboration avec les autres services de nos usines (méthodes, R. et D.).
- Nous sommes leaders européens de la fabrication de *fournitures industrielles. Notre objectif* est de développer constamment de nouveaux produits.

Si vous désirez participer à ce recrutement envoyez votre C.V. sous la référence 144-10 à :

ONOMA 26, rue de Berri 75008 PARIS (confidentialité, réponse assurées)



MSL international
3, place de Valois 75001 PARIS - Tél. (1) 261.51.61
94, rue Servient Le Mercure 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33.
50, boulevard de Paris 59100 ROUBAIX - Tél. (20) 73.71.70.

Responsables de production

Banlieue Ouest et Normandie

Appartenant à un groupe international, nous sommes spécialisés dans l'électronique médicale et nos produits sont mondialement connus pour leur haute technologie. Pour *améliorer notre productivité et la qualité de nos produits, nous avons décidé de décen*traliser notre production en créant plusieurs unités d'une cinquantaine de personnes *auxquelles nous entendons donner une réelle autonomie et pour lesquelles nous recher*chons deux responsables. Vous dépendrez du directeur de production qui vous définira votre plan de charge à court et moyen terme, et attendra de vous la réalisation de votre programme de fabrication dans le respect des délais, de la qualité et des coûts. Fonction classique, donc, de chef de production, mais à laquelle est intégrée la responsabilité complète des approvisionnements, de la sous-traitance et de la rotation des stocks. Vous avez la trentaine, une formation d'ingénieur électromécanicien ou électronicien, l'expérience de la fonction acquise dans la fabrication petite série d'ensembles électroniques, la volonté d'être jugé sur vos résultats qui dépendront de vos qualités d'organisateur et de gestionnaire. Ecrire à Yves Blanchon à Paris - Réf. M 9346.

Discrétion totale assurée.



THOMSON-CSF

GROUPE SYSTEMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION D'ENTREPRISE

MAITRISEZ VOTRE AVENIR !

VENEZ FAIRE CARRIERE ou ACQUERIR PLUS D'EXPERIENCE DANS LA MINI-INFORMATIQUE



SEMS

RECHERCHE DES INGENIEURS INFORMATICIENS TECHNICO-COMMERCIAUX *HF*

Pour l'ensemble de ces postes, une connaissance des produits SEMS sera appréciée. En tout état de cause, une formation adaptée sera assurée.

ingénieurs technico-commerciaux avant-vente

- Formation Grande Ecole ou équivalent
- 4 à 5 ans d'expérience
- Support technique du service commercial et réponse aux appels d'offre dans les domaines suivants : gestion transactionnelle et bases de données, réseaux d'ordinateurs et terminaux, informatique industrielle et scientifique
- *Opportunité pour les vocations commerciales désirant garder le contact avec la technique*
- Anglais souhaité

Réf. MA 165

ingénieurs de promotion produits

- Formation Grande Ecole ou équivalent
- 3 à 5 ans d'expérience
- Participation à la définition des messages marketing
- Promotion interne et externe des produits de la Société
- *Bonne connaissance souhaitée des systèmes d'exploitation et de gestion de bases de données, et des langages COBOL, FORTRAN, PASCAL*
- Goût du contact et de la communication nécessaire

Réf. MB 165

ingénieurs technico-commerciaux après-vente

- Formation Grande Ecole ou équivalent
- *Débutants ou confirmés*
- Interface technique du client, chargés de :
  - Installation de logiciels en clientèle
  - Assistance technique et conseil
  - Intervention de dépannage des logiciels , en liaison avec les services techniques
  - Participation à la réalisation de démonstrations et benchmarks
- Déplacements fréquents en Région Parisienne

Ref. MC 165

ingénieurs support produit

- Formation Grande Ecole ou équivalent
- Débutants option informatique ou expérience de 2 à 5 ans
- Support technique sur les logiciels distribués par la société : logiciels de base, de télécommunication, de réseaux, de gestion de bases de données
- *Expérience MITRA, réseaux ou SGBD, appréciée*
- Goût du travail en équipe nécessaire
- *Anglais souhaité*

Réf. MD 165

ingénieurs chefs de projets

- Formation Grande Ecole ou équivalent
- *Expérience technique minimum de 5 ans*
- En collaboration étroite avec les ingénieurs *commerciaux* :
  - Analyse fonctionnelle, conception système, négociation de contrats
  - Gestion et suivi de projets informatiques importants et complexes
- Expérience des systèmes d'exploitation de mini-ordinateurs
- Aptitudes à l'encadrement et à la coordination
- Anglais souhaité

Pour certains des postes à pourvoir, de bonnes connaissances en Téléinformatique sont indispensables *(Connexions directes à des centraux, ou à travers des* Réseaux constructeur ou publics).

Réf. MG 165

SEMS est filiale de THOMSON-CSF et leader français en mini-informatique.
Sa Direction Commerciale et ses Directions Marketing Produits sont situées à Louveciennes, dans la banlieue Ouest de Paris. Sa vocation est le développement et la commercialisation de mini-ordinateurs (Gamme MITRA : *gestion transactionnelle et communication* ; Gamme SOLAR : applications industrielles et scientifiques) et d'équipements d'informatique distribuée et de bureautique (gamme CORAIL).

NOUS VOUS REMERCIONS D'ADRESSER VOTRE DOSSIER DE CANDIDATURE (LETTRE MANUSCRITE, CV, PHOTO) SOUS REFERENCE CORRESPONDANTE A
J. MOHIER - PAJ CONSEIL
2, RUE DES DARDANELLES - 75017 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

CSRCR



Notre société poursuit une forte croissance qui doit lui permettre de réaliser 40 millions de CA en 1982.
Nos équipes jeunes et dynamiques (55 personnes) sont d'un haut niveau technique.
Nos activités : le conseil, la réalisation et le service en **INFORMATIQUE INDUSTRIELLE et de GESTION.**
Nous recherchons pour ORSAY :

INGENIEUR ANALYSTE

de formation supérieure : MIAGE, SCIENCES ECONOMIQUES, ou ECOLE d'INGENIEURS.
Il prendra la responsabilité du développement et de la mise en place de projets de gestion.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

pour seconder efficacement le responsable de projet et participer à l'analyse organique, a la programmation et à la mise en place du logiciel.

Les candidats(es) travailleront au sein d'une petite equipe La connaissance du FORTRAN ou du COBOL et bases de donnees sur mini seront des atouts. (Expenence gamme HP souhaitée). Lieu de travail : ORSAY.
Adressez votre candidature sous reference 1369 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

ASEA

recherche pour son usine
spécialisée dans le matériel électromécanique

INGÉNIEUR GESTION DE PRODUCTION

- Ingenieur diplome, vous avez une premiere experience en gestion informatisee de production ou vous avez reçu une formation complementaire du type IAE.
- Secondant le Responsable du Service, et en liaison fonctionnelle avec les autres departements, vous allez participer a la mise en place d'un nouveau systeme de gestion de production, fonctionnant en temps reel.

  Votre potentiel, votre sens de l'organisation et du service rendu aux utilisateurs seront les meilleurs atouts de votre évolution.
- Pratique de l'Anglais courant

INGÉNIEUR RESPONSABLE TECHNIQUE DE PRODUITS

- Vous êtes un Ingénieur diplômé, d'environ 30 ans, et vous avez acquis une premiere experience dans le domaine des biens d'equipements.

  Vous êtes un chef de produits, etant a la fois le responsable operationnel d'un atelier et l'animateur d'une equipe etude-methode-planning.
- Beneficiant d'une large autonomie, vous avez également pour mission de participer au developpement du produit en contact etroit avec la *force de vente*.

  Vous avez le sens de la productivité, *de l'organisation et des relations* humaines.
- Dans un groupe en pleine expansion, ce poste offre de reelles possibilites d'évolution
- Anglais courant.

Si vous êtes interessé par l'un de ces deux postes, à pourvoir dans la grande banlieue Nord de Paris, adressez votre candidature
au SERVICE DU PERSONNEL, B.P. 5 - 95340 PERSAN

Herckelbout Dawson — BARNES GROUP

Sous traitant **automobile,** leader dans sa spécialité ***recherche***

Assistant au chef service méthodes et recherches

pour lui succéder à terme.
Ce *poste* conviendrait à un jeune ingénieur **C.E.S.T.I. option CPA.**
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo en indiquant sur l'enveloppe la référence 2001/LM à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

---

logiciels de gestion

« *Importante* société d'Electronique et de Télécommunications étudiant et réalisant des matériels de pointe veut étoffer son Informatique de Gestion.

Un poste d'Ingénieur chargé de la gestion logiciel des Achats-Approvisionnements est créé. Il impliquera un contact permanent avec les utilisateurs et les autres correspondants *du service*, l'amélioration des produits logiciels existants, des études d'intervention et leur réalisation.

Ce poste basé en région parisienne sera doté d'une large autonomie et ménagera de réelles possibilités de développement personnel.

Veuillez adresser votre dossier de candidature sous *réf.* 6630-M à Mamrégies qui transmettra. »

Mamrègies
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

---

trafic informatisé

Nous recherchons
pour participer au développement et à la réalisation de l'informatisation et l'automatisation de systèmes de transports,

CHEF DE PROJET

possédant 3 à 5 ans d'expérience de mini informatique Temps Réel (SOLAR apprécié). (réf. 05.39)

INGENIEURS DE REALISATION

ayant une première expérience ou éventuellement débutants dans les domaines de la mini ou de la micro informatique. (réf. 05.41)

Nous mettons à la disposition de nos ingénieurs
pour la conception et le suivi de la réalisation de nos projets
UN ATELIER LOGICIEL
(ensemble d'outils logiciels dans un environnement interactif)

CERCI - L'INDUSTRIEL DE L'INFORMATIQUE -
attend vos candidatures manuscrites avec c.v. détaillé à la Direction du Personnel 56, rue Roger-Salengro
94120 Fontenay-sous-Bois.

Cerci

Informaticiens

Notre vocation :
l'ingénierie informatique pour des automatismes industriels et tertiaires.
Notre métier :
réaliser des systèmes, produire des logiciels,
Nos domaines d'intervention :
- la mécanique - l'énergie
- les transports - la communication.

Pour faire face à notre expansion, nous recherchons

INGENIEURS CONFIRMES

3 à 5 ans d'expérience mini informatique - connaissance MITRA ou DEC appréciée. (réf. 05.37)

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Ingénieurs débutants ou formation universitaire (DUT, Licence, MIAGE) + 2 à 3 ans d'expérience. (réf. AP.06)

CERCI - L'INDUSTRIEL DE L'INFORMATIQUE -
attend vos candidatures manuscrites avec c.v. détaillé à la
Direction du Personnel - 56, rue Roger-Salengro
94120 Fontenay-sous-Bois.

Cerci

Banque Populaire recrute le

Cadre Responsable

de sa cellule « ENTREPRISES »

Attaché à la Direction des Crédits,
- il aura à
  - animer l'Equipe « entreprises »
  - décider de la présentation des dossiers
  - participer à l'élaboration de la politique des crédits, la pro*mouvoir et suivre les applications.*
- Il doit avoir
  - une formation commerciale supérieure
  - une pratique éprouvée des techniques de financement des entreprises
  - le sens de l'animation des hommes.

Envoyer C.V., photo et prétentions à Direction des Crédits - BPRNP
32, Boulevard Jules Guesde 93200 SAINT DENIS.

COFAP

COFRAMI

Compagnie Française de Mini et Micro Informatique

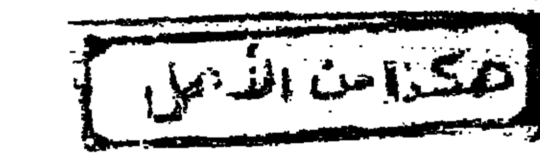
Société de services spécialisée dans l'étude et la réalisation de logiciels sur mini-ordinateurs et microprocesseurs. désire recruter des

INGÉNIEURS CONFIRMÉS

pour participer à des projets dans les domaines suivants:
- *Logiciels d'applications en temps réel:*
  - *automatismes, contrôle de processus:*
  - *télécommunications et télématique:*
  - *systèmes spécifiques.*
- *Logiciel de base.*

Veuillez adresser votre candidature, accompagnée d'un CV à Michel AUBINEAU - Directeur Technique
COFRAMI - 27/29, avenue St-Mandé - 75012 PARIS.

HAVAS CONTACT



هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

trafic informatisé

CHEF DE PROJET

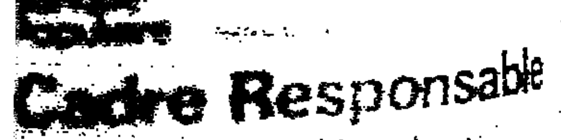
INGENIEURS DE REALISATION



Informaticiens

INGENIEURS CONFIRMES

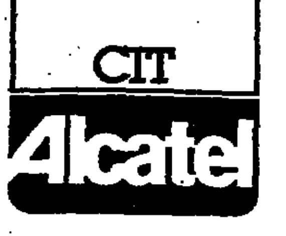
ANALYSTES PROGRAMMEURS



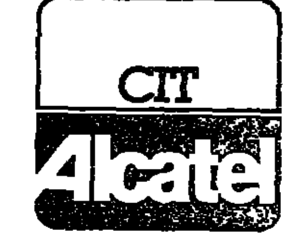
Cadre Responsable

COFRAMI

INGENIEURS CONFIRMES



DÉPARTEMENT TRANSMISSION



RECHERCHE:

pour son activité TÉLÉINFORMATIQUE

TECHNICO-COMMERCIAL EXPORT

Réf. M01

Au sein de l'équipe commerciale export, il participera à :
— la prospection commerciale au niveau Europe et Amérique du Nord,
— la négociation commerciale : établissement et suivi du suivi d'affaires,
— la promotion des produits : études de marchés des produits, adaptation des matériels...
— l'animation du réseau de distribution.

De formation supérieure en électronique, il aura une expérience commerciale et en particulier au niveau international si possible dans le domaine téléinformatique. La langue anglaise est impérative.
Des déplacements fréquents sont à prévoir (25 % du temps).

Lieu de travail : Région MONTLHÉRY - 91

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Réf. M02

Il participera à l'étude et à la réalisation de matériel à base de microprocesseur pour des matériels de Télécommunication.
De formation supérieure en électronique, il aura si possible une expérience de 2 ans minimum dans les domaines cités.

Lieu de travail : Région TRAPPES (78)

RESPONSABLE SERVICE NOTICES TECHNIQUES

Réf. M03

Il animera une équipe d'environ 30 personnes chargées de l'élaboration des notices techniques.
Il gérera un budget de plusieurs MF dont la moitié sont des dépenses de sous-traitance extérieure.
Il sera responsable du choix des sous-traitants et de la négociation des prix. Le candidat retenu devra avoir de réelles capacités de gestion et d'encadrement d'équipe. Il aura des connaissances et si possible une expérience dans le domaine des matériels de télécommunication et en particulier en transmission.

Lieu de travail : Région MONTLHÉRY - 91

INGÉNIEUR ENAC

Réf. M04

Dans le cadre de la commercialisation de matériel appliqué à l'AVIATION CIVILE il participera à la prospection et à la négociation de marchés avec l'Aéronautique Civile en France et à l'Étranger.
De formation ENAC, il aura au minimum 2 ans d'expérience dans les techniques de commutation électronique et la connaissance des procédures de transmission météorologiques et aéronautiques.
Langue anglaise indispensable.

Lieu de travail : Région TRAPPES (78)

pour son activité EXPORT

RESPONSABLE CHANTIER A L'ETRANGER

Réf. M05

Cette offre s'adresse à des INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS susceptibles après période de formation de prendre en charge d'importants chantiers à l'EXPORTATION dans le domaine des télécommunications.
Ils seront particulièrement chargés :
— de la réalisation et de la mise en service d'ENSEMBLES de transmission faisant appel à des techniques diverses.
— du personnel travaillant sur le site et des problèmes qui s'y rapportent.
— des contacts directs avec le client.
Maîtrise de l'anglais écrit et parlé nécessaire.

CHEF DE PROJET LOGICIEL

Réf. M06

Dans le cadre d'un projet lié au traitement de la parole, il prendra en charge l'étude et la réalisation du logiciel en collaboration avec l'équipe hard.
De formation supérieure en informatique, il devra avoir plusieurs années d'expérience en développement de logiciel.

Lieu de travail : Région TRAPPES (78)

pour son activité EXPORT

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Réf. M07

En réponse aux appels d'offres internationaux, ils participeront à l'élaboration de projets techniques et aux négociations avec les clients étrangers dans les domaines suivants :
— transmissions numériques (réseaux à grande distance, multiplexeurs, équipement de lignes),
— réseaux hertziens (équipements émission/réception à base analogique ou numérique, antennes...),
De formation supérieure en électronique, ils auront si possible une expérience de plusieurs années d'études, de projets ou encore de réalisation chantiers dans les domaines cités.

Lieu de travail : PARIS - 75

INGÉNIEUR MARKETING

Réf. M08

Au sein de l'équipe commerciale, il participera aux études et à l'élaboration de la politique produits, dans le domaine de la Télématique (Traitement de parole, lecture optique...).
De formation supérieure (HEC, ESSEC, etc.), il aura acquis si possible une expérience dans un service commercial de matériel informatique ou de bureau.

Lieu de travail : Région TRAPPES (78)

pour son activité TÉLÉMATIQUE

INGÉNIEUR SYSTÈME

Réf. M09

Dans le cadre d'un projet de lecteur optique pour application à la bureautique, il prendra en charge le développement logiciel en collaboration avec l'équipe hard.
De formation supérieure, il devra avoir une expérience de plusieurs années en logiciel système temps réel micro-processeurs (16/32 bits) et des connaissances approfondies dans la structure et l'architecture des systèmes programmés.

Lieu de travail : Région TRAPPES (78)

COMPOSANTS SILICIUM

Réf. M10

L'ingénieur recherché sera responsable de l'atelier de fabrication des composants silicium de la production des transistors sous-marins des circuits intégrés bi-polaires rapides pour liaisons numériques et des photodiodes pour application à 0,8 micron.

Il encadrera une équipe d'environ 25 personnes :
— élaboration des composants sur plaque et montage sur embase,
— caractérisation mesure et évaluation de la fiabilité.

En liaison avec le service d'études, il participera étroitement au développement.

De formation supérieure ou universitaire, il aura une expérience des semiconducteurs en technologie ou en caractérisation, et si possible déjà encadré une équipe.

Lieu de travail : Région de MONTLHÉRY - 91

Adresser C.V. et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à CIT-ALCATEL
Service Recrutement Cadres - 10 bis, rue Louis Lormand - B.P. 22 78320 LE MESNIL-SAINT-DENIS



SOCIETE ANONYME DE TELECOMMUNICATIONS

DES TECHNIQUES FIABLES, SIMPLES, ÉCONOMIQUES...

Avec un chiffre d'affaires de 2 Milliards H.T. (dont 25 % à l'exportation), la SAT emploie dans ses 9 établissements de PARIS et PROVINCE 7000 personnes (dont 800 ingénieurs et 1800 techniciens).
• LES TÉLÉCOMMUNICATIONS • LA TÉLÉINFORMATIQUE • LA TÉLÉDISTRIBUTION • L'ÉLECTRONIQUE AÉROSPATIALE sont ses principales activités.

La SAT vise toujours plus haut et recherche pour :

SA DIRECTION COMMERCIALE

EXPORT

. INGÉNIEURS TÉLÉCOMMUNICATIONS
(débutants ou confirmés)
dont la mission, après une solide formation, sera de répondre à des appels d'offre, de développer des arguments techniques de vente pour des produits sophistiqués *Connaissances en commutation, transmission, téléinformatique.*
(Référence A.EX)

. INGÉNIEURS CONFIRMES
possédant une expérience de 4 à 5 ans dans la promotion de systèmes, de préférence dans le domaine de l'Electronique. (Référence B.EX)

Pour ces postes, ANGLAIS courant indispensable. Espagnol apprécié. Lieu de travail : Paris 13ème.

FRANCE

. INGÉNIEURS DEBUTANTS
ou ayant quelques années d'expérience, ils négocieront des contrats d'équipements de transmission (faisceaux hertziens, fibres optiques ...) avec les grandes administrations, PTT notamment, ils établiront des relations suivies avec ces organismes. Diplôme souhaité : ENST - SUP. ELEC... (Référence CM)

. INGÉNIEURS EXPERIMENTES
EN COMMUTATION ÉLECTRONIQUE
pour renforcer les équipes commerciales chargées de la vente de systèmes de commutation privée de haut de gamme (TELCOM 200-300). (Référence DM)

Pour ces postes, le lieu de travail est PARIS avec de nombreux déplacements en province.

SES LABORATOIRES DE RECHERCHE-DEVELOPPEMENT ET SERVICES TECHNIQUES

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

. INGÉNIEURS DEBUTANTS ou ayant quelques années d'expérience, intéressés par l'étude et la réalisation de matériels de téléinformatique, télématique et transmissions numériques. Les travaux proposés concernent le traitement microprocesseur et la circuiterie, appliqués à la transmission de données et à la transmission numérique. (Référence E.E.)

. INGÉNIEURS DEBUTANTS pour service de coordination technique. Les travaux proposés concernent l'établissement de propositions techniques d'études et de marchés d'étude, le suivi des marchés d'étude en collaboration avec des ingénieurs du laboratoire. (Référence F.E.)

. UN INGÉNIEUR *ayant de bonnes connaissances dans le domaine des alimentations pour équipements de transmission numérique* (Référence G.E.)

. INGÉNIEURS intéressés par les études en électronique de puisssance
Activités proposées : *étude et développement d'équipements de bord pour* l'avionique dans le domaine de la distribution/transformation électrique moderne *en moyennes tensions.*

Formation préférée : ESE - ENSIEG ou équivalent, bonnes connaissances des circuits logiques et analogiques nécessaires, connaissances en servomécanisme appréciées. (Référence H.E.)

. INGÉNIEURS GRANDES ECOLES, ESE, ENST, *ou équivalent, débutants ou ayant quelques années d'expérience, intéressés par une activité de conception et de réalisation de réseaux de télécommunications organisés autour* de systèmes de commutation temporelle numérique et d'établissement de cahiers *des charges concernant l'intégration de ces systèmes tant sur le territoire national* qu'à l'étranger. (Référence I.E.)

Dans le cadre du développement de ses activités en commutation et télématique,
. INGÉNIEURS INFORMATICIENS, débutants ou confirmés, pour participer à la réalisation de projets TEMPS REEL de grande dimension.
Formation souhaitée : Grandes Écoles, option informatique. Lieu de travail : *DOURDAN ou MASSY (Essonne).* (Référence J.E.)

AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS

MAINTENANCE

NIVEAU IV 2 à VI

Les candidats retenus se verront confier selon leur niveau : • soit la formation pratique du personnel chargé de la surveillance des stations Hertziennes et un rôle d'assistance des équipes de techniciens sur sites • soit la mise en service et la maintenance en clientèle d'équipements de commutation électronique ou de systèmes de transmissions analogiques et numériques. **B.T.S. - D.U.T.** ayant de préférence, une première expérience concrète dans l'un de ces domaines. Postes basés à PARIS XIIIème ou MASSY (91) Missions en FRANCE et/ou à l'ÉTRANGER. Anglais nécessaire. (Référence K.T.)

NIVEAU III 2 à IV 1

pour assurer le contrôle et le dépannage en atelier, de matériels de transmissions *de données. Bac F2 minimum. Lieu de travail : MASSY (91). Ces différents postes* s'adressent à des candidats qui devront être libérés des Obligations Militaires. *(Référence K.U.)*

LABORATOIRE D'ETUDES

Les candidats devront participer à l'étude et au développement d'équipements de transmissions analogiques et numériques. **B.T.S - D.U.T.** Connaissances en microprocesseurs appréciées. (Référence K.V.)

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V., en indiquant bien la référence du poste choisi au Service Central du Personnel
SAT - 41, rue Cantagrel - 75624 PARIS CEDEX 13



DIVISION TELECOMMUNICATIONS

recherche pour son

BUREAU D'ETUDES DES INGENIEURS

DEBUTANTS ET CONFIRMES

Diplômés d'une grande école à vocation mécanique ; ils seront chargés de concevoir et de réaliser l'architecture *mécanique de nos produits jusqu'à la phase industrialisation.*

De larges possibilités d'évolution de carrière sont offertes au sein de la division ou du groupe à des candidats faisant preuve de créativité et d'aptitude à l'encadrement.

Une bonne pratique de la langue anglaise est souhaitable.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (Curriculum Vitae, photo et prétentions) à J.P. GALLAIS
16, rue du Fossé Blanc - 92231 GENNEVILLIERS.

NOUS SOMMES UNE SOCIETE FRANÇAISE
Solidement implantée en France et aux U.S.A.
Notre C.A. de 130 MF progresse constamment depuis 16 ans
nous recherchons pour notre
DIVISION ELECTRONIQUE

DES INGENIEURS LOGICIEL

– Débutants ou première expérience ;
– Connaissance du FORTRAN.

Ces postes consistent à étudier et écrire des logiciels de simulation en temps réel.
(Référence 3581 A)

DES ANALYSTES

– Débutants ou première expérience ;
– Formation D.U.T. ou maîtrise informatique.

Ces postes consistent à écrire et à mettre au point des logiciels de simulation en temps réel. (Référence 3581 B)

Lieu de travail : PARIS-OUEST

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo sous référence correspondante à :
JEAN REGNIER PUBLICITE 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

J.R.P.

Entreprise, fabricant *placards* (logement, burx, hôpitaux) et meubles, cuisines, s. de bains, recherche

TECHNICO-CCIAL

pour France exportation.
Téléphone : (16-3) 990-54-50.

INGENIERIE

Diriger notre Département Industries Légères

Responsable de notre Département Industries légères, vous aurez *pour mission de le diriger* et de le développer tant sur le plan commercial et technique que sur celui du choix des hommes.

Après avoir détecté les affaires, vous les définissez avec les clients, puis vous établissez les offres complètes et les négociez sous tous leurs aspects : technique, financier, fiscal et juridique.
Ces projets concernent la réalisation en France et à l'étranger d'usines de fabrication de produits élémentaires tels qu'éléments en verre et céramique, fils et câbles, profilés, tissus, composants divers. Ils peuvent s'appliquer aussi *à des produits manufacturés complexes* (machines-outils, matériels agricoles, gros appareils ménagers,...).
Vous en assurerez la réalisation en vous appuyant sur les chargés d'affaires de votre département.

Cette fonction de très bon niveau et basée en proche banlieue sud de Paris ne peut être confiée qu'à un Ingénieur Grande Ecole ayant 10 ans d'expérience en milieu industriel.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 4233 M à DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 Paris.
Discrétion assurée.

Dessein

2 à 4 ans d'expérience informatique

vous ont permis d'atteindre un niveau de compétence élevé (télétraitement, bases de données, encadrement d'équipe). Il est temps pour vous de franchir une nouvelle étape :

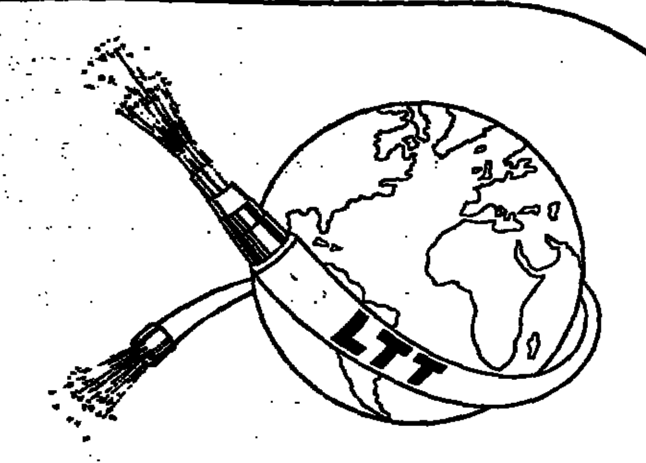
ingénieur analyste

Associé(e) à la direction d'un de nos projets (budgets de plusieurs dizaines d'années-hommes) vous vous familiariserez avec

• *les techniques les plus évoluées aujourd'hui, dont la pratique se développera dans* les années à venir (MVS, IMS...),
• *des matériels de grande puissance : un système 3033 AP, deux systèmes 3081,* 1300 terminaux répartis en France, 100 milliards d'octets en ligne sur disques, deux systèmes *de mémoire de masse.*

Filiale informatique d'un important groupe français dont nous développons les systèmes de gestion en temps réel, nous vous offrons des responsabilités techniques et humaines et des perspectives d'évolution.
Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre, C.V., rémun.) sous réf. M 102 à :
GIE - Direction du Personnel - Tour Franklin 92081 PARIS LA DEFENSE. Cedex 11.

G I E
GENERALE INFORMATIQUE ET D'EXPLOITATION



Importante filiale de l'un des leaders mondiaux de l'electronique *professionnelle, spécialiste des systèmes de transmission* dans les secteurs de pointe - télécommunications, transmissions numériques, vidéo-communication - nous assurons la conception générale, l'étude, *l'industrialisation et l'installation des systèmes* de transmission de demain. Le développement continu de notre potentiel industriel et humain (300 ingénieurs et cadres) nous conduit à intégrer dans nos équipes

pour notre Centre d'Etudes et de Développement à CONFLANS-SAINTE-HONORINE

DES INGENIEURS D'ETUDES ELECTRONICIENS

ENST, ESE, ISEP, ISEN, ...

débutant ou ayant une expérience professionnelle, et souhaitant *acquérir ou confirmer une compétence dans le domaine des tech*niques que nous développons (réseaux larges bandes, microprocesseurs, modems, traitement digital, numérisation du son, *opto-électronique*...).
Un de ces ingénieurs sera délégué à notre Etablissement de Lannion.

pour notre Centre de Production à LANNION

UN INGENIEUR RESPONSABLE ESSAIS

ESEO, ESME, ESIEE, ...

chargé d'assurer la sortie de production d'équipements électroniques en respectant les normes de qualité et les contraintes de délai.
Il animera une équipe de techniciens électroniciens et d'opératrices et disposera d'un ensemble de systèmes de mesures *appropriés (calculateurs, baies automatiques de test, ...).*

UN INGENIEUR RESPONSABLE METHODES ET MOYENS D'ESSAIS

ESEO, ESME, ESIEE, ...

En liaison étroite avec les services Etudes et Essais, il sera charge des méthodes, de l'étude et de la réalisation de nos systèmes de mesures destinés au contrôle des équipements électroniques (modems, systèmes opto-électroniques, ...) après fabrication.
Des connaissances en informatique appliquée sont demandees et *une expenence en plateforme d'essais de matériel électronique* professionnelle est souhaitée.

Nous assurons la *formation à nos produits* et à *nos methodes.* l'importance de notre groupe et ses structures internationales permettant d'offrir des perspectives de carrière très ouvertes dans les domaines techniques, industriels, commerciaux et export.

J. VIGREUX pour Conflans-Sainte-Honorine
et L. BITEAU pour Lannion, vous remercient de leur adresser *votre candidature* (C.V., *photo et prétentions*) *qu'ils étudieront* avec la plus grande attention.
1, rue Charles Bourseul - 78700 CONFLANS-STE-HONORINE
B.P. 148 - 22300 LANNION

LTT



USINE DE CORBEIL-ESSONNES-91

MICRO-ELECTRONIQUE APPLIQUEE A L'INFORMATIQUE, RECHERCHE

Pour assurer le support technique de ses fabrication de circuits intégrés haute densité:

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

- ELECTRONICIENS (ETUDES/PROJETS ...)
- GENERALISTES (METHODES DE FABRICATION/PRODUCTION ...)

Cette annonce s'adresse à des jeunes diplômés débutants sans emploi et dégagés des obligations du service national.
ANGLAIS SOUHAITE - Possibilité de séjours aux Etats-Unis.

Ces postes de début de carrière peuvent évoluer ultérieurement selon les aptitudes et les goûts, vers des activités industrielles différentes et permettre un intéressant développement de carrière.

Adresser candidature et C.V. détaillé à IBM FRANCE - Service Recrutement des Cadres
224, Bd John Kennedy - 91102 CORBEIL-ESSONNES Cedex.



Groupe
ACTIVITES MEDICALES
Département Etudes et Développement
Imageries Nouvelles

Ingénieurs électroniciens

(Centrale-Supélec-Télécom-Physique et Chimie-DEA informatique)

radiologie numérique

Intégrés dans des équipes de haut niveau, vous interviendrez en spécialistes sur des projets d'envergure *faisant appel à des technologies nouvelles. Votre* mission sera d'apporter dans votre département, ou chez l'utilisateur, compétences techniques et esprit d'innovation.

Ingénieur processeurs rapides

Spécialiste de l'imagerie, vous élaborerez de nouveaux produits à partir de sous-ensembles existants (mini-calculateurs).

Ingénieur vidéo

Vous avez une bonne expérience en études de caméra. Vous aurez à assurer le choix des constructeurs et le suivi des études se sous-traitance.

Ingénieur support-produit

Vous apporterez vos conseils techniques lors de la définition des besoins chez l'utilisateur et touverez les solutions adéquates à leurs applications.

Pour l'étude et le développement de ces produits de pointe, vous devez avoir une expérience d'environ 10 ans qui fait de *vous un véritable spécialiste en traitement d'images et du signal numérique. L'anglais est indispensable pour ces 3 postes* qui sont à pourvoir à Stains (93). Nous vous remercions d'adresser votre C.V. détaillé, lettre manuscrite et prétentions à :



AFL CONSULTANT
16 rue de la Paix 75002 Paris

média-system

EXPÉRIENCE INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Chefs de produits seniors

Les Laboratoires Boots-Dacour sont la filiale française de BOOTS COMPANY P.L.C., *mondialement* connue pour ses recherches en thérapeutiques anti-inflammatoire et cardio-vasculaire.
Dans le cadre de l'**élargissement de notre activité**, nous recherchons **2 CHEFS DE PRODUITS SENIORS.**

*Ils participeront à l'***élaboration des plans marketing** à court et moyen termes et assureront le **suivi des opérations de promotion** ainsi que les **relations** avec les agences de publicité et les sociétés de services.

1) PRODUIT ANTI-INFLAMMATOIRE :

Ce poste conviendrait à un **MÉDECIN**, un **PHARMACIEN** ou un **DIPLÔMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SCIENTIFIQUES OU COMMERCIALES.**
Agé de 30 ans minimum, il possèdera une **expérience réussie de 2 à 3 ans** dans la fonction ainsi qu'une *bonne connaissance de l'***anglais**. (réf. LM 01)

2) PRODUIT CARDIO-VASCULAIRE :

Ce poste conviendrait à un **MÉDECIN** âgé de **30 ans minimum** possédant une **expérience de 2 à 3 ans minimum** *dans le marketing pharmaceutique et une bonne connaissance de l'***anglais.** (réf. LM 02)
Pour ces deux postes, nous offrons une **rémunération très motivante.**
Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste à
LABORATOIRES BOOTS-DACOUR. *B.P. 66 - 92404 COURBEVOIE Cedex.*

MEDIA PA



Jeunes ingénieurs

ECP, MINES, ENSTA, ENSAM

Société d'étude et de réalisation d'installations nucléaires recherche *plusieurs ingénieurs pour participer à des études de développement et* de dimensionnement mécanique dans le domaine des structures chaudronnées et de tuyauteries.
Leur rôle, à l'intérieur d'une équipe d'ingénierie, sera de s'assurer du comportement de ces éléments à basse et haute température.

Une bonne connaissance de l'utilisation des méthodes de calcul par éléments finis et de langages informatiques est nécessaire. La connais*sance du code ASME - section 3 - serait un atout supplémentaire.*

Nous offrons un environnement spécialisé dans les technologies de pointe, d'importantes possibilités de formation, de larges possibilités d'évolution professionnelle.

Lieu de travail : proche banlieue Sud-Ouest.

Adresser CV et photo, sous réf. 3424, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

média-system

X, 35 ans environ, Directeur Général

Notre société a décidé de renforcer son équipe de direction dans le cadre de son expansion et de s'associer le concours d'un X ou Grande Ecole, *jeune, à fort potentiel, pour lui confier la Direction Générale.*

Cette société de prestations de services dans le domaine immobilier, appuyée sur de puissants groupes français de niveau international, est reconnue et appréciée pour son dynamisme commercial et la qualite remarquable de ses interventions. La grande variété des techniques utilisées, dont certaines très élaborées, implique la mise en œuvre d'une organisation complexe et d'une gestion rigoureuse.

Le créneau que la société a ouvert et qu'elle occupe de façon très originale et exceptionnelle lui ouvre des marchés nationaux et internationaux (Europe, Afrique francophone) qu'elle est déterminée à exploiter.

Le PDG cherche un homme de caractère et de forte personnalité, ingénieur de formation, pouvant justifier d'une expérience réussie de direction, d'animation et de développement d'un centre de profits en milieu industriel ou technique.

Le Directeur Général, homme de synthèse, conduira la société comme sa propre entreprise, epaulé au départ par un PDG, X, dynamique, animé d'un fort esprit de service et se sachant par ailleurs appuyé par un groupe.

Ce poste passionnant et très formateur ménage des possibilités certaines d'évolution rapide.



Ecrivez avec CV, lettre manuscrite et prétentions sous réf. B 517 à
D. DANGER - Service Recrutement - CORT, 65, avenue Kléber 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

Desseln

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

DES INGÉNIEURS DE PREMIER PLAN POUR UN ENGINEERING INTERNATIONAL

Nous concevons et réalisons des usines clé-en-main dans le monde entier. Nous recherchons des spécialistes capables d'intégrer leur savoir faire à nos projets industriels.

INGÉNIEUR ÉLECTRICITÉ INDUSTRIELLE adjoint au responsable du service.
réf. MEI

Diplômé ESE ou équivalent, ce spécialiste âgé d'environ 35 ans possédera une expérience confirmée des études de distribution électrique industrielle acquise sur des projets industriels importants.
Il participera dans sa spécialité aux négociations techniques d'affaires à l'exportation et animera — sous les ordres du responsable du service — une équipe de haut niveau.

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN
réf. ME

Cet ingénieur diplômé possédera une expérience de 3 à 5 ans acquise dans une grande entreprise ou en Engineering. Il prendra en charge les études et la réalisation du lot électricité d'ensembles industriels importants.

INGÉNIEUR MACHINES TOURNANTES
réf. MMT

Ingénieur confirmé ENSAM-INSA ou équivalent, spécialiste pompes compresseurs, turbines à gaz et à vapeur. Il possédera une solide expérience dans le domaine Pétrochimie acquise de préférence en Engineering.
Il participera, dans sa spécialité, aux négociations et aux réalisations de grands projets industriels.

INGÉNIEUR APPAREILS A PRESSION
réf. MAP

Cet ingénieur diplômé ENSAM-INSA ou équivalent possédera une expérience de 3 à 5 ans d'études ou de construction chaudronneries lourdes ou spéciales.
Compétent en matière de conception et de calcul d'appareils à pression soudés pour industrie pétrolière et connexes, il participera aux négociations techniques et aux réalisations de grands projets industriels.

INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL - CHARPENTES
réf. MGC

Ce spécialiste diplômé d'école d'ingénieurs possédera une expérience minimum de 5 ans acquise en entreprise de travaux publics ou de construction métallique ou bien en Bureau d'études d'exécution.
Il assurera, grâce à ses compétences en matière d'études et de travaux béton, charpentes, sols, bâtiment, la gestion de dossiers d'affaires.

INGÉNIEUR EN PÉTROCHIMIE
réf. MP

Ce spécialiste diplômé École d'Ingénieurs possédera une expérience confirmée des études, de la construction et du montage des réseaux process et utilités dans les installations pétrochimiques.
Il participera aux projets et aux réalisations d'affaires pétrochimiques ainsi qu'éventuellement d'autres usines réclamant ses compétences.

INGÉNIEUR FLUIDES
réf. MF

Ingénieur diplômé possédant une expérience minimum de 5 années dans la conception et la réalisation d'unités industrielles notamment pétrochimiques. Il participera aux négociations techniques et à la réalisation de grands projets.

INGÉNIEUR INSTRUMENTATION
réf. MI

Cet ingénieur possédera une expérience de 3 à 5 ans acquise de préférence dans la réalisation d'ensembles industriels clé-en-main.
Il sera responsable dans un premier temps de la réalisation de systèmes de conduite de processus industriels d'installations pétrochimiques et de cimenteries.

Tous ces postes basés à Paris-La Défense impliquent de fréquents déplacements tant en France qu'à l'étranger. L'anglais courant est bien entendu indispensable. La connaissance d'une seconde langue sera appréciée.

Nous vous proposons d'adresser votre C.V. photo et prétentions sous référence précitées à CONTESSE PUBLICITÉ 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra sous numéro 39465. Nous vous garantissons une totale discrétion.

SAGEM

OSCAR 1980 DE L'EXPORTATION
Prix de la performance exceptionnelle

1er CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE SYSTEMES DE NAVIGATION INERTIELLE
2e CONSTRUCTEUR MONDIAL DE TERMINAUX TELEX

recherche pour ses Centres d'Etudes et de Développement
d'Argenteuil - Eragny - Pontoise
et ses **Centres de fabrication**
de Montluçon - Fougères
Saint-Etienne-du-Rouvray

Ingénieurs systèmes
Ingénieurs logiciel
Ingénieurs électroniciens
Ingénieurs Méthodes

A.M., E.S.E., ou équivalent
pour études

Systèmes Télématiques
et
Systèmes Avioniques

Rejoignez une équipe performante et adressez votre C.V., sous réf. LM à
SAGEM
Direction du Personnel et des Relations Sociales
6, Avenue d'Iéna
75783 PARIS CEDEX 16

MEDIA PA

IMPORTANT GROUPE METALLURGIQUE
proximité Etoile
recherche

INGENIEUR DEBUTANT

Diplômé A.M. ou équivalent, pour suivi de production.
Envoyer lettre manuscrite avec CV, photo et prét. s/réf. 11563 à PIERRE LICHAU SA BP 220-75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra

---

HYPERMARCHE
6.000 m² - 320 personnes
CLERMONT-FERRAND

L'UNE DES 10 PREMIERES SOCIETES DE LA DISTRIBUTION FRANCAISE
recrute, pour cet hyper, JEUNE

DIRECTEUR ADJOINT

ayant en charge le PERSONNEL et les RELATIONS AVEC LES PARTENAIRES SOCIAUX, l'ORGANISATION et LA GESTION : il est l'adjoint et le coéquipier efficace du Directeur.

OPPORTUNITE
POUR UN HOMME D'ENVIRON 35 ANS, bonne formation de base, occupant déjà un POSTE DE RESPONSABILITE (avec *commandement et relations sociales*) DANS LA GRANDE DISTRIBUTION (sinon s'abstenir) DESIREUX DE SE REALISER DANS UNE SOCIETE EN CROISSANCE pratiquant la promotion interne

SC garantit une DISCRETION ABSOLUE
Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo sous ref. 4867

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Peabody

SOCIETE LEADER DANS L'ANTI-POLLUTION
recherche pour la Direction Technique de la DIVISION AIR

JEUNE INGENIEUR D'ETUDES
calculs de structures

DOUBLE FONCTION :
- CALCULS en vue de l'optimisation des poids de charpentes, chaudronnerie...
- DEVELOPPEMENT DE SYSTEMES INFORMATIQUES pour améliorer le fonctionnement de la Division

POSTE VOULU EVOLUTIF

- JEUNE INGENIEUR type AM, ENSI, INSA, parlant ANGLAIS
- EXPERIENCE (2 à 5 ans) DE CALCULS DE STRUCTURES avec bonne connaissance des moyens INFORMATIQUE (Fortran), acquise en Entreprise, B.E. et ou Engineering.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémuner. et photo ss réf. 4862 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

LMT - R.P.
LE SERVICE CENTRAL D'INFORMATIQUE

qui apporte son soutien aux équipes de recherche et de développement, en particulier dans la réalisation des réseaux complexes, renforce son potentiel. Un

ingénieur logiciel

aura la responsabilité de réaliser les logiciels à partir des spécifications fonctionnelles (mise en œuvre, essais...), d'élaborer des nomenclatures et de venir en assistance à l'intégration.

Pour ce faire, il animera une petite équipe appelée à se développer. Une première expérience de 3 ans environ paraît souhaitable, mais les candidatures de débutants seront étudiées.

Poste en Région Parisienne.

Veuillez envoyer votre dossier de candidature sous référence 500 à LMT-R.P. Gestion des Cadres, 46 Quai A. Le Gallo, 92103 Boulogne-Billancourt.

CADRES ET DIRIGEANTS

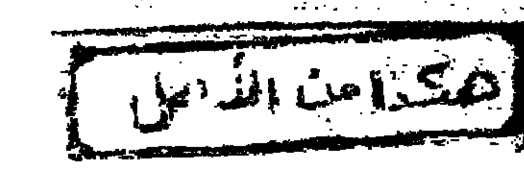
Vous êtes placé devant une décision capitale pour la GESTION DE VOTRE CARRIERE et la réponse dépend à la fois de votre valeur, de vos motivations, de la nature de votre activité actuelle, comme du dynamisme (?) de votre entreprise.

Décidez d'y voir clair. Un conseil d'entreprises en Ressources Humaines peut vous y aider grâce à son expérience en recrutement et à sa connaissance des Sociétés.

Pour un entretien sans engagement ni frais, appelez dès aujourd'hui

gesper 91 rue du Fbg St Honoré 75008 PARIS Tél : 266.90.75

et venez nous parler de votre travail et de votre employeur.



هكذا من الأصل



OSCAR 1980 DE L'EXPORTATION

Ingénieurs systèmes

Ingénieurs logiciel

Ingénieurs électroniciens

Ingénieurs Méthodes

Systèmes Télématiques

Systèmes Avioniques

INGENIEUR DEBUTANT

CADRES DIRIGEANTS

gesper

LEP

laboratoire d'électronique et de physique appliquée
3, avenue descartes 94450 limeil brévannes

LEP est un Laboratoire de Recherche privé, qui travaille en coopération avec l'ensemble des Laboratoires de Recherche PHILIPS.

A ce titre, ses chercheurs ont accès et contribuent à un potentiel de compétence et d'expertise de haut niveau dans les domaines de pointe de l'Electronique.

RECRUTE

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES - DOCTEURS DE 3ème CYCLE - DOCTEURS INGENIEURS

désireux de s'intégrer à des Equipes de Recherche performantes dans les domaines d'activités suivants :

Systèmes électroniques

(Référence 30)

Etudes de base, simulation sur ordinateur, conception de circuits rapides analogiques et numériques et réalisation de prototypes pour les applications suivantes : Réception de programmes diffusés par satellites. Traitement du son et des images. Transmission numérique. Compression du débit d'information. Acquisition et visualisation des signaux.

Dispositifs photoélectroniques

(Référence 20)

Physique et technologie des dispositifs photoémetteurs et photorécepteurs : dispositifs intensificateurs d'images.
Disciplines correspondantes : physique du solide et des semiconducteurs, physique du vide, électronique rapide.

Physique des solides

(Référence 10)

Croissance cristalline et caractérisation. Technologie des circuits intégrés Ga As. Dispositifs hyperfréquences. Conception de circuits intégrés. Recherche fondamentale en physique des semi-conducteurs.

Ecrire Département Affaires Sociales, avec curriculum vitae + photo.

THOMSON-BRANDT

Responsable de la Conception de Micro-Ordinateurs

Thomson Brandt ouvre le marché Grand Public européen à la micro-informatique avec le premier ordinateur pour la famille conçu et fabriqué en France.

Ingénieur Electronicien, spécialiste de l'électronique digitale et des applications à bases de microprocesseurs, vous serez chargé de concevoir les produits futurs de la micro-informatique grand-public.

Nous vous confierons la responsabilité d'une équipe de pointe pour développer un produit faisant appel aux dernières innovations en matière de microprocesseurs.

Vous êtes diplômé Grande Ecole ou 3ème Cycle universitaire, vous maîtrisez l'anglais. Ce poste vous convient si vous avez le goût de la conception, le sens des responsabilités et si vous êtes désireux de maintenir notre production technique au niveau de ses rivales étrangères.

Adressez lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. 1554 M, aux consultants d'
ALPHA CDI
59, rue Saint Didier
75116 PARIS.
qui vous recevront très rapidement avant le 15/07.



ALPHA CDI

THOMSON-BRANDT

MICRO INFORMATIQUE FAMILIALE

Chef de projet Méthodes logiciels d'application

THOMSON BRANDT ouvre le marché grand public européen à la micro-informatique avec le 1er ordinateur pour la famille conçu et fabriqué en France.

Ingénieur grande école ou 3ème cycle universitaire, vous avez une solide formation en informatique, une bonne expérience de développement de logiciels et de leur évaluation.

Vous renforcerez notre équipe technique pour les logiciels d'application.

Votre connaissance des micro-ordinateurs vous permettra de développer des méthodes de réalisation et de sous-traitance industrielle des logiciels. Vous prendrez progressivement en charge le contrôle qualité.

Pour ce poste, l'anglais est indispensable.

Adressez très vite, CV, photo et prétentions, sous réf. 1555 M aux consultants d'
ALPHA CDI
59, rue Saint-Didier
75116 PARIS
qui s'engagent à vous recevoir rapidement.

ALPHA CDI

FILIALE COMMERCIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE INTERNATIONAL
recherche

LE DIRECTEUR DE LA DISTRIBUTION

(Paris)

Le poste est crée au sein de l'unité opérationnelle commerciale (environ 250 personnes) Il dépend du Directeur General et implique une responsabilité budgetaire et hiérarchique tres importante (Magasins de 80 personnes).

Dans un premier temps, il s'agit de contrôler et de rationnaliser l'action des magasins locaux Ulterieurement et rapidement une nouvelle politique de Distribution est a définir et a mettre en application en tenant compte des contraintes particulieres à ce type de produits de grande consommation Dans le cadre de cette politique les relations avec les transporteurs seront ameliorees et la gestion du budget de Fret optimisee.

LE CANDIDAT RECHERCHÉ

Professionnel de la logistique, de formation supérieure, il est parvenu à un poste de Direction et il a exercé ses fonctions avec succes pendant un minimum de 5 ans.

Il trouve dans ce poste l'opportunite de créer veritablement la fonction

La connaissance de l'anglais est indispensable



Adresser C V manuscrit sous reférence 1270 a
Euromédia 48, rue de Provence 75009 Paris
qui transmettra

Jeune Ingénieur électronicien

TELECOM, ESE...

Pilotez un projet en audiofréquence

Au sein du département équipement de studios d'enregistrements et traitement du son.

D'entree de jeu, nous vous confierons la responsabilité complete d'un projet (conception, réalisation, mise au point) concernant un système d'émission réception de signaux audio-fréquences.

Cette fonction largement évolutive, implique de solides connaissances en traitement du signal et des systèmes analogiques et numériques.
L'anglais est indispensable et une première expérience constituerait un atout supplementaire.

Nous vous rappelons que la Societe ENERTEC est leader européen dans la Mesure et la Regulation, ses effectifs sont de 6 000 personnes dont 4 000 en France.

L'établissement de VÉLIZY est spécialise dans la conception et la realisation de systemes complexes d'instrumentations électroniques (750 personnes dont 150 ingénieurs).

Adresser dossier de candidature complet, sous la référence S 152, au Service du Personnel, 1, rue Newport 78140 Velizy Villacoublay.

ENERTEC
Schlumberger



GSI/ALCATEL/CGE

Les prestations de haute technicité de notre Division Conseil couvrent tous les aspects s'étendant de l'architecture et de la conception de Systèmes au développement de Logiciels complexes. Domaines d'application : Téléinformatique, Télématique, Bureautique, Génie logiciel, langages évolués, software de base.

Notre offre s'adresse à un Ingénieur Chef de Projets

LOGICIEL DE BASE

soucieux d'affirmer la progression de sa carrière en devenant

INGENIEUR CONSULTANT

Candidatures :

- Ingénieurs et Universitaires de haut niveau, avec spécialisation informatique de type industriel.
- 4 à 8 ans d'expérience acquise dans un environnement Recherche/Développement (Constructeur - SSCI - Institut spécialisé).
- Aptitudes à exercer des responsabilités dans un environnement d'utilisateurs performants et légitimement exigeants.

Structures d'accueil :

- Poste basé à Paris
- Environnement d'Experts internationaux
- Petites équipes. Ambiance motivante.

Les candidatures seront examinées par notre Conseil en recrutement C.G.S. 19 rue de la Paix - 75002 PARIS.
Ecrire ou téléphoner au 742.21.11 sous référence AT 26

Ingénieur méthodes innovateur, homme clé de notre développement

Société multinationale, nous travaillons à froid LES METAUX FERREUX ET NON-FERREUX (frappe, microfilage, formage, soudage, coupes mécaniques et électriques). Notre siège est en proche banlieue parisienne, notre usine à 150 kms à l'Ouest de Paris. Nous recherchons notre

Chef de service méthodes

Dans une position stratégique, rattaché au Directeur de l'usine, membre du comité de Direction, vous assimilerez et valoriserez le savoir-faire acquis par la Société. Votre service sera la structure d'accueil et de mise en valeur des technologies que nous développons.

Dans l'usine, vous serez l'animateur qui fait passer l'esprit méthodes à tous les niveaux de la production. Vous analyserez, ameliorerez, transformerez les techniques de fabrication et de contrôle (machines, outillage, implantation, diminution des coûts) en collaboration avec les services qualité, métallurgie, mécanique. Avec le Directeur technique vous participerez à l'évolution des modes de production et assurerez le choix technique, la reception et la mise en route des investissements.

Vous êtes **ingénieur mécanicien (A et M, INSA, ENSI).** Vous avez pratiqué en mécanique de précision les outils de presse et vous avez de bonnes connaissances en machines tournantes et en automatismes. Une bonne compréhension de l'anglais technique écrit et une pratique de l'anglais parlé moyenne sont souhaitables.

Votre réussite dans la fonction Méthode vous donne l'ambition d'un poste plus large : nous vous proposons la responsabilité d'un service qui représente pour nous une des clés de notre avenir.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et salaire actuel) sous réf. 910.LM à notre conseil. Discrétion garantie.




Raymond Poulain Consultants 57, avenue de Suffren 75007 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



AVENTURES ET RESPONSABILITÉS

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE DE GÉOPHYSIQUE assure une part prépondérantes des activités mondiales de recherche et d'études géophysiques. Poursuivant son expansion, elle recrute plusieurs

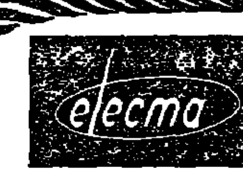
INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

– Débutants –

qui, après formation aux techniques geophysiques de terrain, seront charges de missions de prospection terrestre ou marine, en France et a l'étranger. Ces fonctions requièrent de réelles capacités d'assurer des responsabilités étendues et variees (techniques, humaines, financières...) ; elles intéressent de jeunes Ingénieurs attirés par une grande mobilité fonctionnelle et géographique, et determinés à s'engager dans une carrière internationale. La maitrise de l'anglais est naturellement indispensable.

Les candidatures sont à adresser a COMPAGNIE GÉNÉRALE DE GÉOPHYSIQUE - M. THOLLY, 6, rue Galvani - 91301 Massy Cedex.

HAVAS CONTACT



DIVISION ÉLECTRONIQUE de la SNECMA

implantée à SURESNES recherche pour son

SERVICE ÉQUIPEMENTS AÉRONAUTIQUES

ingénieur responsable de programme

équipements pour moteurs

Il aura pour mission de suivre la realisation d'une série de matériels, depuis la conception jusqu'à la mise en utilisation. Il coordonnera les travaux d'études, developpement, industrialisation, production et contrôle relatifs à ce programme, participera à la prévision des moyens à mettre en oeuvre et proposera toutes les actions necessaires pour en assurer le bon déroulement, dans le cadre des budgets et des delais alloués.
Il assurera la liaison avec la SNECMA et ses partenaires et utilisateurs internationaux.

Ce poste, impliquant des contacts tres actifs aupres de l'ensemble des services de la division et des utilisateurs finaux des equipements représente une opportunite d'evolution pour un INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN SUP-AÉRO, SUP-ELEC, TÉLECOM..., 30 ans minimum, ayant acquis par expérience une très bonne connaissance technique des ÉQUIPEMENTS ÉLECTRONIQUES destines à l'AÉRONAUTIQUE, et souhaitant elargir ses responsabilités à la gestion complète d'une affaire.
Connaissance de l'Anglais nécessaire.

Les dossiers de candidature — sous ref. 3464 M a preciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.



RAFAUT

ETUDES ET FABRICATIONS AERONAUTIQUES
recherche

responsable administratif

Il sera chargé du bon fonctionnement de l'entreprise du point de vue administratif, comptable et aura la responsabilité de l'équipe d'entretien de l'établissement. Au sein d'une petite équipe de direction il participera à tout ce qui fait l'activité d'une P.M.E. de 95 personnes.

Ce poste, complet et varié, conviendrait à une personne de 30 ans minimum, ayant acquis une première expérience de responsabilité administrative au sein d'une entreprise grande ou moyenne. Il devra allier des qualités d'organisation et de rigueur à une grande disponibilité et à un fort dynamisme.

Ayant le souci de la "qualité", il devra avoir une pratique de la comptabilité générale, de la fiscalite et des notions d'informatique.

Merci d'adresser une candidature détaillée en mentionnant votre salaire actuel sous réf. 008 à :

Scop 7 – Conseil en Recrutement chargé de la sélection
2 avenue du Général Leclerc - 75014 PARIS

olivetti

Jeune cadre fonction personnel

Leader européen des Matériels Informatique et Bureautique, Olivetti emploie 700 personnes dans sa Division Maintenance.

Rattaché au responsable de ce personnel, vous intervenez comme conseil de la hiérarchie au sein de notre réseau. Vous assurez le recrutement et la gestion quotidienne à partir de l'appréciation des performances, du plan salarial, et de la recherche dè potentiels...

Votre formation supérieure doublée d'une première expérience réussie (2 ans) font de vous l'opérationnel que nous attendons.

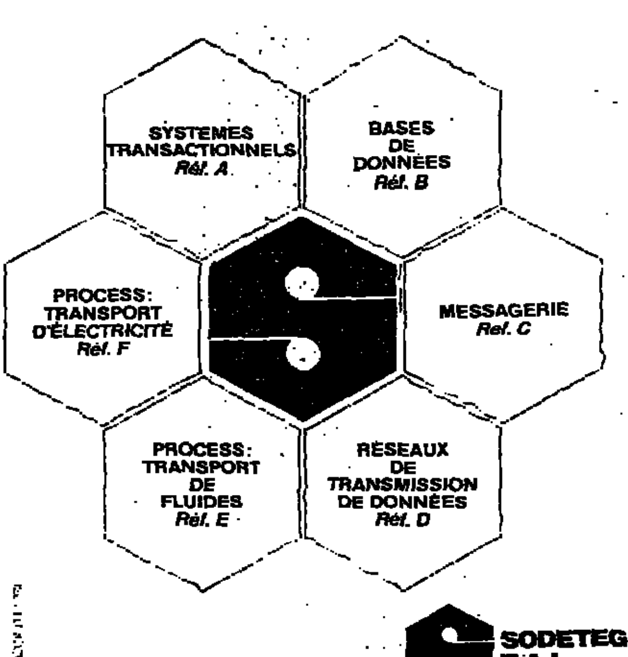
Merci d'adresser votre candidature à Monsieur Bassan qui l'étudiera en toute confidentialité :

OLIVETTI FRANCE – D.P.R.H.
91 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris

FOURCELS

olivetti

INGÉNIEURS D'AFFAIRES



Vous souhaitez ENTREPRENDRE
Pour nos activités spécialisées en informatique temps réel liées aux domaines spatial, météo, production d'électricité, transport d'électricité, de gaz, de pétrole, nous vous offrons d'analyser les besoins de nos clients, de concevoir les solutions originales et adaptées (techniques, coûts) et d'être le maître d'oeuvre de la réalisation et de l'installation de vos projets en France et à l'Étranger.

Vous souhaitez ÊTRE RESPONSABLE
Vous aurez une autorité déléguée et complète de réalisation d'une ou plusieurs affaires (5 à 20 MF) mais aussi d'animation d'équipes de projet, d'interface technique avec vos clients.

Nous souhaitons VOUS RENCONTRER
Si en tant qu'ingénieur confirmé, vous avez une expérience logicielle et/ou d'ensemblier de différents équipements informatiques utilisant des mini, micro calculateurs.

SODETEG T.A.I.

Merci d'adresser votre dossier suivant la (les) référence correspondante à SODETEG T.A.I., M.V. GUIU. 283, rue de la Minière B.P. 11 - 78530 BUC Tél. (3) 956-80-60.

jeune diplômé grande école de commerce

(HEC, ESSEC, ESCP...)

débutant ou première expérience

vous êtes réellement attiré par les fonctions *commerciales,*

votre disponibilité et votre souci d'autonomie *vous incitent à rechercher une expérience* professionnelle à l'étranger,

*vous souhaitez accéder rapidement à des res*ponsabilités de commandement...

apres une période de formation, en France, qui vous permettra de découvrir la technicité de *nos produits et l'originalité de nos méthodes* de vente, vous pourrez prendre en charge

un poste de direction

dans l'une de nos

filiales commerciales à l'étranger

nous sommes un grand groupe industriel et commercial français de renommée mondiale.

Tous renseignements seront fournis au cours d'entretiens individuels

Merci d'adresser votre candidature à

INTERMEDIA Nº 469
59, rue La Fayette - 75009 PARIS
qui transmettra.

Société d'instrumentation pour Laboratoires
leader dans ce domaine
sur le marché français,
recherche

informaticien chef de projet

Ce poste, à pourvoir en Banlieue Sud conviendrait à un ingénieur école ou autodidacte ayant de bonnes connaissances en logiciel de base, automatisme, et si possible en Hard.

Il aura à encadrer une petite équipe pour développer des produits sur mini et micro.

Merci d'adresser votre candidature, C.V. et prétentions à Bénédicte DELAHAYE sous réf. E 12/06

SUGAT
11 rue Bailly 92200 Neuilly
chargée de ce recrutement.

Importante société industrielle (C.A. 1 Milliard de F) recherche

responsable fiscal expérimenté

pour lui confier les declarations, les verifications et l'optimisation des différentes *charges fiscales de l'entreprise, ainsi que les* relations avec l'Administration en coordination avec les autres services *de la Société.*

Ce poste conviendrait à un cadre disposant d'une expérience confirmée de la fiscalité d'entreprise (connaissances comptables indispensables, informatiques souhaitables) Intéressantes possibilites de carrière pour un candidat de valeur

Localisation · SUD SEINE-ET MARNE

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo
N° 06422, AMEP P A
37, rue du Général Foy, 75008 PARIS

AMEP PA

Une société française en pleine expansion fabriquant du matériel pour la téléphonie, fournisseur des administrations et des grandes sociétés cherche son

Responsable exportation

- **Si** vous êtes ingénieur (électronicien, électromécanicien) ou de formation commerciale mais sensibilisé aux questions techniques,
- **Si** vous avez acquis une première expérience de la fonction,
- **Si** vous parlez couramment l'anglais et avez de bonnes notions d'espagnol,
- **Si** vous êtes autonome, mobile, décidé à mettre votre dynamisme au service de l'expansion internationale de la société, **votre candidature nous intéresse.**

Votre mission sera de poursuivre le développement de l'exportation vers le **sud-est asiatique et l'amérique latine plus particulièrement.**

Vous devrez nouer sur place les contacts nécessaires pour choisir les représentants locaux les plus aptes à vous aider.

Si vous êtes motivé par ce poste, merci d'écrire à notre conseil sous référence 1252.

Pour avoir des informations complémentaires, nous vous invitons à écouter une *information téléphonée en appelant 24h sur 24h le (1) 742.88.50.*

MEDIA PA



INFORAMA carrières
7, rue Pasquier, 75008 Paris
Tél. (1) 742.14.40
LYON - LILLE - TOULOUSE

Constructeur mini-informatique - PARIS
Groupe important de réputation mondiale
recherche

CHEF DU SERVICE TECHNICO-COMMERCIAL

De formation supérieure (Grande Ecole) vous avez environ 10 ans d'expérience, dans le domaine, chez des constructeurs ou Sociétés de Services.

Vous alliez rigueur et art de convaincre. Vous aimez faire équipe avec les forces de vente dont vous êtes l'animateur «technique».

TECHNICIEN CONFIRME, vous êtes aussi un MANAGER capable d'organiser, gérer et animer une équipe d'Ingénieurs technico-commerciaux.

Ecrire à notre Conseil : C.C.D.H.
11, rue Antoine Bourdelle - 75015 PARIS
qui étudiera votre candidature sous confidentialité totale.

CONSTRUCTIONS NAVALES ET INDUSTRIELLES DE LA MEDITERRANEE LA SEYNE-SUR-MER

dans le cadre du développement de leurs activités

Marines et Terrestres

recherchent

a) **INGENIEUR**

de haut niveau en Conception et Calculs de Structures offshore.

Le poste nécessite une expérience de plusieurs années en Calculs de Structures **Marines et Charpentes.**

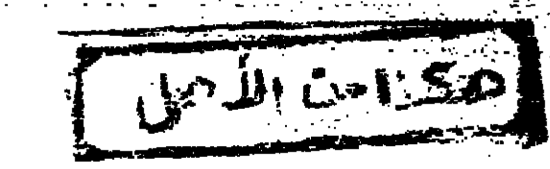
et implique l'animation d'une équipe de Projeteurs et Techniciens.
Très bon anglais indispensable.

b) **INGENIEUR**

de haut niveau en Conception et Calculs de Structures de Navires.

c) **PROJETEURS**

en Construction métallique :
- niveau BTS
- ayant au moins 5 ans d'expérience en construction de charpente ou offshore.



Adresser lettre de candidature et C V sous référence 22 06 à
BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche, 75008 PARIS

deb's

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

D'AFFAIRES

Responsable exportation

CHEF DU SERVICE TECHNICO-COMMERCIAL

Marines et Terrestres

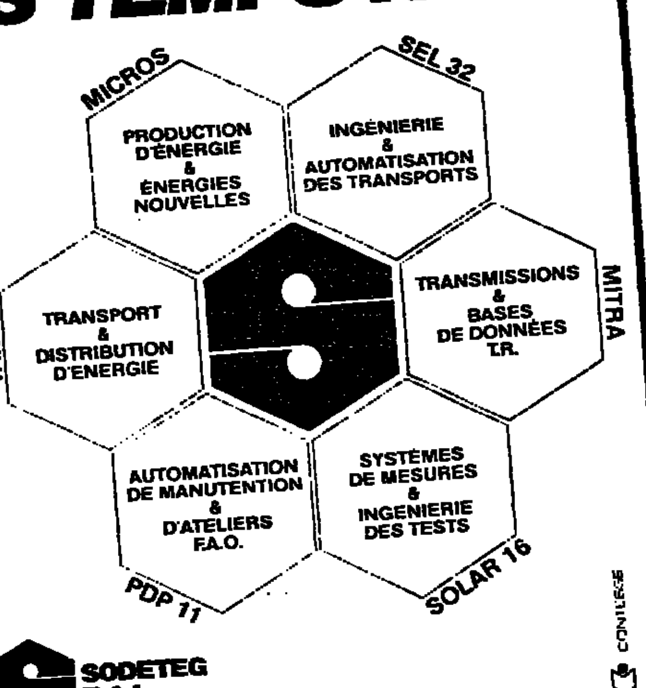
INGENIEUR

INGENIEUR PROJETEURS

INFORMATICIENS TEMPS RÉEL

Forts d'un solide acquis en informatique technique en tant que Chef de projet, Ingénieur analyste, vous aspirez maintenant à: diversifier vos compétences techniques, avoir une activité variée et complète, être responsabilisé, autonome, travailler efficacement en petits groupes, avoir un avenir évolutif, sûr,...

SODETEG - T.A.I., Société d'Ingénierie informatique et de réalisation clés en main de systèmes centraux de contrôles de procédés industriels, filiale de SODETEG (Groupe Thomson-Brandt), leader à l'export (75% de son C.A.), **peut vous offrir l'opportunité du changement que vous recherchez...**



Pour que nous en parlions, adressez votre dossier confidentiel à SODETEG T.A.I., M.V. GUIU, 283, rue de la Minière - 78530 BUC - Tél. (3) 956-80-60.

SODETEG T.A.I.

---

ingénieur commercial

C'est le poste motivant que nous proposons a un jeune Ingénieur Electronicien, fortement attiré par les techniques de pointe.

Il lui faudra rapidement assimiler les nôtres, apprendre à bien connaitre nos équipements, les besoins de nos clients et de ceux qui sont à conquérir, les produits de nos concurrents, l'environnement.

Sa mission : explorer les marchés, élaborer des propositions techniques et commerciales, negocier avec le client, suivre les affaires conclues.

Notre C.A. devrait atteindre 500 MF cette année, dont 45 % à l'exportation.

Notre domaine de compétition : les Réseaux et les Systèmes Electroniques complexes, les Equipement d'Aide à la Navigation Aérienne, les Radars, l'Identification, les Radiocommunications.

Outre une formation d'ingénieur familier de l'industrie électronique, le candidat disposera d'une experience de 5 ans en milieu technique et industriel et se sera ouvert aux problemes commerciaux et de gestion. Ses contacts se situeront a un niveau élevé et sa réussite reposera sur ses connaissances et sa force de conviction.

Veuillez envoyer votre dossier de candidature sous réf. 6610-M à I.C.A. 3 rue d'Hauteville - 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

PHILIPS

jeunes ingénieurs

débutez votre carrière au sein de notre DIRECTION INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS

nous vous offrons des postes dans les activités suivantes :

– **BUREAUTIQUE**

Cet ingenieur ou diplômé d'une grande Ecole de Commerce participera à l'essor de la bureautique interne. Pour ce faire il devra expérimenter des matériels nouveaux afin de répondre aux besoins exprimés par les utilisateurs.

– **SYSTEMES TEMPS REEL ET MICRO-ELECTRONIQUE**

Il s'agira pour cet ingénieur de développer des logiciels sur mini et micro-ordinateurs pour des applications industrielles d'automatisation et de transmission de données.

– **ASSISTANCE LOGICIELS**

Ces jeunes ingénieurs pourront intervenir dans les domaines de compétence suivants : systèmes d'exploitation, bases de données et réseaux.

A l'issue de quelques années à la DIRECTION INFORMATIQUE ces postes permettent UNE EVOLUTION VERS DES FONCTIONS OPERATIONNELLES DANS LES DIFFERENTES UNITES.

PHILIPS

Envoyer lettre candidature, C.V. et prétentions à PHILIPS D.I.T.
Service du Personnel
50, rue Roger Salengro
PERIPOLE 114
94126 FONTENAY S/BOIS.

---

un métier d'avenir : la logistique

4 ans d'expérience à la tête d'une petite unité de distribution, de production, de services (transports...) vous ont rodé à la gestion et à l'encadrement du personnel. Vous y avez constaté l'importance de la logistique et c'est dans cette voie que vous souhaitez évoluer.

GERVAIS DANONE FRANCE vous offre cette opportunité et vous propose de prendre immédiatement la responsabilité de l'un de ses centres de distribution régionaux, situé en région parisienne.

Chef d'un établissement de 100 personnes, votre rôle d'animation, de gestion, d'organisation et de formation sera prépondérant.

L'expansion de Gervais Danone France et l'importance de son réseau de distribution offrent de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature, sous ref. F 14 M, en précisant rémunération actuelle à: BSN-Gervais Danone. Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

HAVAS CONTACT

---

cadre export débutant

Récemment diplômé d'une école supérieure de commerce, vous êtes fortement motivé par la vente et souhaitez valoriser votre très bonne connaissance de l'anglais et de l'espagnol.

Aux **VERRERIES DU GIER**, 85% du chiffre d'affaires sont réalisés à l'Export.

Cette Société, située en région lyonnaise, fabrique de la vaisselle de table en verre. Son réseau d'agents et de distributeurs lui assure une implantation dans la plupart des pays d'Europe, ainsi qu'en Afrique et en Asie.

Vous participerez à l'animation et au développement de ce réseau tout en vous formant aux techniques de l'exportation. Des perspectives d'évolution intéressantes vous seront ouvertes à terme.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. F 16 M à: BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres. 7, rue de Teheran - 75008 Paris.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

HAVAS CONTACT

---

jeune chef de produits de la pharmacie... à la grande consommation

Vous avez une première expérience d'environ 2 ans du marketing des produits Grand Public acquise au sein d'un laboratoire pharmaceutique ou cosmétologique. Vous souhaitez maintenant vous orienter vers les produits de grande consommation tout en élargissant vos responsabilités.

C'est l'opportunité que vous offre le Groupe **BSN-GERVAIS DANONE** au sein de sa filiale **GALLIA.** Cette Société de taille moyenne réalise 300 MF de CA sur le marché de la diététique infantile distribuée en pharmacie: laits, farines aliments en pots.

Vous y prendrez la responsabilité de la gamme des farines et aliments en pots, qui représente un CA de l'ordre de 100 MF.

Vous bénéficierez de l'autonomie indispensable à l'expression de votre dynamisme et de votre potentiel.

Votre réussite sera la clé de votre évolution au sein du premier Groupe français de l'agro-alimentaire.

Le poste est à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. E 5 M, en precisant rémunération actuelle à: BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

HAVAS CONTACT

---

contrôle de gestion

RÉGION LYONNAISE

La Société **DIÉPAL** — 1100 personnes, 3 établissements — réalise 600 MF de CA sur les marchés grande consommation alimentaire: aliments pour enfants — Bledine, Blédina — et les Cracottes qui connaissent un succés considérable depuis leur lancement en 1978.

Ses résultats sont à la mesure de cette réussite: hausse de 20% du CA, résultats nets multipliés par 2 chaque annee depuis 3 ans. Société leader sur ses marches, elle entend conforter ses positions et continuer son développement grâce à de nouveaux produits.

Le CONTRÔLEUR DE GESTION est un des moteurs du développement qualitatif de l'entreprise. Participant au Comité de Direction il assiste les opérationnels de ses analyses et de ses recommandations. Il centralise les éléments de gestion de l'entreprise pour l'elaboration des Plans et Budgets et le contrôle de leur réalisation.
Il sera aidé dans cette tâche par une équipe de 4 personnes.

Ce poste convient à un diplômé de l'enseignement supérieur de gestion, ayant au minimum 5 ans d'expérience du contrôle de gestion. Il offre l'opportunité de traiter les aspects de gestion de l'entreprise dans leur ensemble.
Sans parler des attraits de la région lyonnaise ni de l'intérêt du premier Groupe agro-alimentaire francais.

Merci d'adresser votre candidature, sous ref. E 8 M, en precisant remuneration actuelle a: BSN-Gervais Danone. Service Recrutement Cadres - 7, rue de Teheran - 75008 Paris.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

HAVAS CONTACT

---

answare

Importante société d'Ingéniérie informatique française

recherche

informaticiens

DEBUTANTS OU CONFIRMES

pour développer des applications :

- LOGICIELS de BASE
- TELECOMMUNICATION et RESEAUX
- SYSTEMES TEMPS REEL
- CONTROLE de PROCESSUS
- SYSTEMES de GESTION TRANSACTIONNELS

Si vous êtes

ingénieur

analyste

analyste programmeur

Si vous avez des compétences

- IBM - CICS/DL1
- CII/HB - TDS/IDS
- CYBER
- MITRA - SOLAR - MOTOROLA

Ecrivez sous reference U2/3 a Mme ROUX 135, rue de la Pompe 75116 Paris.

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX SANS FRONTIÈRE

Si vous êtes négociateur de haut niveau à l'exportation, si vous êtes prêt à élargir vos activités, venez intégrer nos équipes chargées du développement d'unités d'industries légères ou de bâtiments industriels à l'étranger.

Diplômés d'une grande Ecole, vous avez 5 à 10 ans d'expérience commerciale, une parfaite maîtrise de l'anglais et si possible d'une autre langue.

Nous sommes une importante société d'ingénierie de la proche banlieue sud de Paris et nous offrons à des candidats de valeur de réelles possibilités de développement de carrière.

Adressez C.V., photo et prétentions, sous réf. D à PLAIN-CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS.

---

ingénieur débutant

LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE BRASSERIES — 1,3 Md de CA, 2500 personnes, 11 unités de production — fabrique et commercialise des marques réputées de bière (Kanterbrau, Gold, Valstar, Busch, Chopp) et de boissons sans alcool (Canada Dry). L'outil industriel represente dans ce secteur des investissements très importants.

La mécanique et les automatismes jouent un rôle de plus en plus preponderant: matériels complexes soumis à des cadences très elevees, automates programmables pour l'optimisation des lignes de production... C'est donc un champ d'action intéressant pour le jeune ingénieur de formation type Arts et Métiers que nous recherchons.

Ses premières responsabilités effectives lui seront confiées au sein de l'unite de production de NANTES. Il sera chargé des études d'investissements, de la réalisation des Travaux Neufs, de la recherche d'économies d'énergie et d'amélioration de la productivité. Il s'initiera au domaine du contrôle qualité. Sa mobilité lui permettra de saisir par la suite les opportunités d'évolution vers des responsabilités opérationnelles en production qui lui seront offertes au sein de la Société.

Merci d'adresser votre candidature, sous ref. R 11 M a: BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres. 7, rue de Teheran - 75008 Paris

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

HAVAS CONTACT

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

La technologie par les hommes

Depuis plusieurs années, **INFORAMA** *a spécialisé une de ses divisions* **INFORAMA CARRIERES** *dans la* **recherche d'ingénieurs et cadres pour l'informatique et les industries de haute technologie, et le conseil de carrières pour les ingénieurs et les informaticiens.** Sa filiale américaine, *THE HITECH CONSULTING GROUP (Los Angeles, USA)* est totalement dédiée aux industries de pointe : **informatique, télécommunications, bureautique, télématique, nucléaire, spatial, aéronautique, composants, médecine, biotechnologie...**

Connaître les femmes et les hommes qui font carrière *dans les industries de pointe, communiquer avec eux, leur parler avec objectivité des proposi*tions d'emploi que nous avons mandat de présenter, nécessite des moyens techniques et documentaires que nous mettons à leur disposition pour *nous interroger : service de notre bulletin* TELEX-ORDINATEUR, *information enregistrée 24h sur 24, accès à nos systèmes informatiques et bureauti*ques, liaison entre nos agences en France et à l'Etranger.

Cette organisation bâtie pour l'information des ingénieurs et cadres et l'aide au choix des emplois et carrières en informatique et pour les industries de haute technologie, trouve sa justification dans le nombre élevé de recherches qui nous sont confiées le plus souvent par des entreprises prestigieuses à l'avant-garde du développement français.

Parmi les nombreux programmes de recherche et de recrutement que nous avons à conduire, nous en présentons aujourd'hui quatre dont deux au moins sont des programmes pluriannuels portant sur un nombre important de postes.

• **Le premier groupe français du Bâtiment et des Travaux Publics,** - 25.000 collaborateurs, 10,5 milliards de F. de C.A. dont 37% au niveau international - arrive aussi au premier rang de l'informatique - systèmes interactifs, décentralisés et conversationnels - par le nombre de sites équipés, la puissance installée, la diversité des applications : gestion, calcul scientifique, CAO, graphique.

Pour ce groupe, dont la croissance annuelle est de l'ordre de 40%, nous cherchons des informaticiens de valeur, en particulier des **ingénieurs système de qualité, ayant l'expérience des ordinateurs IBM de puissance moyenne, de DOS/VSE, CICS, VM/CMS.** L'action nationale et internationale du groupe permet d'offrir de larges possibilités de carrière tant en France qu'à l'étranger.

• **Filiale du n°3 de l'ingénierie en France** (1,3 milliards de F. de C.A. dont 60% à l'exportation, 2600 collaborateurs), cette entreprise est spécialisée dans le domaine de l'ingénierie de systèmes d'automatique et d'informatique industrielle. **Sa compétence s'affirme particulièrement dans l'étude et la réalisation de systèmes complexes** mettant en oeuvre les technologies d'automatisme, *de circuits analogiques, de logique câblée... En informatique* et en micro-informatique, son expertise couvre de nombreux domaines du *logiciel : logiciel de base, d'acquisition d'informations, de dialogue...* Le programme de recrutement qui nous est confié porte spécialement sur

des **ingénieurs qui ont 2 à 5 années d'expérience du temps réel :** ils prennent une part directe à la conception, au développement et a la mise en service de logiciels de systèmes en temps réel sur minis SOLAR, MITRA, VAX...

des **chefs de projet temps réel**, spécialisés en informatique industrielle.

• **Division spécialisée du plus grand groupe français de l'électronique,** elle compte 1200 collaborateurs et travaille à plus de 60% pour l'exportation. Sa spécialité - **la simulation** - s'applique à toutes les branches de la haute technologie : avionique, espace, nucléaire, automobile, sous-marins... en faisant appel à un grand nombre de disciplines de base : mécanique, mécanique des fluides, thermique, hydraulique, optique, son...

Nous cherchons, pour cette Division, à Paris et à Toulouse, des **ingénieurs de grandes écoles ou des diplômés haut niveau** ayant quelques années d'expérience, pour leur confier la **conception et la réalisation de logiciels de simulation** (navigation, systèmes d'armes, systèmes de vol, aide au pilotage, réseaux hydrauliques...), ou de logiciels interactifs et graphiques sur minicalculateurs (MITRA, SEL 32).

• **Groupe opérationnel du n° 1 de l'électronique en France,** c'est l'un des rares constructeurs mondiaux disposant à la fois d'une gamme de centraux téléphoniques privés, d'une gamme de mini-ordinateurs et d'une gamme de terminaux de bureautique. Cette force de frappe pour la **bureautique et l'informatique distribuée** est à l'origine d'une croissance de l'ordre de 39 % par rapport à la même période de 1981.

Le support logiciel et l'assistance technique que nous mettons à sa disposition offrent à des **ingénieurs informaticiens** ayant quelques années d'expérience, **plusieurs opportunités de carrière dans les domaines de la formation interne, de l'avant-vente** (étude des appels d'offres et propositions), **du support technique** (choix et mise en place des logiciels, suivi, éducation).

****

Plusieurs des postes proposés allient responsabilités, possibilités d'évolution, rémunération élevée dans un environnement de qualité propre à la recherche et au développement. Ils ouvrent de nombreuses opportunités de travail à l'étranger.

Une description plus détaillée sur ces postes et sur d'autres propositions d'emploi est disponible **24 h sur 24** en appelant le **(1) 742.86.50.**

Nos consultants sont à votre disposition **tous les jours du lundi au samedi de 8 h 30 à 19 h.**

INFORAMA
La technologie par les hommes
membre de SYNTEC informatique



7, rue Pasquier, 75008 Paris
Tél. (1) 742.14.40
LYON - LILLE - TOULOUSE

Communiqué



recherche pour son Centre Technique au PLESSIS ROBINSON



M.01 INGENIEURS DE PROJETS

Pour la rédaction de propositions de SYSTEMES DE COMMUNICATIONS BATEAUX.
Responsables du suivi des affaires dès l'obtention des contrats.
Postes proposés à de jeunes électroniciens ayant accompli leur service dans la marine, ayant une bonne maîtrise de l'anglais et aimant les déplacements.

M.02 INGENIEUR D'ETUDE et INGENIEUR SYSTEME

Pour la conception de matériels ou de systèmes de télécommunication faisant appel aux techniques les plus avancées dans le domaine de l'électronique.

M.03 INGENIEURS APRES-VENTE

A des électroniciens ayant acquis une 1ère expérience et désirant participer au développement de nos services clientèle dans les secteurs téléinformatique ainsi que matériels embarqués et aéronautiques nous offrons les postes suivants :
- RESPONSABLE DU SERVICE FORMATION
- RESPONSABLE DES AGENCES APRES-VENTE
- RESPONSABLE SUPPORT LOGICIEL
- RESPONSABLE SUPPORT SYSTEMES EMBARQUES.

Pour informations complémentaires appelez le 630.23.23 poste 924

Adresser CV à TRT 5, avenue Réaumur 92350 LE PLESSIS ROBINSON

Neuilly-sur-Seine
Entreprise leader dans sa branche

recherche

pour son service informatique en pleine expansion

RESPONSABLE D'EXPLOITATION EXPÉRIMENTÉ

TOUT CANDIDAT DEVRA :
- être motivé par la fonction d'exploitation et envisager d'y faire carrière ;
- posséder une expérience authentique et vérifiable de la fonction de responsable d'exploitation ;
- avoir exercé cette fonction dans un contexte de télé-informatique et de multiprogrammation ;
- être capable de s'adapter à tout matériel et à tout changement de matériel ;
- être doté de qualités de commandement et de rigueur.

Ecrire en joignant curriculum vitae et prétentions à :
Mme CHATEAU - B.P. 159
92201 NEUILLY-SUR-SEINE.

Valeo

GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
70 Sociétés et 48 Licenciés dans 25 pays
C.A. 6.9 Milliards – 27 000 personnes
recherche pour Paris 17ème

FISCALISTE RESPONSABLE

Coordination Fiscale du Groupe

Diplômé de l'enseignement supérieur, dix années d'expérience en entreprise ou cabinet vous ont permis d'acquérir une pratique et une connaissance *approfondies de la fiscalité française* et une forte culture économique.
Nous vous proposons, au sein de la direction centrale de la comptabilité sociale, *de prendre en charge la définition de la politique fiscale du groupe* pour optimiser, dans le respect des législations nationales en vigueur, nos résultats économiques. Vous aurez à *promouvoir* auprès des filiales françaises et étrangères que vous conseillerez, les stratégies fiscales en résultant. Dans le cadre de leurs applications vous assurerez les négociations avec les administrations. Bonnes connaissances en anglais souhaitées. Réf.46187/1

JURISTE CONFIRME

Dépendant du Directeur Juridique du Groupe et en liaison avec l'ensemble de *nos branches d'activités, il aura à suivre l'ensemble des problèmes juridiques* concernant nos intérêts et implantations hors Europe.
Travaillant en relation étroite avec les responsables juridiques des établissements et filiales du Groupe, et avec des conseils extérieurs, sa compétence et sa personnalité devront lui permettre d'assurer leur coordination et leur animation, et ultérieurement un élargissement de ses fonctions.
Pour cela il aura une expérience de 5 à 7 ans, notamment en Droit International des Affaires, acquise dans un groupe industriel et/ou dans un cabinet. Réf.46187/2

Adresser CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à VALEO Service Recrutement I. & C.
43, rue Bayen 75017 PARIS

BANQUE SIÈGE PARIS
recherche

CHEF DE SERVICE CONFIRMÉ

DANS LA GESTION
DES OPÉRATIONS INTERNATIONALES

PROFIL SOUHAITÉ :
- diplômé Ecole supérieure ou I.T.B. ;
- connaissance approfondie de l'ensemble des opérations avec l'étranger ;
- première expérience réussie dans ce domaine, de préférence au siège d'une banque moyenne.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser une lettre *manuscrite* + C.V., *photo s/nº* T 034.322 *M* à :
RÉGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Vous avez de 25 à 35 ans

une expérience positive de la vente de services ou le désir de l'acquérir, ainsi que la capacité d'échanger des connaissances et de vous perfectionner dans ce domaine.

Vous êtes disponible pour accepter des postes en province ou à Paris.

Nous vous apportons une formation au poste d'Agents Commerciaux, d'une durée de 15 jours, financée par l'entreprise, un soutien authentique du Siège pour vous aider dans la mise en pratique des connaissances sur le terrain, un système de commissionnement et des possibilités de développement de carrière.

Téléphonez à Bernard GRIMA G21
6, rue Lincoln, 75008 PARIS au 225-33-13.

Jeune ingénieur mécanicien

(BANLIEUE OUEST PARIS)

aimant la technique mais voulant se former à la gestion et aux responsabilités peut trouver un poste très vivant (mais lourd) au sein de la succursale pour l'Europe d'un fabricant réputé de composants pour moteurs Diesel. Après formation complémentaire de 4 mois aux USA (Anglais impératif), il se verra confier la **responsabilité de l'assistance technico-commerciale** à un **très important client** : gestion technico-économique de ce marché ; suivi des problèmes techniques dont assurance qualité, modifications, évolution des produits, etc.

Si vous voulez en savoir davantage sur la Société et sur le poste, AVANT MEME D'ETRE CANDIDAT, demandez une documentation sous réf. 521/M à F. Dozol - **Delta Conseil** - *27, rue Dombasle 75015 Paris. Tel. : 250.84.30*

COFAP

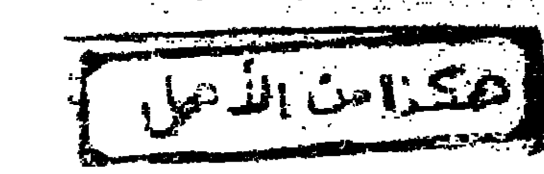
Logements, bureaux, locaux commerciaux, rénovation...
sont quelques uns des secteurs
où nous assurons le montage d'importantes opérations.
Nous recherchons un

GESTIONNAIRE de PROGRAMMES

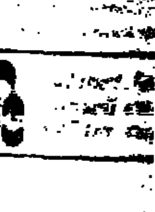
diplômé de l'enseignement supérieur (ingénieur, école de commerce, ...) et possédant une première expérience de l'immobilier.
Il participera au montage des opérations, à la définition des produits et au suivi des aspects administratifs, juridiques, financiers et commerciaux.
Une activité très polyvalente, au sein d'une entreprise et d'un groupe en plein développement. Vos perspectives d'évolution seront fonction de votre capacité à prendre de réelles responsabilités.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous référence ARP à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS









ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP.-COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col. *	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40.00	47.04
DEMANDES D'EMPLOI	12.00	14.10
IMMOBILIER	31.00	36.45
AUTOMOBILES	31.00	36.45
AGENDA	31.00	36.45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

Exportez notre savoir-faire

Une des premières sociétés d'ingénierie générale souhaite renforcer sa structure commerciale pour faire face à une importante progression de ses activités. Elle recrute des

INGÉNIEURS ou CADRES COMMERCIAUX

5 à 10 ans d'expérience dans les domaines suivants :

- **mise en œuvre de l'exploitation et de la maintenance d'ensembles techniques et industriels, réf. A ;**
- **études de faisabilité touchant plus particulièrement le développement du tiers-monde, réf. B ;**
- **formation de techniciens d'aéronautique civile ou militaire, réf. C.**

Tous ces postes, basés en proche banlieue sud de Paris, impliquent des qualités de contact et une parfaite maîtrise de l'anglais, la connaissance de l'espagnol est également souhaitée pour le poste réf. C. Une large possibilité d'évolution de carrière est offerte à des candidats de valeur.

Adressez C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi, à PLAIN-CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS.

Cette importante entreprise française de T.P. et Travaux Industriels, développe ses réalisations sur le plan mondial. Elle recherche pour renforcer son service fiscal

cadre fiscaliste international

En appui des Ingénieurs d'Affaires et en collaboration étroite avec les services juridiques et comptables de l'entreprise, il interviendra en tant que spécialiste dans le pays concerné ou à partir du siège, sur les problèmes fiscaux relatifs aux affaires en cours : approche du régime fiscal du pays, études des devis, rédaction des clauses, suivi de l'organisation fiscale du marché...

Par ses actions, il participera par ailleurs à l'élaboration d'une documentation interne.

30 ans minimum, le candidat retenu, de formation E.S.C., D.E.C.S. ou équivalent, aura une première expérience internationale de fiscaliste. La connaissance de l'environnement BTP ou Ingénierie constituerait un atout certain.

La pratique courante de la langue anglaise ou espagnole est absolument impérative.

Poste basé à PARIS, nécessitant de courts et fréquents déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser C.V. détaillé, photo et prétentions, en précisant bien sur l'enveloppe, la réf. 1051 M au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

BLANZY - OUEST

recherche son

DIRECTEUR DE LA COMPTABILITE

Cet important groupe industriel et commercial, qui exerce une activité d'exploitation directe (importation et négoce de combustibles, exploitation de chauffage, climatisation) est une holding gérant un nombre important de filiales (installations de chauffage, fabrication et négoce en matériaux, vente de produits pour l'aménagement de l'habitat).

Elle emploie 3.500 personnes et réalise un C.A. consolidé de 3 milliards de francs.

La mission de ce futur collaborateur consistera :

- à diriger la cellule responsable de la comptabilité du siège (comptabilité générale, analytique et budgétaire, fiscalité, trésorerie), de la centralisation et du traitement des données du groupe.
- à intervenir auprès de chaque branche ou filiale qui possède son propre service comptable : plan comptable, audit, assistance des filiales, consolidations.

Ce poste s'adresse à un véritable professionnel de la comptabilité, qui possède une solide formation de base : ESC option finances-comptabilité, complétée par un DECS et une expérience similaire dans un service comptable d'une importante société.

De solides connaissances dans le domaine juridique et fiscal et dans les problèmes de l'informatisation de l'entreprise sont indispensables.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 82.028 M à :

bac **Personnel conseil**
86, rue de Lille 75007 PARIS
CSNCR

---

radar géant

recherche

DIRECTEURS D'HYPERMARCHÉ

Rapidement opérationnels, après formation aux méthodes de la Société.

Rémunération importante.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo
Société des Magasins Radar - Service du Recrutement
113, rue Jean Marin Naudin - 92220 BAGNEUX

bleu

IMPORTANTE SOCIETE SECTEUR METALLURGIQUE en région parisienne

conferait à

ORGANISATEUR INDEPENDANT

la direction de son projet de GESTION DE PRODUCTION INFORMATISEE

La durée de son intervention serait de l'ordre de 24 à 30 mois.

SA MISSION :
- conception du système et des règles de gestion
- coordination du projet avec les utilisateurs et l'informatique.
- information et formation des utilisateurs.

NOUS SOUHAITONS :
- une solide expérience pratique en gestion de la production acquise de préférence sur le terrain
- une expérience réelle d'informatisation de ces processus.

Adresser lettre avec CV et montant des honoraires demandés s/ref. 3282 à PIERRE LICHAU S.A. - B.P. 220-75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE REPRÉSENTATION DE MATÉRIELS PÉTROLIERS

recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

- Expérience matériels de contrôle et régulation.
- Anglais écrit et parlé.

Adresser lettre manuscr. avec C.V., photo et salaire actuel à :

M. J. GRUPPER - INTERPEC
16, rue R.-Baudin, 92300 LEVALLOIS.

THE DIVISION OF A US GROUP needs a

PROJECT ENGINEER

(POSITION «CADRE» I or II)

He will have the ability to plan and manage new projects in hydraulic valve design.

The successfull candidate will be an university graduate with a command of the french and english language.

An experience in product design and hydraulic control for mobile vehicles is essential.

Position will be located in PONTOISE area.

Applications giving full details of qualifications and present salary will be sent to

CONTESSE Cie under ref. No 39.895, 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 who will forward.

DIRECTION DE PRODUCTION

200 000 F

Dans une société industrielle de la Région Parisienne pour son département ACIERIE (CA : 200 MF900p).

Votre passé : un diplôme d'ingénieur (Centrale - Mines AM) et une expérience d'au moins 5 ans en production.

Votre futur immédiat : - suivi technique et économique des fabrications et de leurs réalisations, - évolution des produits et de l'implantation de nouvelles fabrications. - assistance technique en clientèle en appui de la Direction Commerciale, - et bien sûr gestion du Personnel de fabrication.

Tout cela en collaboration directe avec le Directeur du Département.

Adressez lettre manuscrite + CV +coordonnées téléphoniques sous référence DP au

CNPG 105 av Victor Hugo 75116 Paris

CSNCR — Dussein

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE
(Service du Personnel) recherche sur concours pour PARIS

UN TITULAIRE de maîtrise de science de gestion

ayant acquis par formation complementaire et/ou par experience, des connaissances dans le domaine du traitement informatisé.

Il apportera son concours au responsable du service chargé de l'informatisation de la gestion du personnel (mise en œuvre et maintenance d'un package de gestion et paie, etudes prospectives et statistiques).

Adresser candidature et C.V. avec photo avant le 1er Août 82 :

I.N.R.A. Service du Personnel
149, rue de Grenelle - 75341 PARIS Cedex 07

GROUPE **MATRA**

Nous développons fortement nos activités en **RADIO-TELEPHONIE.** Pour faire face à notre expansion nous recherchons des **HOMMES DYNAMIQUES** à qui nous donnerons les moyens d'exprimer leur valeur.

Ingénieur responsable labo études avancées (UHF)

Vous êtes un **ingénieur ou universitaire** (électronique ou radio-électronique), à l'esprit scientifique mais concret.

Vous avez déjà une expérience théorique et pratique dans les domaines UHF et traitement numérique du signal (Modem, Scrambling).

Notre activité **TELECOMMUNICATIONS** est en forte progression : **qualités personnelles et investissement dans le travail permettront une progression rapide dans notre société.**

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous la référence MP/5 à notre Conseil qui garantit la plus totale discrétion.

Raymond Poulain Consultants
57, avenue de Suffren 75007 PARIS

MEDIA PA

Société d'ingénierie
en télécommunications publiques

recherche

3 INGÉNIEURS TÉLÉCOMMUNICATIONS

ACTION COMMERCIALE (RÉF. FB)
ÉTUDES TECHNICO-COMMERCIALES (RÉF. MJ)
PROJETS D'INGÉNIERIE COMMUTATION (RÉF. PC)

Une carrière ouverte dans une société en expansion tournée vers l'étranger pour

des ingénieurs ENST, ESE ou similaires, parlant anglais, si possible espagnol.

Envoyer C.V. à SOFRECOM, 8, rue de Berri, 75008 PARIS.
(Préciser la référence.)



ÉLECTRONIQUE SERGE DASSAULT

RECHERCHE
Pour son département «Systèmes Numériques»

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Débutants ou quelques années d'expérience
pour

Études et développements de matériels électroniques de pointe, utilisant les techniques et technologies les plus modernes

Domaines concernés :
- Calculateurs aérospatiaux
- Liaisons numériques
- Traitement du signal

Merci d'adresser CV, Photo et Prétentions à
ADMINISTRATION DU PERSONNEL
ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT
55, Quai Carnot - 92214 SAINT-CLOUD

---

intel

Avec 17 000 collaborateurs répartis dans le monde entier et un CA de 788 millions de dollars en 1981, Intel est un leader sur le marché des micro-processeurs et des systèmes micro-ordinateurs. Intel Europe représente 30% du CA de Intel Corporation et Intel France est le siège de la région Sud-Europe (France, Italie, Espagne, Israël) situé à Rungis, zone Silic (Banlieue Sud). Nous recherchons un

INGENIEUR SYSTEME pour dispenser des cours systèmes à nos clients

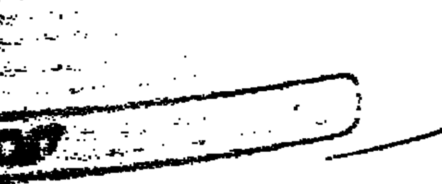
Avec une solide expérience des systèmes d'exploitation et de la programmation en langages évolués.

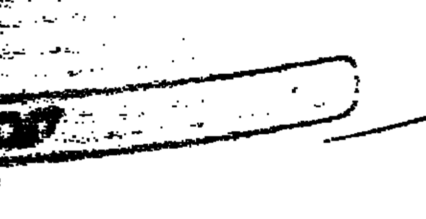
Vous exercerez cette responsabilité au sein de notre centre de formation technique situé à Rungis. En pleine croissance notre centre fait partie intégrante du département support technique. Cela vous permettra de découvrir et de faire découvrir les technologies de pointe développées par Intel.

Le contexte du travail est international et donc l'anglais indispensable. La formation est assurée et la rémunération sera motivante. Opportunités très fortes vers le marketing ou la vente.

Merci d'adresser CV et photo à C. LANCIAUX, INTEL Corporation, Direction du Personnel, 5 place de la Balance, Silic 243, 94528 Rungis Cedex [illegible]

media system





IMPORTANTE AFFAIRE INDUSTRIELLE
C.A. 500 Millions
SIEGE ET USINE GRANDE BANLIEUE NORD
recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

FORMATION SUPERIEURE E.S.C.P. - E.S.S.E.C.

220.000 F. +

Ce poste est en relation directe avec le Président Directeur Général et recouvre toutes les fonctions habituelles de supervision de la comptabilité, de l'informatique, du personnel, des assurances, du juridique et en ce qui concerne le domaine financier, supervision de l'ensemble des filiales de notre groupe (C.A. global 1,2 milliard).

La vacance du poste provient d'un départ à la retraite et peut offrir une chance à un collaborateur jeune dont la valeur permettra de lui confier ce rôle.



Adresser lettre manuscrite avec C.V.
4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS
sous référence 39835

Importante entreprise de BTP
présente dans 26 pays
recherche pour son Siège à
LA DEFENSE

un(e) documentaliste

Le poste, à pourvoir rapidement, conviendrait à un(e) candidat(e) possédant un DESS de documentation, le diplôme de l'INTD, ou l'équivalent.
Une expérience de 2 ans au moins dans un service de documentation technique, ou dans un service de recherche industrielle, est indispensable.
La pratique de l'anglais et celle de l'allemand sont exigées, ainsi que de solides capacités rédactionnelles.
La connaissance de l'informatique documentaire sera appréciée.

Adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. **9620 à L.T.P.**
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

NOUS SOMMES UNE DES PREMIERES SOCIETES INTERNATIONALES DE BATIMENT & TRAVAUX PUBLICS
Nous recherchons

CADRE FINANCIER

chargé du montage financier et du suivi de très grands projets à l'étranger.

Ce poste requiert impérativement :
– *formation supérieure* (HEC, ESSEC, MBA...) *complétée si* possible par une formation juridique
– anglais et/ou espagnol courant
– disponibilité, adaptabilité, dynamisme.

Perspectives d'évolution intéressantes.

Adresser CV, photo et prétentions sous No 39.493
à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra,
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

IMPORTANTE SOCIETE PETROCHIMIQUE
PARIS LA DEFENSE, recherche

INGENIEUR

DEBUTANT OU AYANT 2 A 3 ANNEES D'EXPERIENCE INDUSTRIELLE FABRICATION OU PRODUCTION OU CHANTIER.

Vivement tourné par goût sur les problèmes de contrôle de gestion production, commercial et financier.

Formation : Ecole supérieure de chimie ou grande école.

L'intéressé devra en outre posséder un minimum de connaissances informatiques de gestion, avoir le sens de la précision, de la rigueur, de la clarté. Un sens profond des contacts et de la communication est impératif. Connaissance de l'anglais.

Ecrire avec C.V. et photo sous No 39363,
CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE *distribuant*

PRODUITS GRANDE DIFFUSION

recherche

CHEF DE VENTE

TRES BON NIVEAU

Adjoint à Direction Commerciale
Formation Ecole Commerciale
Moins de 35 ans
Expérience grande distribution non-alimentaire indispensable.
Siège PARIS.
Fréquents déplacements en Province.
Envoyez lettre manuscrite à :

Cénod
60, rue Caumartin - 75009 PARIS.

Sur le marché en pleine expansion du Graphique d'Entreprise



propose une gamme de stations *graphiques performantes*

Elle recherche pour renforcer son équipe de support technique :

- **Ingénieurs d'application**
informatique, ayant une bonne expérience de la programmation Fortran et ouvert aux techniques graphiques interactives.

Connaissances des techniques statistiques et économétriques souhaitées.

Anglais apprécié.

- **Assistant (e) marketing,**
pour épauler notre équipe commerciale : promotion, organisation de séminaires, documentation, service bureau.

Connaissance du marché informatique appréciée.
Anglais indispensable.

Adresser curriculum vitae à M. A. Lemaire, DANECOM - 147, rue de Courcelles, 75017 PARIS.

EFFICACE, RIGOUREUSE, LISIBLE
RÉPÉTITIVE ET AUTONOME

NOTRE INFORMATIQUE SERA INDUSTRIELLE

(pour la comptabilité, la gestion du personnel, des ventes, des stocks, demain de la production)

Aujourd'hui, ce n'est pas encore le cas.
Demain, le responsable que nous cherchons aura construit l'informatique que nous voulons.
De formation supérieure, expérimenté, décideur, il saura *travailler en direct avec l'équipe de direction actuelle.*
Nous sommes une entreprise industrielle (900 personnes - 250 M.F. de C.A.), filiale d'un groupe international.
Nous sommes équipés d'un I.B.M. 38.

Lieu de travail : proche banlieue Est de Paris.
Rémunération : 230.000 F par an +.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae + photo, sous le N° T 034.257 M. à : **RÉGIE PRESSE**
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

IMPORTANTE ASSOCIATION
D'ANIMATION SOCIO-CULTURELLE
ET CULTURELLE EN
VILLE NOUVELLE
Recherche

SON ADMINISTRATEUR (TRICE)

– Gestion administrative et financière (équipement 7.000 m², budget 9.500.000 F, 40 salariés) ;
– Personnel et relations sociales ;
– Expérience confirmée exigée.

SON RESPONSABLE AUDIO-VISUEL

– Chef de service d'un important centre de ressources audio-visuelles, intégré à l'association ;
– *Encadrement de 6 collaborateurs ;*
– Responsable de son budget.
● Expérience :
– Formation, animation, production, gestion et relations publiques.

Adresser C.V. et lettre manuscrite à :
Monsieur Le Directeur de l'A.P.A.S.C.
Maison pour tous - Centre des 7-Mares.
78310 ELANCOURT
avec la mention « Personnel ».

IMPORTANT ORGANISME DE GESTION IMMOBILIÈRE

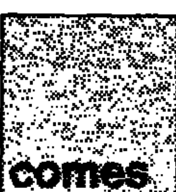
recherche pour PARIS

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Il s'agit de prendre en main les services administratifs, comptables et financiers de Sociétés possédant et exploitant un parc de 5.000 appartements.

Pour être candidat, il faut avoir une formation de type grande Ecole de Commerce, une bonne connaissance *du droit privé et de la gestion financière, et environ 5 ans* d'expérience dans un Secrétariat Général ou une Direction Administrative et Financière, si possible dans l'immobilier.

BELLES PERSPECTIVES D'AVENIR.



Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS (ss réf. 2417).

DISCRÉTION ET RÉPONSE ASSURÉES.

MATRA

recherche

Ingénieur Electronicien Débutant

ESE - ENSI - ISEN - ISEP

- Il a la responsabilité d'essais de qualification d'équipements électroniques.
- Il participe à l'élaboration des spécifications de produits, définit les procédures et les moyens d'essais et suit les essais réalisés par les techniciens.
- Le poste concerne un ingénieur débutant à 2 ans d'expérience ayant des connaissances en micro-processeurs et informatique.



Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence SL 951 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres – B.P. No 1 78146 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

Importante société d'ingénierie
proche banlieue sud Paris
recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL RADIO-TÉLÉVISION

Formation d'Ingénieur complétée par une expérience pratique dans le domaine de la réalisation globale de centres de production et de diffusion radio et télévision, ce n'est pas un ingénieur d'étude ou de fabrication mais un animateur de propositions techniques d'ensemble, ayant l'allant pour les amorcer, l'esprit de synthèse pour les établir et l'esprit d'entreprise pour les défendre.

Anglophone, apte à des missions temporaires à l'étranger, il aura les goûts et les aptitudes d'un commerçant.

Une large possibilité d'évolution de carrière est offerte à des candidats de valeur.

Adressez C.V., photo et prétentions sous réf. E à PLAIN-CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS.

CONTROLEUR DE GESTION d'une grande Entreprise de Travaux

Nous comptons parmi les leaders français dans notre secteur (TRAVAUX PUBLICS ET INDUSTRIELS).
Un contrôle de gestion rigoureux fait partie de nos impératifs quotidiens.
En plus de la conception et du suivi de l'information chiffrée, cette fonction comporte des interventions permanentes auprès des Agences Régionales et Centres de Travaux pour :
- *détecter les anomalies*
- *attirer l'attention des acteurs concernés*
- *mettre au point avec eux des actions correctrices.*

Vous avez bientôt 30 ans, une formation ESC ou INGENIEUR (+ perfectionnement en gestion), une expérience acquise nécessairement dans une entreprise de travaux.
Vous avez comme nous une CONCEPTION TRES OPERATIONNELLE DU CONTROLE DE GESTION.

Envoyez votre CV sous réf. ***M 995*** *aux consultants de GFC en leur précisant votre* salaire actuel et vos dates de vacances.
Le siège du poste est situé en BANLIEUE PARISIENNE OUEST.

Discrétion absolue et réponse assurée.
Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

GFC

Ingénieur estimation

La Société, 800 personnes, spécialisée dans l'ingénierie nucléaire développe des techniques de pointe pour leur application. Elle est filiale d'une importante société industrielle.

La mission :
- *recherche d'informations sur les coûts et les quantités pour* l'ensemble des matériels, à l'intérieur de l'entreprise (analyse des *contrats, marchés, propositions...) et éventuellement à l'extérieur* (fournisseurs),
- *analyse des coûts élémentaires,*
- création de standards.

*Pour renforcer notre service estimations, nous souhaitons un ingé*nieur d'environ 35 ans (position III A) ayant une expérience de 5 ans en méthode d'estimation et d'établissement de devis de grands projets industriels (pétrole, chimie, métallurgie, nucléaire).
De réelles possibilités d'évolution professionnelle sont offertes.

Lieu de travail : proche banlieue Sud-Ouest.

Adresser CV et photo, sous réf. 3427, à Média-System,
104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

OFFRES D'EMPLOIS

Ingénieur commercial ingénierie

Nous sommes une importante société d'ingénierie réalisant des ensembles industriels complexes faisant appel à des technologies avancées.
La mission que nous proposons : seconder le chef du service vente et, en particulier établir et négocier les offres commerciales, gérer les contrats en cours.
L'ingénieur que nous recherchons a une dizaine d'années d'expérience professionnelle, il a déjà pratiqué la négociation de contrats, de préférence avec des administrations ou des organismes d'état.
Lieu de travail : proche banlieue Sud-Ouest.
Adresser CV et photo, sous réf. 3434, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.
média-system

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORT
recherche pour
SA DIRECTION VOITURE

UN ATTACHÉ DE DIRECTION

de formation supérieure
(H.E.C., ESSEC ou équivalent)

Cet Attaché de Direction aura pour mission d'assister la Direction Voiture dans des missions de caractère général et notamment d'effectuer des études ponctuelles en assurant le suivi des dossiers d'affaires en cours.

Déplacements en France et à l'étranger à prévoir.

Adresser lettre manuscrite + C.V. sous réf. 283 à : Trendances - 9, rue Arsène-Houssaye, 75008 PARIS, qui transmettra.

Pour développer d'importants projets d'INFORMATIQUE DISTRIBUE
- Matériels mini 6 GCOS - 400
- 4341 DOS sur VSE CICS sur DL1
- Service informatique

QUARTIER OPÉRA *recherche*

1) ANALYSTE PROGRAMMEUR

TRÈS CONFIRMÉ

Son expérience de plusieurs années de l'analyse, de la programmation, et des relations avec les utilisateurs lui permet, sous l'autorité du Chef de Projet, d'encadrer une petite équipe de réalisation.
Formation supérieure de type MIAGE.

2) ANALYSTE PROGRAMMEUR

Une ou deux années d'expérience appréciée.
Formation supérieure.
Aptitudes aux relations utilisateurs.

Pour ces deux postes, adresser C.V. et prétentions à M. REGAZZACCI, 3, rue Taitbout, 75009 PARIS.

Société, proche de l'Étoile (Paris 8ème), leader dans son activité recherche pour son département «SYSTEMES» au sein de la division STOCKAGE ET AGENCEMENT

UN MICRO INFORMATICIEN

Titulaire d'un B.T.S. ou d'un D.U.T. d'électronicien, vous maitrisez parfaitement les automates et les microprocesseurs.
Vous êtes débutant mais vous avez fait des stages en entreprise ou vous avez une première expérience de 2 ans en milieu industriel. Vous serez chargé de l'analyse, de l'étude et de la programmation de nos projets dans le domaine du stockage, de la manutention et de la préparation de commandes.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. 11554 à PIERRE LICHAU S.A. BP 220 - 75063 Paris Cédex 02 qui transmettra

---

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
spécialisé dans les équipements électroniques et électromécaniques.

recherche pour sa
DIRECTION TECHNIQUE PARIS

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Ingénieur électronicien ou électromécanicien avec expérience professionnelle indispensable en conception ou fabrication de « Matériel électronique moyenne et grande série ».
Adjoint au Chef de B.E. Électronique et en liaison avec les différents services, il devra, en partant des demandes clients, aboutir à la définition du produit, et participer avec les Chefs de produits à la conception du produit et au suivi des essais.

Adresser C.V. et prétentions n° 39.894 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui trans.

Importante Société d'Ingénierie filiale de l'un des premiers groupes industriels français, recherche

Techniciens Service Prix - Approvisionnement

pour la conduite des affaires et la négociation des contrats d'achat d'équipement et de prestations de service liés à la réalisation d'usines clés en main.
Formation électromécanicien. Niveau Ingénieur.
Expérience requise 2 à 3 ans dans l'ingénierie de préférence génie chimique.
Anglais indispensable.
Lieu de travail proche banlieue St Lazare.
Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous référence 6961 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

T.I.T.N.

Société d'engineering en informatique, filiale THOMSON C.S.F. INFORMATIQUE.
Notre expansion rapide dans les domaines de la téléinformatique, de la gestion inter-active temps réel et des microprocesseurs, nous conduit à renforcer largement nos équipes techniques et à rechercher

INGÉNIEURS CHEFS DE PROJETS

GRANDE ÉCOLE, pour la *conception et la réalisation de* systèmes (télé-informatique, base de données).
(Réf. 1/F.)

INGÉNIEURS SYSTÈME

GRANDE ÉCOLE, expérimentés sur mini ou micro-ordinateur.
(Réf. 2/F.)

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

MIAGE ou I.U.T. *informatique*, pour analyse et programmation de systèmes Temps réel sur mini et micro-ordinateur.
(Réf. 3/F.)
Envoyez C.V., photo et prétentions en précisant les références choisies à T.I.T.N., 1 à 5, *rue* Gustave-Eiffel, 91420 MORANGIS.

---

answare

Société d'ingénierie Informatique de tout premier plan recherche pour ses Divisions INFORMATIQUE DE GESTION et INFORMATIQUE INDUSTRIELLE, de

JEUNES DIPLOMÉS

ÉCOLES D'INGÉNIEURS
MIAGE - DUT INFO

Adresser C.V. détaillé sous réf. U1/5 à Yolande VILLARS, 136, rue de la Pompe, 75116 PARIS.

Groupe ARNAUD premier importateur-distributeur matières premières rech. pour postes avenir pour sa filiale PROMECOME

1° RESPONSABLE DE PRODUITS

ayant connaissance marché

POLYURÉTANE ET EPOXY

2° RESPONSABLE DE PRODUITS

ayant connaissance marché

SILICONES

Angl. cour. exigé. Ecr. av. C.V., prét., photo, PROMECOME, 68, av. du Général-M.-Bizot, 75012 Paris.

FONCTION PUBLIQUE
L'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre recherche un fonctionnaire niveau A Chef de Projet pour lancement et responsabilité d'un Centre informatique avec mini-ordinateur. Poste à pourvoir à bref délai.
Candidature à adres. avec C.V. à M. le Préfet, Directeur général de l'O.N.A.C. et V.G.
Hôtel National des Invalides, 75700 Paris.

VILLE D'ISSY-LES-MOULINEAUX (Hauts-de-Seine)
recherche pour son Théâtre (1 200 places)
UN DIRECTEUR ADMINISTRATEUR
Écrire avec C.V., réf., prét., à Maire, 62, rue du Gén.-Leclerc. Urgent.

Établissement Public à caractère administratif recherche

UN ADJOINT AU CHEF DU BUREAU DES ACHATS

Le candidat sera titulaire d'un D.U.T. option finances-comptabilité ou diplôme équivalent.
Il sera de nationalité française et âgé de 22 ans au moins.

La rémunération de début s'élève à 5.200 F net environ.

Les candidats intéressés doivent écrire lettre manuscrite en joign. un C.V. avec photo à :
INSERM
Service des Affaires Économiques et Financières.
101, rue de Tolbiac,
75654 PARIS CEDEX 13.

VILLE DE CHILLY-MAZARIN
recrute

UN INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE

(Mutation ou lauréat concours).

Adresser C.V. détaillé à : Monsieur le Maire.
Téléphone : 909-10-13.

LABORATOIRE C.N.R.S. RÉGION ORSAY
recherche

PHYSICIEN (NE) OU ÉLECTRONICIEN (NE)

Nationalité française, titulaire du DEA pour la préparation d'une thèse de 3° cycle ou Dr Ingénieur.

Ecrire sous le n° 229380 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Importante entreprise d'installation électric./instrumentat. industrie PETROLIERE, recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

DÉBUTANT

après sa formation au B.E. d'exécution à NANTERRE, puis sur chantier à l'étranger, il deviendra CHARGÉ D'AFFAIRES à l'EXPORT.
- anglais exigé ;
- fréquentes missions à l'étranger en célibataire ;
- situation d'avenir.

Adresser C.V., photo à GTME (job 251), B.P. 326, NANTERRE 92003.

Société Paris recherche

CHEF COMPTABLE

pour diriger comptabilité, assurant également gestion fiscale et financière de sociétés commerciales et civiles. Expérience S.C.I. de construction requise.
Env. C.V. man. n° 6.436 AMEP-P.A.
37, r. Gal-Foy, 75008 Paris.

STE TÉLÉCOMMUNICATIONS 5° Porte d'Orléans
recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

pour développement applications temps réel sur mini-micro.
Envoyer C.V. sous n° 6532, PARFRANCE, 4, *rue* Robert-Estienne, 75008 Paris, qui tr.

ENTREPRISE FRANÇAISE
recherche

INGÉNIEURS D'AFFAIRES ET ÉTUDES DE PRIX

Lieu PARIS. Formation A.M. ou équivalent. Langue anglaise. Age min. 35 ans. Expérience chantiers industriels avec min. 5 ans études de prix. Rémunération selon expérience.
Envoyer C.V. + photo s/réf. 3204, à SWEERTS, B.P. 269, 75424 Paris Cedex 09, qui transmettra.

Nous sommes un fabricant de produits chimiques spécialisés à usage industriel (300 personnes — CA : 150 MF dont 50 % à l'export. — Siège Paris Nord-Ouest) et connaissons depuis dix ans une croissance rapide.

Notre directeur administratif et financier souhaite accueillir :

UN (E) RESPONSABLE COMPTABLE DE HAUT NIVEAU

32 ans minimum. — DECS.

Assisté d'une dizaine de collaborateurs, il centralise les comptabilités générale, clients, fournisseurs, la paie, la trésorerie (nous sommes équipés d'un HB 61 DPS), établit des bilans mensuels, améliore l'organisation existante.

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4.126 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.

10, rue Royale, 75008 PARIS.

INSTITUT DE FORMATION PROFESSIONNELLE
recherche

ANIMATEUR (TRICE)

- Expérience en communication.
- Pratique d'entretiens.
- Management.
- Pour interventions ponctuelles.
- Déplacements province.

Tél. à Mme GUILBERT. 563-03-00, poste 42-88.

Etudiant niveau licence, bon dactylographe, secrétariat politico-littéraire 1/4 temps. Tél. GIRAUDOUX, 326-69-41.

Société Transports région Chantilly cherche étudiant homme, pour travail bureau, juillet et août.
Tél. : (4) 457-24-84.

Entreprise de Presse spécialisée 2° arrondissement recherche

JEUNE COLLABORATEUR (TRICE)

pour intégration après formation dans équipe rédactionnelle.
- Anglais courant indisp.
- Nécessité absolue d'une excellente dactylographie.

Ecrire sous le n° T 034.310 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ETS PRIVÉ SOUS CONTRAT 450 INTERNES
recherche

SURVEILLANT GÉNÉRAL D'INTERNAT

Envoyer C.V. dét. + photo sous n° T 034.284 M, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2°.

ÉCOLE SECONDAIRE MIXTE Région parisienne Nord-Est offre

JEUNES GENS

Postes responsabilités éducatives

Ecrire avec C.V. et photo et si possible téléphone sous n° T 034.287 M, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2°.

Société VANVES, recherche AGT TECHNIQUE ÉLECTRON. niveau BB ou 3 pr circuit analogique et éventuellement informatique. Tél. pour rendez-vous au 645-63-02.

ÉCOLE ACTIVE BILINGUE J.M.
70, rue du Théâtre, 75015 Paris, rech. pr sept. 82 :

ENSEIGNANT(E)

Préférence math. expérimentéle) en informatique pour enseignement et animation informatique dans classes collège et lycée (connaissance logo souhaitée).
Env. C.V., photo, références à l'adresse ci-dessus indiquée.

secrétaires

Cabinet juridique 15° recherche 1 STÉNODACTYLO STANDARD Libre de suite, se présenter : mercredi 23 et jeudi 24 (11 h à 13 h), 96, RUE CAMBRONNE.

FLAMMARION

recherche

pour SON SERVICE PROMOTION/PUBLICITÉ

UNE ASSISTANTE SECRÉTAIRE STÉNO-DACT.

30 ans environ.

Formation B.T.S. ou équivalent. Expér. Édition ou Pub. souh. Libre immédiatement.

Env. C.V. à Flammarion/Pub., *26, rue Racine, 75006 Paris.*

---

vénilia®

Revêtements Muraux, recherche pour sa Direction Internationale

SECRETAIRE BILINGUE ANGLAIS

Elle sera chargée, en relation avec nos filiales étrangères, de recueillir les informations nécessaires à la connaissance des tendances du marché.
Elle assurera aussi le suivi des collections, en collaboration avec la styliste.
Poste à pouvoir à Paris la Défense.
Niveau BTS + quelques années d'expérience + anglais irréprochable, sont indispensables.
Adresser CV manuscrit, photo et prétentions à GRIFFINE MARECHAL - Direction du Personnel - Cedex 28 - 92090 Paris la Défense.
Dessein

GROUPE BANCAIRE
installé à NANTERRE
(RER Nanterre-Préfecture)
recherche

secrétaires DE DIRECTION

- connaissance de la sténo et de la dactylo
- diplôme : BAC ou BTS
- bonne culture générale
- expérience confirmée.

Envoyer C.V., photo, prétentions et lettre manuscrite à N. 2200 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transm.

Sté d'INGÉNIERIE Quartier ÉTOILE
cherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

STATUT CADRE

Formation ou connaissance commerciale.
- Minim. 2 ans d'expérience.
- Très bon anglais.
- Espagnol souhaité.
- Qualités de rédaction travaux comportant part dactylographie et télex.

Libre au plus tard 1er SEPTEMBRE.

Adr. lettre manuscr., C.V., photo et prét. à n° 39.761, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

représentation offres

Fabricant de PRESSES HYDRAULIQUES Recherche :

REPRÉSENTANTS COMMERCIAUX

Toutes RÉGIONS, ayant expérience technique et commerciale.
INDISPENSABLE :
- Être BON VENDEUR.
- Être AMBITIEUX.
- Avoir GRANDE DISPONIBILITÉ.

Fixe + commissions + frais + véhicule de Société.

Adr. C.V., photo et prét. à MARTEX, B.P. 253, 92113 CLICHY CEDEX.

DEMANDES D'EMPLOI

54 ANS DIRECTRICE AGENCE RECOUVREMENT, CRÉANCE, CH. SITUATION — URGENT.
Ecrire sous le n° T034247 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ATTACHÉE DE DIRECTION

Relations Internationales et Secrétariat Général

42 ans, trilingue franç., anglais, allemand (langue maternelle). Expér. dans groupem. industriel europ. et organ. de recherche. Étudierait ttes propositions pour activité internation. dans les domaines économique, commercial ou administratif.
Ecrire sous le n° 8.482 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

MÉDECIN JURISTE

30 ans
- Médecin légiste + dommage corporel, maîtrise en Droit.
- Médecin pénitentiaire.
- Toxicologie, sexologie.

Expérience expertise, droit médical, esprit d'initiative, de synthèse, dynamique, sens des responsabilités.
Étudie toutes propositions.
Écrire sous le n° T 033.791 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Commerce Franco-Allemand. Conseiller libéral, nation. allemande, travaill. très souvent en France, offre coopération export-import, longues expériences branches chimie et boissons alcoolisées promotion de vente, publ. discussion budget, langues française, allemand, anglais, espagnol, italien. Sens aigu de la négociation, déplacements en France et en Allemagne ou ailleurs en tout temps possibles. Merci d'écrire sous référence n° 8606 *le Monde* Public., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ing. débutant informatique et gestion. Nomb. stages banques et SSCI. Ch. emploi Bordeaux ou Montpellier.
Tél : (90) 32-30-07.

Spécialiste Agro Industrie
Nombreuses années d'expérience responsable plusieurs sociétés en Extrême-Orient, Madagascar et Afrique Noire, rech. poste ADJOINT à D.G. Conseiller Secrétaire Général Direct. Admin. Négociations et relations publiques. Disponible immédiatement.
Ecrire sous le n° 229081 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

MAITRISE D.E.A. DROIT
H.25 ans, lauréat Université Paris-XII. Anglais courant. Bonne dactylo, libre de suite. Etudie toutes propositions France et étranger. 706-45-99.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

F. CADRE DE DIRECTION — 52 ans — Licence en droit. — Spécialisée en assurances (contentieux D.C. — réglements corporels, réassurances et bilan) + stages de formation (gestion personnel, secrétariat général, comptabilité) gestion P.M.E. (IPROFOP avec stage pratique en qualité d'inspecteur régleur sinistres corporels). — Pratique de l'encadrement et des problèmes sociaux.
RECHERCHE : situation dans toutes Stés, désirant renforcer département à vocation juridique. — Paris — Provinces (déplacements étranger acceptés). (Section BCO/JCB 227).

CADRE EXPORT — 44 ans — Expert en commerce international. — Parfaitement quadrilingue (français, anglais, espagnol, portugais). — 20 ans d'expérience commerciale/export de produits manufacturés et matières premières « négociations de contrats haut niveau, organisation de foires et expositions... » à l'étranger (3 Amériques, Sud-Est, *Asie, Europe Occidentale, Afrique*). — Solide expérience diplomatique.
RECHERCHE : situation à responsabilité dans entreprise tournée vers le monde soucieuse de rentabilité et désirant développer action commerciale internationale — France ou étranger. (Section BCO/JCB 228).

INGÉNIEUR DE VENTE technico-commercial — 51 ans — Grande expérience technique et commerciale dans Stés de biens d'équipements — Spécialité ascenseurs — Parfaite connaissance études devis, travaux de bâtiments en particulier pour l'installation d'ascenseurs dans les immeubles anciens — Gestion des contrats de maintenance — Direction des chantiers — Stages divers : gestion, vente, relations humaines — Soucieux d'efficacité et rentabilité.
RECHERCHE : poste à responsabilité dans groupe industriel, cabinet d'administration de biens ou Sté immobilière — PME/PMI Paris et R.P. (Section BCO/JCB 229).

H. 40 ans — DIRECTEUR COMMERCIAL et TECHNIQUE dans groupe américain — BAC technique et autodidacte — Anglais courant — Grande expérience dans produits industriels et frigorifiques sur marché France et export — Habitué aux contacts à très haut niveau — Excellent négociateur — Sens profond de l'initiative et des responsabilités.
RECHERCHE : situation dynamique et motivante en fonction de l'expérience acquise et de sa facilité d'adaptation aux situations — Successions Sté. — Accepte mobilité France — Etranger. Libre de suite : (Section BCO/JCB 230).

ANPE

ECRIRE OU TELEPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél : 285-44-40, poste 33 ou 26.

CHEFS D'ENTREPRISE

Vous estimez que l'anglais est indispensable pour certains de vos collaborateurs, mais recherchez toujours une solution :

1) Efficace.
2) Rentable.
3) Personnalisée.

Spécialiste anglais, je me déplacerai afin de vous proposer des idées basées sur 8 ans d'expérience dans ce secteur à Paris.

Ecrire s/n° 2.803 *le Monde* Publicité, Service *ANNONCES CLASSÉES,* 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Formation Gestion (CPG) Ingénieur Agronome
cherche
Fonctions : achats, marketing, gestion commerciale dans secteur industriel et agricole.

Ecrire : Pol Le Borgne
1, avenue Victor-Hugo
52000 Chaumont
Tél : 16 (25) 03-41-76.

J.F. 29 ans. Maitrise droit privé DESS d'immobilier + stages. A enseigné droit du trav. Rédactr. jurid. rigueur, méthode, dynam. et goût des combats, étud. ttes propositions (même étranger). Ecr. s/n° 8623 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. Pédicure — Podologue rech. emploi salariée de préf. ou dans Cabinet médical région parisienne ou Paris. Certry — 51, Rue Lavelard Amiens

---

Jeune cadre, 29 ans, Insa + école de gestion, 6 *ans* expér. post. à respons. dans entreprise exploitat. carrières, rech. place attaché de direction dans affaires analogues région Paris, ou Sud-Ouest de préférence. Ecr. s/n° 2806 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, *rue* des Italiens, 75009 Paris.

ANIMATEUR 24 ans 1 an exp. EEIF libre juillet—août, me contacter. Téléph. 300-86-23.

Jeune Femme recherche pour une période de 6 mois petit secrétariat dans cabinet d'architectes. Réf. en ce domaine. Urgt tél. le soir après 19 h, 584-62-89 ou 329-77-36.

JOURNALISTE

10 ans d'expérience loc., secrét. rédact., maquette, ch.emploi. Disponible immédiat.
Ecr. s/réf. 4574 à
P. Lichau S.A.
B.P. 220, 75063 Paris.
Cedex 02 qui transmettra.

INTERPRÈTE TECHNIQUE (H.) Suédois, allemand, anglais, spéc. tr. *qualif., réf.,* exc. présentat. Tél. : (47) 27-41-13.

Jeune Fille, 16 ans 1/2 cherche emploi aide-comptable (CAP) ou employée de bureau. Ecr. s/n° 5.311 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre Administratif, 33 ans, diplômé D.E.C.S. complet, C S.J. fiscal, révision comptable en cours. expér. expert comptable stagiaire 4 ans, auditeur interne 5 ans, cherche situation dans importante société.
Ecrire sous le n° T 034.309 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Cadre, 33 ans, D.E.C.S. complet, certificat supér. jurid. et fiscal, révision comptable en cours. Expérience enseignement, professeur de sciences et techniques économ., 3 ans en public et 3 ans enseignement cours d'adultes cherche poste enseignant dans lycée ou cours privé.
Ecrire sous le n° T 034.321 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

PHARMACIEN expérimenté cherche poste :

CONSULTANT POUR INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Dans Société de Conseil en recrutement. Connaissance parfaite de toutes les fonctions de l'industrie pharmaceutique par expérience vécue.
Ecrire sous le n° T 034.305 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., sérieuses références, dont responsabilité magasin, ch. remplacements vacances.
Tél. : 345-46-33.

Etud. écon. 25 a. 8° sem. recherche pour vac. univ. (24.07 — 23.10.82) mis en appl. de ses connaissances (allem., fr., angl. / BASIC / + autr.) W. Hürter, D-5461 St.- Katharinen.

JEUNE FEMME expérience 5 ans CHEF DE PUBLICITÉ — Bonnes connaissance édition, cherche poste équivalent ANNONCEUR ou AGENCE. Solides références. Ecrire HAVAS CONTACT 1, place du Palais-Royal 75001 PARIS sous réf. 5001.

Dess. architecte Franç. 49 ans NB réf. cherche emploi étudie ttes prop. Tél. 344-76-46.

travail à domicile

Secrétaire de direct. frappe ts text. et manus. sur I.B.M. 82 C travail soigné. T. : 051-44-49.

CHERCHE TOUS TRAVAUX Copies, thèses, rapports cassettes, etc... T. : 306-08-88.

ENTREPRISE. Sér. réf. effectue rapidement travaux peinture, menuiserie, décorat., coordinat. ts corps d'État. Devis gratuit. T. : 368-47-84 & 893-30-02.

formation professionnelle

A DES FEMMES
DE BON NIVEAU D'ÉTUDES
AYANT UNE EXPERIENCE
PROFESSIONNELLE EN
ENTREPRISE OU ADMINISTRATION

Nous offrons une formation :

CADRE EN BUREAUTIQUE ET ORGANISATION

Stage plein temps, rémunéré octobre 82 à juillet 83.

Adr. C.V. au GRETA du tertiaire 70, bd Bessières. 75017 PARIS 627-63-33.

propositions diverses

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Dem. une doc. sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 3, rue Montyon, 75429 Paris cedex 09.

L'État offre de nombreuses possibil. d'emplois stables bien rémun. à ttes et tous av. ou ss diplômes. Dem. une document. sur notre revue spécial. FRANCE-CARRIÈRES, (C 16) B.P. 402-09 Paris.

traduction demande

Trad. techn. (suéd., all. ang.), élect., aéron., nucl., T.P., brevets, etc., réf exceptionnelle Y. Michelet, 19, allée D.-d'Urville 37200 Tours Tél. (47) 27-41-13.

TRADUCTEURS ET INTERPRETES

confirmés, à votre service. Toutes langues, toutes techniques. Tél : 093-02-86

travaux à façon

ARTISANS RÉUNIS
cherchent travaux, plomberie, chauffage, électricité peinture, agréés E D F.-G.D.F
PRIX ETUDIÉS
Tél. 833-58-63.

L'immobilier

appartements ventes

3e arrdt

BEAUBOURG

Pptaire vd dans imm. XVIIIe très joli duplex 65 m² et 2 Pces. 175, r. St-Martin - 562-17-17.

4e arrdt

RUE PIÉTONNE

Très bel imm. studio 24 m², tt cft, parfait état, poutres. 4e ét., asc. - 265.000 - 278-29-20.

5e arrdt

Petit studio rénovation gde classe. Aménagement raffiné. 350.000 F - 535-30-32.

LUXEMBOURG. Pierre de t., séj. dble, tt conft, calme. 375.000. 325-97-16.

CLAUDE BERNARD

Studio cuis., bains, 38 m², 2e ét. Sud, clair. - 336-17-36.

LUXEMBOURG 4 p., entrée, w.-c., cuis., s. de bains. 775.000 F - 297-52-73.

60, rue Gay-Lussac. 2 P. cft. 420.000 F. S/pl. jeudi, ven., 10 h 30 à 18 h ou 236-44-99.

6e arrdt

VAVIN, 110 m², 3/4 p. tt cft., immeuble pierre de taille. Prix : 980.000 F. GARBI - 567-22-88.

St-Germain, vue imprenable. séj., chbre, s. à manger avec coin cuis., bains. 325-20-77.

PRÈS LUXEMBOURG
Dans belle réhabilitation, studio, 2 et 3 pièces. Livraison immédiate. 261-51-50.

ODÉON 265 m²

environ, idéal profess. libérale. Prix : 2.000.000 F. Tél. : 329-84-59.

7e arrdt

Sèvres-Breteuil - 354-95-10
2 P. 40 M2, CHARME.

BOURDONNAIS SOLEIL

Anc., stdg., très gd + 2 services, cave, box. **5 P.** SAINT-PIERRE - 563-11-88.

VERNEUIL

Bel appt 110 m², 4e ét., asc. Soleil. Charme. 705-61-91.

8e arrdt

EUROPE
BEL APPART. 157 m²
Imm. pierre de t., chbre serv. Prix : 1.250.000 F. GARBI - 567-22-88.

PARC MONCEAU
Imm. pierre de taille, belles récept., 4 ch., serv., parking. Téléphone : 261-51-50.

11e arrdt

Près Fg Saint-ANTOINE
2 BEAUX LOFTS
1°) 150 m² aménagés.
2°) 250 m² travaux à faire.
Téléphone : 272-40-19.

3 P. A RÉNOVER
Immeuble ravalé. Pptaire au 324-32-16 et 705-93-49.

12e arrdt

Mo FAIDHERBE - 2 Pces
Entrée, cuis., w.-c., imm. pierre. 220.000 F. 526-54-61.

DAUMESNIL - Bel imm. 1977
VILLA SUR TOIT
4/5 pces (possib. agrandir), tt conft, terrasses 260 m², box double. - 634-06-20

13e arrdt

GALAXIES. Studio, bns, cuis., 30 m², 10e ét., vue dég., réc. 240.000 F - 622-22-56.

Mo TOLBIAC

Dble liv., 2 chbres, lingerie, grande cuisine dinatoire, bain, tout cft, grand hall d'entrée, nombreuses penderies. 110 m². PRIX INTÉRESSANT. Direct pptaire : 293-36-82.

MÉTRO NATIONALE
5 P. terrasse, cuis., bains, park. Téléphone : 272-40-19.

JARDIN PRIVÉ, près bd Arago, 2 appts, 60 m² (à rénover) et 90 m² (en duplex, conft). 500.000 et 900.000 F. Peuvent être réunis. Calme et charme. Tél. : 272-97-28, avant 8 h et après 19 h.

14e arrdt

PLAISANCE

Ét. élevé, vue panoramique, superbe duplex s/terrasse, gd dble living + 4 chbres, parking. VERNEL 526-01-50.

ALÉSIA. Splendide 2 P., cuis., w.-c., bns, 55 m² à modern. Px et plac. except. 478-12-93.

15e arrdt

Mo VAUGIRARD
Très clair, 2 P. tt cft, 47 m², imm. 1971, calme, cave, park. 520.000 F. Part. 842-38-24.

PASTEUR, 4 p., 2 sanit., 95 m² + balc., 6e ét. Réc., pk. 920.000 F - 622-22-56.

VAUGIRARD
Gd studio, cuis., bains, w.-c., 5e asc. - 531-20-99.

BOUCICAUT
Séj. dble, 3 chbres, 2 bains, balc., 4e asc. - 531-20-99.

Part. vd FÉLIX-FAURE, imm., 1930 ravalé, 3 p., 60 m², cuis., bains, w.-c., asc., calme, Sud. Prix : 540.000 F. Tél., bureau : 298-36-92 et soir, 567-12-29.

Imm. Pierre de T., 4 P. 90 m², 5e ét., asc. Prix : 785.000 F. Petit 5 pièces sur verdure. Prix : 820.000 F. Hervé Lapous, 354, rue Lecourbe, 15e - 554-28-66.

Montparnasse bon placement très bel imm. Pierre de taille. 2, 3 et 4 pièces tt cft occupés (libérable). Sur place mercredi 23/6, 14/16 h. 4 bis, rue Mizon ou téléphoner : 747-50-64.

PRÈS CHAMP-DE-MARS
Magnifique récept. + 4 chbres. Garage. Matin : 567-47-47.

16e arrdt

TROCADERO
Stand. récent, dernier ét.
STUDIO TT CFT
Grande terrasse.
VILLA SUR LE TOIT
pour pied à terre. Possib. park. 450.000 F. 345-58-10.

TROCADÉRO
230 m², 4e étage.
STÉ AUBRY - 501-88-89.

MUETTE. Studio, cuis., bns. 43 m² + balc., 2e ét. Imm. réc. 445.000 F - 622-22-56.

39 bis, r. Molitor. Beau studio, bns. 37 m². 1er ét. s./jardins. 360.000 F. Merc. 15 h/18 h.

LAURISTON (PRÈS)
Ravissante maison, séj. + chbre sur jardin, dans réhabilitation de qualité. 261-51-50.

R. FAISANDERIE

PART. VEND très bon placement imm. gd stand., 2 p., cuis., bains, dressing, cave. 700.000. 759-94-39.

MÉTRO ARGENTINE

s/rue asc., chauf. cent. indép., liv. dble, 2 chbres, 4e étage, entrée, cuis., bains, 95 m² agréablement aménagé. PRIX TRÈS INTÉRESSANT. Téléphone matin : 544-21-87.

Mo PASSY

Immeuble pierre de taille, living double, 1 chambre, entrée, cuisine, bains, 70 m². PRIX INTÉRESSANT. 11, rue Claude-Chahu, mardi, mercredi 15-18 heures.

PLACE MEXICO (proche). Séj. + chbre + chbre enfant, cuis., w.-c., bains moderne, chauf. centr. Parfait état, 5e ét., asc. Pierre de T., tapis escalier. Prix : 650.000 F. Voir pptaire mercredi, jeudi 14 h à 19 h. 25, rue BELLES-FEUILLES.

16e PRÈS BOIS.
A vdre direct. par propriétaire. APPT 4 PIÈCES, tout confort, plein soleil, libre de suite. Tél. 544-52-02, matin entre 8 h 30 et 11 h 30. Prix : 995.000 F.

17e arrdt

PEREIRE - MAILLOT
4-5 pces, bains, 80 m², 4e ét. sans asc., calme. 560.000 F. Téléphone : 622-22-56.

BD PEREIRE imm. gd standg, ét. élevé, SOLEIL, CALME. Living 46 m² + 2 chbres + service. Téléphone : 544-26-30.

MONCEAU. Part. vd à part., agence s'abstenir, superbe appt 270 m², refait luxueusement, 2 chbres service, idéal profession libérale. Prix à débattre. Tél. : 722-40-82.

ÉTOILE pied à terre idéal, immeuble standing 65 m², 3 p., ét. élevé + service SANTANDREA 260-67-36/66.

ÉTOILE appt grand 3 pces, 175 m², standing. Soleil, vue, ét. élevé + service SANTANDRÉA 260-67-36/66

18e arrdt

295.000 - Av. 50.000
Imm. parf. état, bon stand., liv. dble + chbre, s. d'eau, cuis. compl. équip., w.-c., 54 m². Sol. Pptaire mercredi 14-19 h., 50 bis, r. Marx-Dormoy.

ATELIER CCIAL ou PROF. PRÈS PLACE CLICHY. Calme, confort. 524-56-88.

18e Arrondissement
Rue RAMEY (Mo Joffrin, bus Mairie 18e)
APPARTEMENTS A RÉNOVER
3 P. 46 m² . 320.000 F TTC
5 P. 66 m² . 500.000 F TTC
Tél. bureau : (42) 27-98-60, dom. : (42) 22-30-58.

20e arrdt

Pptaire vend studios et 2 P. tt équipés, neufs, depuis 145.000 F. petit imm. rénové. Jdin. 75, rue de Pixerecourt (Mo Télégraphe). S/pl. ts les jours 15/18 h ou 590-86-06.

95- Val-d'Oise

Montmorency

terrasse privative — séjour — balcon — ch.1 — cuis. — ent. — ch. 2 — ch.3 — jard. priv. — balcon

Particulier vend Appt. 99 m2 cave + boxe 1 300 000 F
826.61.90
989.07.77

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY

grand atelier de sculpteur, 5 chbres, 250 m² habit., jard. Ét. CHATEAU, 747-77-50.

NEUILLY CENTRE

Séj. dble, 1 chbre, soleil, balc., 5e ét., asc. 580 000 F. Ét. CHATEAU, 747-77-50.

BOULOGNE près bois, original, joli séjour + 3 chbres, bns, 120 m², 3e ét., vue dégagée. 1.100.000 F - 622-22-56.

NANTERRE R.E.R.

(préfecture) dans imm. récent F2, PARFAIT ÉTAT
Prêts cessibles. Droits de mutation réduits. Tél. 246-66-30.

NANTERRE R.E.R.

(Préfect.) Appt réc. 130 m² S/PARC SUD, EXCELLENT ÉTAT, TERRASSES, LOGGIA. Park. Prêts cessibles, droits de mutation réduits. 246-66-30.

NEUILLY-BORGHÈSE
Cause départ vds dans imm. récent RAVISSANT APPT. Séj. + chbre, petit jard., soleil, verdure, état impeccable, vue. Urgence. 510.000 F à déb. Visible s./place. Ce jour 10/12, rue P.-Borghèse, de 10 h/12 h 30 de 14 h/18 h 30.

Bon placement. Neuilly près Mo, 2 appts, 4 p., cft, occupés dont 1 avec bail 6 ans. Px intéressant. - Pptaire 747-50-64.

Province

Près Serre-Chevalier, part. vend F2 plein Sud + local à skis. Ecr. s/no 8.808, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

appartements achats

Recherche 2 à 4 pces Paris préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, av. ou ss travaux. PAIE CPT chez notaire. Tél. 873-23-56, même le soir.

locaux commerciaux

(3e) - Local 675 m² ts comm. (monte-charge, park.), vente ou locat. - TREVAL 277-62-23.

locations non meublées offres

Région parisienne

SAINT-CLOUD
Parc Marie-Bonaparte
Immeuble grand standing
Parc - Vue imprenable
6 p. 150 m², cuis. meublée. Parkings. 8.630 F ch. compr. SOLVEG - 500-79-38

ASNIÈRES, rue de Colombes
Libre 1/08 dble liv. + 1 chbre tt cft, 6e ét., ascens., 2.855 F ch. comp. C.G.I. 246-66-30.

Montgeron 91230 Pl. ctre, lib., ap. 3/4 p., cuis. meub. b. éq. 2750 + ch. 950. 903-56-28.

locations non meublées demandes

Paris

Pour notre clientèle, rech. CHBRES, STUDIOS, 2-3-4 P. ss fr.
254-62-30

PPTAIRE LOUEZ SOUS 24 H. clientèle assurée. Service gratuit - 770-88-65.

PROPRIÉTAIRES

Louez vite et sans frais ENTRE PARTICULIERS OFFICE DES LOCATAIRES Téléphone : 296-58-10

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris, rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANT. pr Stés ou Ambassades. - 281-10-20.

EMBASSY-SERVICE

8, av. de Messine, 75008 Paris rech. pr clientèle étrangère et diplomates, APPTS, HOTELS PARTIC. et VILLAS PARIS ou Ouest résident. **562-78-99**

PROPRIÉTAIRE LOUER SANS FRAIS
VOS APPARTEMENTS PARIS - BANLIEUE SOUS 48 heures
CLIENTS SÉLECTIONNÉS LOYER GARANTIE
TEL. 359-64-00

PARTICULIERS
Louez sans frais d'agence
CHBRES STUDIOS
2, 3, 4, 5 PIÈCES
Loc. à partir de 600 F.
TEL. 359-64-00

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pav. ttes banl. Loyer garanti 8.000 F. 283-57-02.

locations meublées offres

Paris

Juillet/août, villa à Verrières-le-Buisson, 4 chbres, terrasses, jardin, complètement équipée pour 8 pers. Tél. : 920-16-36.

domaines

SOLOGNE
à vdre petits territ. de chasse av. ou sans bâtim. et étangs. Écrire Havas Orléans, no 201.775.

bureaux bureaux

Locations

Création d'entreprises
SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX. Loc. bureau, toutes démarches, pour constitution de sociétés.
ACTE S.A., 261-80-88 +.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
S.A.R.L.-R.C.-R.M.
Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanence téléphonique
355-17-50

fonds de commerce

Vends bail tous commerces Prix à débattre 250.000 F 94210 La Varenne. 283-67-40

immeubles

20 KM NORD LYON

CENTRE COMMERCIAL
PLACEMENT EXCEPTIONNEL
Locataire 1er ordre.
Rapport 386 000 H.T./an.
Prix : 3 200 000 F.
B.G. Tél. : (16-7) 837-42-12.

pavillons

ST-LEU-LA FORÊT

(95350). Emplac. privilégié. VILLA de caractère : Séj., 4 ch., bains. Parc : 1.700 m², 1.260.000 F. Agence PERSE, Tél. : (3) 995-20-22.

villas

ST-MAUR-LE PARC
Mansart, 9 PCES. PARFAIT ÉTAT. - 770 m² terrain. 1.650.000 F. 340-72-06.

viagers

Excellent placement 35 km, Sud Golf Coudray; viager. 130 m². Pour tous renseign. : 783-89-85 - 548-54-99.

16e, Pompe, grand studio, tout confort, + chambre de serv. très bel imm. r.-de-ch., 100.000 F cpt + 3.500 F occupé femme 92 ans. Cruz. 8, rue La Boétie. 266-19-00.

Notre-Dame-de-Lorette, 3 p., occupé femme 77 ans, appt. près rue de Maubeuge, 88.000 F + 1.400 F mens.. CRUZ, 8, rue La Boétie, 266-19-00.

Vds USUFRUIT pour 8 ANS. HAMEAU de BOULAINVILLIERS (16e), pleine verdure. 120 m². Imm. luxueux, appt jamais habité. A aménager. TÉL. : 227-93-30.

maisons de campagne

A 8 KM d'ORLÉANS et 100 KM SUD DE PARIS
A vendre belle maison de campagne ancienne sur 2300 m² de terrain en verger. Bords de Loire et de canal. Salle à manger, salon avec cheminée, 3 chbres sans gros travaux à prévoir. Prix 450.000. Tél. (56) 32-63-19 le soir de préférence.

propriétés

LE VÉSINET

proche R.E.R., villa de 1880 10 P. de qualité exceptionnelle, maison de gardiens, orangerie, jardin 2 500 m² - 265-58-01.

A vendre Audierne, Finistère Sud, centre ville : Maison entièrement restaurée comprenant : R.-de-ch. : entr., séjour, bureau, grande cuisine aménagée, w.-c. Étage : 4 chambres, 1 salle d'eau. Sous-sol et garage. grenier. Surface au sol : 100 m². Jardin planté : 700 m². Tél. bur. (98) 70-70-22. Dom. (98) 70-24-39.

VILLE-D'AVRAY

7' GARE
Part. vd très belle propriété en parfait état sur jard. magnifique de 1.700 m² avec petite rivière
REZ-DE-CHAUSSÉE :
1 gd salon, 1 bureau, 1 s. à manger, 1 grande cuisine.
1er ÉTAGE :
3 chambres + 3 salles de bains
2e ÉTAGE :
3 chbres + 2 s. bains, w.-c. à tous les étages, 2 gds garages. Px JUSTIFIÉ. T. HB 609-91-01

SOISY-SUR-SEINE

Affaire rare, sompt. propriété style Mansart, 450 m² habitables, 8 ch., 2 salons 40 et 30 m², s. à manger 40 m², 4.800 m² terr. 1.850.000 F. AIPP, 457-05-00.

Achèterais vaste propriété de chasse, Sologne. Ecrire : Havas Orléans, no 201707.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente Palais Évry (91) mardi 6 juillet 1982, à 14 heures, en 14 LOTS.
APPART. - BOUTIQUES - PARK. à LONGJUMEAU (91), 91, Grande-Rue.
Mise à Prix : 1er lot 60.000 F - 2e lot 200.000 F - 3e lot 200.000 F
4e lot 150.000 F - 5e lot 60.000 F - 6e lot 60.000 F
7e lot 200.000 F - 8e lot 100.000 F - 9e lot 60.000 F
10e lot 180.000 F - 11e lot 10.000 F - 12e lot 10.000 F
13e lot 10.000 F - 14e lot 10.000 F
S'adresser **SCP ELLUL-GRIMAL-NOUVELLON-ROUZIES avocats.**
Téléphone : 077-96-10. 3, rue du Village à Évry (Essonne).

Vente Palais Justice CRETEIL, jeudi 1er juillet 1982, à 9 h. 30
APPARTEMENT BOISSY-SAINT-LEGER (94) 6 bis, rue de La Fontaine
17, avenue du Général-Leclerc : 1er étage : entrée, cuisine, salle de séjour, 2 chambres, salle de bains, CAVE et PARKING
MISE A PRIX : 125 000 F S'adr. **Me J.-C. ABADIE**
avocat Paris-7e, 17, rue de l'Université - Tél. : 261-22-18, avant 17 heures

Vente s/saisie Pal. just. Pontoise (95) Pl. N. Flamel 1er juillet - 14 h.
MAISON à USAGE D'HABITATION
à **SURVILLIERS** (Val d'Oise).
AVEC GARAGE ET PARKING - 8, Impasse MARYSE-BASTIE.
Mise à prix : 150.000 F Consign. pour enchérir 25.000 F. (ch. certifié par banque).
Renseig. **Me BUISSON AVOCAT** T. 032-31-62.
29, rue P.-Butin à Pontoise (95).

Vente Palais de Justice de Créteil, jeudi 1er juillet 1982, à 9 h 30.
PAVILLON VILLENEUVE-SAINT-GEORGES (94)
QUARTIER DU TRIAGE, impasse Michel, 8 bis, rue Michel.
Élevé sur s/sol, cuisine, s. à manger, 2 chbres, w.-c. extérieurs, GRENIER
Mise à Prix : 120.000 F S'adr. **Me J.-C. ARABIE,** avocat à Paris.
17, rue de l'Université. Téléphone : 261-22-18 avant 17 heures.

Vente au Palais de Justice de Paris, le 1er juillet 1982, à 14 heures
UN APPARTEMENT au rez-de-ch. - 3 CHAMB. de DOMESTIQUES au 8e étage - 2 CAVES au s/sol
3, RUE VERDI - PARIS (16e)
M. à P. : 260 000 F. - S'adr. Me Ph. BROUSMICHE Jeune
et F. Xavier SIMONNET, avocats associés à Paris (8e), 11, rue de Rome
Tél. : 387-48-66 - Vis. s/pl. lundi, merc., sam. de 14 à 17 h.

Vente Palais de Justice de PARIS, en la Cité, boulevard du Palais, le lundi 28 juin 1982, à 14 heures. EN UN SEUL LOT
APPARTEMENT BOURG-LA-REINE 53/55/57 boulevard du Maréchal-Joffre
5e étage : face droite, escalier A : entrée, 4 pièces principales, cuisine, salle de bains, w.-c., BALCON. CAVE au sous-sol. Emplacement voiture.
LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION
M. A P. 200 000 F S'adresser : S.C.P.A. P. Navarre - G. Alemant T. 326-96-25. 122, boulevard Saint-Germain, Paris 6e
Greffe du Tribunal où le cahier des charges est déposé. Sur place pour visiter.

Vente aux enchères publiques sur surenchère du 10e, Palais de justice de Versailles, le MERCREDI 30 JUIN 1982, à 10 h. En un lot :
GDE PROPRIÉTÉ av. piscine
1, rue des Rosiers et de la Butte ss no
à VILLIERS-ST-FRÉDÉRIC (78)
Mise à Prix : 1 320 000 F
Pr les rens. : Me BILLON, avocat, 2, rue Jean-Houdon à Versailles, T. 951-94-39 et 953-65-09 - Me MARTIN, avocat, 5, rue Gambetta à Mantes-la-Jolie, T. 477-94-34, greffe du trib. de gde inst. Versailles. Et sur les lieux pour visiter.

Vente s/sais. au Palais de Justice à Créteil, le JEUDI 8 JUILLET 1982, 9 h 30
EN UN SEUL LOT : un
APPARTEMENT
au r.-de-ch. à droite, porte face compr. : entrée, deux pièces sur rue, gd débar., cuis. CAVE au sous-sol dans l'immeuble sis à
MAISONS ALFORT (94),
11, avenue Gambetta.
Mise à Prix : 50.000 F.
S'adr. à Me André VALENSI, avocat à PARIS-5e, 72, rue Gay-Lussac. Tél. : 633-74-51. Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de BOBIGNY, le 6 JUILLET 1982 à 13 h 30 en UN SEUL LOT
PAVILLON D'HABITATION
av. gar. et chauf., buand., 2 c. jard. av. ter.
à VILLEPINTE (93)
28, avenue des Roses
MISE à PRIX : 100 000 F
S'adr. pr ts rens. à Cab. JARRY-CARDON-MONNIER-AMATRIAIN, Av. ass., PARIS-8e, 50, bld Malesherbes. Tél. 522-27-68. A tt avoc. près les trib. de Gde Inst. de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE et CRÉTEIL.

Vente aux ench. publ. sur surench., 10e palais de just. Versailles, mercredi 30 juin 1982, 10 h. En un lot :
PROPRIÉTÉ à us. d'hab. et locaux profes. à usage de cabinet médical
A NEAUPHLE-LE-CHATEAU (78)
3, place du Marché
MISE A PRIX : 715.000 F
Pour rens. : Me BILLON, avocat, 2, rue Jean-Houdon, Versailles. T. 951.12.39 et 953.65.09. Me Martin, avocat, 5, rue Gambetta, Mantes-la-Jolie. T. 477.54.34. Greffe du trib. de Grde Inst. Versailles. Et sur les lieux pour visiter.

Vente sur surenchère au palais de justice de Bobigny le mardi 6 juillet 1982, à 13 h 30
UN APPARTEMENT
bât. A, 4e ét., comp. : entrée, séjour, chbre, cuis. UNE CAVE au ss-sol ds imm. sis à
BOBIGNY (93)
43 et 45, rue Georges-Tarral
MISE A PRIX : 78 100 F
S'adr. à Me Bernard ETIENNE, membre de la S.C.P.A. ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, av. au barreau de Seine-Saint-Denis, demeurant, 11, rue du Général-Leclerc 93110 Rosny-sous-Bois. Tél. : 854-90-87. Me Guy BOUDRIOT, av. à la cour d'appel de Paris, demeurant, 55, bd Malesherbes 75008 Paris. Tél. : 522-04-36.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY le MARDI 6 JUILLET 1982 à 13 h. 30
EN UN SEUL LOT :
UN APPARTEMENT
Bât. A, 6e ét., p. no 3, compr. : entrée, dégag. avec plac., w.-c., s. de bns, cuis., séjour avec balc., 2 chbres, cave et park., au ss-sol du bât. A, dans un ensemble immobil. sis à
AUBERVILLIERS (93)
57, rue de la Commune-de-Paris.
MISE A PRIX : 50 000 F.
S'adr. à Me Bernard ETIENNE, membre de la S.C.P.A., ETIENNE, DORÉ, WARET-ETIENNE, avoc. au Barr. de Seine-St-Denis, demeur., 11, r. du Général-Leclerc, 93110 Rosny-sous-Bois. Tél. : 854-90-87.

Vente sur saisie immobilière au Palais de justice de BOBOGNY le MARDI 6 JUILLET 1982 à 13 h 30
EN UN SEUL LOT :
UN STUDIO
Bât. A. 9e étage, porte no 1 comprenant, salle de bains avec w.c., séjour - UNE CAVE au ss-sol du Bât. A dans un ensemble immobilier sis à
AUBERVILLIERS (93)
57, rue de La Commune-de-Paris
Mise à Prix : 20 000 F
S'adr. à Me Bernard ETIENNE, membre de la S.C.P.A. ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, Avocat au Barreau de Seine-Saint-Denis, demeurant, 11, rue du Général-Leclerc 93110 ROSNY-S-BOIS. Tél. 854-90-87.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Bobigny, le MARDI 6 JUILLET 1982 à 13 heures 30
EN UN SEUL LOT
UN APPARTEMENT DUPLEX de 5 pièces
au 5e étage du Bât. A, côté esc. 1 avec TERRASSE au 6e composé de : au niveau bas : entrée, dégagement, cuisine, salle de bains, W.C., 4 pièces principales, hall, avec escalier donnant accès au niveau supérieur : au niveau haut : dégagement, douche avec W.C. et une pièce — un PARKING au sous-sol du Bât. A — un CELLIER au 5e ét. du Bât. A, côté esc. 1 dans un immeuble sis à
SAINT-DENIS (93)
140 à 146, rue Danielle-Casanova
LIBRE D'OCCUPATION — Mise à prix : 50 000 F.
S'adresser à Me Bernard ÉTIENNE, membre de la S.C.P.A. ÉTIENNE, DORE, WARET-ÉTIENNE, Avocat au Barreau de Seine-Saint-Denis, demeurant, 11, rue du Général-Leclerc 93110 ROSNY-sous-BOIS — Tél. 854-90-87

Vente Palais Evry (91) MARDI 6 JUILLET 1982 A 14 HEURES
MAISON INDIV. AVEC JARDIN A SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL (91)
30, avenue Paul-Eluard **MISE A PRIX : 100 000 F**
S'adr. **SCP ELLUL-GRIMAL-NOUVELLON ROUZIES, avocats**
3, rue du Village à Evry (91) — Tél. : 077.96.10

Vente Palais de justice Evry (91) mardi 6 juillet - 14 h. en 2 LOTS
1er Lot, **TAILLIS à SAINT-CHERON (91)**
« Le Clos des souches », Mise à prix 2.000 F.
2e Lot, **BOIS à SERMAISE SOUS DOURDAN (91)**
Mise à prix 20.000 F.
« La Bretonnerie », « La Pature des joncs », « Le Bois de la Bretonnerie », « La Corbaillerie » - TAILLIS « Les Vignes de la Mercerie ».
S'adresser **S.C.P. ELLUL-GRIMAL-NOUVELLON-ROUZIES**
Avocats (Téléphone 077-96-10) 3, rue du Village à Evry (91).

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY, le MARDI 6 JUILLET 1982, à 13 h.30
EN UN SEUL LOT
UN PAVILLON A AULNAY-SOUS-BOIS (93)
66, allée Pluton
élevé d'un rez-de-chaussée de plain-pied compren. : entrée, dégagement, cuis., w.-c., dressing, salle de séjour et garage. A l'étage : 4 chambres, lingerie, salle de bains, chauffage central au gaz.
Cadastré section WF no 144 pour une contenance de 2 à 14 ca
MISE A PRIX : 100 000 FRANCS
S'adresser à Me Bernard Etienne, membre de la S.C.P.A. Etienne, Dore, Waret-Etienne, avocat au barreau de Seine-St-Denis, demeur. 11, rue du Général-Leclerc, 93110 Rosny-sous-Bois. Tél. : 854-90-87

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de Paris le jeudi 1er juillet 1982, à 14 heures
10 TERRAINS à LIMOURS (91)
Lieudit « Le Couvent » - Superficies de 7,18 ares à 9,31 ares
MISES A PRIX :
200 000 F. - 190 000 F. - 195 000 F. - 195 000 F. - 210 000 F.
200 000 F. - 225 000 F. - 215 000 F. - 220 000 F. - 180 000 F.
(pouvant être baissées de quart)
S'adresser Me CHEVROT, avocat, 8, rue Tronchet, Paris. Tél. : 742-31-15.
Me FRECHOU, syndic, 18, rue Séguier, Paris. Tél. : 633-54-17

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Produits de beauté

Les produits de maquillage et de soins, comme les livres, sortent à une cadence accélérée pour maintenir le nom de leurs fabricants dans l'esprit du public.

Pour son cinquantième anniversaire, *Revlon* se distingue par une série de produits de maquillage à intensité changeante selon le mode d'utilisation. Fond de teint, fard à joues et à paupières s'appliquent secs, humides ou carrément mouillés selon l'intensité souhaitée qui ne s'atténuera pas de la journée. Ces « Wet Dry » se vendent 69 francs, 56 francs et 59 francs dans les stands de la marque dans les grands magasins et chez les détaillants-parfumeurs.

« Plénitude », de *l'Oréal*, est la première crème de soins griffée par la société mère et destinée à être vendue en grandes surfaces ainsi qu'à travers la distribution habituelle. Jusqu'à maintenant, ces crèmes étaient réservées aux parfumeries spécialisées avec des prix en rapport avec le cadre. Il a fallu six ans de recherches, d'expériences et d'essais pour obtenir ce beau résultat d'une crème fluide, qui nourrit, hydrate et protège la peau. Elle est présentée en pot de verre opale, capsule vissée au prix de 30 francs à 35 francs.

Dès avril, les femmes ont tendance à troquer leur fond de teint et leur maquillage d'hiver pour quelque chose de plus léger : les crèmes de soins teintées que l'on trouve à tous les prix. Encore faut-il qu'elles soient assez fluides pour pénétrer facilement et qu'elles garantissent une bonne protection contre les rayons ultraviolets particulièrement nocifs au printemps. Notamment chez *Chanel* et *Lancôme* (Bienfait du matin).

Autre démarche intéressante, celle de *Williams*, qui propose déjà aux femmes une gamme solaire et des désodorisants unisexes, mais met en vente aujourd'hui, dans les grandes surfaces, une crème démaquillante plus élaborée. Il s'agit de Quickargile, à l'argile verte, s'enlevant à l'eau après un léger massage. Le produit existe en deux versions : pour peaux sèches et délicates, pour peaux mixtes ou grasses. La présentation en tube permet le dosage précis, la garantie d'hygiène et la facilité d'utilisation en voyage, 13 francs.

Le laboratoire *Roger Bellon* sort Suncalm, lait calmant après les coups de soleil. Anesthésique de contact, il calme instantanément les douleurs provoquées par les coups de soleil, mais aussi celles des brûlures superficielles, des piqûres d'orties ou d'insectes, voire les démangeaisons. Son action dure au moins deux heures, et sa teneur en vitamine A et en lanoline contribue à la régénération et à l'hydratation des tissus. 28 francs en pharmacie.

Nathalie MONT-SERVAN.

BREF

FORMATION PERMANENTE

THEOLOGIE. — Etudes universitaires de théologie pour laïcs à l'Institut catholique de Paris, le soir ou pendant la journée. Renseignements et inscriptions : du 15 juin au 10 juillet, 21, rue d'Assas, 75006 Paris, tél. : 222-41-80, poste 323.

CUISINE, COUTURE. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne organise à Paris, en juillet ou en août, des stages de couture et de cuisine, gérés par les conseillères en économie familiale et sociale de la C.A.F.R.P., du 19 juillet au 3 septembre. Du lundi au vendredi, de 14 h à 17 h, 9 rue Saint-Charles, 75015 Paris.

★ Tél. : 580-07-27, du lundi au vendredi de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

LOISIRS

UN GUIDE AFNOR POUR CARAVANIERS. — L'AFNOR vient de publier un guide pour le tourisme sur roues. Sous le titre « Caravane, camping-car et maison mobile », il donne en une centaine de pages des conseils pour choisir, conduire et entretenir ces matériels roulants. Dans le domaine du caravaning, il existe des normes qui garantissent la qualité, la durabilité, le confort et aussi la sécurité, en particulier la prévention de l'asphyxie et de l'incendie. Cette dernière norme est applicable par ceux qui aménagent eux-mêmes un camping-car s'ils veulent obtenir le certificat d'homologation imposé par le code de la route.

★ *Guide AFNOR* « Caravane, camping-car et maison mobile », 30 F. En vente chez les marchands de journaux.

CONNAITRE LE ROUERGUE. — A partir du 21 juin, Connaissance du Rouergue méridional reprend son cycle d'été, avec la campagne « Découverte de la France ». Six jours de circuits dans le Sud-Aveyron avec une historienne de l'art, pour découvrir les réalités d'hier et d'aujourd'hui, tant naturelles qu'humaines : des ateliers de céramique gallo-romaine de La Graufesenque aux problèmes quotidiens, en passant par l'architecture romane et l'œuvre des ordres de chevalerie sur les Causses : 21 au 26 juin, 5 au 10 et 19 au 24 juillet, 2 au 7 août, 9 au 14 et 23 au 28 août, 6 au 11 septembre.

★ Vabres-l'Abbaye, 12400 SAINT-AFFRIQUE. Tél. : (65) 49-16-93.

MODE

L'ANNIVERSAIRE D'ESMOD. — Esmod-Guerre-Lavigne, école privée de modélisme, stylistes et maquettistes de mode, fête son cent quarantième anniversaire avec des défilés rétrospectifs offerts au public le vendredi 25 et le samedi 26 juin, à 11 heures et 15 heures, au siège de l'école, 16, boulevard Montmartre, 75009 Paris. Tél. : 246-98-48.

A cette occasion, les étudiants présenteront une rétrospective des styles d'antan et une exposition de costumes et d'accessoires réalisée avec la collaboration du Centre français du costume, dirigé par Yvonne Deslandres.

STYLO D'OR A JEAN-CLAUDE NARCY. — Le Stylo d'or de l'A.E.C. Presse, association des journalistes de mode, vient d'être décerné à Jean-Claude Narcy, de TF 1. Fondé en 1979 par Suzanne Lion, présidente de l'association, ce prix récompense le ou la journaliste ayant le mieux défendu, par ses écrits ou ses images, les métiers d'art et de création. — N. M.-S.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 22 juin 1982 :

DES LOIS

- Autorisant l'approbation de la convention relative aux transports internationaux ferroviaires.
- Autorisant la ratification de la convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles.
- Autorisant la ratification de la convention tendant à faciliter l'accès international à la justice.

UN ARRÊTÉ

- Relatif à l'extension d'un système automatisé de gestion du fichier des comptes bancaires.

UNE LISTE

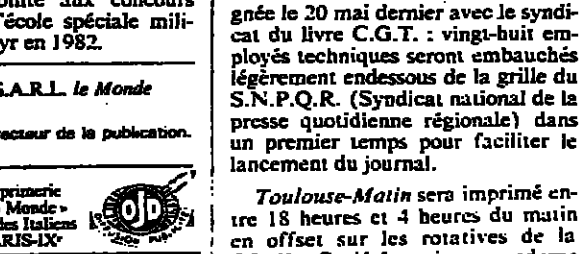
- D'admissibilité aux concours d'admission à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr en 1982.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérants :

Jacques Fauvet, directeur de la publication.

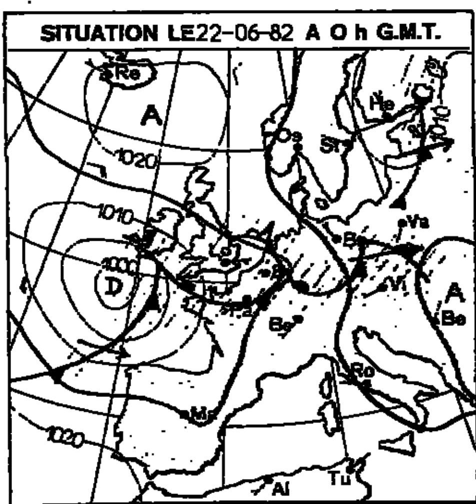
André Laurens.



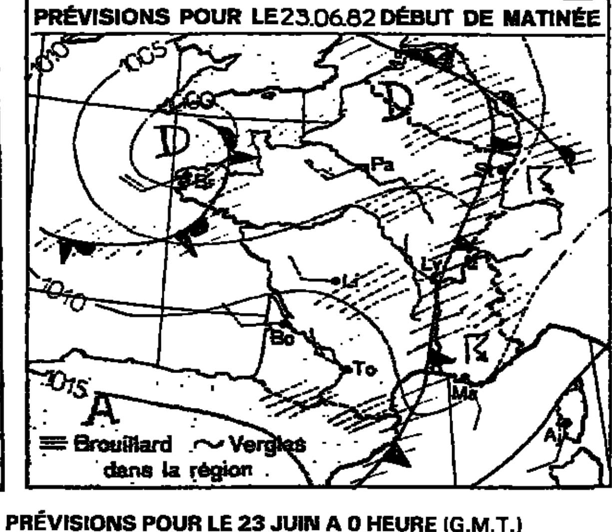
Commission paritaire : nº 57 437.
ISSN : 0026-9360.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 22-06-82 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 23.06.82 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le mardi 22 juin à 0 heure et le mercredi 23 juin à 24 heures :

Une perturbation pluvio-orageuse qui aura traversé une grande partie du pays mardi se situera mercredi matin des Vosges aux régions méditerranéennes. A l'arrière, une nouvelle aggravation pluvieuse se produira sur la moitié nord du pays, en liaison avec le passage d'une occlusion. Mercredi, en matinée, les nuages seont abondants en toutes régions; ils donneront des averses accompagnées d'orages des Vosges et des Alpes aux régions méditerranéennes et de la pluie sur l'ouest du pays. Dans l'après-midi, l'activité orageuse s'atténuera. Des éclaircies se développeront de l'Aquitaine au sud du Massif Central ainsi que sur les régions méditerranéennes, où le mistral s'établira. Les pluies situées en début de journée sur la Bretagne se décaleront vers le sud, affectant ainsi la moitié nord du pays, où les vents de secteur ouest souffleront assez fort. Les températures diurnes seront relativement basses pour la saison.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 22 juin à 7 heures, de 1 011,1 millibars, soit 758,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 21 juin ; le second, le minimum de la nuit du 21 au 22 juin) : Ajaccio, 25 et 15 degrés ; Biarritz, 28 et 21 ; Bordeaux, 25 et 20 ; Bourges, 24 et 14 ; Brest, 18 et 14 ; Caen, 24 et 16 ; Cherbourg, 21 et 14 ; Clermont-Ferrand, 24 et 14 ; Dijon, 24 et 16 ; Grenoble, 22 et 14 ; Lille, 22 et 12 ; Lyon, 21 et 15 ; Marseille-Marignane, 29 et 18 ; Nancy, 23 et 16 ; Nantes, 20 et 16 ; Nice-Côte d'Azur, 26 et 18 ; Paris-Le Bourget, 25 et 15 ; Pau, 27 et 19 ; Perpignan, 29 et 20 ; Rennes, 22 et 16 ; Strasbourg, 22 et 15 ; Tours, 23 et 15 ; Toulouse, 30 et 18 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 20 degrés ; Amsterdam, 19 et 13 ; Athènes, 29 et 20 ; Berlin, 19 et 11 ; Bonn, 22 et 14 ; Bruxelles, 22 et 13 ; Le Caire, 37 et 21 ; îles Canaries, 24 et 20 ; Copenhague, 17 et 8 ; Dakar, 28 et 23 ; Djerba, 42 et 25 ; Genève, 20 et 13 ; Jérusalem, 29 et 18 ; Lisbonne, 24 et 18 ; Londres, 19 et 14 ; Luxembourg, 21 et 14 ; Madrid, 31 et 17 ; Moscou, 22 et 11 ; Nairobi, 27 et 15 ; New-York, 18 et 18 ; Palma-de-Majorque, 27 et 20 ; Rome, 28 et 19 ; Stockholm, 13 et 4 ; Tunis, 37 et 20 ; Tozeur, 44 et 27.

PRÉVISIONS POUR LE 23 JUIN A 0 HEURE (G.M.T.)

LES PROBABILITÉS POUR LA FIN DE LA SEMAINE

Des masses d'air chaud s'écoulant dans un flux de secteur sud-ouest maintiendront un temps chaud et humide avec de nombreux orages.

Jeudi 27 juin, la zone pluvio-orageuse s'étendant de la Franche-Comté à la Provence et à la Corse achève de traverser notre pays. L'après-midi le soleil apparaîtra, mais on observera encore quelques averses près des frontières. De la Bretagne à la vallée de la Loire et de la Normandie au Pas-de-Calais ainsi qu'aux Ardennes, les éclaircies seront rares et de courte durée. Les nuages donneront de faibles pluies ou bruines au nord de la Seine. Sur le reste du pays, après dissipation des brumes ou bancs de brouillards le temps sera ensoleillé, en fin de journée, la zone pluvio-orageuse abordera les régions proches de l'Atlantique.

Vendredi 28 et samedi 29, un temps chaud et orageux prédominera sur l'ensemble du pays. Les orages, localement violents, donneront des pluies abondantes et de la grêle. Cette activité s'atténuera par l'ouest en fin de période. Les températures seront en légère hausse. Les minimums seront compris entre 17 et 20 degrés ; les maximums atteindront 30 degrés sur les régions méridionales.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRESSE

Les Toulousains devraient disposer d'un second quotidien en octobre

De notre correspondante.

Toulouse. — En octobre prochain, les six cent mille habitants de l'agglomération toulousaine auront le choix entre deux quotidiens : *la Dépêche du Midi*, qui vend dans cette zone urbaine soixante-cinq mille exemplaires chaque jour, et *Toulouse-Matin*, qui tirera son premier numéro à quarante mille exemplaires et coûtera 2,80 F. M. Claude Bernardini, quarante ans, le directeur de la nouvelle publication, espère que vingt-cinq mille Toulousains achèteront ce journal « *pluraliste, indépendant et ouvert aux différentes composantes de la région* ».

Toulouse-Matin couvrira la ville et trente communes environnantes. Il comportera une trentaine de pages de format tabloïd, qui traiteront des informations générales (politique intérieure et extérieure), locales et sportives. Le samedi, un supplément en couleurs proposera des jeux et des loisirs.

Une trentaine de jeunes journalistes seront embauchés à la fin du mois de juin et définiront, dans un large débat d'idées durant l'été, la ligne du quotidien avec leur rédacteur en chef et leurs chefs de service, des hommes de la région ayant, pour la plupart, une dizaine d'années d'expérience. les trois photographes sont déjà choisis et une vingtaine de pigistes compléteront la rédaction.

Une convention collective a été signée le 20 mai dernier avec le syndicat du livre C.G.T. : vingt-huit employés techniques seront embauchés légèrement endessous de la grille du S.N.P.Q.R. (Syndicat national de la presse quotidienne régionale) dans un premier temps pour faciliter le lancement du journal.

Toulouse-Matin sera imprimé entre 18 heures et 4 heures du matin en offset sur les rotatives de la SOMI (Société occitane moderne d'impression). M. Fernand Laborie, le P.-D.G. de la SOMI, loue également ses locaux à la rédaction, des locaux qui avaient servi à l'édition de *Midi olympique*, un hebdomadaire sportif racheté en novembre 1978 par Mme Evelyne Baylet, propriétaire de *la Dépêche du Midi*.

« *En 1974, j'ai vendu à Claude François un hebdomadaire pour les jeunes* Podium. *Depuis cette date, le projet mûrit. Des études prouvent qu'un journal neuf, au ton juste, qui n'est pas à la remorque d'une idée ni d'un parti politique, a sa place dans cette ville.* » M. Bernardini précise : « *Je ne suis pas en train de régler un compte avec* la Dépêche du Midi. *Lui prendre ses lecteurs n'est pas mon but. Et la concurrence na peut que lui être bénéfique.* Toulouse-Matin *est plus précisément destiné à ceux qui ne lisent plus le quotidien régional. Nous visons des gens de vingt-cinq à quarante ans, des salariés, des cadres qui ne s'intéressent plus à l'information locale telle qu'elle est présentée.* »

Les annonceurs favorables au projet

Ce nouveau journal ne favorisera pas, selon son directeur, la campagne de tel ou tel candidat aux prochaines élections municipales mais apportera un ton élevé au débat. Les socialistes ne sont pourtant pas mécontents de voir naître ce quotidien. *la Dépêche du Midi*, de tradition radicale de gauche, ne les a-t-elle pas trahis en les accusant, sans preuve, de financer les campagnes de leurs élus avec une caisse noire de 12 millions de francs, dans ses éditions des 3 et 4 juin dernier ?

Les annonceurs locaux, eux, voient d'un bon œil ce nouveau journal. Certains ont déjà promis de confier une part de leur budget publicitaire à la régie intégrée de *Toulouse-Matin*, d'autant que les tarifs seront moins élevés que ceux de *la Dépêche du Midi*, assure le directeur de la publication.

M. Bernardini est gérant d'une S.A.R.L. au capital de 50 000 F, la SPEGI, société qui éclatera quelques jours avant le lancement. Il demeure très discret quant à l'identité des investisseurs qui apporteront alors les fonds nécessaires. Des noms ont été prononcés, de Robert Hersant à Marcel Dassault, en passant par Jacques-François Lemoine, directeur de *Sud-Ouest*, qui s'est vu ravir par Jean-Michel Baylet *la Nouvelle République des Pyrénées* et *le Petit Bleu d'Agen* en janvier et février dernier. M. Claude Bernardini ne confirme ni ne dément. Il indique toutefois : « *Les trois principaux partenaires sociaux ne sont pas des hommes politiques. Ils ne sont pas non plus des patrons de presse. Ce sont des financiers parisiens qui engagent una partie de leur argent dans une affaire qu'ils pensent rentable. Nous pouvons perdre, dans les quinze premiers mois, 6 à 10 millions de francs sans trop de problème et, si nous faisons de mauvaises affaires, nous tiendrons au moins deux ans. Mais nous avons une large perspective de vie.* »

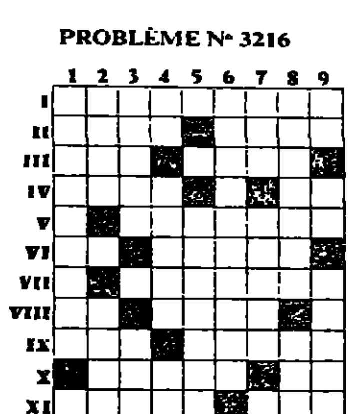
CATHERINE LAURENS.

● *M. Pierre Skawinski*, secrétaire général de *l'Equipe*, a été élu président de la Coopérative des quotidiens de Paris, en remplacement de M. Jacques Sauvageot, qui ne demandait pas le renouvellement de son mandat.

● *Trois journalistes*, Philippe Lemaître du *(Monde)*, Marc Paolini du *(Figaro)*, et Rainer Helmann de l'agence allemande V.W.D., viennent de recevoir le prix européen de journalisme Scarfolio. Le prix a également été attribué à des personnalités italiennes, dont Mme Oriana Fallaci. Ce prix sera remis lors d'une réception donnée au château Saint-Ange à Rome, en présence de M. Spadolini, président du conseil italien.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 3216



	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II					■				
III				■					■
IV					■		■		
V		■							
VI			■						■
VII		■							
VIII			■					■	
IX				■					
X	■						■		
XI						■			

HORIZONTALEMENT

I. Fléaux qui balancent les pièces ne faisant pas le poids. — II. Est souvent d'une couleur autre que celle qui évoque son nom. Pourvoyeuse de vestes et écharpes. — III. Personnel. Plus près du frac que du froc. — IV. Facteur de preuve. Courant négligé par l'hydroélectricien. — V. Repousser les frontières. — VI. Base d'accord qui serait idéal dans le concert des nations. Son vol fut sanctionné par une punition salée. — VII. Haut fourneau. — VIII. Négation. Quelle que soit sa forme, il est fait pour rouler. — IX. Met beaucoup de monde dans le bain et en met aussi beaucoup à sec. La dernière du sieur de Ferney. — X. Le « nombril » de l'Orient. Forme d'avoir. — XI. Employé dans l'administration du recouvrement. On le voyait en bannière à la suite du roi.

VERTICALEMENT

1. Panier dépourvu d'anse et d'aisance. — 2. Certains le travaillent beaucoup pour mieux jouer. Associé à un major, il assure le commandement. — 3. On la prend pour se tirer d'embarras. Compagnon de Jéhu. — 4. Personnel. Incite les garçons à chasser et les filles à pêcher. Coupe la poire en deux. — 5. Créature parfois mauvaise comme la gale. — 6. Celui qui recherche celle du cercle risque de tourner en rond. — 7. D'où partit la grandeur helvétique. L'Etat de l'éta. — 8. La source de tous nos mots. Fournisseur de coiffures basques. — 9. Personnel. Terme de rigueur. Pied palmé.

Solution du problème nº 3215

Horizontalement

I. Cérémonie. — II. Epicure. — III. Richesse. — IV. Ce. — V. Lustre. Go. — VI. Estienne. — VII. Erection. — VIII. Irréel. — IX. Arc. Ris. — X. Patate. Eu. — XI. Eté. Emirs.

Verticalement

1. Cercle. Tape. — 2. Epieuse. Rat. — 3. Ric. Stricte. — 4. Echotier. — 5. Muc. Recrute. — 6. Ors. Ente. E.M. — 7. Ness. Nier. — 8. Geôlier. — 9. Et. Nô. Sus !

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

JEUDI 24 JUIN

« La basilique de Saint-Denis », 14 h. 30, entrée, Mme Allaz.

« Musée du prieuré Maurice-Denis », 15 heures, 2 *bis*, rue Maurice-Denis, à Saint-Germain-en-Laye, Mme Bachelier.

« Musée de Cluny », 15 heures, place Paul-Painlevé, Mlle Brossais.

« Val-de-Grâce », 15 heures, 277 *bis*, rue Saint-Jacques, Mlle Garnier-Ahlberg.

« Cimetière de Saint-Mandé », 15 heures, 22, rue Fayes, Mme Pennec.

« Musée Rodin et hôtel Biron », 15 heures, 77, rue de Varennes, Mme Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

« Naissance de l'écriture », 15 h. 30, Grand Palais (Approche de l'art).

« Mouffetard », 15 heures, métro Monge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Hôtel Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou (Histoire et archéologie).

« Faubourg Saint-Germain », 15 heures, métro Solférino (P.-Y Jaslet).

« Le Marais illuminé », 21 heures, métro Saint-Paul (Lutèce visites).

« Jardins et églises des Epinettes-Batignolles », 14 h. 30, métro Brochant (Paris pittoresque et insolite).

« Saint-Martin-des-Champs », 14 h. 30, métro Etienne-Marcel (le Vieux Paris).

« Autour du Palais-Royal », 15 heures, devant l'église Notre-Dame-des-Victoires (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

JEUDI 24 JUIN

20 h. 30 : 26, rue Bergère, M. P. Cormier : « Trois méthodes pour un avenir » (L'homme et la connaissance).

20 h. 30 : 18, rue de Châtillon, M. H. Lallery : « Langage » (Association française de psychologie humaniste).

Le Monde

régions

Retour en Languedoc-Roussillon

Du lundi 7 juin (daté mardi 8) au samedi 12 juin (daté dimanche 13-lundi 14), « le Monde » a publié des enquêtes et des reportages sur le Languedoc-Roussillon. Nous retournons aujourd'hui dans cette région et donnons la parole à plusieurs de nos lecteurs.

LOZÈRE PROFONDE

Les couacs de la téléconvivialité

De vastes étendues en voie de désertification, des villages, des hameaux atteints de plein fouet par l'exode, une densité de quatorze habitants au kilomètre carré : la Lozère, département le moins peuplé de France, constitue un lieu privilégié pour se livrer à des expérimentations. Afin de vaincre l'isolement, les télécommunications ont installé dans les Cévennes, en février 1979, un service expérimental unique en France : la téléconvivialité.

Les autochtones n'ayant pas tous lu les œuvres du sociologue Ivan Illitch, on leur expliqua la signification de ce terme savant : *« L'administration des télécommunications met à votre disposition un numéro d'appel. Ce nouveau service permet à plusieurs personnes de téléphoner simultanément et d'intervenir dans le plus strict anonymat. Bien sûr, ces conversations peuvent être entendues par d'autres participants. »*

L'idée venait de Paris, et des spécialistes en sciences humaines s'étaient déplacés jusqu'à la sous-préfecture lozérienne, Florac, pour suivre le déroulement de l'expérience et étudier les réactions des habitants. *« Au début,* raconte Claude Espinasse, responsable du service d'information au parc national des Cévennes, *les gens ont essayé la téléconvivialité par curiosité, mais la formule n'a pas pris ».* Aujourd'hui, ce service, étendu à la quasi-totalité du département, n'est pratiquement plus utilisé, alors qu'à Montpellier on dénombre chaque jour des milliers d'appels sur le réseau.

Comment expliquer une telle différence de comportement ? *« Les paysans,* répond Claude Espinasse, *considèrent le téléphone comme un objet pratique et sécurisant. Ils s'en servent pour appeler le médecin, le vétérinaire, ou le mécanicien quand le tracteur tombe en panne. D'ailleurs, ce n'est pas dans l'esprit lozérien de faire part de ses préoccupations ou de ses difficultés à n'importe qui. Les gens de la campagne ont beaucoup de pudeur et de retenue. En ville, il y a des personnes perdues et paumées ; ici, le fait que nous soyons moins nombreux contribue à resserrer les liens. Rares sont ceux qui se sentent marginalisés ou exclus. » « Une telle expérience n'aurait pas dû être tentée en Lozère »,* conclut M. Espinasse.

Autour d'une bonne table...

L'utilisation spontanée de la téléconvivialité se révélant être un échec, les télécommunications proposèrent une autre formule : les télérencontres scolaires. Il s'agissait de relier par téléphone une dizaine d'écoles rurales à faible effectif. *« Ce n'était pas une mauvaise idée,* reconnaît M. Alain Barlet-Rousset, inspecteur départemental de l'éducation nationale. *Un projet pédagogique fut élaboré, seulement, voilà, l'intendance n'a pas suivi. Le matériel mis à notre disposition n'était pas fiable. Il s'ensuivit une incroyable cacophonie. On se servait d'un téléphone quelque peu amélioré alors qu'il aurait fallu des appareils plus sophistiqués et facilement utilisables par des enfants. »*

A défaut de téléconvivialité ou de télérencontres, pourquoi ne pas essayer en Lozère la téléconférence qui permet de tenir des réunions à distance ? *« Chaque fois qu'un nouveau préfet arrive dans le département,* explique Pierre Sastourné, secrétaire général de la chambre de commerce et d'industrie, *on fait une expérience et, le reste du temps, le studio de téléconférence est inoccupé. » « Il faudrait,* poursuit M. Sastourné, *que des équipements de ce genre soient beaucoup plus nombreux et mieux répartis sur l'ensemble du territoire. Lorsqu'une réunion a lieu dans la capitale, nous pouvons difficilement demander à nos collègues de se déplacer jusqu'à la salle de téléconférence, qui n'est pas située dans les locaux consulaires, mais à la mairie de Montpellier. Je dois dire aussi que l'administration remboursera plus facilement des frais de déplacement que la téléconférence, même si la facture est plus élevée. Enfin, je crois que les chefs d'entreprise préfèrent les contacts personnels qui s'établissent dans les couloirs, ou encore autour d'une bonne table. C'est irremplaçable. »*

Actuellement, ces installations, financées par l'administration des télécommunications, sont démontées. Elles prendront place dans les nouveaux locaux de la chambre de commerce de Mende. Seront-elles utilisées ? Nul ne le sait, et personne ne s'en inquiète.

JEAN-MARC GILLY.

L'aficionado rénégat

Je ne comprends pas que Jean Carrière puisse se détourner des arènes après avoir vécu à Nîmes et avoir été un *aficionado*, mais cela lui appartient. Par contre, évoquer avec une telle dureté cet art me paraît exagéré. La corrida m'est toujours apparue comme autre chose qu'une « image d'exportation caricaturale » ou de « sanglantes bouffonneries ». Au contraire, cette tragédie en trois actes, jouée en un quart d'heure par un homme et un taureau, est tout d'abord un spectacle. C'est un art aussi mais qui ne provoque jamais l'hilarité propre aux farces bouffonnes (du moins dans les corridas que j'ai pu voir dans toutes les grandes arènes du Sud depuis l'âge de 8 ans — cela fera bientôt dix ans que je suis assidu à ces spectacles).

Jean Carrière a été Nîmois et il *allait « vociférer sur les gradins »*, mais il semble oublier les moments de silence lourd et pesant durant lesquels 20 000 spectateurs retiennent leur souffle pour suivre une *faena* ou pour laisser le « torero » se concentrer avant de porter le coup final. Trouve-t-on encore beaucoup de spectacles, de discours ou d'occupations capables de captiver un public aussi nombreux ? Peut-être à Roland-Garros...

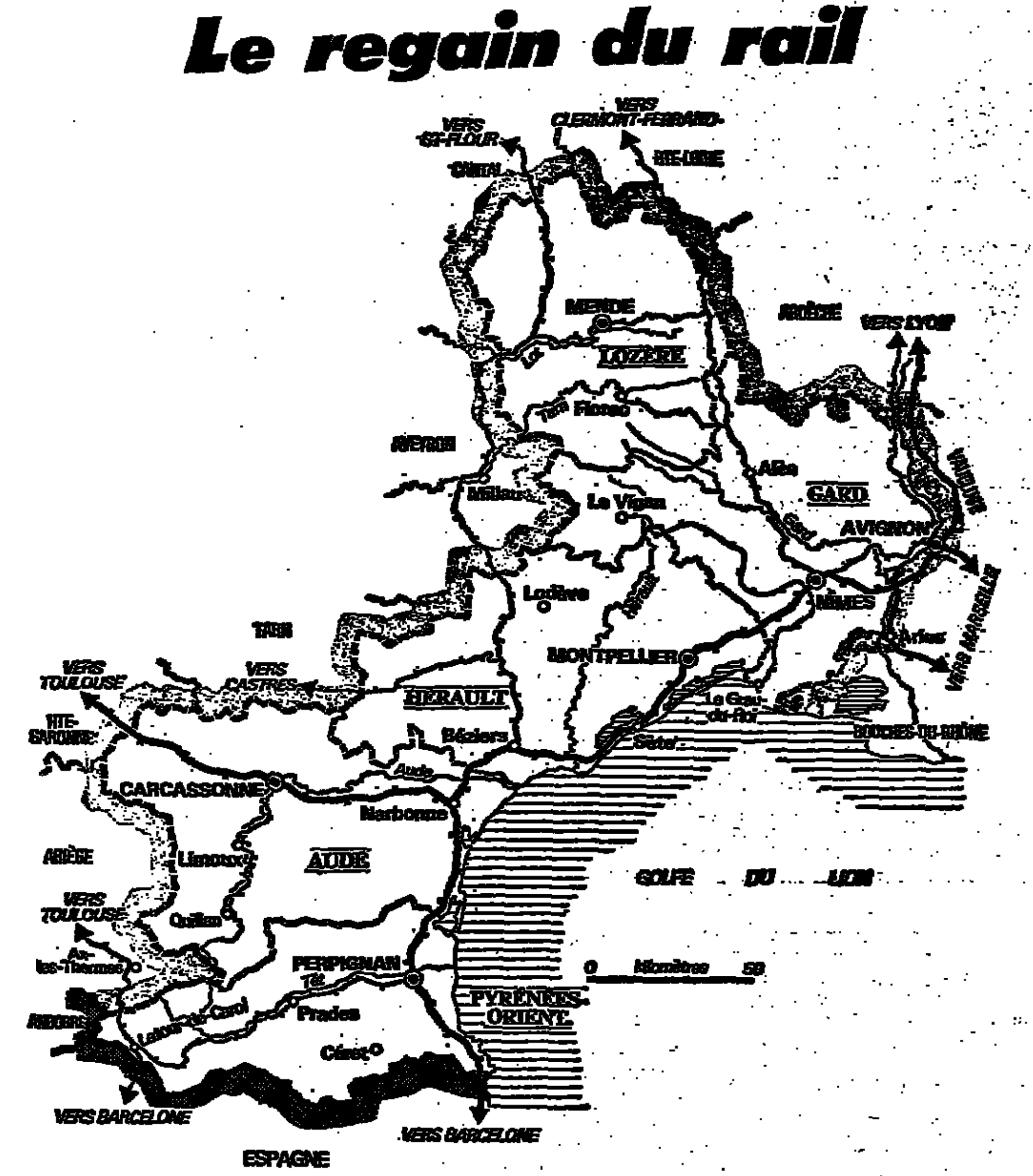
Si un art offre une qualité sans cesse renouvelée et affinée, comment peut-on affirmer qu'il dégénère ? Car si une certaine fraîcheur d'amateur disparaît, cela est remplacé par une émotion et une intensité plus grandes dans le combat. L'essentiel est de préserver la sincérité du « toreo », la beauté du geste. Parler d'« astuce », par la suite, est bien trop péjoratif. L'expérience du *métier*, de l'art, fera apparaître l'habileté du matador plus que l'astuce.

Jean Carrière évoque un « art *qui doit plus à la combine* et au simulacre qu'aux vertus », cependant les corridas qui se déroulent à Arles ou à Nîmes ne sont généralement pas des charlotades, exceptés la faiblesse de certains taureaux ou des cornes limées, mais ce ne sont pas des généralités (heureusement !). Justement il faut souligner que la « combine » n'a *jamais* servi un art comme la corrida : au contraire, elle le tue. Or ce ne sont pas les touristes qui rempliront toujours les arènes, la qualité doit primer. Certes, les combines existent mais la corrida s'est appuyée sur d'autres fondations pour devenir un art.

Montherlant a écrit « ce qu'on torée dans l'arène, c'est l'homme ». C'est, je pense, une vision peu réaliste, qui correspond plus à des fantasmes qu'aux véritables désirs d'un aficionado. Ce dernier suit une corrida par goût de l'art, du spectacle et non par goût sadique du sang, et cela sans naïveté de ma part.

JACQUES ROLLS,
Salon-de-Provence.

Le regain du rail



Avec la mise en service du T.G.V. sur Paris-Montpellier et l'électrification de la section de ligne Narbonne-Port Bou, le Languedoc-Roussillon a vu s'améliorer grandement ses relations avec les autres régions françaises et l'Espagne.

Cet effort sur les grandes lignes se double d'une volonté d'améliorer les liaisons intrarégionales. Le conseil régional a adopté, en février dernier, un schéma de transports en commun prévoyant une double action :

— L'achat d'un autorail de type X 2100, qui permettrait d'améliorer le temps de parcours entre Montpellier et Mende, actuellement de trois heures quarante-cinq minutes pour les trains les plus rapides. En remaniant les arrêts, cet autorail pourrait faire le trajet en trois heures quinze minutes, au rythme d'un, puis de deux allers-retours par jour.

— L'achat d'une rame de banlieue de cinq cents places (du type R210), qui permettrait d'assurer dans de bonnes conditions de confort les relations régionales les plus fréquentées.

Les achats de terre par les étrangers

De 1973 à 1976, les départements languedociens ont concentré 43 % des achats effectués par des étrangers en France : 6 000 hectares en quatre ans placent cette région en tête, loin devant l'Aquitaine. Une intéressante étude menée à partir de 1979, et pendant deux ans, a été réalisée par A. Soulier et J.-L. Escudier, tous deux chargés de recherche au C.N.R.S.

Qui sont ces acheteurs. En prenant comme base le critère de la surface, ce sont les Belges (53,6 % du marché), les Néerlandais (23,3 %), les Allemands de l'Ouest (7 %). La situation créée par ces acquisitions est à l'origine de tensions illustrées par de récents procès.

Il est à signaler que les Belges affectionnent les grands espaces : ainsi cette propriétaire dont le domaine de 1 300 hectares empiète sur le territoire de sept communes. A noter aussi que 70 % des achats dans l'Hérault représentent plus de 10 hectares *en moyenne. Autre constatation* : les allogènes apprécient surtout le haut et moyen pays. 6 % seulement de leur patrimoine se trouvent à proximité de la mer.

Le mobile essentiel qui se trouve à l'origine des achats étrangers dans cette région, c'est cette conjonction de facteurs particulièrement séduisante : abondance de terres dans une région qui, après un exode rural forcené, présente une véritable « vacance de patrimoine », le tout lié à une remarquable modicité des prix (les prix pratiqués ici sont parmi les plus bas d'Europe). Et puis, on connaît la valeur du florin, du franc belge, du deutschemark par rapport à notre monnaie.

ÉMILE RIGAL
Allauch (Bouches-du-Rhône).

Radio-Arrels et le droit à la différence

Prétendre (*le Monde* du 8 juin), et sans nuance, que Radio-Arrels veut « catalaniser » les ondes est excessif. Si sur la Catalogne-Nord l'auditeur a la possibilité de choisir entre une trentaine de stations sur la bande F.M., est-il outrecuidant que Radio-Arrels émette exclusivement en catalan ? Radio-Arrels constitue, dans le domaine restreint de la *radio*, un support à l'expression de toutes les initiatives de la collectivité nord-catalane : une expression qui n'est pas fermée sur cette collectivité, qui a la prétention de divulguer la culture catalane (au sens large), et dans le même temps de donner à « ses » auditeurs une ouverture sur d'autres horizons. Radio-Arrels a pour finalité de donner la parole aux Catalans trop longtemps maintenus à l'écart, en marge ; elle est un rendez-vous des Catalans avec eux-mêmes, et avec d'autres, dans un esprit de tolérance, de droit à la différence.

HÉLIOS JORDS,
pour Radio-Arrels.

● *Les cahiers Pierre-Baptiste.* — Après avoir fondé l'association Pierre-Baptiste, quelques écrivains et chercheurs du Sud-Est ont décidé de lancer des « Cahiers de réflexion ». Ils déclarent vouloir *« introduire de la cacophonie* dans un univers qui fonctionne à coups de vérités, ouvrir des questions là où trop souvent, on attend des réponses, susciter le doute où règne la certitude ». Le premier cahier, qui emprunte son titre à Erik Satie : *Morceaux en forme de poire*, est consacré à la décentralisation.

★ Diffusion Presses Universitaires de France, 48 F.

Cimaises oubliées

Une enquête auprès des peintres d'une galerie de Nîmes : l'Atelier, enquête centrée sur leurs problèmes professionnels : production, ventes, expositions, fiscalité, protection sociale, galeries, mécénat d'Etat, déontologie du métier, moralisation du marché, critique, etc., a révélé les mêmes réactions quels que soient leur caractère, leur âge, leur notoriété ou leurs revenus.

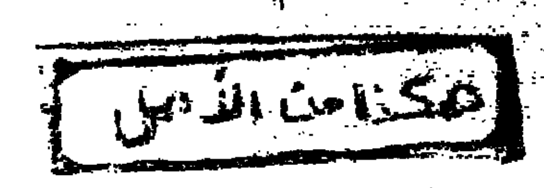
C'est d'abord la grande amertume d'artistes *authentiques* dédaigneusement ignorés des médias parisiens, amertume qu'on retrouve chez les directeurs de galeries qui, comme l'Atelier, consacrent tous *leurs efforts* à défendre ces talents ignorés à Paris et par conséquent méprisés en province.

Ce n'est pas qu'ils cherchent la *gloire* et *la fortune*, mais ce qu'ils veulent seulement, comme les rares galeries qui les défendent, c'est la possibilité financière de continuer l'œuvre qui est leur raison d'être.

Et quand on les voit vivre et travailler on comprend que leur rire devienne parfois grinçant devant le ridicule du spéculateur bête qui attend pour placer son argent qu'un critique parisien dépourvu de sens critique courre au secours de la victoire en encensant à pleines pages dans les hebdomadaires à succès ceux qui n'en ont aucun besoin, bénéficiant déjà des choix des fonctionnaires chargés de distribuer les commandes d'Etat (timbres, monnaies, imprimés fiscaux) et les placent aux cimaises publiques...

JEAN-MARIE LAFAGE,
Nîmes.





Le Monde

économie

ÉTRANGER

Algérie

MM. Cheysson et Ibrahimi ont signé une convention organisant la coopération économique bilatérale

De notre correspondant

Alger. — Commencées en janvier lors d'une visite à Alger de M. Rocard, ministre français de la planification, les négociations sur la conclusion d'une convention organisant la coopération économique entre la France et l'Algérie se sont heureusement terminées : M. Cheysson et son collègue, le docteur Ahmed Taleb Ibrahimi, l'ont signée lundi 21 juin. Conformément au vœu des Algériens, ce texte n'établit aucun lien avec l'accord du 3 février sur le prix du gaz. Il définit les principes qui guideront l'action des deux pays, fixe de façon concrète les secteurs dans lesquels les firmes françaises pourront être appelées à intervenir et crée une commission mixte chargée du suivi de la coopération.

Un échange de lettres fait état d'une liste de projets précis, dont plusieurs ont déjà été l'objet de contrats. C'est le cas de la construction d'une usine de verre plat à Jijel, de l'assistance technique à l'usine G.N.L. 2 d'Arzew, des études pour la réalisation d'un métro à Alger et de la livraison, par Renault-Véhicules industriels, de quatre mille sept cents camions. Des discussions sont en cours pour la réalisation d'une usine de pâtes alimentaires, à Djelfa, et d'une usine d'aluminium à M'Sila, sur les hauts plateaux. La France devrait se voir confier l'équipement du gisement gazier d'Oued-Noumer, la construction proprement dite des premières lignes du métro l'Alger, et différentes opérations concernant les transports et les voies de communication, dont la rénovation de l'aéroport de Constantine, ce qui représenterait, au total, une dizaine de milliards de francs. Il faut y ajouter, dans le cadre d'un accord sectoriel qui devrait être prochainement signé par M. Quilliot, la construction de quelque soixante mille logements, pour une valeur d'une dizaine de milliards de francs également.

L'accord entend organiser une coopération à long terme dans une série de secteurs délimités ensemble : infrastructures ferroviaires, routières et aériennes, développement industriel, hydraulique, mise en valeur agricole, informatique, nucléaire.

M. Cheysson s'est félicité de la densité nouvelle des relations entre l'Algérie et la France. « *En six mois*, a-t-il dit, *c'est la cinquième fois que je suis à Alger. Le président de la République s'y est rendu deux fois (...). Nous nous voyons souvent. C'est bien. Nous voulons inscrire nos rapports dans une philosophie différente. Nous avons entrepris de tisser des liens. Certains comportent une dépendance plus grande de notre pays par rapport à l'Algérie. Celle-ci fournira ainsi, à terme, 22 % de notre consommation totale de gaz. Parfois c'est l'Algérie qui se tourne vers nous, vers nos entreprises, pour leur confier des projets liés à son développement. Dès maintenant, les chiffres en ce domaine sont également impressionnants. Au cours du premier trimestre 1982, dix-sept contrats ont été signés pour une valeur totale de trois milliards de francs.*

Une vision nouvelle

Auparavant, le docteur Taleb Ibrahimi avait évoqué « *la convergence des démarches politiques respectives des deux pays* ». Et il s'était félicité d'une vision nouvelle de la coopération privilégiant le long terme au-delà des intérêts immédiats. « *Nous avons*, a-t-il déclaré, *trouvé dans l'actuel gouvernement français un interlocuteur attentif, conscient de l'enjeu que constitue la restructuration des relations Nord-Sud et refusant la bipolarisation. Au-delà de l'impact bénéfique que cet accord aura sur nos échanges*, a-t-il conclu, *il permettra à nos deux pays de prétendre à l'exemplarité souhaitée par les deux chefs d'Etat et ne manquera pas d'être un modèle de coopération pour les pays méditerranéens et africains.* »

Quelques constatations s'imposent après la signature de cette convention.

1°) Les deux chefs d'Etat semblent avoir à cœur de démontrer qu'ils ont eu raison de se faire confiance. M. Mitterrand, lors de son tête-à-tête avec M. Chadli, le 1er décembre 1981, s'était engagé à trouver une solution au litige concernant le prix du gaz. Il a tenu parole en prenant largement en compte les préoccupations et les intérêts algériens. En contrepartie, le président algérien, sans doute relancé par M. Mitterrand lors de son escale à Alger le 19 mai, a honoré ses engagements, alors que la France est durement touchée par la crise et que sa balance commerciale est gravement déséquilibrée.

2°) Bien que le lien ne soit pas officiellement établi, il se confirme que l'accord sur le gaz et celui sur la coopération économique sont étroitement liés. Des arguments seront ainsi enlevés en France aux adversaires de l'accord gazier, qui dénonçaient déjà les « *atermoiements algériens* ». La convention est également signée au moment où Alger aborde une étape décisive de ses négociations avec l'Italie : après avoir échoué sur le plan technique, les discussions sur le prix des 12 milliards et demi de mètres cubes de gaz qui devront être annuellement livrés par gazoduc ont repris dernièrement au niveau politique, et M. Nabi, ministre algérien de l'énergie, doit se rendre à Rome le 23 juin pour les poursuivre. La convention conclue avec la France peut servir d'exemple et... d'appât, les firmes italiennes ayant été boycottées par l'Algérie depuis un an.

3°) La convention est la première du genre avec un pays occidental, alors qu'il en existait de nombreuses avec des pays socialistes et des Etats du tiers-monde. Elle confirme le recentrage de la politique extérieure algérienne. Alger, qui prend ses distances avec Moscou, ne veut pas pour autant passer sous les fourches caudines de Washington. Le développement des relations avec l'Europe, la France aujourd'hui, l'Italie peut-être demain, constitue la seule alternative possible pour un pays qui se réclame du non-alignement et entend toujours jouer un rôle actif sur la scène internationale. Pour que cette évolution aille à son terme, il faudrait que les pays européens, et notamment Paris, fournissent à l'Algérie les équipements stratégiques et les armes dont elle aurait besoin pour échapper à la dépendance totale dans laquelle elle se trouve encore à l'égard de Moscou. Selon certaines rumeurs, d'importantes négociations seraient en cours avec la France. Si une telle évolution se précisait, on pourrait véritablement parler d'une ère nouvelle dans les relations entre les deux pays.

DANIEL JUNQUA.

APRÈS LE RÉAJUSTEMENT MONÉTAIRE

La réévaluation automatique du schilling inquiète le patronat

De notre correspondante

Vienne. — La réévaluation automatique du schilling (1) à la suite *du réajustement monétaire européen* — la politique de la « *monnaie forte* » du gouvernement consiste à aligner la monnaie autrichienne sur le deutschemark — sera durement ressentie, craint le patronat, qui considère une relance des exportations comme la « *planche de salut* » de l'économie. Une légère augmentation des commandes étrangères enregistrées au début de 1982 justifie cette attitude.

Les pronostics les plus optimistes prévoient une croissance des exportations de 6 % en 1982 (4 % c. en 1981). Les industriels visent particulièrement les pays arabes de l'OPEP, vers lesquels les exportations autrichiennes ont, en 1981, augmenté de 53 %. Bien que soit attendu cette année un ralentissement, les contrats à long terme signés avec les clients arabes feront sentir leurs effets, espère-t-on.

Sur le plan intérieur, les perspectives sont en tout cas moins bonnes. Les investissements et la consommation restent faibles. Pour cette dernière, qui augmente de 2 % seulement en 1981 — le taux le plus bas enregistré depuis 1955, — les experts ont prévu pour 1982 une augmentation de 1 % seulement. Le taux de croissance atteindrait 2 % en 1982 contre une « *croissance zéro* » en 1981.

La faiblesse de la consommation s'explique principalement par un renchérissement du coût de la vie, notamment des loyers, des produits énergétiques et des crédits à la consommation. Selon l'Institut de recherche économique de Vienne, les frais fixes absorbent 21 % du revenu individuel contre 13 % il y a dix ans.

S'ajoute une situation tendue sur le marché de l'emploi : après une montée en flèche cet hiver (5,4 % de la population active en janvier), le taux de chômage a baissé depuis (3,4 % en avril). Il ne dépasserait pas 3,5 % en moyenne, a annoncé M. Alfred Dallinger, ministre des affaires sociales.

Le gouvernement de M. Kreisky est (coûte que coûte) résolu à défendre la politique du plein emploi. Au début de 1982, il a adopté son premier programme de relance, qui prévoit des investissements de l'ordre de 4 à 4,5 milliards de schillings dans le bâtiment, le secteur le plus *touché par le chômage*.

Un deuxième programme de relance est en préparation. Une politique très restrictive à l'égard des travailleurs étrangers (à l'heure actuelle au nombre de cent cinquante sept mille)) complète ce programme. Il est prévu de réduire leur nombre, dans les meilleurs délais, de 10 % environ.

Les instruments à utiliser pour réanimer une conjoncture morose font l'objet de controverses entre le gouvernement socialiste et les syndicats d'un côté, le patronat de l'autre. Le pouvoir n'hésite pas à alourdir la dette publique afin de financer les investissements supplémentaires. Le déficit budgétaire atteindra cette année 70 milliards de schillings. Les représentants du patronat contestent, eux, vivement l'efficacité à la longue des investissements publics. Ils réclament à la place des mesures susceptibles de donner une impulsion au secteur privé, notamment aux P.M.E.

Suite au bilan peu réjouissant enregistré au cours des six premiers mois de cette année, le patronat critique notamment les projets de réduction de la durée du travail hebdomadaire, d'introduction de la cinquième semaine de congé et d'abaissement de l'âge de la retraite. Une telle politique, affirment les patrons, alourdirait les frais salariaux et diminuerait la compétitivité des produits autrichiens. Elle irait donc à l'encontre des efforts communs du gouvernement et du patronat visant à renforcer les exportations, qui se sont révélées, avec le tourisme, être un des piliers les plus solides du « *modèle* » autrichien.

WALTRAUD BARYLI.

(1) 1 schilling = 0,38 F.

● *La drachme grecque a été dévaluée* de 3,2 % par rapport au dollar et de 2,2 % par rapport au deutschemark, le cours de la devise se trouvant parallèlement réévalué de 3,6 % vis-à-vis du franc français. Le dollar passe à 69,378 drachmes contre 67,207, le DM à 28,200 drachmes contre 27,580, et le franc français revient à 10,148 contre 10,525 drachmes. — *(A.F.P.)*

La zone franc à la remorque

Depuis sa création en décembre 1945, le sort du franc C.F.A. (Communauté financière africaine, ex-Comptoirs français d'Afrique) est lié aux évolutions du franc français. Ainsi la dévaluation récente de la monnaie de rattachement a entraîné automatiquement une dévalorisation de la devise commune aux treize pays membres de la zone franc (Bénin, Côte-d'Ivoire, Haute-Volta, Niger, Sénégal, Togo, Cameroun, Congo, Gabon, Centrafrique, Tchad, Mali, Comores). Le franc C.F.A. vaut, depuis décembre 1958, 0,02 franc français.

Il s'agit d'une conséquence de la *« solidarité »* qui prévaut entre les membres d'une même zone monétaire, indique-t-on au ministère de l'économie et des finances, où l'on souligne que les partenaires africains de la France ont fait preuve de *« compréhension »*. Les gouverneurs de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (B.C.E.A.O., qui regroupe six pays) et de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (B.E.A.C., qui rassemble cinq pays), ainsi que ceux des Banques du Mali et des Comores ont, d'ailleurs, ajoute-t-on, été prévenus de l'opération, alors que l'Elysée a, pour sa part, alerté certains chefs d'Etat africains. En outre, les responsables de la zone franc doivent se réunir à la fin du mois de juin à Paris afin d'examiner les suites de la dévaluation du franc français.

Une telle prévenance semble élémentaire, alors qu'à Cancun et ailleurs l'avenir du tiers-monde est l'objet de grandes attentions verbales. La dévaluation du franc C.F.A. a, en *tout cas, des conséquences négatives* sur les économies africaines. Les réserves monétaires gérées par la Banque de France ne sont certes pas touchées dans la mesure où elles sont indexées sur les droits de tirage spéciaux (D.T.S.). Mais les dettes extérieures, si elles sont exprimées en devises, se trouvent alourdies, ce qui est le cas de la Côte-d'Ivoire et du Togo.

De plus, les exportations des pays membres ne bénéficieront guère de la dévaluation, dans la mesure où, surtout composées de produits de base, elles sont peu élastiques aux prix. En revanche, les importations, comprenant surtout de l'énergie et des biens d'équipement, relativement incompressibles, en subiront le poids. La France n'intervient plus que pour 40 % des échanges au lieu de 70 % naguère.

Le réajustement décidé dans le cadre du système monétaire européen peut ainsi poser à nouveau la question de la pérennité de la zone franc. Une multiplication des monnaies nationales peut notamment encourir le reproche d'accroître la balkanisation des économies africaines. Mais la dépendance vis-à-vis d'une monnaie mère, comme pour d'autres à l'égard du dollar, ne risque-t-elle pas de renforcer l'accusation de maintenir une forme de néocolonialisme ?

M. B.

Le P.N.B. américain aurait augmenté à nouveau d'avril à juin

Washington *(A.F.P., Agefi)*. — Le produit national brut américain s'accroît à un rythme annuel de 0,6 % pour le trimestre en cours s'achevant le 30 juin, selon les premières évaluations publiées le 21 juin. Le département du commerce a par ailleurs révisé le taux de réduction du P.N.B. au premier trimestre de 1981, estimé à 3,7 % contre 4,3 % précédemment annoncé. Au dernier trimestre de 1981 le P.N.B. avait reculé à un rythme annuel de 4,5 %. Selon M. Larry Speakes, porte-parole de la Maison Blanche, ces chiffres montrent que « *la récession a touché le fond* ». Toutefois, d'après lui, le gouvernement s'attend que « *les taux d'intérêt augmentent légèrement au cours des prochaines semaines* ». Cependant, le secrétaire au Trésor, M. Donald Regan, a confirmé, le 21 juin, qu'un « *réexamen global* » de la politique économique américaine était en cours n'excluant pas la mise en liberté surveillée du Système fédéral de réserve.

Le Mexique est menacé d'hyper-inflation

De notre correspondant

Mexico. — Les prix à la consommation ont augmenté de 25,9 % au cours des cinq premiers mois de l'année, selon le Banco de Mexico. Le taux d'inflation atteint à la suite de la dévaluation du 17 février est le plus élevé de l'histoire de l'économie mexicaine moderne. Il n'était que de 8,5 % pour la même période de 1981, la plus mauvaise année jusqu'alors dans ce domaine. Pour le seul mois de mai, l'augmentation du coût de la vie a été de 5,6 %.

Ce début d'hyper-inflation est d'autant plus préoccupant que le gouvernement avait pris, le 20 avril, une série de mesures destinées à freiner les conséquences prévisibles de la dévaluation : réduction des dépenses publiques, restriction du crédit, taux d'intérêt élevés, tentative de contrôle des prix, etc. Or, si les effets de cette politique sur l'inflation sont limités, le coup porté au taux de croissance est réel. Les plus optimistes, dont le président de la République, estiment qu'il devrait atteindre 4 % en 1982, ce qui correspondrait à une réduction de moitié par rapport à ce qu'il a été depuis 1977.

En cette année d'élections, la réduction de la création d'emplois due au ralentissement de la croissance et la baisse du pouvoir d'achat des salariés ne peuvent qu'inquiéter le gouvernement. Le candidat officiel est bien évidemment sûr de l'emporter; mais le mécontentement pourrait se traduire par un taux d'abstention et un score des partis d'opposition plus importants que prévu.

FRANCIS PISANI.

ACCORD SUR L'ÉTAIN

La Malaisie, premier producteur mondial d'étain, a accepté de participer au sixième accord international sur l'étain, qui devrait prendre effet le 1er juillet, a annoncé le premier ministre malaisien. La Malaisie a également accepté que soit créée une association des pays producteurs d'étain. Cette décision a été prise à l'issue d'une réunion, à Kuala-Lumpur, des ministres des mines de Malaisie, d'Indonésie et de Thaïlande. — *(A.F.P.)*

CONJONCTURE

Dans vingt-quatre départements touristiques

Mme Lalumière veut mobiliser les vacanciers pour faire respecter le blocage des prix

Faire respecter le blocage des prix et plus particulièrement celui des prix des services liés au tourisme et aux vacances, tel est l'objet que se donne le ministre de la consommation, Mme Catherine Lalumière, qui a lancé, le lundi 21 juin, une campagne intitulée : « Vacances 82 : soyez vigilants, nous le sommes. »

Entre le 1er juillet et le 31 août, les consommateurs mécontents d'infractions au blocage des prix, insatisfaits de l'hygiène de leur baignade, de leur camping ou de certaines nourritures, pourront appeler un numéro de téléphone, dans la préfecture de leur département de vacances, aux heures d'ouverture des bureaux.

Vingt-quatre départements ont ainsi été retenus pour leur « *vocation touristique affirmée* » (1). Quatre millions de dépliants seront distribués aux péages d'autoroutes et dans les gares, dans les offices de tourisme et chez les commerçants qui en feront la demande, tandis que des milliers d'affichettes comportant le numéro des permanences téléphoniques seront aposées.

Mme Catherine Lalumjère attend que les vacanciers viennent renforcer l'action de deux mille fonctionnaires du ministère de la consommation et de la direction générale de la concurrence et des prix. Celle-ci disposera de cinq à sept agents supplémentaires dans les vingt-quatre départements pour le contrôle des prix, tous volontaires et venus de départements émetteurs de touristes, « *la rigueur de la gestion gouvernementale n'ayant pas permis de créer de nouveaux postes* ».

Indiquant que cette opération « Vacances 82 » était « **une vision prémonitoire du blocage des prix décidé par le gouvernement** », le ministre de la consommation a souligné que « *ce blocage devait être appliqué avec toute la rigueur nécessaire, car il ne devait pas entraîner une baisse du pouvoir d'achat des consommateurs dont les salaires sont bloqués eux aussi* ».

« *C'est pourquoi nous avons mobilisé tous les moyens de l'État*, a indiqué Mme Lalumière, *ceux de l'administration, des organisations de consommateurs, du conseil national de la consommation au début de la semaine passée. Nous réfléchissons déjà aux moyens de sortir de ce blocage et à ce qui se passera plus tard. Ainsi, nous informons constamment les organisations de consommateurs de ce qui se passera tout l'été, nous mettons en place des mécanismes qui devraient améliorer l'information sur les prix, sur les circuits de distribution et sur le calcul des marges. Enfin, nous négocierons des accords de régulation qui pourront être signés dès le 31 octobre prochain. Une norme des prix moyenne de 3 % pour le second semestre 1982 servira de référence pour la conclusion de ces accords.* » — O. S.

(1) Alpes-Maritimes : (93), 71-10-64 ; Alpes-de-Haute-Provence : (92), 31-50-84 ; Ardèche : (75), 64-55-31 ; Aude : (68), 47-10-50 ; Bouches-du-Rhône : (91), 37-26-50 ; Calvados : (31), 95-12-23 ; Charente-Maritime : (46), 34-80-17 ; Côtes-du-Nord : (96), 61-19-50 ; Finistère : (98), 55-37-30 ; Gard : (66), 21-14-93 ; Gironde : (56), 98-99-99 ; Hérault : (67), 66-20-37 ; Ille-et-Vilaine : (99), 54-48-78 ; Landes : (58), 46-34-34 ; Loire-Atlantique : (40), 47-48-99 ; Manche : (33), 57-97-81 ; Morbihan : (97), 54-24-64 ; Pyrénées-Atlantiques : (59), 32-84-32 ; Hautes-Pyrénées : (62), 32-10-43 ; Pyrénées-Orientales : (68), 34-14-15 ; Savoie : (79), 62-62-62 ; Haute-Savoie : (50), 45-59-05 ; Var : (94), 89-90-40 ; Vendée : (51), 05-50-70. Les personnes ayant quelque remarque à faire concernant le réseau autoroutier peuvent s'adresser au (7), 862-20-30.

LE DÉFICIT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS S'EST AGGRAVÉ AU PREMIER TRIMESTRE

La balance française des paiements courants a accusé — en chiffres bruts — au premier trimestre 1982 un déficit de 15,91 milliards de francs contre 10.87 milliards au trimestre précédent et 11.74 milliards au premier trimestre 1981. En données corrigées des variations saisonnières, ce déficit s'établit à 12.22 milliards contre 11.63 milliards au quatrième trimestre 1981.

Cette évolution résulte, indique le ministère de l'économie et des finances d'une détérioration du solde commercial et d'une diminution de l'excédent des échanges invisibles. Le déficit de la balance commerciale est passé de 19.30 milliards au dernier trimestre de 1981 à 21.70 milliards de janvier à mars 1982, tandis que l'excédent revenait des seuls services à 7.03 milliards contre 10.21 milliards le trimestre précédent (diminutions des recettes du poste « échanges de technologie »). Compte tenu d'une réduction de la charge des transferts unilatéraux, l'excédent des échanges industriels s'est situé à 1.18 milliard contre 3.54 milliards.

Contre le blocage des honoraires

LES PROFESSIONS DE SANTÉ ORGANISENT UNE JOURNÉE DE PROTESTATION LE 30 JUIN

Le Centre national des professions de santé (C.N.P.S.), qui regroupe les représentants de dix-sept professions médicales ou paramédicales, a confirmé sa décision d'organiser une journée d'action pour protester contre le blocage des honoraires, en fixant la date de cette manifestation de protestation le mercredi 30 juin.

Le C.N.P.S. (médecins, dentistes, syndicats pharmaceutiques, laboratoires d'analyses, biologistes, masseurs kinésithérapeutes, audioprothésistes, infirmiers et infirmières, orthophonistes, vétérinaires, sages-femmes, etc.) exprime dans un communiqué, son « *inquiétude face à la remise en cause de la politique conventionnelle* » à la suite des mesures anti-inflation annoncées par le gouvernement, le 13 juin.

Cette journée, selon le C.N.P.S., se traduira par des manifestations et dépôts de pétitions auprès des pouvoirs publics. Les syndicats départementaux de ces organisations pourront décider localement de la fermeture de cabinets médicaux ou dentaires.

Cette initiative, précise le C.N.P.S., est destinée à préparer « *la grande manifestation de masse des professions de santé qui se tiendra à l'automne* ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou	Dép. −	Rep. + ou	Dép. −	Rep. + ou	Dép. −
$ E-U.	6,8410	6,8440	− 25	+ 20	− 75	− 20	− 330	− 190
$ can.	5,2745	5,2800	− 115	− 70	− 230	− 175	− 635	− 515
Yen (100)	2,6710	2,6740	+ 185	+ 210	+ 360	+ 395	+1070	+1145
DM	2,7725	2,7755	+ 140	+ 170	+ 275	+ 310	+ 830	+ 905
Florin	2,5175	2,5200	+ 130	+ 155	+ 255	+ 280	+ 720	+ 790
F.B. (100)	14,4960	14,5080	− 245	− 70	− 600	− 340	−1560	−1095
F.S.	3,2350	3,2395	+ 250	+ 290	+ 505	+ 550	+1365	+1470
L (1 000)	4,9250	4,9295	− 245	− 170	− 480	− 370	−1530	−1340
£	11,8605	11,8705	+ 220	+ 320	+ 460	+ 575	+1330	+1595

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	8 3/16	8 9/16	8 3/4	9 1/8	8 13/16	9 3/16	9	9 3/8
$ E-U.	14 1/4	14 3/4	15 5/16	15 11/16	15 5/8	16	16 1/4	16 5/8
Florin	8 1/2	9 1/4	8 5/8	9 1/4	8 3/4	9 1/4	8 15/16	9 9/16
F.B. (100)	13 3/4	15 1/4	16 1/8	17 3/16	16 3/8	17 15/16	17	17 15/16
F.S.	2 1/8	2 5/8	5 9/16	5 15/16	5 11/16	6 1/16	6 3/4	6 7/8
L (1 000)	17 3/4	20 1/4	19 1/2	20 15/16	19 3/8	21 1/8	20 15/16	22 1/16
£	12 1/4	13	12 5/8	13 1/4	12 11/16	13 1/16	12 7/8	13 3/8
F. français	15 3/8	16 3/8	16	17	17	18	18 1/2	20

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués par une grande banque de la place.

MARCHÉ COMMUN

L'Espagne à mi-chemin de la C.E.E.

II. – Un système financier en pleine mutation

par FRANÇOIS RENARD

Forte augmentation des salaires réels jusqu'à une époque récente, malgré l'arrêt de la croissance, lourdeur des charges financières du fait du « surendettement » des entreprises, telles sont deux causes importantes de la crise profonde dont souffre l'économie espagnole. Le chômage frappe plus de deux millions de personnes, soit 16 % de la population active. Le travail noir se développe (*le Monde* du 22 juin). Les banques, très intégrées dans le monde des affaires, sont, elles aussi, frappées.

A première vue, l'Espagne est le pays des banques. Pour le voyageur qui, de l'aéroport, gagne le centre de Madrid, c'est toujours le même étonnement de voir des édifices souvent somptueux sur lesquels s'étalent les noms de *banco* ou *banca*, sans compter les *cajas de ahorros*, les caisses d'épargne, dont l'apparence ne veut pas être discrète. Cette présence du monde bancaire finit par devenir obsédante, et pourtant, on ne peut comprendre l'Espagne moderne si on fait abstraction des organismes qui ont contribué à la créer : les banques et le crédit public.

Fondés à la fin du dix-neuvième et au début du vingtième siècle, les grands établissements, essentiellement les fameux « 7 » — avec, en tête, le Banco Espagnol de Credito (Banesto) et ses suivantes, Central, Hispano Americano, Bilbao, Vizcaya, Santander et Popular — ont à partir des années 20, et surtout au lendemain de la guerre mondiale, véritablement contribué à assurer au pays une expansion singulièrement rapide. Nulle part en Europe, sauf, et à un bien moindre degré, en Allemagne, on ne trouve une telle intégration des banques, qualifiées, au départ, de « mixtes », dans l'industrie et les affaires.

Celles du Pays basque, Bilbao et Vizcaya, s'engagèrent très tôt dans le financement des industries de base (sidérurgie notamment), et bientôt, les sept grandes, auxquelles il fallut ajouter deux banques d'affaires, Urquijo et Bank Union, figurèrent dans le capital — et les conseils d'administration — des grandes sociétés industrielles et commerciales : chantiers navals, produits chimiques, cimenteries, raffinage du pétrole, grands magasins, textiles, ingénierie, assurances, etc. Cette véritable symbiose allait se montrer très profitable, assurant la première rentabilité d'Europe, la Grande-Bretagne mise à part, mais exposait les établissements à bien des risques, y compris sur le plan social : ne vit-on pas, il y a quelques temps, les ouvriers d'une usine en chômage vilipender le nom de M. Aguirre, président de Banesto ?

Au début des années 70, et surtout à partir d'un assouplissement en 1974 de la réglementation régissant la création d'établissements, on assista à une prodigieuse floraison de banques et à une course aux guichets effrénée : il fallait bien trouver des capitaux pour financer notamment le boom de l'immobilier. Outre de nombreux petits établissements, on vit proliférer les banques industrielles et de développement (Desarollo). L'Espagne est, à l'exception de la Belgique, le pays le plus « bancarisé » d'Europe, avec une densité de guichets par habitant bien supérieure à celle de la France, par exemple.

La crise

Cet essor allait, en partie, se briser sur la crise apparue en 1975, qui mit à l'épreuve le système bancaire du fait de sa profonde imbrication avec l'économie. Dès 1977, les premiers craquements se manifestèrent, *non pas au niveau des grands établissements*, dont la surface et l'importance des dépôts leur permirent de résister, mais à celui des petites banques et, notamment, des nouvelles venues. Une gestion souvent imprudente et incompétente, des dépôts recueillis à des taux élevés, des concours aventureux accordés à des filiales industrielles et immobilières, des excès commis dans la « transformation » de capitaux à court terme en investissements à long terme : *tous ces éléments réunis conduisirent* à une crise du système, assez unique dans le monde occidental, dont l'importance a échappé à l'Europe, du fait qu'elle n'y fut pas impliquée financièrement.

Une vingtaine d'établissements *petits et moyens se trouvèrent en* difficulté, intéressant 6 % des dépôts environ, et la Banque d'Espagne dut créer un « hôpital » des banques (Corporacion Bancaria), flanqué d'un fonds de garantie, destiné à préserver les intérêts des déposants et à prendre en charge les maisons défaillantes. Parmi celles-ci, figurèrent le Banco Do Madrid avec ses 132 guichets, victime notamment de prises de participation dans une industrie textile très touchée, et, il y a peu, le Banco Occidental (116 guichets).

Compte tenu du concours des grandes banques, qui ont procédé à des absorptions, la plupart des cas difficiles ont reçu une solution. Mais, affirment nombre de banquiers, tout n'est pas encore purgé, bien des actifs et des créances sont toujours à provisionner et « *il va y avoir encore de la casse* ». Ainsi, les médecins sont au chevet de la première banque de Catalogne, la Banca Catalana, en situation délicate, qui avait déjà secouru plusieurs petites banques, et dont le président, M. Pujol, est également celui de la Généralité (gouvernement autonome). *Cas épineux*, auquel, pour des raisons hautement politiques, on va trouver une solution « honorable », avec, éventuellement, *le concours de la toute-puissante* Caisse de pensions et d'épargne de Catalogne (la Caixa), la plus importante d'Espagne, et, en fait, la sixième banque du pays par les dépôts, avant le Banco de Santander et celui de Vizcaya.

Le bilan de la crise est tout de même assez sévère. La Banque d'Espagne a avancé 70 milliards de pesetas (plus de 4 milliards de francs) qu'elle espère récupérer ultérieurement. Répudiant son laxisme antérieur, sous la conduite de son gouverneur, M. José Alvarez Rendueles, en fonction depuis quatre ans, elle a entrepris de contrôler plus sévèrement la situation des banques : *fait significatif*, c'est le secrétaire général du Fonds de garantie et de l'« hôpital », maintenant fusionnés, M. Aristobulo de Juan, qui, nommé directeur général adjoint de la Banque d'Espagne, est chargé de superviser l'inspection des établissements.

Autre conséquence de la crise, l'accélération de la concentration du système bancaire, déjà largement *amorcée*, *puisque à eux seuls*, les 7 premiers établissements recueillent 65 % des dépôts bancaires et ont 25 banques, petites et moyennes, dans leur orbite. Si on ajoute les 18 banques, le Banco Atlantico en tête, contrôlées par cet « ogre » *financier qu'est M. José Maria Ruiz*-Mateos, l'homme le plus riche d'Espagne, animateur du groupe Rumasa, un empire de plus de 40 000 personnes, créé à partir du vignoble de Jerez et ramifié dans les boissons, les services (45 hôtels), le commerce (la deuxième chaîne de magasins Galerias Preciados et les supermarchés Martinez Colomer à Barcelone), on s'aperçoit que le groupe des « indépendants » se réduit rapidement. De nouvelles fusions et absorptions sont d'ailleurs à prévoir, et la fermeture de guichets non rentables ouverts pendant les années « folles » est envisagée.

Dernière conséquence de la crise : les banques ont entrepris d'alléger sérieusement, ou de remanier, leur portefeuille de participations industrielles, commerciales et immobilières, pour des raisons de sécurité, et aussi parce que la rentabilité de *ce portefeuille a sérieusement* diminué. Elles se dirigent, par exemple, vers les assurances, encore très morcelées, malgré la présence de géants comme la Union y el Fenix Espanol et auxquels s'est déjà intéressé, au travers du Banco Vitalicio, le Banco Central, également très axé sur l'énergie.

Un exemple de reconversion significatif et vivement mené a été celui du Banco Urquijo — seule véritable grande banque d'affaires, après la prise de contrôle de Bank Union par le Banco Hispano Americano : sous la conduite de M. Jaime Carvajal, l'image même du nouveau banquier formé à Cambridge, cet établissement, auparavant très engagé dans l'industrie lourde (chantiers navals, *chimie, mécanique*) a vendu nombre de ses intérêts pour investir dans des secteurs plus porteurs d'avenir (*technologies nouvelles, etc.*).

Près de quarante ans d'autarcie et de dirigisme

Le plus piquant est que ce formidable développement des banques s'est effectué dans un climat de dirigisme et d'autarcie créé par le régime franquiste pour des raisons politiques, et aussi économiques. Au début, les contraintes de l'isolement et l'esprit corporatiste du régime encourageaient un contrôle très poussé de l'économie : fixation autoritaire des taux d'intérêt, sévère réglementation de l'ouverture des guichets et intervention de l'Etat à tous les degrés.

Au début des années 60, la nécessité de financer l'expansion, l'insuffisance de ressources à long terme et la faiblesse du marché boursier des capitaux conduisirent à renforcer, à codifier ou même à créer un secteur public de *financement*, *coiffé par* un organisme central, l'Institut de crédit officiel (ICO), qui contrôle 6 établissements spécialisés : le Banco de Credito Industrial, le Banco Hypothecario, le Banco de Credito a la Construccion (qui vient d'être fusionné avec le précédent), le Banco de Credito Agricola et le Crédit de la pêche maritime. Ces établissements, dont certains avaient *vu le jour bien des années* auparavant et auxquels il faut ajouter le Banco Exterior pour le financement de l'exportation, ont connu un essor remarquable à partir de 1962, contribuant à financer le développement de l'industrie, le plus souvent au travers d'un *holding* d'État, l'Istituto nacional de l'Industria (I.N.I.), analogue aux ENTE italiens (I.R.I., E.N.I., etc), et dont la gestion très déficitaire a appelé de vives critiques.

Outre ce contrôle sur les structures de financement, l'État se montrait, et se montre toujours, très préoccupé de se procurer des ressources. A cet effet, l'ensemble des établissements sont astreints à employer *en fonds d'Etat ou assimilés* une part appréciable de leurs ressources : 50 % pour la Caisse d'épargne, 21 % pour les banques. Cette particularité est essentielle dans le fonctionnement du système financier espagnol, qui s'apparente au *système italien et, pour une part*, au système français.

Pour préparer l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E., et surtout pour « secouer » les banques, à l'abri du dirigisme et de l'autarcie des quarante dernières années, le gouvernement et la Banque d'Espagne ont entrepris, depuis quatre ans, d'« aérer » et d'« ouvrir le système ». Un premier moyen *fut un* décret du 23 juin 1978 autorisant l'entrée de nouvelles banques étrangères en Espagne, pratiquement interdite jusque-là, à l'exception de 4 établissements installés avant la deuxième guerre mondiale, le Crédit Lyonnais en 1875 (11 agences), la Société Générale en 1919 (20 agences), la Bank of London and South America (Bolsa) et le Banco di Lavoro.

Cette ouverture, sous certaines conditions restrictives (pas plus de *3 succursales, limitations des em*plois aux ressources locales), avait plusieurs objectifs. Elle traduisait la « volonté farouche » de la Banque d'Espagne d'« *enfoncer un coin* » dans le système bancaire espagnol, afin d'y implanter des pratiques plus modernes et plus sophistiquées et d'y créer un « renouveau intellectuel ». Elle reflétait le désir de voir se développer des instruments indispensables (*crédits en devises*) ou pratiquement nouveaux (marchés interbancaires).

Arrivée des étrangers

Le résultat fut spectaculaire : 28 banques étrangères sont installées en Espagne, les 3 françaises largement en tête, avec 9 % environ du marché, dont 6 % en pesetas et 3 % en devises (*secteur dans lequel leur* part s'élève à 30 %). Elles ont pratiquement créé le marché interbancaire (marché monétaire), qui vient d'atteindre 20 milliards de francs, et, d'une manière générale, vivement stimulé les banques locales, *souvent très hostiles au départ*. Ainsi le rachat de deux banques espagnoles, le Banco de Valladolid par la Barclays et le Banco Lopez Quesada par la B.N.P., aux fins de combler *leur retard en acquérant immédiate*ment un réseau local, a déclenché un tir de barrage des 7 grands, mené spécialement dans le second cas par M. Jose-Maria Aguirre, président du Banesto et chef de file de la « vieille garde » avec ses quatre-vingt-cinq ans, aux côtés du président du Central, M. Alfonso Escamez (soixante-quatre ans seulement) et de celui du Banco de *Santander (M. Emilio Botin*, soixante-quatorze ans, mais encore fort vert).

Moins soucieux d'arrêter le progrès se montrent les tenants de la « jeune garde » ; notamment M. Angel Asiain, dynamique président du *Banco de Bilbao*, historiquement tourné vers l'étranger, alors que les banques espagnoles ne le sont guère, excepté vers l'Amérique du Sud, où leur position a été traditionnellement forte. A titre d'exemple, alors que la France groupe trois établissements *dans les cinq ou six premiers* mondiaux, le premier espagnol n'est guère que soixante-quinzième (le *Banesto*), les autres étant loin derrière.

Aux soucis provoqués par l'arrivée des étrangers, la libéralisation des *taux édictés en janvier 1981*, la réduction des commissions sur crédits, confortables auparavant, les banques espagnoles joignent ceux de la concurrence des caisses d'épargne, qui, depuis 1977, sont banques de plein exercice avec la possibilité *de faire de l'escompte commercial* — ce qu'elles commencent à faire — recueillant 30 % des dépôts et accordant 24 % des crédits, surtout aux particuliers, il est vrai.

Les banques jettent enfin un regard inquiet sur l'avenir politique, et notamment sur le parti socialiste espagnol (P.S.O.E.). Son chef, M. Felipe Gonzales, répète bien qu'il ne veut pas nationaliser les banques : « *Nous pouvons vous contrôler sans posséder le capital* », se limitant, peut-être à renforcer le Banco Exterior, *déjà à demi étatisé*, mais rien n'est sûr, soupirent les banquiers, et la base du P.S.O.E. pourrait bien se radicaliser avec l'apport de voix *communistes, comme aux récentes* élections d'Andalousie. Que de soucis pour un « *establishment* » encore très bien loti, malgré une perte d'influence certaine, après quarante ans d'une prospérité très protégée...

Prochain article :

L'INDUSTRIE A LA POURSUITE DU TEMPS PERDU

LOGEMENT

AU CONGRÈS DES ORGANISMES D'H.L.M.

M. Quilliot annonce la revalorisation de 7 % à 10 % des aides au logement

Contrairement à ce qui avait été prévu, les barèmes des aides au logement vont être revalorisés au 1er juillet, à titre compensatoire de la hausse des charges que subiront les locataires de H.L.M., a déclaré à Nantes, le lundi 21 juin, M. Quilliot. Le ministre de l'urbanisme et du logement assistait à la séance de clôture du congrès national des H.L.M.

M. Quilliot a annoncé que l'allocation-logement serait revalorisée d'environ 7 % et l'A.P.L. (aide personnalisée au logement) de 10 % au 1er juillet, malgré le blocage des loyers. Cette décision doit compenser l'augmentation des charges locatives, qui résultera de la hausse prévisible des produits pétroliers.

De notre correspondant

Nantes. — M. Quilliot a réussi, le lundi 21 juin, à faire passer sans trop de grincements l'amère potion du blocage des prix et des loyers aux trois mille militants rassemblés à Nantes pour le congrès des H.L.M. Le ministre n'a pas accepté de faire repousser les échéances des emprunts, comme la motion finale du congrès le lui demande. Mais il pourrait aider les organismes d'H.L.M. que la conjoncture menacerait particulièrement.

La confiance reste entière entre l'Union des H.L.M. et le ministre. L'accueil réservé à M. Quilliot l'a montré: Le président, M. Albert Denvers, s'est plu à énumérer les points positifs de la politique contractuelle menée depuis un an. Et, s'il a regretté que les mesures de blocage viennent priver le mouvement des H.L.M. des fruits de cette action, il a assuré que le congrès avait décidé, malgré tout, de maintenir la voie du dialogue.

Le mouvement des H.L.M. a toutefois rappelé son inquiétude à propos des incidences qu'auront les mesures de blocage des loyers. Les congressistes ont fait ajouter dans la motion — avant de l'adopter à la quasi-unanimité — le terme *« très préjudiciables »* pour qualifier les conséquences des mesures sur la situation et l'activité de nombre d'organismes. Le premier texte soumis à leur vote ne faisait état que de *« conséquences importantes »*.

Dans les groupes de travail, de nombreux délégués d'offices et de sociétés sont allés jusqu'à relayer un appel direct et général à l'aide gouvernementale. Dans les H.L.M., *« les loyers sont la seule ressource. Ils financent trois postes de dépenses, la gestion des sociétés, les travaux d'entretien et les remboursements d'emprunts. Il y a déjà du retard dans l'entretien du patrimoine, demandons au ministre un moratoire pour effacer les dettes auprès des organismes prêteurs. » « Pas question de s'engager dans cette direction »*, a répondu fermement le ministre, après avoir précisé qu'il lui avait été *« pénible, après la négociation menée, d'en mettre les résultats entre parenthèses »*. Il a cependant promis qu'il *« veillerait personnellement à ce qu'au niveau de la loi qui sera nécessaire pour ce qui concerne les loyers comme au niveau de l'application des principes généraux du gel des prix, un juste équilibre soit trouvé entre le nécessaire effort de solidarité de tous et les possibilités des organismes »*.

M. Quilliot a plus précisément promis aux congressistes le renforcement de la maîtrise d'ouvrage des organismes H.L.M. dans les domaines administratif, technique et financier, afin de mieux maîtriser le coût des logements.

Quant aux moyens de cette mission, les congressistes sont restés sur leur faim. Pour le foncier, le ministre a simplement cité le calendrier : le gouvernement présentera en mai 1983 au Parlement un rapport sur l'amélioration des taux fonciers. Pour la réforme du financement des aides (fusion de l'aide personnalisée au logement et de l'allocation-logement préconisée par le rapport Badet), il s'est borné à dire que les conclusions rejoignaient *« tout à fait sa préoccupation »*.

JEAN-CLAUDE MURGALE.

TRANSPORTS

A PROPOS

L'inauguration du train Aubrac

Une nouvelle manière de voyager

La S.N.C.F. a inauguré le 21 juin un nouveau train touristique l'Aubrac, qui de Paris à Béziers permet aux voyageurs de découvrir des sites encore mal connus de l'Auvergne et du Languedoc.

Comme cela est fait sur le Cévennol Paris - Clermont - Nîmes, et l'Alpazur Genève-Grenoble-Nice, une animation est organisée pour les voyageurs de ce train et leur permet de découvrir l'Auvergne et les Cévennes avec leurs paysages, leur culture, leurs produits du terroir. Des jeux sont prévus pour les adultes, un concours de dessins pour les enfants ; une voiture est aménagée en discothèque. Les voyageurs qui voudront faire étape en route pour découvrir la région à pied et à bicyclette pourront participer à des soirées organisées dans les gares, avec le concours des municipalités locales.

Il s'agit d'une *« nouvelle manière de voyager »*, a dit M. André Chadeau, président de la S.N.C.F., une nouvelle manière de redécouvrir la France et, dans ce cas, les monts du Cantal, du Gévaudan, de l'Aubrac, le causse de Sauveterre, le causse Noir et le causse du Larzac par le viaduc de Garabit, construit par Eiffel au-dessus de la Truyère.

Ce train crée, en outre, une nouvelle liaison directe de Béziers à Paris en onze heures avec des voitures Corail climatisées. *« L'un des mérites du Cévennol et de l'Aubrac »*, a déclaré M. Charles Fiterman, ministre des transports, venu rejoindre le train à Marvejols, *est d'illustrer une volonté dynamique de la S.N.C.F. de proposer au public un train amélioré, qui prend en compte les aspirations de notre époque, et du même coup de conquérir pour la S.N.C.F. avec des produits nouveaux de nouvelles clientèles »*.

M. André Henry, ministre du temps libre, a pour sa part formulé ce souhait : *« Il ne faut pas seulement inciter les Français à la connaissance des sites et des paysages, mais aussi leur faire découvrir les pays et les gens de France »*.

● *M. Jean Touton, président du port de Bordeaux.* — M. Jean Touton, président de la chambre de commerce et d'industrie de Bordeaux, a été élu président du conseil d'administration du port autonome de Bordeaux.

M. Jean Touton, qui succède à M. Louis Nebout atteint par la limite d'âge, est né à Bordeaux le 21 novembre 1918. Il dirige une importante affaire d'importation de produits tropicaux et il est président de la chambre de commerce et d'industrie de Bordeaux depuis juillet 1978.

SOCIAL

LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE

Une manifestation « calme et grave » à Pompey

De notre correspondant

Nancy. — Près de deux mille personnes se sont rassemblées lundi matin sur la place du 10-Septembre, à Pompey (Meurthe-et-Moselle). A peu près autant que le nombre d'emplois qui devraient être supprimés dans les prochains mois si la solution évoquée vendredi par M. Dollé, le P.-D.G. de Sacilor, dans les locaux mêmes de la Société nouvelle des aciéries de Pompey (SNAP), était retenue. Une manifestation calme, raisonnée, presque grave, organisée conjointement par la C.F.D.T. et la C.G.T.

Quelques heures auparavant, à l'aube, les sirènes de l'usine de la SNAP avaient appelé à une grève générale, suivie d'ailleurs à 100 %, la C.G.C. s'étant déclarée solidaire du mouvement. Sur les thèmes *« Vivre à Pompey »*, *« Une cinquième solution existe »*, *« La SNAP a ses chances dans le domaine des aciers spéciaux »*, les prises de parole ont précédé un lent défilé dans les rues de Pompey, dont plusieurs entreprises, solidaires des sidérurgistes, avaient fermé leurs portes. Toujours dans le calme, évitant l'autoroute, une centaine de manifestants ont ensuite marché sur la préfecture de Nancy. Une tour Eiffel haute de 3 mètres ouvrait le cortège des marcheurs. *« Nous l'avions fabriquée pour la manifestation du 23 mars 1979, lorsque la C.G.T. avait appelé les sidérurgistes français à manifester à Paris »*, explique un militant. Une curieuse tour montée sur roues, solide, faite de « carrés de dix » soudés par les sidérurgistes de Pompey pour rappeler que la SNAP produisit les 7 000 tonnes de poutrelles dont eut besoin Gustave Eiffel pour construire au siècle dernier l'un des emblèmes de Paris. Paris, décidément, bien omniprésent lors de la manifestation tant en symbole qu'en paroles, puisque de là viendra l'avenir du bassin de Nancy.

Les responsables syndicaux l'ont rappelé au préfet lorsqu'ils furent reçus aux alentours de 17 heures. Il existe une autre solution pour la SNAP, ont affirmé les syndicalistes, alors que d'autres manifestants n'oubliaient pas les paroles du président de la République lorsqu'il vint en Lorraine : pas d'emplois supprimés sans emplois créés. Et c'est encore sur Paris que convergeront sans doute d'ici à la fin de la semaine, au plus tard lundi, les sidérurgistes de Pompey. La C.G.T. et la C.F.D.T. l'ont annoncé avant que les manifestants rassemblés place Stanislas ne se dispersent sans incident.

JEAN-LOUIS BEMER.

APRÈS TROIS SEMAINES DE CONFLIT

Un médiateur pourrait être désigné dans le conflit Talbot

La situation reste inchangée à l'usine Talbot-Poissy après l'échec de la commission paritaire de conciliation. Les deux parties attendent une nouvelle convocation de la commission et l'éventuelle nomination d'un médiateur : une décision en ce sens pourrait être prise rapidement par le ministère du travail.

Depuis trois semaines, le climat de violence continue de régner dans les ateliers de Poissy, selon M. Provera, directeur de l'information des automobiles Peugeot. Constat d'huissier à l'appui, M. Provera a présenté — lundi 21 juin, au cours d'une conférence de presse — la longue liste des agressions et menaces quotidiennes contre les non-grévistes et la direction de Talbot : le 11 juin, *« menaces de mort proférées sur deux ouvriers »* ; le 16 juin, *« un ouvrier maghrébin est frappé par des Marocains et des Algériens »* ; le 17 juin, *« un régleur faisant fonction de chef d'équipe est agressé et roué de coups par les militants C.G.T. »*.

Retraçant à l'aide de documents photographiques les événements de la première journée du conflit, au cours de laquelle une quarantaine de personnes avaient été blessées, M. Provera reconnaît que *« la violence n'a pas toujours été unilatérale »*. *« Mais, si le 3 juin, il y a eu des gens qui ont répondu à la violence, depuis ce n'est plus le cas »*, ajoute-t-il.

On peut s'interroger sur l'origine du degré de violence des affrontements après l'exposé de M. Moinard, directeur de production du centre Talbot-Poissy, qui a exposé les efforts de la politique sociale de l'entreprise : sept lieux de prière ont été aménagés depuis mars pour les ouvriers musulmans dans les différents ateliers ; au moment du ramadan, un quart d'heure de pause a été prévu à la tombée de la nuit. La mise en place, d'autre part, de quarante-quatre cercles de qualité depuis novembre 1980 vise à encourager les ouvriers volontaires à discuter de leurs conditions de travail avec leurs agents de maîtrise. En ce qui concerne les salaires, M. Beauvallet, directeur du personnel, a souligné que le coefficient minimum est de 160, tandis qu'à Citroën il a été négocié à 155. Le salaire mensuel minimum pour les agents de fabrication (O.S.) est donc de 3 650 francs, primes non comprises.

Dans ces conditions, l'aversion des travailleurs marocains à l'égard de leur encadrement peut sembler pour le moins étonnante. D'après M. Beauvallet, *« la main-d'œuvre immigrée, beaucoup plus instruite qu'il y a quelques années, demande aujourd'hui des rapports humains faisant plus appel à la dignité qu'auparavant. Les agents de maîtrise habitués à des méthodes de commandement parfois autoritaires ont évolué moins vite, d'où les haines ataviques qui reviennent à la surface »*.

Le conflit affecte aussi les petites et moyennes entreprises sous-traitantes, paralysées par l'arrêt des livraisons. Elles ont manifesté ce mardi 22 juin, à Orgeval, avec le Syndicat national des P.M.I. pour protester contre les risques *« de couler une économie déjà dangereusement atteinte »*.

« Je vous aime tous »

Le patron d'une petite entreprise de teinturerie de Châteaubriant (Loire-Atlantique) est parti sans laisser d'adresse, M. Maury a néanmoins laissé un message à ses six employés indiquant notamment *« Vu la situation actuelle, je suis dans l'obligation de licencier tout le personnel »* et *« je vous aime tous »*.

La C.F.D.T. a porté l'affaire devant le conseil de prud'hommes qui statuera dans les prochains jours.

NET RECUL DU CID-UNATI A LA CAISSE D'ASSURANCE-MALADIE DES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les élections aux conseils d'administration des caisses mutuelles régionales de France métropolitaine chargées d'assurer la gestion du régime maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, qui se sont déroulées le lundi 14 juin, ont marqué un nouveau recul du CID-UNATI, qui remporte 151 sièges (27,4 % du total) sur les 551 sièges à pourvoir, contre 209 (40 %) en 1978, lors de la précédente consultation, tandis qu'en 1974 il obtenait la majorité absolue avec 51 %.

Les listes de l'Action pour le progrès de l'assurance-maladie (APAM) doublent, en revanche, leur représentation, passant de 21 sièges (4 %) en 1978, à 47 (8 %) aujourd'hui. L'Union professionnelle des commerçants (U.P.C.) totalise, quant à elle, 66 sièges contre 76 en 1978. Les divers gagnent 28 sièges chez les artisans et les commerçants, avec au total 84 sièges. En revanche, l'Union professionnelle des artisans en perd 18 avec 96 sièges contre 114 en 1978.

Pour les professions libérales, 31 sièges vont à l'Union nationale des associations de professions libérales (UNAPL) — qui n'existait pas en 1978, — 13 aux chambres professionnelles et 1 aux divers.

Près de deux millions d'artisans et membres de professions libérales ont été appelés à participer au scrutin. D'après la Caisse nationale d'assurance-maladie et maternité (CANAM) de ces travailleurs indépendants, le taux de participation a été de 19 %.

AFFAIRES

Les banques régionales bretonnes veulent pouvoir combattre « le sous-développement » financier

Au cours de l'assemblée générale du Crédit Mutuel de Bretagne réunie le 10 juin à Lorient (Morbihan), les responsables de la banque coopérative et mutualiste ont demandé une concertation avec les pouvoirs publics afin qu'un statut soit défini pour ce type d'établissement et que les modalités de leur participation à l'économie régionale soient fixées.

De notre envoyée spéciale

BREST. — *« Si vous voulez que votre épargne soit bien investie au profit de votre région, changez de région »*. En reprenant les termes d'une caricature publiée dans une revue financière, les Bretons affirment une fois de plus leur volonté de conserver l'épargne régionale au profit de la Bretagne. Depuis plusieurs mois en effet, les réactions des banquiers et partenaires économiques régionaux se multiplient, et des groupes d'études ont été constitués.

Le Crédit Mutuel de Bretagne (C.M.B.) notamment, qui compte 77 000 sociétaires dans la région, s'inquiète de la remise en cause des circuits courts. *« Nous disposons de 15 milliards de francs d'en-cours,* affirme M. Yves Le Baquer, directeur-adjoint du C.M.B., *or l'encadrement du crédit nous oblige à en placer une bonne part (6,9 milliards) sur le marché financier qui prête... parfois en Bretagne même à des taux bien supérieurs aux nôtres. Si le circuit long a joué un rôle positif évident (financement des logements, crédits à la consommation, etc.) nous demandons à conserver une part plus importante de l'épargne régionale en vue, d'une part d'aider la région en augmentant les crédits accordés aux collectivités locales (8,6 milliards aujourd'hui), d'autre part de remplir le contrat d'association qui nous lie à nos sociétaires. En 1982,* conclut M. Le Baquer, *sur 100 F prêtés par exemple, nous en distribuons 64 aux sociétaires, 19 aux collectivités locales, 17 aux entreprises. Dans cinq ans, si nous ne bénéficions pas d'un encadrement spécifique à notre vocation nous ne distribuerons plus que 1 F sur 3. Nous pouvons faire beaucoup pour l'économie régionale, qu'on nous en donne les moyens. »*

Le Crédit Mutuel n'est pas le seul à s'inquiéter de la réforme bancaire : le Comité d'études et de liaison pour les intérêts bretons (CELIB) a réuni pour sa part un groupe de travail sur ce thème. *« 50 milliards de francs sont épargnés en Bretagne,* indique M. Jean Le Nail, secrétaire du comité. *Or une bonne part de cette épargne est drainée vers la région parisienne... qui nous la renvoie alourdie de forts taux d'intérêt. Nous souffrons ici d'un véritable sous-développement financier. L'avenir économique de la région dépend de la consolidation de notre tissu industriel constitué en majorité de P.M.E. et P.M.I. Nous souhaitons donc que soient appliqués les conclusions du rapport Mayoux qui propose une véritable décentralisation des pouvoirs bancaires. »*

Les banques coopératives et mutualistes, qui veulent jouer un rôle dans le développement de l'économie régionale (en particulier de l'économie sociale), ont donc décidé de se regrouper en une association qui se dote de structures. Le CELIB propose pour sa part une liste de mesures concrètes, notamment la modulation de l'en-cours des prêts entre les régions, et un élargissement des possibilités de prêts bancaires aux collectivités locales.

L'avenir des banques régionales est, semble-t-il, lié à la décentralisation. En effet, une région sans moyens ne peut mener sa propre politique. Il faudrait en quelque sorte, remarque-t-on ici, régionaliser les banques.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

VUITTON PRÉPARE SON INTRODUCTION EN BOURSE

Soucieux de poursuivre son développement et de préparer son introduction en Bourse, le fabricant d'articles de voyage de luxe Vuitton a décidé d'ouvrir son capital à un certain nombre de partenaires financiers qui viennent de prendre une participation minoritaire dans la société, dont la famille Vuitton garde le contrôle.

Parmi ceux-ci figure essentiellement la Compagnie industrielle et financière de Penhoët qui vient d'acquérir près de 10 % de Louis Vuitton S.A., une opération qui permet à cette société-holding de diversifier son portefeuille concentré jusqu'ici essentiellement dans le secteur électromécanique.

La société Vuitton précise que son chiffre d'affaires devrait dépasser 500 millions de francs cette année, réparti à parts égales entre l'Europe, les Etats-Unis et l'Extrême-Orient, confirmant ainsi la croissance de 35 % constatée au cours des trois derniers exercices.

● *Industrie de matériels de soudage.* — Dans cette profession, l'activité a sensiblement diminué en 1981 (— 15 % par rapport à 1980), et les résultats du premier semestre de cette année sont médiocres (— 4 %). Un bon point pour cette industrie : sa balance commerciale est largement équilibrée (+ 76 %), et ses échanges avec les pays de la C.E.E. sont redevenus positifs (+ 9 % en 1981 contre — 19 % en 1980).

● *C.A.P. Gemini-Sogeti,* première société européenne de service informatique (823 millions de francs de chiffre d'affaires en 1981 et 43 millions de bénéfices nets), vient de renforcer son implantation aux États-Unis, en rachetant Spiridellis Associates, une société new-yorkaise comprenant deux cents personnes. Cette opération lui permet de compléter son réseau commercial. Désormais, C.G.S. emploie plus de huit cents personnes aux États-Unis (sur un total de près de trois mille six cents) et y réalisera en 1982 un chiffre d'affaires de plus de 45 millions de dollars.

C.G.S., qui dépassera en 1982 le milliard de francs de chiffre d'affaires, a différé son introduction en Bourse, prévue pour septembre. Son P.-D.G. et actionnaire à 50,01 %, M. Serge Kampf, a indiqué que la société n'ayant pas besoin d'argent frais dans l'immédiat et les autres actionnaires (Crédit lyonnais, Lyonnaise de dépôts notamment) n'éprouvant pas le besoin de se séparer actuellement d'une partie de leurs titres, la cotation en Bourse ne se justifiait pas pour le moment.

● *Nouvelles pertes pour Talbot-U.K.* — La filiale britannique du groupe Peugeot-Talbot-U.K. a enregistré une nouvelle perte de 91 millions de livres (environ 1,75 milliard de francs) en 1981. En 1980, le déficit avait été de 75 millions de livres. Les pertes de 1981 ont été en grande partie comblées par une subvention de 78 millions de livres reçues de Peugeot-Citroën, et par une contribution d'un peu plus de 11 millions de livres de Renault-Véhicules Industriels, au titre de pertes provenant de la construction de camions en collaboration avec la Régie.

ENVIRONNEMENT

QUATRE CENTS PLANTES PROTÉGÉES

De l'« adonis des Pyrénées » à l'« ancolie des causses », près de quatre cents espèces végétales sont désormais interdites à la cueillette et à la vente. La publication de la liste de ces espèces — pour la plupart menacées de disparition — était attendue par les naturalistes depuis des années, mais se heurtait aux objections des services de l'agriculture. Elle est parue au *Journal officiel* du 13 mai dernier.

Les quatre cents plantes répertoriées sont disséminées sur l'ensemble de la France. Plusieurs d'entre elles, victimes de cueillettes abusives, de l'assèchement des marais et des désherbants, sont déjà pratiquement introuvables. La liste des plantes protégées sera affichée dans les mairies. Les associations de protection de la nature envisagent de diffuser, dans chaque région, une brochure plus accessible au grand public qu'une liste de noms latins.

Sur le marché des changes

LÉGER REPLI DU DOLLAR : 6,84 F

Après une pointe à près de 6,90 F, lundi 21 juin, le dollar a accusé un léger repli mardi 22 juin, revenant à 6,84 F environ (il valait 6,80 F à la veille du week-end). A l'origine de ce repli, on trouve d'abord des ventes bénéficiaires (l'ascension était trop rapide), ensuite une légère détente du taux aux Etats-Unis, où les milieux financiers ont relevé, avec intérêt, la série d'indiscrétions calculées que viennent de laisser filtrer certaines personnalités officielles.



FAITS ET CHIFFRES

Etranger

● *Les prix de détail en Grande-Bretagne* ont augmenté de 0,7 % en mai par rapport à avril. En un an (mai 1982 comparé à mai 1981) la hausse est de 9,5 %.

● *Le plus puissant groupe bancaire privé de Turquie, le groupe Kastelli*, a informé le gouvernement de son intention de déposer son bilan, accusant un passif de 625 millions de dollars, a-t-on appris le 21 juin, de sources financières bien informées à Ankara. Son président, M. Cevhir Ozden, aurait avisé dès la fin de la semaine dernière le gouvernement de l'impossibilité dans laquelle il se trouvait de faire face à des remboursements, émis en bons et certificats bancaires, d'une valeur de 100 milliards de livres turques. Ces certificats bancaires sont en principe tirables sur des banques privées qui sont elles-mêmes en état de cessation de paiement depuis plusieurs semaines. – *(A.F.P.)*.

Social

● *Réduction du nombre des conflits du travail au mois d'avril 1982.* – 325 conflits recensés contre 499 pour mars. Au cours de ce même mois, 369 établissements ont été concernés contre 588 le mois précédent.

Au total, 224 944 journées individuelles de travail ont été perdues en avril, tandis qu'en mars on en dénombrait 322 294. En avril 1981, en revanche, c'est-à-dire pendant le mois de l'élection présidentielle, le nombre des journées perdues s'élevait à *116 310*.

● *M. Anicet Le Pors, ministre de la fonction publique*, a annoncé, le 21 juin, que la réunion prévue avec les syndicats pour le 24 juin sur l'évolution des traitements des fonctionnaires était reportée au 1er juillet, à la demande du premier ministre. Mais, dès cette semaine, M. Le Pors à l'intention de commencer une série de concertations séparées avec les syndicats.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS (SOBI)

(GROUPE BARCLAYS)

Réunie le 24 mai 1982 au siège social à Monte-Carlo, sous la présidence de M. Jean de La Chauvinière, l'assemblée générale des actionnaires de la Société de banque et d'investissements – SOBI – a approuvé les comptes de l'exercice 1981.

Le bénéfice net s'élève à 2 675 199 francs contre 2 564 107 francs en 1980. Suivant les propositions du conseil, l'assemblée a décidé la répartition d'un dividende de 6 F par action contre 8 F, l'année dernière, s'appliquant à cent cinquante mille actions contre cent mille à la suite de l'incorporation de réserves réalisée en 1981.

A la suite des modifications intervenues dans la répartition du capital dans lequel la participation de Barclays Bank S.A. est passée à 95 %, le conseil a pris acte de la démission de France-Participations S.A., de la Société bancaire de Paris et de la Landesbank Rheinland Pfalz, et a approuvé la nomination de M. Pierre de Lalande comme vice-président et de M. Claude Andruette, directeur central de Barclays Bank S.A., comme administrateur.

Le conseil est désormais ainsi composé : Jean de La Chauvinière, président, administrateur délégué ; Pierre de Lalande, vice-président ; Claude Andruette, Laurent Gastaud, Nicholas Maxwell-Lawford, Barclays Bank S.A. représentée par Jacques Gouin et Société de placements internationaux représentée par Carlos P.V. Monjardino.

Publicité

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE

DIRECTION GÉNÉRALE DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES

Avis d'appel d'offres international

Dans le cadre de l'équipement du périmètre d'irrigation du Haut-Chéliff (El-Khemis), le Ministère de l'Hydraulique lance un appel d'offres international pour la fourniture de 465 bornes d'irrigation et de 4 000 vannes hydrau.

Les dossiers peuvent être retirés par les candidats auprès de la *D.G.I.H./D.I.D. - MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE* - 3, rue Mohamed-Allilat, Kouba (Alger) contre le versement de la somme de 150 (CENT CINQUANTE) DINARS.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires doivent parvenir sous pli cacheté avec la mention « SOUMISSION A NE PAS OUVRIR » au Ministère de l'Hydraulique - Direction générale de l'Administration, 45 jours après la date de parution du présent avis sur la presse nationale.

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres durant 90 jours à dater de l'ouverture des plis.

CEM - COMPAGNIE ÉLECTRO-MÉCANIQUE

L'assemblée générale des actionnaires de CEM-Compagnie électro-mécanique, qui s'est tenue au siège social le 18 juin 1982, a approuvé les comptes de l'exercice 1981, se traduisant par une perte de 59 474 645 F, et décidé, sur proposition du conseil d'administration, d'inscrire cette perte en report à nouveau.

Elle a renouvelé le mandat d'administrateur de M. Michel de Boissieu, qui était venu à expiration, et appelé à siéger au conseil d'administration, en qualité d'administrateur, M. François Grappotte, directeur général de CEM depuis 1977.

Le conseil d'administration, qui s'est réuni dans l'après-midi du même jour, a, sur proposition de son président, nommé M. François Grappotte vice-président-directeur général de CEM.

Au cours de l'assemblée générale, le président Roland Koch a prononcé l'allocution suivante :

Mesdames, Messieurs,

Les chiffres qui vous ont été présentés dans le rapport du conseil d'administration accusent un net contraste entre la poursuite de la progression des enregistrements de commandes – qui constitue un signe incontestable de vitalité de l'entreprise – et la persistance de très mauvais résultats.

Ce contraste tient au fait que le développement des prises de commandes a essentiellement concerné deux secteurs, celui de la traction et celui des activités d'entreprise, dont le déroulement des affaires s'échelonne sur plusieurs exercices, tandis que s'est aggravée la faiblesse des ventes de matériels traditionnels dont dépend l'alimentation en travail de plusieurs de nos usines, particulièrement dans le secteur des matériels de série et des machines moyennes.

La propension à investir des industriels est en effet restée très faible tout au long de l'année 1981. Toutes celles de nos divisions dont l'activité dépend de l'obtention d'un flux régulier de commandes de petits et moyens matériels ont gravement souffert de cette crise de l'investissement et ont accusé des pertes sévères en dépit du renforcement des moyens mis en œuvre pour alléger les coûts à tous les niveaux.

En dehors de la participation de nos deux filiales du secteur de la traction aux grands marchés publics, le marché national a été fort peu porteur. C'est essentiellement grâce au développement de nos exportations qu'a pu être assurée la croissance des enregistrements de commandes. Avec un montant de 1 150 millions de francs les prises de commandes du groupe CEM à l'étranger ont plus que doublé par rapport à l'année précédente, à structure comparable.

Le soutien d'un marché national actif dans le domaine de l'investissement reste cependant une condition indispensable du redressement des résultats.

L'année 1982 n'a pas, à cet égard, débuté sous les auspices les plus favorables, et cette situation de l'investissement est, pour une entreprise comme la nôtre, extrêmement préoccupante. Les nouvelles charges qui viennent d'être imposées aux entreprises se font, dans ces conditions, particulièrement pesantes.

Le redressement des résultats prendra donc plus de temps qu'il n'était initialement prévisible, mais nous y travaillons par un effort incessant d'adaptation de nos produits, de nos méthodes de production et de la gamme de nos activités.



ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 17 JUIN 1982

ALLOCUTION DU PRESIDENT

Mesdames, Messieurs,

Comme vous l'avez constaté, l'exercice 1981 aura été difficile pour votre Société, tant dans le secteur sucrier, que dans celui du papier, et ce pour des raisons qui pourraient paraître contradictoires.

Dans le domaine du sucre, la France métropolitaine a connu la plus forte campagne de son histoire avec une production qui a dépassé 5130000 t précisément une année où les cours *mondiaux ont poursuivi progressivement leur chute, ce qui nous a conduit à vendre nos* sucres C, c'est-à-dire ceux produits au-delà des quotas A et B et qui sont écoulés sur le marché mondial à un prix très nettement inférieur au cours communautaire et non rémunérateur.

La campagne s'est par ailleurs déroulée dans des conditions difficiles, du fait d'une richesse inférieure à celle de l'année précédente, et d'une tare très importante due aux conditions atmosphériques *défavorables* qui ont entraîné *d'importants frais de transport supplémentaires.*

Nos usines ont techniquement fonctionné normalement, particulièrement celle de CONNANTRE, *dont la capacité de production* avait été *portée à 25000 t/jour environ*, pour répondre d'une part au désir des planteurs de la région de la Marne, et d'autre part permettre le cas échéant de mieux équilibrer la répartition de production entre nos usines de CHALONS, *SILLERY et CONNANTRE.*

Devant une telle situation, il a été décidé à l'échelle de la Communauté un blocage de *2000000 de tonnes, la part de la FRANCE s'élevant à* 500000 *tonnes.*

Cette opération entraînera obligatoirement des *réductions* pour la prochaine campagne, et *pour notre Société les surfaces emblavées* sont inférieures d'environ 16% *par rapport* à l'année précédente.

Les cours mondiaux *qui ont continué à se détériorer nous conduiront* vraisemblablement *à poursuivre dans cette voie.*

La Communauté Européenne nous a accordé, compte tenu de la hausse des prix et de la dévaluation du franc vert, une hausse pour la *prochaine campagne d'environ 11,5%*, qui est très nettement *inférieure à la* dépréciation *monétaire de 14% et qui accentue* davantage encore la disparité avec *nos partenaires* allemands dont le taux d'inflation *ne dépasse* pas 6%.

En ce qui concerne la Papeterie, l'usine de CORBEHEM a été l'*objet de nos* préoccupations premières essentiellement du fait du manque de commandes en papier couché, la concurrence ayant été encore plus vive que les années précédentes, car nos principaux *concurrents* allemands disposent d'un trop net *avantage du fait de la parité F/D.M., et ce* même compte tenu de la toute *récente modification* des taux de change.

Le fait de l'instauration de montants compensatoires *positifs pour les Allemands et négatifs* pour les Français, ne modifie pas *nos positions* respectives dans le domaine du sucre. Le blocage des prix dans le domaine du papier ne nous permettra pas de répercuter les effets de la *hausse du dollar* sur nos approvisionnements.

La qualité de notre production a été améliorée, et compte tenu d'un effort considérable réalisé *tant dans le domaine commercial que technique, nous pensons que les résultats de cette* branche, qui ont été *fortement déficitaires en* 1981, seront à peu près en équilibre pour l'exercice en cours.

Ce problème se pose à toute la profession. La situation de notre principal concurrent CHAPELLE-DARBLAY étant connue de tous, notre compétence dans ce secteur a conduit les Pouvoirs Publics à nous consulter pour présenter un plan de restructuration qui est actuellement à l'étude.

Fort heureusement nos activités dans le secteur ouate de cellulose ont continué à se développer et à être une source de satisfaction. La nouvelle usine de GIEN est arrivée maintenant à la période de rodage et sa production permet *de satisfaire les besoins de la clientèle.*

Tous nos produits vendus sous la gamme LOTUS VANIA conservent dans bien des secteurs la première place sur le marché français. *Nous ne devons néanmoins pas nous endormir*, car la concurrence étrangère est très vive.

La situation économique dans *notre* pays est *difficile et notre préoccupation première demeure celle de l'emploi. Aussi sommes-*nous particulièrement heureux d'être parmi ceux qui, du fait de la création de notre nouvelle unité de GIEN, ont pu maintenir les effectifs pour l'ensemble de la Société.

Je voudrais maintenant profiter de cette Assemblée pour répondre à toutes les rumeurs et indications inexactes, incomplètes ou erronées qui ont circulé, relatives aux modifications et à la répartition de notre capital.

Nous détenions par l'intermédiaire d'une de nos sous-filiales un autocontrôle d'environ 17%. *Pour nous mettre en conformité avec la loi et régulariser une telle situation, il nous* a fallu céder cet autocontrôle en *maintenant* l'équilibre prévu entre les groupes italien et français, selon les accords de Mars 1981.

Par ailleurs, il était indispensable de régler le problème posé par la participation de nos amis britanniques à l'intérieur d'EUROPEAN SUGARS.

Le *groupe* italien va donc, pour régler ce dernier point, reprendre les 14% détenus par TATE & LYLE dans EUROPEAN SUGARS, ce qui n'augmente pas sa détention dans le capital puisqu'il possédait déjà 86% de cette Société, qui, *je vous le rappelle, possède 23,75% de notre Société.*

En contrepartie TATE & LYLE a acquis directement un certain pourcentage avec pour objectif *la détention d'environ 5% de notre capital.*

Après réduction de l'autocontrôle, ramené aux environs de 2%, les groupes italien et français contrôlent directement ou indirectement chacun *environ 35% du capital de BEGHIN-SAY. J'ajouterai qu'à l'intérieur du groupe français*, la part des intérêts privés est beaucoup plus importante que celle détenue par des entreprises publiques d'Etat ou nationalisées. Nos amis betteraviers représentés au sein de la S.B.E. détiennent 1% du capital.

Le public conservera donc environ 25% du capital.

La Société continue à être gérée paritairement par les deux Groupes dans un climat harmonieux et une parfaite entente, qui ne peuvent qu'être favorables à notre activité et à notre développement.

Je suis pour ma part fort satisfait de ce règlement final.

J'ajoute que toutes ces opérations ont été réalisées après information préalable de la Direction du Trésor et compte tenu des délais impartis par la réglementation en vigueur.

Je ne mentionnerai que pour *mémoire* les attaques dont j'ai été l'objet de la part d'un *Syndicat* que je n'ai pas besoin *de nommer, la violence excessive de ses arguments* lui *en font perdre* toute crédibilité ; ce n'est certainement pas ce Syndicat qui a le droit de me donner des leçons de civisme ou de patriotisme, car nul plus que moi n'a œuvré depuis deux ans pour maintenir un équilibre au *sein* de notre actionnariat.

BEGHIN-SAY, en conformité avec les engagements du Président de la République déclarant qu'*il n'y* aurait pas de nationalisations rampantes, demeure *dans le secteur privé, même si son capital est détenu pour une partie minoritaire* par des Sociétés nationales ou nationalisées – je le dis une fois encore BEGHIN-SAY appartient au secteur privé.

En terminant, je vous dirai que malgré les difficultés rencontrées, grâce à la valeur de notre outil industriel, de notre forte position commerciale et le problème de notre actionnariat définitivement réglé, j'ai foi en l'avenir et en l'évolution *de notre Société. Nos objectifs seront, maintien* de l'emploi, amélioration de *notre exploitation* et ce pour le bien de l'entreprise, c'est-à-dire pour tous ceux qui en dépendent, pour ceux auxquels elle procure les moyens d'existence, comme pour ses actionnaires qui nous font confiance.

Jean-Marc VERNES

Un exercice 1981 marqué par une conjoncture difficile.

● ***Résultats positifs :***

• marge brute d'autofinancement 442 MF (contre 615,7 MF, dont 120 MF au titre d'une plus-value de cession exceptionnelle en 1980 et 404,2 MF en 1979)

• bénéfice net 66,5 MF (contre 107,2 MF en 1980)

– après dotation de 296,8 MF d'amortissements dont 26,4 MF de dotation complémentaire de réévaluation

– après dotation de 182 MF au titre de 1981 et reprise de la provision pour hausse de prix de 77 MF construée en 1975.

– et après provision pour impôt de 48,2 MF.

● ***Dividende en progression de 15 % :***

F 11,50 par action contre F 10 en 1980. Ce dividende assorti d'un avoir fiscal de F 5,75 est mis en paiement à compter du 30 juin 1982 (coupon n° 31)

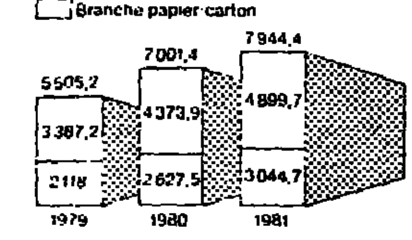
● ***Renforcement des investissements industriels :***

794 MF dont 55 pour la branche sucre et 45 pour la branche papier-carton.

● ***Croissance de l'activité :***

Chiffre d'affaires (H.T.), + 13,4 %, 7,9 milliards de F contre 7 milliards en 1980.

Evolution et répartition du chiffre d'affaires (en millions de F)



Branche sucre :

Le bas niveau des cours mondiaux a pesé lourdement dans le bilan 1981 sur la valorisation des stocks de sucre hors quota, nécessitant de ce fait une importante provision.

Par contre, la vente des sucres hors quota de la campagne 1980/1981 à des cours rémunérateurs au début de 1981 a eu un effet favorable sur le résultat.

Tonnages vendus pour 1981 : 1291295 tonnes (–7,1%) dont 64% à l'exportation.

Branche papier, cartons et papiers domestiques :

• secteur papiers domestiques : part accrue dans le bénéfice d'exploitation.

• secteur papier de presse : malgré toutes les mesures prises, les résultats ont été déficitaires en raison d'une sous-activité due au manque de commandes. Une sensible amélioration de la situation ressentie au 2e trimestre 1981 se trouve nettement confirmée sur le 1er trimestre 1982.

Le rapport annuel peut être obtenu au 54, avenue Hoche - 75008 PARIS.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

22 JUIN

Glissement
L'or se redresse

Un peu mieux orientée en début de semaine, la Bourse de Paris s'est remise, mardi, à glisser lentement mais sûrement, si bien qu'à la clôture l'indicateur instantané accusait une légère baisse de 0,3 % environ.

La liquidation générale, il est vrai, se déroulait ce jour. Notons à ce propos que, d'un mois à l'autre, les valeurs françaises se sont en moyenne dépréciées de près de 9 %, et que cette baisse est la plus forte enregistrée depuis celle, exceptionnelle, de mai 1981. Mais cette échéance fut plutôt pour le marché un prétexte à se replier que la cause directe du mouvement. En majorité, les investisseurs, soucieux de prendre leur distance avec le marché, s'étaient déjà engagés. Autour de la corbeille, opérateurs et professionnels étaient toujours aussi noirs. Les uns évoquaient les projets de taxations salariales nouvelles, les autres « l'incompétence du gouvernement » et les risques de glissement vers les « thèses maximalistes » par l'accession au pouvoir (rumeurs de remaniement ministériel) d'hommes nouveaux mais « doctrinaires ». « Y a-t-il un pilote dans l'avion ? », nous demandait un gérant de portefeuille en parlant de la France. Bref, nul n'a semblé porter la moindre attention à la baisse du dollar et aux premiers signes d'un redémarrage de l'expansion aux Etats-Unis.

Dans le sillage de la monnaie américaine, la devise-titre a fléchi, s'échangeant entre 8,05 F et 8,09 F contre 8,10 F-8,25 F. Pour expliquer ce recul, certains faisaient à nouveau état de bruits sur l'instauration d'une prime.

Après sa chute spectaculaire de la veille, l'or s'est redressé. A Londres, l'once de métal précieux est remontée au-dessus de 300 dollars pour coter 301,75 dollars contre 296,76 dollars. A Paris, le lingot a regagné 950 F à 66 200 F et le napoléon 10 F à 590 F.

NEW-YORK

Timide reprise

Tombé la semaine écoulée à son plus bas niveau depuis le 21 avril 1980, le New-York Stock Exchange s'est légèrement redressé lundi sur des rachats du découvert. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement de hausse, après s'être développé, s'est toutefois ralenti à l'approche de la clôture, et en fin de séance, l'indice des industrielles s'inscrivait à 789,95 (+ 1,33 point). Au plus haut de la journée, il avait atteint 797,85.

Echec à la reprise ? Pas vraiment. Le sentiment était meilleur autour du « Big Board ». Selon les dernières statistiques du Département du Commerce, les Etats-Unis auraient commencé à sortir de la récession au cours du trimestre qui s'achève avec un taux de croissance de 0,6 % sur une base annuelle. Il reste que les problèmes aigus posés par les taux d'intérêts élevés continuent d'inquiéter les milieux boursiers, qui n'excluent pas de nouvelles tensions durant l'été avec le « prime rate » bancaire à 17 ou 18 %, ne serait-ce qu'en raison de l'accroissement constant de la masse monétaire.

Une assez forte activité a régné et 50,51 millions de titres ont changé de mains contre 53,80 millions la veille.

Sur 1 847 valeurs traitées, 750 ont monté, 644 ont baissé et 453 n'ont pas varié.

VALEURS	Cours du 18 juin	Cours du 20 juin
Alcoa	24	23 1/4
A.T.T.	50 3/4	50 3/4
Boeing	15 5/8	15 3/4
Chase Manhattan Bank	41 7/8	40 1/2
Du Pont de Nemours	31 3/8	31 3/4
Eastman Kodak	68 5/8	69 1/2
Exxon	27 1/4	27 1/4
Ford	22 7/8	22 3/4
General Electric	60 1/2	60 3/4
General Foods	36 1/4	36
General Motors	45 1/2	45 3/4
Goodyear	23 1/2	23 3/4
I.B.M.	58 1/2	58 5/8
I.T.T.	22 1/2	22 1/2
Mobil Oil	22 3/4	22 3/8
Pfizer	53 5/8	54 1/8
Schlumberger	38 1/8	38 1/2
Texaco	28 3/8	28 5/8
U.A.L. Inc.	15 5/8	16 7/8
Union Carbide	40 1/2	41 3/8
U.S. Steel	18 1/2	18 3/4
Westinghouse	24 1/2	24 3/4
Xerox Corp.	31 5/8	31 3/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

PRIMISTERES/GENVRAIN. – Le succursaliste Primistères, appartenant au groupe Félix Potin, vient de lancer une offre publique d'achat sur les actions de la société Genvrain, qui exploite essentiellement une chaîne de magasins à l'enseigne « la Parisienne ».

Aux termes de cette offre qui fait l'objet d'un communiqué en ce sens de la Chambre syndicale des agents de change, la société Primistères s'engage à acquérir au prix unitaire de 170 F par action tous les titres Genvrain qui seront présentés sur le marché du 22 juin au 27 juillet 1982 inclus, la cotation des actions Genvrain, interrompue depuis le 27 mai dernier, devant reprendre le 22 juin.

POMPES FUNÈBRES GÉNÉRALES. – La Chambre syndicale des agents de change a publié les modalités de l'offre publique d'échange lancée sur les actions Pompes funèbres générales (P.F.G.) par un groupe bancaire agissant pour le compte de la Société mosellane de participations, laquelle appartient à l'Omnium de gestion et de financement.

Par cette offre, le groupe de banques propose l'échange de 450 000 actions P.F.G. contre des actions Omnium de gestion et de financement sur la base d'une action Pompes funèbres générales contre trois actions Omnium de gestion et de financement, la société se réservant la possibilité de ne pas donner suite à son offre si une quantité minimale de 336 256 titres n'est pas présentée à l'échange, la date de clôture de l'O.P.E. étant fixée au 21 juillet prochain.

Rappelons que cette opération vise à faire de l'Omnium de gestion et de financement, dont les actions sont négociées sur le marché hors-cote, la société mère des Pompes funèbres générales (société détenue à près de 52 % par la Société lyonnaise des eaux et de l'éclairage), P.F.G. devenant ainsi filiale du nouveau groupe constitué qui coiffera la Compagnie générale de marbrerie (marbrerie funéraire) et la Compagnie générale de scierie et de menuiserie (bois).

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

	18 juin	21 juin
Valeurs françaises	102,2	101,5
Valeurs étrangères	103,0	99,9

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	100,6	101

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 22 juin .... 15 3/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	21 juin	22 juin
1 dollar (en yens)	256,80	256,70

BOURSE DE PARIS Comptant 22 JUIN

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	23 80	2 178
5 %	34 70	1 945
3 % amort. 45-54	71	2 679
4 1/4 % 1963	99 30	3 449
Emp. N. Eq. 6 % 67	110	0 362
Emp. 7 % 1973	6003	..
Emp. 8,80 % 77	96 40	0 747
Emp. 9,80 % 78	78 55	9 290
E.D.F. 7,8 % 61	129 20	6 327
E.D.F. 14,5 % 80-92	94 60	0 894
Ch. France 3 %	221	..
CNB Bques janv. 82	101 05	7 945
CNB Paribas	101 25	7 945
CNB Suez	101 30	7 945
CNI janv. 82	101	7 945

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Actibail (obl. conv.)	167	167
Aciers Peugeot	58	58
Actibail	125	120
Agence Havas	264 50	265 10
A.G.F. (St Cent.)	380	375
A.G.P. Vie	3038	3035
Agr. Inc. Madag.	44 80	43 10
Air-Industrie	13 30	13 80 d
Alfred Herlicq	57	57 50
Allobroge	350	355
Alsacienne Banque	....	....
André Roudière	78	79
Applic. Hydraul.	220	221
Arbel	85 10	85
A. Thiery-Sigrand	18 10	....
Artois	285 10	....
At. Ch. Loire	35	34 10
Aussedat-Rey	20	19 75
Bain C. Monaco	94 80	94 60
Banania	381	390
Banque Hervet	....	....
Banque Hypoth. Eur.	252	254
B.N.P. Intercontin.	84	84
Banque Worms	....	....
Bénédictine	743	741
Bernard-Moteurs	28 20	27 o
Bon-Marché	68	67
Borie	340	....
Bras. Glac. Int.	480	483
Bretagne (Fin.)	80	....
B. Scalb. Dup.	....	....
Cambodge	151	149
C.A.M.E.	100	99 50
Campenon Bern.	242	240
Caout. Padang	200	....
Carbone-Lorraine	40	39
Carnaud S.A.	41 70	43
Caves Roquefort	575	578
C.E.G.Frig.	115	117
Centen. Blanzy	460	457
Centrest (Ny)	123 50	125
Cerabati	102	104
C.F.F. Ferrailles	135	125 70
C.F.S.	635	638
C.G.I.B.	8	5 75 o
C.G.Maritime	13 60	....
C.G.V.	100	100
Chambon (M.)	252	....
Chambourcy (M.)	977	980
Champex (Ny)	126	126
Chim. Gde Paroisse	54	54
C.I. Maritime	265	265
Ciments Vicat	220	220
CIPEL	94 20	88 o
Citram (B)	122	122
Clause	302	313
Cl. MA (Fr.-Bail)	313	312
CMM-Mar Madag.	20 80	20
Cochery	74 80	....
Cofradel (Ly)	513	510
Cogifi	145 80	145 50
Comindus	320	320
Comiphos	150	151
Comp. Lyon-Alem.	141	140 60
Concorde (La)	248	247 10
C.M.P.	29 80	7 40 o
Conte S.A. (Li)	24 90	23 50 o
Crédit (C.F.B.)	171 50	164 50 o
Créd. Gén. Ind.	225	229 40
Crédit Lyonnais	....	....
Crédit Univers.	300	306
Créditel	85 50	85 10
C. Sabl. Seine	131	131
Darblay S.A.	86 30	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
De Dietrich	350	350
Degremont	99	95
Delalande S.A.	134 40	138 80
Delmas-Vieljeux	470	470
Dév. Rég. P.d.C (Li)	115	115
Didot-Bottin	274	274
Dist. Indochine	371	371
Drag. Trav. Pub.	205	213 20
Duc-Lamothe	227	227
Dunlop	5	4 85
Eaux Bass. Vichy	1149	1103 o
Eaux Vittel	557	534 o
Ecco	790	759
Economats Centre	485	501
Electro-Banque	151	153
Electro-Financ.	305	310
Elf-Antargaz	192 20	184 50 o
E.L.M. Leblanc	310	305
Entrepôts Paris	170 10	170 10
Epargne (B)	1401	1400
Epargne de France	290	291
Epeda-BF	705	702
Escaut-Meuse	195	194 10
Europ. Accumul.	37	36
Eternit	288	290
Félix Potin	1049	971
Ferm. Vichy (Ly)	195	195
Files-Fourmies	3 70	3 70
Finalens	72 60	73
FIPP	129	130
Fnac	280	268 80 o
Focep (Chât. eau)	1515	1515
Foncière (Cie)	145	145
Fonc. Agache-W.	342	86 50 o
Fonc. Lyonnaise	1110	....
Foncina	101 10	101 40
Forges Gueugnon	15	14 40
Forges Strasbourg	140	140
Fougerolle	145 70	150
France I.A.R.D.	97	95 50
France (La)	446	428
Frankel	155	155
Fromageries Bel	240	250
From. P.-Renard	223 50	222
GAN	661	660
Gaumont	440	....
Gaz et Eaux	740	740
Genvrain*	165	170
Gér. Arm. Hold.	29	28 60
Gerland (Ly)	375	375
Gévelot	40	36 20
Gr. Fin. Constr.	130	129
Gds Moul. Corbeil	124 80	125
Gds Moul. Paris	275	275
Goulet S.A.	300	300
Groupe Victoire	270 10	270 10
G. Transp. Ind.	128	128 40
Huard-U.C.F.	57	56 50
Hutchinson	21 40	20 60 o
Hydro-Energie	48	....
Hydroc. St-Denis	73	70 50
Immindo S.A.	120 30	120 30
Imminvest	100	97 20
Immobail	157	157 20
Immobanque	230	226
Immob. Marseille	1077	1080
Immofice	235 50	236 50
Imp. G.-Lang	2 90	2 60 o
Industrielle Cie	410	405
Interbail	180	180
Jaeger	95 80	96
Jaz S.A.	42	41
Kinta S.A.	316	315 50
Lafitte-Bail	174	172
Lambert Frères	52	50 o
Lampes	174	....
La Brosse-Dupont	70 90	68 10 o
Lebon Cie	325	326
Lille-Bonnières	270	280
Locabail Immob.	281	282 50
Loca-Expansion	110	109 30
Locafinancière	126 50	128 10
Locatel	379 80	365 20
Lordex (Ny)	117	....
Louvre	222	221 90
Luchaire S.A.	104	100
Magasins Uniprix	68	67
Magnant S.A.	51	....
Maritimes Part.	96	....
Marocaine Cie	23 20	23
Marseille Créd.	....	....
Maurel et Prom.	23 80	24 10
Métal Déployé	332	343 10
Mic	243	243
Mors	218	210

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Nadella S.A.	7 75	....
Naval Worms	110	....
Navig. (Nat. de)	69 50	68 50
Nicolas	380	370
Nodet-Gougis	135 20	140
Occident. Part.	29	....
OPB Paribas	79 20	82 40 d
Optorg	66	67
Origny-Desvroise	123	122 50
Palais Nouveauté	290	293
Paris-Orléans	90 90	90
Part. Fin. Gest. Im.	146	146
Pathé-Cinéma	128	....
Pathé-Marconi	34 80	38 d
Piles Wonder	83	79
Piper-Heidsieck	250 50	259 80
Porcher	215	214
Profils Tubes Est	9	8 85
Prouvost ex-Lain.R.	33	33
Providence S.A.	293	291
Publicis	520	526
Raff. Souf. R.	188	188
Ressorts Indust.	116 40	111 70 o
Ricqlès-Zan	110	112
Ripolin	84 50	....
Risla (La)	7 80	7 50 o
Rochefortaise S.A.	90	83 80 o
Rochette-Cenpa	23 90	23
Rosario (Fin.)	98	98
Rougier et Fils	58	58
Rousselot S.A.	333	335
Sacer	42	40 30 o
SAFAA	30 30	27 80 o
Safic-Alcan	183	184
SAFT	270	270
Sainrapt et Brice	139	139
Saint-Raphaël	85 50	85
Salins du Midi	232 40	223 20
Santa-Fé	117 90	117
Satam	78	78
Savoisienne (M)	84 50	84 50
SCAC	186	184 50
SCDB (Cent. B.)	....	....
Sellier-Leblanc	217	218
Semelle Maubeuge	129 50	129 50
S.E.P. (M)	78	....
Séquanaise Banq.	....	....
Serv. Equip. Véh.	26	26 50
Sicli	61	61 75
Sicotel	145	145
Sintra	430	420
Simim	102	102
Siph (Plant. Hévéas)	137 50	136 50
Siminco	293	293
SMAC Aciéroïd	177	180
Société Générale	....	....
Sofal financière	332	320
Soffo	153	151
Soficomi	236 50	240
S.O.F.I.P. (M)	91	91
Sofragi	448	430 o
Sogepal	285	275
Soudure Autog.	115	110 40
Sovabail	263	265
S.P.E.G.	144	145 20
Speichim	210	205
S.P.I.	155	152
Spie Batignolles	165 50	165
Stemi	260	....
Synthelabo	121	121
Taittinger	385 50	370
Testut-Aequitas	78	....
Thann et Mulh.	52 10	52 10
Tissmétal	35 90	35
Tour Eiffel	240	230 50
Tralor S.A.	143	133 20 o
Ufimeg	76 50	74 70
Ufiner S.M.D.	86	85
Ugimo	128 50	128
Unibail	282 50	282 50
Unidel	77	77
U.A.P.	553	553
Union Brasseries	44	....
Union Habit.	185	185
Un. Imm. France	164 50	164 50
Un. Ind. Crédit	227 50	225
Union Ind. Ouest	307	305
Unipol	160	....
Vincey Bourget (Ny)	10 65	....
Virax	49	44 20
Waterman S.A.	165 20	165
Brass. du Maroc	180	....
Brass. Ouest-Afr.	20 30	20

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	125	113 o
Akzo	73	66
Alcan Alum.	139	130
Algemeine Bank	815	850
Am. Petrofina	430	425
Arbed	180	....
Asturienne Mines	52	....
Bco Pop Espanol	105	105
B. N. Mexique	11 50	12 45
B. Régl. Internat.	39750	39100 c
Barlow Rand	42	....
Bell Canada	116	115
Blyvoor	53	....
Bowater	28	....
British Petroleum	40	41
Br. Lambert	195 70	214
Caland Holdings	84	88
Canadian-Pacific	169	167 10
Cockerill-Ougrée	27 50	26 50 o
Cominco	212	215
Commerzbank	468 80	....
Courtaulds	11 55	....
Dart and Kraft	415	415
De Beers (port.)	26 30	....
Dow Chemical	165 10	166 50
Dresdner Bank	485	....
Femmes d'Auj.	60	....
Finoutremer	230	....
Finsider	0 40	....
Foseco	28	28
Gén. Belgique	185	180 50
Gevaert	280	270
Glaxo	100	94 50
Goodyear	185	....
Grace and Co	285	284
Grand Metropolitan	32	30 10
Gulf Oil Canada	86	85
Hartebeest	240	236
Honeywell Inc.	530	536
Hoogovens	42 20	....
I. C. Industries	237	226
Int. Min. Chem	225	225
Johannesburg	370	340
Kubota	10 10	10 05
Latonia	177 50	177 50
Mannesmann	498	472
Marks-Spencer	24 80	....
Midland Bank Ltd	47	47
Mineral-Ressourc.	35	....
Nat. Nederlanden	347	....
Noranda	74 10	78
Olivetti	10 90	12
Pakhoed Holding	118	112 20
Petrofina Canada	640	....
Pfizer Inc.	450	442 50
Phoenix Assuranc.	34 10	....
Pirelli	8 80	7 50 o
Procter Gamble	890	....
Ricoh Cy Ltd	15 20	15 65
Rolinco	590	588
Robeco	605	603
Shell fr. (port.)	57 50	....
S.K.F. Aktiebolag	150	....
Sperry Rand	185	188 50
Steel Cy of Can.	112 50	112
Stilfontein	62	69
Sud. Allumettes	145	149 50
Tenneco	201 50	200
Thorn EMI	56	....
Thyssen c. 1 000	268	....
Vieille Montagne	315	....
Wagons-Lits	230	220
West Rand	10	9 50

HORS-COTE

Compartiment spécial

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	745	740
Entrepose	184	182
Métallurg. Minière	161 50	....
Novotel S.I.E.H.	1050	1045
Sarakreek N.V.	200	203 60
Sicomur	120 30	120
Sofibus	219	....
Rodamco	373	372 50

Autres valeurs hors cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alser	140	....
Cellulose du Pin	22 80	....
Coparex	342	340
F.B.M. (Li)	70	25 o
Iena Industries	13	....
La Mure	86	....
M.M.B	150	150
Océanic	45	....
Petrofigaz	336	....
Pronuptia	156	144 o
Ratier For. G.S.P.	7 50	....
Rorento N.V.	454	454 20

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Sabl. Morillon Corv.	120	120 d
S.K.F.(Applic. méc.)	61	61
Total C.F.N.	74	....
Ufimex	228	....
Voyer S.A.	1 45	1 25 o

SICAV

21/6	Émission Frais inclus	Rachat net
Actions France	149 52	142 74
Actions-Investiss.	176 42	168 42
Actions sélectives	200 98	191 87
Audificandi	228 42	218 06
A.G.F. 5000	176 22	168 23
Agfimo	248 44	237 17
Altefi	179 24	171 11
A.L.T.O.	162 74	155 36
Amérique Gestion	305 95	292 08
Bourse-Investiss.	195 93	187 05
Capital Plus	1018 40	1018 40
C.I.P.	565 74	540 09
Convertimmo	200 06	190 99
Cortexa	637 47	608 56
Credinter	223 01	212 90
Croiss. Immobil.	228 22	217 87
Démeter	51822 02	51667 02
Drouot-France	187 44	178 94
Drouot-Investiss.	404 16	385 83
Energie	171 14	163 38
Epargne-Croiss.	888 64	848 34
Epargne-Industr.	304 46	290 65
Epargne-Inter	399 61	381 49
Epargne-Oblig.	144 45	137 90
Epargne-Unie	535 66	511 37
Epargne-Valeur	230 28	219 84
Euro-Croissance	250 08	238 74
Financière Privée	560 41	535
Foncier Investiss.	411 20	392 55
France-Garantie	232 23	227 68
France-Investiss.	265 81	253 76
Fr.-Obl. (nouv.)	326 23	311 44
Francic	176 94	168 92
Fructidor	170 22	162 50
Fructifrance	305 97	292 10
Gestion Mobilière	384 31	366 88 ◆
Gest. Rendement	379 89	362 66
Gest. Sél. France	253 90	242 39
I.M.S.I.	239 07	228 23
Indo-Suez Valeurs	395 28	378 31
Interoblig.	7301 06	6969 99
Intersélect France	187 46	178 96
Intervaleurs Indust.	277 33	264 75
Invest. St-Honoré	414 38	395 59
Laffitte-Expansion	440 91	420 92
Laffitte-France	138 08	131 81
Laffitte-Oblig.	125 24	119 56
Laffitte-Rend.	165 86	158 34
Laffitte-Tokyo	502 64	479 85
Livret portefeuille	299 01	285 45
Multi-Obligations	349 07	333 24
Multirendement	119 26	113 85
Mondial Investiss.	218 04	208 15 ◆
Natio.-Epargne	10890 21	10782 39
Natio.-Inter.	652 29	622 71
Natio.-Valeurs	371 21	354 38
Oblisem	130 23	124 32
Pacifique St-Honoré	275 42	262 93
Paribas Gestion	327 04	312 21
Pierre Investiss.	294 48	281 13
Sécur. Mobilière	337 33	322 03
Sél. court terme	10851 01	10770 23
Sélec. Mobil. Div.	224 66	214 47
S.P.I. Privinter	168 50	160 86
Sélection-Rendem.	139 59	133 26
Sélect. Val. Franç.	147 53	140 84
S.F.I. fr. et étr.	273 49	261 09
Sicavimmo	332 46	317 38
Sicav 5000	146 65	140
S.I. Est	663 08	633 01 ◆
Silvafrance	247 92	236 68
Sivam	199	189 98
Sivarente	174 78	166 85
Sivinter	211 36	201 78
S.I.G.	485 20	462 67
S.N.I.	657 75	627 92
Sofinvest	284 88	271 96
Sogepargne	284 46	271 56
Sogevar	514 63	491 29
Sogimter	671 19	640 75
Soleil Investiss.	320 96	306 41
U.A.P. Investiss.	220 12	210 14
Unifrance	176 50	168 50
Unifoncier	451 41	430 94
Unigestion	388 39	370 78
Uni-Japon	594 76	567 79
Unirente	1387 25	1341 63
Univer	11088 85	11088 85
Valorem	250 94	239 56
Valrem	106923	106816
Worms Investiss.	475 76	464 19

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
1851	4,5 % 1973	1694 50	1695	1683	1673
3040	C.N.E. 3 %	3085	3085	3085	3085
495	Air Liquide	462	465	462	467
380	Als. Superm.	320	311	311	311
95	A.L.S.P.I.	70 50	66 50	67	66 50
182	Alsthom-Atl.	146	145	145	142 50
900	Amrep	820	850	850	850
166	Applic. gaz	161 80	161 80	161 80	160 10
123	Arjom. Prioux	109 50	110	112	110
870	Aux. Entrepr.	826	827	827	827
525	Av. Dass.-Br.	525	526	526	516
188	Bail-Equipem.	145 10	145	145	145
194	– (obl.)	201	201 10	201 10	201 10
306	Bail-Investiss.	317	315	315	313
180	Cie Bancaire	165 50	163 20	163	165
130	Bazar H.-V.	115	113 80	111	112
85	B.C.T. Midi B.	85 20	85	85	86 60
210	Béghin-Say	204	203	203	200
540	Bic	495	489	490	498 80
171	B.I.S.	155 50	153 50	153 50	150 50
400	Biscuit (Gén.)	375	375	375	371
1060	Bongrain S.A.	920	906	915	906
705	Bouygues	641	626	630	638
1520	B.S.N.-G.D.	1365	1339	1342	1339
1480	– (obl.)	1310	1315	1315	1315
1650	Carrefour	1390	1380	1378	1380
286	– (obl.)	282 50	282 50	282 50	282 50
1360	Casino	1210	1220	1220	1200
880	Cedis	755	738	736	730
38	CEM	28 10	28	28	28 10
175	Cetelem	175	167	167	167
560	C.F.A.O.	530	530	530	530
73	C.F.D.E.	58 70	58 50	58	59
200	Charg. Réunis	184 50	188	190	185
12	Chiers-Châtill.	10 80	10 10	9 80	10 10
158	Ciments franç.	138	130	130	132 60
148	– (obl.)	135	130	130	130
890	C.I.T. Alcatel	810	802	805	....
570	Club Méditerr.	515	508	509	512
103	Codetel	87	86	86	86 05
121	Cofimeg	119	119 10	119 10	119 10
240	Colas	208	202	202	206
107	Compt. Entrepr.	91	90 20	90 20	88 40
370	Compt. Mod.	321	319	319	315
365	Créd. Foncier	316	322	322	322
181	Crédit F. Imm.	180 10	178 80	178 80	178 80
305	Crédit Nat.	290 10	290 10	290 10	290
88	Creusot-Loire	79 40	78 20	78	78
196	Crouzet	185 10	188	185	188 10
285	C.S. Saupiquet	260	255	255	255
920	Darnart-Serv.	800	805	805	801
840	Darty	778	775	776	775
1050	Docks France	834	825	825	837
40	D.N.E.L.	30 50	29 80	29 80	30
1030	Dumez	1050	1040	1038	1040
340	Eaux (Gén.)	303	300	300	295
128	Elf-Aquitaine	118 10	117 30	117 50	117 30
125	– (certific.)	115 70	117 50	117 50	116 10
620	Essilor	560	570	575	580
220	Esso S.A.F.	210	208 50	209	206 50
360	Eurafrance	327	328	330	325
1230	Euromarché	1000	980	980	980
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
1250	Fichet-Bauche	1050	1098	1098	1098
168	Finextel	143	142 50	142 50	....
149	Fives-Lille	140 20	141 10	141 10	138 30
65	Fonderie (Gén.)	50 30	50	50 10	51
85	Fraissinet	85	85	85	85
400	Francarep	405	401	399 90	401
214	Gal. Lafayette	167 50	165	165	163
340	Gén. d'Entrep.	318	319	320	320
1410	Gén. Géophys.	1356	1350	1350	1350
445	G.T. Mars	460	455	458	455
435	Guyenne-Gasc.	360 80	353	353	360
465	Hachette	439	441	441	441
385	Hénin (La)	342	342	345	335
66	Imétal	51	50 05	49 50	50 05
225	Imm. Plaine-M.	220	218	218	218
175	Ind. et Particip.	172 50	173	173	....
800	Inst. Mérieux	750	698	698	698
1090	Intertechnique	995	1000	1000	952
158	J. Borel Int.	180	179	179	178 40
210	J. Lefebvre	186 10	187 50	189	186
167	Jeumont Ind.	155	154	154	152
26	Kléb.-Colombes	17 60	18 30	18 30	18 70
305	Lab. Bellon	304	292	293	....
270	Lafarge-Coppée	232	233	233 20	237 60
300	– (obl.)	295	295	295	292
255	Lafarge nouv.	212	212	212	212
1670	Legrand	1465	1458	1450	1459
2410	– (obl.)	2242	2232	2232	2212
910	Lesieur	750	747	749	747
169	Locafrance	160	161	160	161
380	Locindus	342	342	343 20	336
460	Lyonn. Eaux	417	410	410	410
29	Machines Bull	30 70	31 10	31 30	31 70
290	Mais. Phénix	246	245 50	244 10	245 50
1490	Majorette (Ly)	1223	1260	1250	1241
355	Manurhin	325	316 50	316 50	316 50
44	Mar. Wendel	43	42 50	42 50	42 50
770	Martell	750	755	755	755
780	– (obl.)	751	750	750	751
805	Merlin-Gerin	554	536	536	547
1370	Matra	1300	1310	1308	1310
16	Mét. Nav. D.-N.	11 05	9 75	9 60	9 90
780	Michelin	660	659	651	649
585	– (obl.)	584	584	584	582
685	Midi (Cie)	639	642	642	636
104	Mines Kali (Sté)	100 40	102 50	102 50	102 50
50	M.M. Penarroya	40 50	38 80	39	38 80
705	Moët-Hennessy	695	697	694	711
810	– (obl.)	790	780	780	780
465	Mot. Leroy-S.	394	401	400	409
85	Moulinex	55	53 40	54	54
330	Mumm	305	320	316	326
174	Navig. Mixtes	169	169	169	165 70
18 50	Nobel-Bozel	13 80	14 50	14 50	14 70
44	Nord-Est	45 10	46	46	45 15
225	Nordon (Ny)	190 10	200	200	200
105	Nouvelles Gal.	85	82	81	80 40
420	Occident. (Gén.)	410 20	410	410	418 20
205	Olida-Caby	192 80	187 50	190 20	187 20
755	Omn. F. Paris	675	675	675	662
119	Opfi-Paribas	116	115 20	115 20	115 20
1000	Oréal (L')	900	900	900	918
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
136	Paris-France	114	120 50	120	120
300	Paris-Réescomp	283	283	283	277 50
100	Pechelbronn	100 60	100 50	100 50	100
365	Penhoet	354	350	350	350
400	Pernod-Ricard	344 50	335 50	335	335 50
133	Pétroles (Fse)	131 20	134 60	134	136 50
171	– (obl.)	172 20	172 20	172 20	172 20
33	– (certific.)	33 60	33 60	33 70	33 60
52	Pétroles B.P.	45	40	40	....
173	Peugeot S.A.	145 20	146	146	145
320	– (obl.)	322 50	322 50	322 50	322
66	P.L.M.	61 50	60 50	60 50	59 90
136	Poclain	124	117	119	119 40
405	Poliet	374 50	371	373	371
107	Pompey	104	104	104	104
220	P.M. Labinal	177 50	182	180 50	184
790	Presses Cité	686	686	688	686
495	Prétabail Sic.	492	495	495	495
280	Primagaz	281 50	281 50	281 50	278 50
172	Printemps	140	138 10	137	136 10
1350	Promodès	1081	1080	1080	1060
1030	Radar S.A.	921	920	920	920
960	– (obl.)	910	910	910	910
320	Radiotechn.	265	274	267	268 60
94	Raffin. (Fse)	82 10	87 80	87	86 10
1040	Redoute (La)	932	932	930	914
580	Révillon	500	500	500	500
310	Roussel-Uclaf	320 50	321 10	321 10	321 10
875	Rue Impériale	785	785	785	770
4 50	Sacilor	3 80	3 60	3 60	3 60
120	Sade	120 10	118	118	118
950	Sagem	875	862	862	874
166	St-Louis B.	157 90	157	155 10	160
345	Sanofi	301	296	295	301 90
470	– (obl.)	411	396	396	396
340	S.A.T.	320	318	315	311 80
29	Saulnes	27 20	26	26	26 15
57	Saunier-Duval	49 50	49 50	49 50	50
134	Schneider	130	130	130	127 50
36	S.C.O.A.	31	30 50	30 30	30 25
81	– (obl.)	84 10	83	83	84 10
125	S.C.R.E.G.	114 90	115	115	116 90
129	– (obl.)	128 10	128 10	128 10	128 10
250	Seb	209	202 50	202 50	206
153	Sefimeg	154	156	157	152 50
790	S.F.I.M.	765	768	770	755
430	Sign. Ent. El.	348	346	346	348
295	Silic	305	305	305	305
176	Simco	174 90	171	171	168 10
95	Simnor	101 80	101 80	101 80	101 80
590	Skis Rossignol	580	580	582	573
320	Sogerap	291	295	296	300 50
152	Sommer-Allib.	131	127	127	129 40
175	Source Perrier	167	166 60	166	166 60
290	Talcs Luzenac	269	278	275	275 10
830	Tél. Elect.	775	770	770	770
122	– (obl.)	122	122 30	122 30	122 30
172	Thomson-C.S.F.	141	142	142	139 30
200	– (obl.)	188	195	195	191 20
1030	T.R.T.	1030	1050	1051	1050
130	U.F.B.	117	115	115	115
310	U.I.S.	310	312	312	317
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	105
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	3 70

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
102	– (obl.)	103 50	103 90	103 90	103 50
151	U.T.A.	150	148	147	148
230	Valéo	182	182 10	182	185
375	– (obl. conv.)	383	381	381	381
137	Vallourec	117 50	117 50	118	114 40
1120	V. Clicquot-P.	1080	1080	1082	1080
870	Viniprix	807	782	782	770
200	Amax Inc.	147 50	147 50	148 80	150 50
365	Amer. Express	334	335	335	337
430	Amer. Teleph.	425	423 90	423 90	425
68	Anglo Amer. C.	58 50	57 70	57 30	58 70
490	Amgold	342 50	360	360	367
750	B. Ottomane	709	709	700	695
425	BASF (Akt)	386	390	390	397
400	Bayer	376	376	372	370 20
225	Buffelsfont.	180	184	183	184
28	Charter	24	25 10	25 10	25 10
385	Chase Manh.	334	323	324 50	326
143	Cie Pétr. Imp.	143 50	141	141	140
31	De Beers	23 70	23 60	23 30	23 60
930	Deutsche Bank	874	872	875	875
83	Dome Mines	41	45	45 50	45 85
156	Driefontein Ctd	112 10	123	121 20	123
280	Du Pont-Nem.	255 50	257	257	253 20
1040	Elf-Gabon	979	974	970	980
575	Eastman Kodak	555	558	560	558
58	East Rand	33 80	36 50	36 50	36 50
270	Ericsson	279	273	273	269
225	Exxon Corp.	219 10	217 50	217 50	216 30
182	Ford Motors	182	180 50	180 50	182
187	Free State	110	123	123	125
109	Gencor	84 20	84	84	84
187	Gén. Belgique	184	177	177	180 50
490	Gén. Electr.	490	492	492	488
345	Gen. Motors	366	365 50	358	363
52	Goldfields	42 50	44 50	44 50	44 20
77	Harmony	52 10	52 50	52 80	52 50
22	Hitachi	21 10	20 90	21	20 90

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
405	Hoechst Akt.	348	352	352	350
45	Imp. Chemical	43 50	44	44	43 40
81	Inco. Limited	70	68 50	68 50	68 55
485	IBM	468	469 80	470	469 80
28	Ito-Yokado	26 50	27	27	26 85
200	ITT	188 20	186	186	185
38	Matsushita	32 40	33 50	33 55	33 95
580	Merck	564	560	560	563
420	Minnesota M.	405	409	409	416
192	Mobil Corp.	182	183	183	180
13100	Nestlé	12390	12490	12490	12280
440	Norsk Hydro	330	345	350	345
760	Petrofina	686	692	685	680
395	Philip Morris	392	394	392 10	394
73	Philips	65	65	66	65 55
215	Pres. Brand	150	153 60	154	155
200	Président Steyn	134	137 20	137 20	137 50
755	Quilmès	755	795	800	780
365	Randfontein	274	275	278	270
275	Royal Dutch	256	255 10	255 10	253 20
61	Rio Tinto Zinc	47 50	51	50	50
198	St Helena Co	157	158	158	154 80
370	Schlumberger	315	314	318 50	315 90
58	Shell transp.	54 20	57 50	57 50	56 50
740	Siemens A.G.	685	683	685	681
122	Sony	104 50	106 50	106 70	108 50
127	T.D.K.	121 50	125	122	122 50
470	Unilever	436 50	437	437	....
310	Unit. Techn.	285	283	285	283
390	Vaal Reefs	305	317	310	310 10
183	West Deep	135	143	143	142
280	West Hold.	174	176 50	175	175 10
275	Xerox Corp.	256	261	260	261
2 32	Zambia Corp.	1 51	1 52	1 55	1 55

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent (SICAV)

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 22/6	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 896	6 835	6 650	7
Allemagne (100 DM)	277 400	277 500	269	283
Belgique (100 F)	14 493	14 508	12 600	13 700
Pays Bas (100 fl.)	251 900	252	244	256
Danemark (100 krd)	80 300	80 300	77	83
Norvège (100 k)	109 630	108 890	107	113
Grande-Bretagne (£ 1)	11 863	11 875	11 450	12 150
Grèce (100 drachmes)	9 867	9 860	10	12 500
Italie (1 000 lires)	4 933	4 927	4 700	5 200
Suisse (100 fr.)	322 470	325 150	312	330
Suède (100 krs)	112 180	111 800	107	114
Autriche (100 sch)	39 335	39 340	38 300	40
Espagne (100 pes.)	6 143	6 154	6	6 450
Portugal (100 esc.)	8 195	8 185	8 100	9 100
Canada ($ can 1)	5 328	5 266	5 200	5 460
Japon (100 yens)	2 669	2 650	2 590	2 730

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 22/6
Or fin (kilo en barre)	65000	66000
Or fin (en lingot)	65250	66200
Pièce française (20 fr)	580	590
Pièce française (10 fr)	470	.....
Pièce suisse (20 fr)	510	501
Pièce latine (20 fr)	470	470
Souverain	577	585
Pièce de 20 dollars	2620	2620
Pièce de 10 dollars	1320	1390
Pièce de 5 dollars	751 25	.....
Pièce de 50 pesos	2950	2900
Pièce de 10 florins	450	490

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 22 juin 1982 a été tiré à 543 290 exemplaires.

AU CONSEIL DES MINISTRES

M. Mitterrand adresse une mise en garde <sévère> aux États-Unis pour leur politique économique

Le conseil des ministres a adopté, mardi 22 juin, le projet de loi relatif aux prix et aux revenus, que lui ont présenté le premier ministre, le ministre de l'économie et des finances et le ministre du travail.

En application de l'ordonnance du 30 juin 1945, le gouvernement a décidé, à partir du 11 juin, un blocage général des prix. Le conseil a décidé d'élargir ce blocage, par le projet de loi, à un certain nombre de prix et de tarifs qui n'étaient pas soumis à réglementation et dont certains, comme les loyers ou l'eau, tiennent une place importante dans le budget des ménages.

Le projet prévoit également que pendant quatre mois, les rémunérations brutes des salariés ne pourront faire l'objet de majorations, qu'elles relèvent de dispositions législatives ou réglementaires, ou encore de conventions ou d'accords salariaux. Seules, les augmentations légales du SMIC pourront intervenir pendant cette période.

Toutefois, la période de blocage pourra être ramenée à trois mois dans les branches, les entreprises et collectivités qui auront passé des accords compatibles avec une évolution modérée des rémunérations au cours de l'ensemble des années 1982 et 1983.

Une limitation analogue est prévue pour les revenus non salariaux lorsqu'ils ne sont pas touchés par des réglementations de prix. La progression des dividendes sera plafonnée à 8 % par an en moyenne sur les deux années 1982 et 1983.

Ces dispositions sont « *exceptionnelles et temporaires* », a rappelé M. Pierre Mauroy. Les principes de liberté de négociation collective des rémunérations et de liberté des prix retrouveront leur plein effet à l'issue de cette période. La sortie du blocage devra être accompagnée d'accords étalant les hausses de revenus et de prix sur une durée assez longue pour consolider les résultats obtenus.

Enfin, le gouvernement a adopté des dispositions d'accompagnement destinées à alléger les charges salariales et sociales des entreprises du fait de l'augmentation du SMIC.

L'effort d'investissement public décidé par le gouvernement pour soutenir l'activité sera complété par la création d'un fonds des grands travaux qui sera mis en place lors du prochain conseil des ministres.

Le conseil des ministres a autorisé le premier ministre à engager la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale :

— d'une part, sur une déclaration de politique générale, conformément à l'article 49, 1er alinéa, de la Constitution, mercredi 23 juin ;

— d'autre part, sur le texte du projet de loi relatif aux prix et aux revenus, conformément à l'article 49, 3e alinéa, de la Constitution, dès l'ouverture de la discussion en séance publique, prévue pour le jeudi 24 juin.

Le président a souligné que les résultats obtenus dans la lutte contre l'inflation « *accroîtront d'autant le pouvoir d'achat des travailleurs* ». Il a insisté sur le fait que le pouvoir d'achat des allocations familiales continuera à croître. Il a indiqué qu'il convient de « *profiter de cette période pour poursuivre et mener à leur terme les discussions et les réflexions engagées* » sur les causes structurelles de l'inflation.

Le chef de l'État a invité chacun des ministres à contribuer à la reconquête du marché intérieur en s'assurant que son administration achète bien, à performances égales, du matériel fabriqué en France. Les membres du gouvernement devront rendre compte de leur action dans ce domaine au 1er octobre.

En ce qui concerne le blocage des prix, M. Bérégovoy, secrétaire général de l'Élysée, a indiqué que le gouvernement appliquera ses décisions « *avec le maximum de rigueur* ». « *La valse des étiquettes est interdite*, a-t-il dit, avant d'ajouter : *Toute attitude contrevenant aux dispositions réglementaires sera vigoureusement sanctionnée. Le conseil des ministres a invité le ministre de l'économie et des finances à agir avec célérité et sévérité.* »

Le président de la République a évoqué, d'autre part, au cours du conseil la situation économique internationale marquée par le renchérissement du dollar, la hausse des taux d'intérêts et les mesures prises par l'administration américaine concernant les relations commerciales avec l'Union soviétique. M. Mitterrand a mis en garde « *en termes sévères les États-Unis contre une politique internationale qui tend de plus en plus à entraîner l'Europe dans l'aggravation de la crise* », a indiqué M. Bérégovoy. Le secrétaire général de l'Élysée a précisé que le chef de l'État renouvellera prochainement cette mise en garde de façon publique.

M. Mitterrand a enfin souligné que « *seul un gouvernement de gauche peut obtenir l'adhésion populaire à des mesures qui n'ont d'autre but que d'améliorer le pouvoir d'achat de la grande masse des travailleurs, grâce à une monnaie saine* ».

Le conseil des ministres a également entendu deux communications : l'une du ministre de l'intérieur et de la décentralisation sur la réforme des comités économiques et sociaux régionaux ; l'autre du ministre de la fonction publique et des réformes administratives sur la politique de formation dans la fonction publique et la réforme de l'École nationale d'administration.

LE PROJET DE LOI PRÉVOIT LE BLOCAGE DES SALAIRES SAUF CELUI DU SMIC

Le projet de loi qui bloque les prix, les dividendes, les loyers et révise les prix des marchés de l'État prévoit aussi le blocage des salaires, y compris les primes, du 1er juin au 31 octobre. Il concerne tous les salariés (public, privé) travaillant en France et les Français à l'étranger. Il comporte quelques exceptions : tout d'abord le SMIC sera relevé au 1er juillet, passant de 19,03 F à 19,54 F, avec exonération supplémentaire et partielle (2,2 %) des cotisations patronales à la Sécurité sociale ; les augmentations de salaires déjà prévues par un accord pour la période du 1er au 11 juin sont acceptées ; celles qui doivent intervenir d'ici au 31 octobre soit au titre de l'ancienneté, soit pour une promotion réelle liée à un changement effectif de poste ou de qualification sont aussi autorisées. En revanche, toutes les autres majorations collectives, catégorielles, individuelles sont bloquées et le projet de loi prévoit des sanctions pénales en cas d'infraction de 600 à 1 200 F par salarié.

Pour la sortie du blocage, sont prévus des accords de modération avec maintien du pouvoir d'achat sur une période de dix-huit mois (fin 1983) avec pour objectif une inflation de 10 % en 1982 et 1983. *Ces accords ne doivent prévoir ni indexation automatique, ni anticipation* de la hausse des prix mais faciliteront un accroissement du pouvoir d'achat des bas salaires ; une augmentation brutale des salaires en novembre est clairement refusée dans le projet de loi. En revanche, une sortie antérieure du blocage sera autorisée — par décret — dès le début d'octobre, pour certaines branches et travailleurs défavorisés, en cas d'accord respectant les orientations gouvernementales.

● *Un Boeing-707 d'Air India s'écrase à Bombay.* — Dix-neuf personnes au moins ont trouvé la mort, le mardi 22 juin, peu après 0 heure, lors de l'accident d'un Boeing-707 de la compagnie Air India qui s'est écrasé contre le mur d'enceinte de l'aéroport de Bombay.

LES REVENDICATIONS DES AVOCATS

Le premier ministre annonce la rémunération de la commission d'office et l'exonération de la T.V.A.

Le premier ministre a annoncé, lundi 21 juin, aux représentants de toutes les organisations d'avocats regroupées sous le nom d'Action nationale du barreau (A.N.B.), le principe de la rémunération de la commission d'office, soit sous forme d'honoraires, soit sous forme d'indemnités. « En matière civile, a ajouté le chef du gouvernement, l'indemnité allouée au titre de l'aide judiciaire sera revalorisée. »

Le premier ministre a également annoncé le non-assujettissement à la T.V.A. des prestations de services des avocats. Une *procédure de dérogation est prévue dans le cadre européen.* D'autre part, la taxe professionnelle réduite en 1982 sera supprimée en 1983.

Toutes ces mesures qui seront inscrites dans la loi de finances de 1983 ont été bien accueillies par la profession. Elles sont l'aboutissement d'une procédure de concertation qui avait été mise en place à la fin de l'an dernier. M. Mauroy avait reçu le 21 décembre une délégation de l'A.N.B. après la création d'un groupe d'étude interministériel qui avait créé trois commissions chargées tout d'abord de l'accès à la justice et de l'aide judiciaire ; de la situation sociale et fiscale de l'avocat et enfin du statut de l'avocat en France et dans le cadre européen.

Cette concertation doit continuer, et une réunion de méthode doit avoir lieu prochainement pour planifier l'examen des réformes. Le premier ministre a déjà annoncé que « *la procédure d'admission à l'aide judiciaire serait simplifiée, accélérée, de manière à ce que les avocats désignés soient rémunérés dans les meilleurs délais, avec au besoin le recours au versement de provisions* ». Quant au statut fiscal de l'avocat il sera assimilé par étapes au régime des salariés à condition, bien sûr, que les intéressés appartiennent à des associations agréées par l'État.

Les avocats présents à Matignon se sont félicités de ces mesures qui, indiquent-ils, permettront de faciliter l'accès à la justice de la population. Cela mettra-t-il un terme au malaise dans les barreaux ? Il est encore trop tôt pour le dire. De nombreux problèmes restent à régler. Les avocats demandent que la communauté nationale prenne en charge cette « *solidarité judiciaire* », par le biais d'un fond d'aide légale géré par la profession. Un pas vient cependant d'être franchi. — M. B.-R.

L'ÉLARGISSEMENT DE LA C.E.E.

La Communauté présenterait prochainement un document sur le volet agricole de l'intégration de l'Espagne

De notre envoyé spécial

Luxembourg (Communautés européennes). — Une session de négociations au niveau ministériel entre la Communauté européenne et l'Espagne a eu lieu le 22 juin à Luxembourg. Une autre avec le Portugal cette fois se tient le 28 juin. Il s'agit de préparer l'adhésion de ces deux pays à la C.E.E.

Les négociations portaient lundi sur quatre chapitres importants : l'union douanière industrielle, la fiscalité, les relations extérieures, la CECA. Effectivement, M. Chandernagor, ministre français chargé des affaires européennes, s'est montré attentif, voire exigeant, sur un certain nombre de dossiers étudiés ; mais il s'agissait de secteurs difficiles, tels la sidérurgie, les textiles, actuellement en crise dans la C.E.E.

S'agissant de l'acier, les Dix ont l'impression, en dépit des démentis de Madrid, que la politique de restructuration mise en œuvre outre-Pyrénées pourrait entraîner une augmentation des capacités de production, alors qu'au même moment la sidérurgie communautaire consent un effort considérable et socialement très pénible pour réduire ses propres capacités de production. La France et l'Italie — sur ces questions délicates, Paris n'a jamais été isolé — ont insisté pour que les Espagnols s'engagent à mettre en œuvre des « *disciplines comparables* » à celles qui sont appliquées dans la C.E.E. A la suite d'une discussion interne à Dix un peu vive, il a été décidé d'indiquer aux Espagnols qu'en cas de défaillance de leur part, il faudrait fixer des quotas de production d'acier dans le traité d'adhésion.

La négociation sur les quatre chapitres n'a pas été « bouclée », mais personne ne s'attendait à ce qu'elle le soit. Un certain nombre de difficultés pourraient être réglées au niveau des experts au cours des prochaines semaines (ainsi les dispositions concernant les échanges textiles sont liées — d'ailleurs de manière artificielle — aux solutions qui seront trouvées avec le Portugal). D'autres resteront en suspens jusqu'à l'ultime phase des pourparlers.

Pour ne pas s'épuiser, la négociation devrait aborder bientôt le volet agricole de l'intégration de l'Espagne. Le ministre espagnol, M. Llorca a rappelé que son gouvernement avait présenté des propositions à ce sujet en janvier 1982. « *Il n'y a pas encore de réponse communautaire ; il semble même qu'il n'y en aurait pas avant cet été... Certes, nous réalisons tous que les solutions n'étaient pas faciles à un moment où la Communauté luttait avec ses propres problèmes internes dans le domaine agricole. Je crois cependant que le moment est venu de donner une impulsion définitive à ce secteur...* »

Le ministre a cru comprendre lundi que la C.E.E. était en principe disposée à présenter un document sur l'agriculture au cours du second semestre. *Il reste à savoir si les Français, qui, dans ce cas, sont bien ceux qui bloquent, sont prêts à engager le dialogue agricole avec l'Espagne.*

PHILIPPE LEMAITRE.

A l'Académie des sciences

LE PRIX RICHARD LOUNSBERY A MM. CHAMBON ET CHANGEUX

Au cours de sa séance du lundi 21 juin, l'Académie des sciences a remis à MM. Pierre Chambon et Jean-Pierre Changeux le prix Richard Lounsbery 1982 (50 000 dollars) qui leur a été attribué par un jury franco-américain pour leurs travaux sur les structures fondamentales du matériel génétique et du système nerveux. Plus précisément, on doit au premier une contribution importante à la connaissance de la structure et de l'expression du génome des cellules animales, et au second un travail sur les bases expérimentales du concept d'allostérie et de la structure des récepteurs de l'acétylcholine.